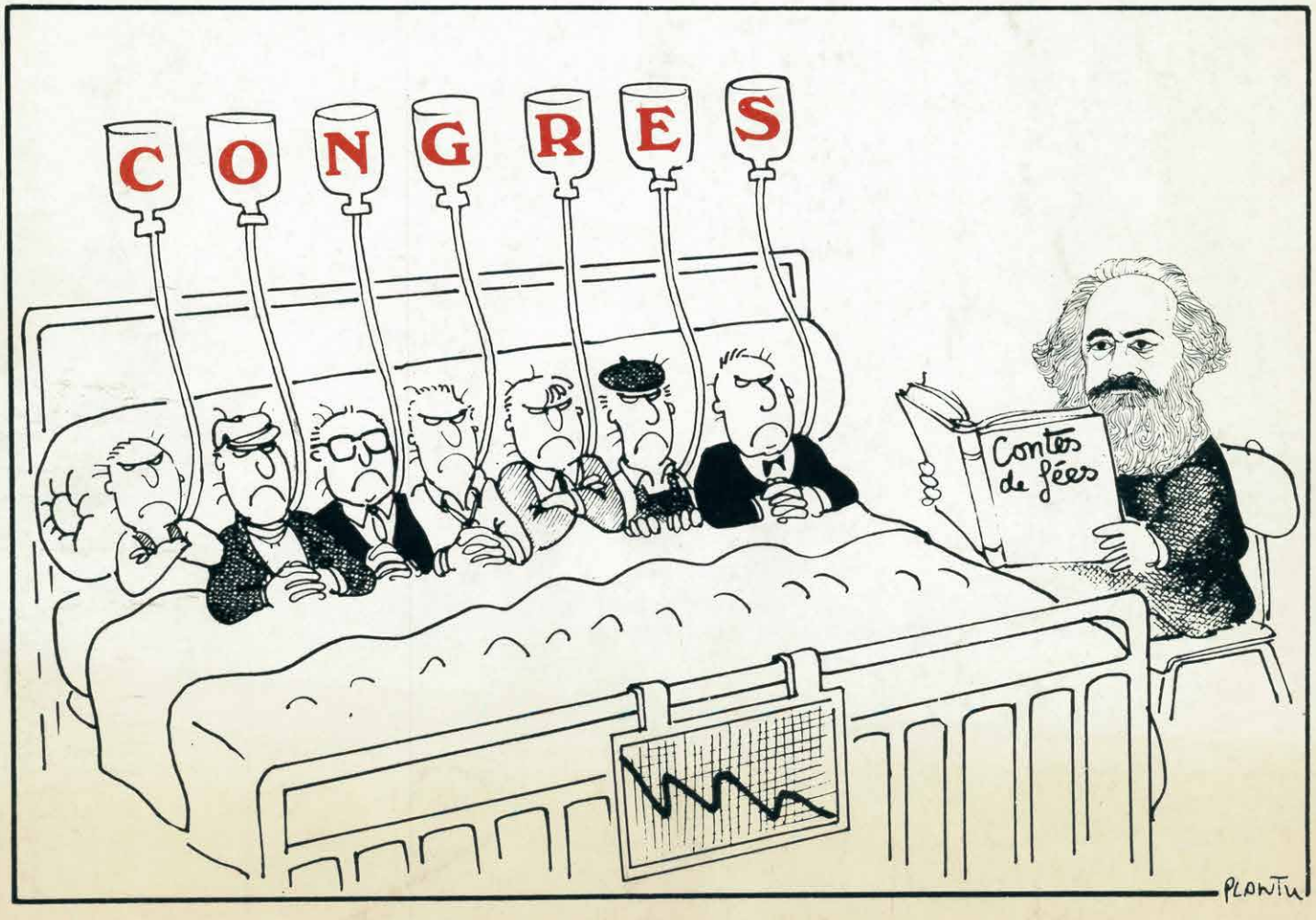
Critique Communiste

Numéro spécial. Supplément au n° 61. Mars 1987. 30 F.

8e Congrès de la LCR



RESOLUTION POLITIQUE

PRESENTEE PAR LA MAJORITE DU COMITE CENTRAL

1. La réactivation du mouvement de masse.

2. Une phase d'instabilité politique prolongée.

3. La crise généralisée du mouvement ouvrier.

4. L'orientation des révolutionnaires pour la mobilisation unitaire et l'auto-organisation.

5. Une politique active pour oeuvrer à la recomposition du mouvement ouvrier.

6. Une candidature présidentielle anticapitaliste.

RÉSOLUTION POLITIQUE

PRÉSENTÉE PAR LA MAJORITÉ DU COMITÉ CENTRAL

1. La réactivation du mouvement de masse.

2. Une phase d'instabilité politique prolongée.

3. La crise généralisée du mouvement ouvrier.

4. L'orientation des révolutionnaires pour la mobilisation unitaire et l'auto-organisation.

5. Une politique active pour œuvrer à la recomposition du mouvement ouvrier.

6. Une candidature présidentielle anticapitaliste.

LA REACTIVATION DU MOUVEMENT DE MASSE

1.) La fin de l'année 1986 et le début de l'année 1987 représentent un tournant dans la situation française. La conjugaison des mobilisations de la jeunesse scolarisée et des mouvements de grève ou de lutte de la SNCF, de l'EDF, de la RATP, des instituteurs, traduisent une réactivation du mouvement de masse, une inflexion de la courbe des luttes. Au-delà, en provoquant un changement du climat social dans le pays, elles bouleversent les conditions des luttes politiques et sociales.

Ce changement de situation produit des effets décisifs. Le succès du mouvement des étudiants et des lycéennes a montré qu'il était possible de gagner face à un gouvernement qui, depuis le 16 mars, confronte les salariés à une entreprise systématique de destruction de leurs droits et conquêtes. Le combat collectif, les méthodes traditionnelles de la lutte des classes reprennent vigueur et crédit. L'apparition de plus en plus fréquente de formes d'organisation démocratique des luttes a fait émerger une alternative au blocage des appareils bureaucratiques. Ces processus d'auto-organisation, la tenue d'assemblées générales souveraines, le développement de comités de grève ou de coordination ont joué un rôle essentiel dans la mise en branle de secteurs entiers, dans la préservation de l'unité, de la cohésion, de la souveraineté des travailleurs en lutte.

En conséquence, la riposte ouvrière face aux agressions patronales et gouvernementales - qui semblait auparavant difficile - apparaît désormais possible et nécessaire. De nouveaux secteurs s'en trouvent encouragés pour déclencher des luttes.

La perspective d'une mobilisation d'ensemble, pour la satisfaction des revendications, pour faire céder le gouvernement, voit progressivement grandir sa crédibilité. Parallèlement, dans le mouvement ouvrier, le désarroi et l'attentisme laissent lentement la place à un large débat sur le bilan des années passées et les perspectives pour la classe ouvrière.

2.) L'ensemble de ces éléments se situe pourtant toujours dans le cadre général de la crise économique. Depuis le milieu des années 1970, et surtout depuis 1981, sous les effets conjugués des attaques de la bourgeoisie et de la politique des directions réformistes, la classe ouvrière s'est trouvée rejetée sur la défensive. Il en est résulté, au moins jusqu'à la fin de l'année 1986,
un reflux de la combativité, un recul du niveau d'organisation, un approfondissement de la division sociale et politique, une baisse du niveau de conscience dans certaines fractions du prolétariat. Dans le même temps, l'offensive patronale contre les salariés obtenait des succès, jetant les bases d'une attaque encore plus brutale contre l'emploi, les salaires, la protection sociale.

Aujourd'hui, ces traits négatifs continuent à marquer de leur empreinte les conditions d'activité de la classe ouvrière. Ils font surgir encore bien des obstacles à l'entrée en action de certaines de ses fractions, notamment dans le secteur privé. Amplifiés par la tactique des directions réformistes, ils retardent l'unification du front de classe et rendent souvent difficile la coordination des luttes.

3.) L'enjeu des prochains combats est donc bien de savoir si les travailleurs trouveront, sur la base des développements récents, les voies de leur contre-offensive ou si la classe dominante parviendra à marquer d'autres points.

Il n'en reste pas moins que, pour la première fois depuis de longues années, dans le contexte de la crise, un gouvernement bourgeois s'est vu contraint de reculer devant un début de remobilisation sociale. La coalition au pouvoir se trouve plongée dans des difficultés politiques qui mettent à nu la fragilité de ses positions sociales. Cela ouvre une phase d'affrontements politiques et sociaux pouvant déboucher sur la mise en échec du gouvernement Chirac.

UNE PHASE D'INSTABILITE POLITIQUE PROLONGEE

4.) Cette situation a pour toile de fond un approfondissement de la crise de direction de la droite. Reflet de l'instabilité qui affecte la domination bourgeoise depuis de longues années, la majorité parlementaire ne dispose pas de projet politique cohérent, adapté au contexte actuel de crise comme à l'état réel des rapports de forces sociaux, répondant aux intérêts des secteurs performants du capital et susceptible d'unifier autour d'eux un bloc social dépassant largement les couches traditionnellement acquises au camp bourgeois.

Tous ces éléments se concrétisent en une instabilité politique permanente. Divisée, ne disposant que d'une faible avance à l'Assemblée nationale, soumise au harcèlement de l'extrême-droite, la droite doit accepter, au plan institutionnel, la cohabitation avec un président socialiste. En brisant la coïncidence des majorités parlementaire et présidentielle, qui faisait jusqu'alors la solidité de la Ve République, ce trait distinctif de l'après-16 mars rend précaire la position et l'autorité de l'équipe gouvernementale. Dans le même temps, la coalition RPR-UDF se trouve en permanence soumise aux pressions contradictoires des clans qui agissent en son sein, aucun d'entre eux ne se trouvant en mesure d'assurer son hégémonie sur ses concurrents. Enfin, les difficultés des grandes formations bourgeoises se reflètent dans la poussée électorale du Front national. L'avenir de ce dernier, écartelé entre une possible transformation en parti ouvertement fasciste et une éventuelle intégration à la droite traditionnelle, sera donc déterminant pour la situation du camp bourgeois.

Dans ces conditions, la prochaine élection présidentielle mettra à jour le débat d'orientation qui agite souterrainement la classe dominante face à la crise et au mouvement de masse. Elle opposera l'appareil chiraquien aux composantes de la droite qui cherchent, derrière Barre, à lui opposer un projet, une stratégie et un système d'alliances alternatifs. Les rapports de forces que cristallisera le scrutin constitueront des facteurs essentiels pour l'évolution ultérieure du bloc réactionnaire.

En attendant, à la chaleur de grandes secousses politiques ou sociales, voire d'une dégradation brutale du contexte économique, cette instabilité peut tourner à la crise politique et mettre en cause l'équilibre gouvernemental lui-même.

LA CRISE GENERALISEE DU MOUVEMENT OUVRIER

5.) La phase actuelle confirme et amplifie l'une des caractéristiques essentielles des dernières années : la crise généralisée du mouvement ouvrier. Cette situation, qui prend une véritable dimension historique, touche toutes les formations et s'assimile à une mutation. Son issue, pour incertaine qu'elle demeure, modifiera profondément la structuration politique et syndicale du prolétariat, les relations entre ses organisations, les liens établis entre les masses et les appareils bureaucratiques.

La crise capitaliste et l'offensive bourgeoise, l'impuissance des directions traditionnelles à leur opposer un projet à la hauteur des enjeux, ainsi que le bilan de l'expérience gouvernementale de la gauche, ont en effet conduit à l'éclatement des cadres stratégiques jusqu'à présent dominants dans le mouvement ouvrier. Au terme d'un cycle d'expériences politiques des travailleurs, partis et syndicats se retrouvent dépourvus de véritables projets, contraints de gérer au mieux une situation transitoire. Le mouvement ouvrier subit parallèlement une transformation de sa conformation traditionnelle : renforcement et recentrage de la social-démocratie, déclin accentué du PCF, redéfinition des rapports de forces internes au mouvement syndical.

Au stade actuel cet ébranlement s'il ne prend pas la forme de fractures verticales, se traduit par des secousses majeures et des évolutions à gauche dans les organisations traditionnelles. Ce qui n'exclut pas que les éléments de confusion et de désarroi, produits de la situation des dernières années, puissent simultanément favoriser des glissements à droite dans un certain nombre de secteurs. Des phénomènes hétérogènes de recomposition apparaissent. Commençant à tirer le bilan des expériences vécues par la classe ouvrière au cours des deux dernières décennies, diverses fractions militantes cherchent une issue à l'impasse stratégique caractérisant les grandes organisations. Ces tendances ne peuvent qu'aller en s'amplifiant, au fur et à mesure qu'émergera, sous l'impact du renouveau des mobilisations sociales, une nouvelle génération.

6.) Ce bouleversement se trouve à l'origine d'une perte d'emprise grandissante des appareils réformistes sur les masses. cette désaffection amplifie les contradictions internes des organisations traditionnelles. Et elle génère une volonté de plus en plus massive de prendre ses affaires en main, de contrôler le déroulement des luttes, d'imposer l'unité des travailleurs et de leurs organisations face à la division entretenue par les directions, de mettre fin aux pratiques de délégation de pouvoir. L'aspiration à l'auto-organisation constitue aujourd'hui l'un des principaux leviers d'une bataille pour l'unité et la mobilisation ouvrières et, partant, la régénération des organisations syndicales. Elle devient par là-même, une question centrale pour l'intervention des révolutionnaires.

7.) La crise du mouvement ouvrier se concrétise entre autres, par l'approfondissement des contradictions au sein des partis ouvriers.
Le Parti socialiste vit ainsi à l'heure d'une tension qui nourrit des secousses, des affrontements et qui peut réactiver à court terme des débats qui ne sont gelés qu'en apparence. Ceux-ci s'organiseront vraisemblablement autour de deux questions. La première est la question aujourd'hui essentielle, des alliances à droite. La seconde est la question fondamentale de la préservation de l'identité ouvrière et social-démocrate du parti ou de sa transformation en "parti démocrate" à l'américaine, fonctionnel pour l'alternance et aux liens distendus avec le mouvement ouvrier.
L'impact de la réactivation du mouvement social et les développements d'une opposition au sein du PCF ont favorisé les tentatives de constitution d'un courant se situant à gauche dans le PS. La tentative de cristallisation autour de Jean Poperen connaissait certes des limites. Mais parce qu'elle était ciblée sur le problème essentiel pour l'avenir du PS - la question des alliances à droite - et parce qu'elle représentait une fissure non négligeable au sein de l'appareil de ce parti, cette tentative représentait un premier pas extrêmement important dans le processus de constitution d'une gauche socialiste. La capitulation, face aux diverses pressions institutionnelles, de son principal protagoniste, entraîne démobilisation et découragement. Pour l'essentiel cependant, cette première secousse a confirmé la place objective qui existe pour un courant de gauche à l'intérieur du PS et la volonté de nombreux militants de se battre pour cette perspective. Le compromis passé pour le congrès de Lille ne règle à l'évidence aucun des problèmes posés : ils ne pourront que rebondir autour de l'échéance présidentielle.

Mais c'est au sein du Parti communiste que les ébranlements s'avèrent les plus considérables. Le déclin historique de ce parti est le produit de la crise du stalinisme et du bilan des pays du "socialisme réellement existant", de la faillite de l'Union de la gauche à laquelle il s'est longtemps assimilé, de l'incapacité de sa direction à le doter d'un nouveau projet cohérent, du discrédit que lui fait subir sa politique acharnée de division. La crise d'identité et d'orientation qui en résulte et qui provoque une régression constante de son audience dans le pays, engendre un vaste mouvement de contestation interne. Celui-ci affecte les piliers fondamentaux du PCF : ses élus, ses relais syndicaux, son appareil, sa base ouvrière. Conjugués au redémarrage des luttes et aux pressions de la social-démocratie, ces processus ne peuvent que susciter des clivages au sein du courant "rénovateur" sur son avenir comme sur ses délimitations politiques et stratégiques. L'évolution en ce sens d'un courant significatif du PCF peut de ce point de vue modifier les conditions concrètes de la construction d'un parti révolutionnaire en France.

8.) L'ébranlement du mouvement ouvrier se réfracte tout particulièrement dans le mouvement syndical. De manière conjointe, la rupture de l'Union de la gauche (perspective recueillant une adhésion de masse parmi les cadres syndicaux) et l'irruption de la crise capitaliste ont profondément désorienté toute une génération de syndicalistes membres des directions intermédiaires des confédérations.
La fonction même du syndicalisme est objet de débat, pendant qu'une frange croissante de la classe ouvrière considère discrédité le syndicalisme pratiqué par les bureaucraties. Des rapports d'un type nouveau apparaissent entre masses et syndicats. Le vote pour les syndicats ouvriers ne signifie pas adhésion, et les suffrages vont à l'équipe syndicale recueillant la confiance des travailleurs. Dans le même temps, les syndicats d'entreprise connaissent une tendance à l'autonomisation par rejet d'appareils nationaux jugés inutiles, coûteux, politiciens.
Quand le mouvement de grève le permet, les travailleurs n'hésitent pas à mettre les syndicats sous contrôle des structures démocratiques dont ils se sont

dotés. L'écart grandit donc entre les suffrages recueillis par les syndicats ouvriers, les adhésions réalisées par ces syndicats, leur capacité de contrôle sur les travailleurs en grève.

Le syndicalisme peut connaître une régénérescence s'il intègre dans sa relation avec les travailleurs l'aspiration unitaire et démocratique rencontrée dans les conflits. De ce point de vue, les militants syndicaux attachés aux positions de classe et de masse peuvent trouver un terrain favorable contre les appareils qui leur font face s'ils appuient leur démarche oppositionnelle sur ce mouvement d'auto-organisation. Les appareils des confédérations ouvrières chercheront à intégrer le mouvement d'auto-organisation de manière à le contrer, le manipuler, le manoeuvrer.

C'est pourquoi l'auto-organisation constitue bien un enjeu immédiat au sein même du mouvement syndical.

L'ORIENTATION DES REVOLUTIONNAIRES POUR LA MOBILISATION UNITAIRE ET L'AUTO-ORGANISATION

9.) Dans le contexte présent, l'orientation des révolutionnaires vise en premier lieu au développement d'une ligne de résistance de classe, pour reconstruire un rapport de forces favorable à la classe ouvrière et créer les conditions d'une contre-offensive qui puisse mettre le gouvernement en échec et, à terme, préparer son renversement. Pour cela, la LCR défend en permanence la nécessité de la mobilisation unitaire des travailleurs, de l'unité dans et pour les luttes, afin d'obtenir la satisfaction des revendications, de briser l'offensive capitaliste.

Dans leur travail quotidien, les militants de la LCR s'efforcent de lever les obstacles à cette perspective, ils favorisent la formulation unitaire des revendications, impulsent les formes de lutte et d'action permettant l'unité des salariés et la démocratie la plus large. A travers cette action, ils s'efforcent de faire mûrir l'idée d'une riposte coordonnée de la classe ouvrière, d'un mouvement d'ensemble prolongé, d'une grève générale qui serait l'arme la plus efficace pour gagner sur les exigences ouvrières, chasser la coalition au pouvoir et affirmer l'indépendance du mouvement de masse.

10.) Sur cette ligne, face à une division qui demeure l'un des principaux obstacles à l'entrée en action de larges secteurs, la LCR s'adresse aux directions politiques et syndicales de la classe ouvrière pour qu'elles s'unissent au service de l'indispensable combat, sur la base des revendications mises à l'ordre du jour par les luttes elles-mêmes et de l'aspiration unitaire qu'elles révèlent.
Mais les militants de la LCR ne se contentent pas d'interpeller les directions majoritaires. Ils s'efforcent, chaque fois que possible, d'oeuvrer à la réalisation effective de mobilisations unitaires, même partielles et sur des objectifs limités. Ce faisant, ils cherchent à susciter une dynamique d'élargissement et de convaincre d'autres fractions de la classe ouvrière du caractère indispensable de l'action. En s'adressant directement à tous les travailleurs, aux militants des partis et syndicats ouvriers, ils les appellent à rassembler leurs forces pour le combat dans l'unité. Ainsi aident-ils aux décantations à l'oeuvre en permettant aux militants critiques du PS et du PCF, des syndicats, de vérifier dans la pratique qu'il existe une autre voie que la résignation ou l'attente passive des échéances électorales.

11.) C'est dans cette ligne générale pour l'unité ouvrière et le front unique des organisations ouvrières que s'inscrit le développement systématique de toutes les formes d'auto-organisation.

Dans un contexte marqué par une division exacerbée, celles-ci deviennent de plus en plus fréquemment une condition permettant de lever les hypothèques bureaucratiques pesant sur les luttes. Elles constituent la réponse la plus adéquate au discrédit des directions réformistes ainsi qu'à la régression de leurs capacités d'encadrement de la classe ouvrière. Elles représentent un levier pour aider à l'unification des travailleurs autour de leurs revendications et, par là, un moyen supplémentaire de gagner.

En s'appuyant sur les exemples récents d'auto-organisation, la LCR entend donc susciter, chaque fois que cela s'avère possible et en fonction des conditions concrètes, des intersyndicales responsables devant les travailleurs, des assemblées générales souveraines, des comités de grève, des coordinations élues et révocables où syndiqués et non syndiqués puissent parvenir à une forme supérieure d'unité et de démocratie. Ce qui implique un infléchissement de son intervention, non du point de vue de l'orientation générale, mais de sa mise en pratique.

Si la LCR rejette toute position consistant à présenter l'auto-organisation comme la seule représentation d'une frange radicale ou comme un moyen de contourner la bataille pour l'unité des travailleurs et de leurs organisations, elle s'oppose simultanément à toute conception réduisant les comités de grève à de simples instruments de pression sur les organisations syndicales. En impulsant l'auto-organisation, ses militants et militantes s'appuient sur les travailleurs les plus avancés ou les plus combatifs (syndiqués et non syndiqués) et cherchent à faire émerger des éléments de direction alternative aux bureaucraties syndicales. Ils mettent dès lors, au coeur de leur activité, l'unité et la démocratie et impulsent toutes les formes d'organisation pouvant renforcer la mobilisation, à commencer par les comités de grève élus en assemblées générales qui, s'ils sont réellement représentatifs, constituent le meilleur moyen de mettre en déroute les manoeuvres réformistes.

Dotés de cette approche, les militants de la LCR préparent en permanence l'auto-organisation des travailleurs. Ce qui concerne tout à la fois les propositions qu'ils formulent dans les syndicats et leur disponibilité à prendre, dans les entreprises, toute initiative susceptible de regrouper un courant pour l'auto-organisation.

12.) En bouleversant les coordonnées de la situation politique et sociale, la réactivation des luttes provoque aussi une plus grande disponibilité de nombre de militants ouvriers, au débat et à l'action avec les révolutionnaires. Pour accélérer ces évolutions, favoriser les décantations, il convient de chercher à construire les cadres politiques susceptibles de faire passer ces militants au stade d'une action publique commune. Cette dernière servirait de pont entre les combats partiels du moment et le terrain politique central. Il est possible de cristalliser aujourd'hui un tel processus autour de la nécessité de l'unité dans les luttes, du combat unitaire des travailleurs et de leurs organisations contre Chirac et son gouvernement, de l'organisation démocratique des luttes.

C'est dans ce sens que la LCR a contribué au lancement d'un appel de militants représentatifs pour l'union dans les luttes, afin de renforcer la volonté d'auto-organisation et de combat des travailleurs. En fonction des développements de cette activité, ensemble, des militants socialistes, communistes, syndicalistes, révolutionnaires, pourraient aussi faire entendre leur voix, pour l'union dans les luttes et les élections contre Chirac et son gouvernement, pour préparer un avenir où les travailleurs ne se verraient pas spoliés des fruits de leur victoire, mais se donneraient la garantie, par leur propre action de classe, d'imposer une politique qui corresponde effectivement à leurs aspirations.

13.) Cette démarche, la LCR l'oppose en permanence aux orientations du PS et du PCF. Face à une social-démocratie enlisée dans le marécage de la cohabitation, à un PC qui se complait dans un sectarisme sans issue, elle montre que l'objectif d'une mobilisation unitaire, pour en finir avec les attaques de la réaction et des possédants, peut seul faire renaître l'espoir, favoriser les luttes et leur donner un débouché politique correspondant réellement à l'intérêt des travailleurs.

Construire l'unité pour et dans la lutte représente en effet le moyen le plus sûr de mettre à l'ordre du jour le remplacement du gouvernement Chirac par un gouvernement qui satisfasse les revendications de l'heure, qui rende des comptes à ses mandants, qui soit aussi fidèle à la classe ouvrière que l'alliance

RPR-UDF l'est à la bourgeoisie. Ainsi les travailleurs pourraient en finir avec le libéralisme, sans pour autant subir à nouveau le type de gestion gouvernementale de la gauche entre 1981 et 1986. Même avec une nouvelle majorité de gauche et un gouvernement du PS et du PCF, la lutte sociale est la seule locomotive du changement, la seule garantie pour les travailleurs de faire aboutir leurs aspirations.

Pour donner toute sa cohérence à cette orientation, la LCR doit plus que jamais faire vivre une perspective de transformation radicale de la société. C'est pourquoi elle lie constamment ses propositions d'action à la défense d'un projet socialiste. Dans les conditions présentes, ce dernier vise à développer les réponses stratégiques et programmatiques adéquates aux discussions d'orientation qui partagent le mouvement ouvrier, à populariser, dans ce cadre, un ensemble de solutions ouvrières pour sortir de la crise et à jeter un pont entre l'état actuel des luttes, du niveau de conscience et l'objectif du pouvoir des travailleurs.

UNE POLITIQUE ACTIVE POUR OEUVRER A LA RECOMPOSITION DU MOUVEMENT OUVRIER

14.) La crise du mouvement ouvrier, la radicalisation et les évolutions multiples qu'elle engendre, renforce la nécessité, pour la LCR, de se doter d'une politique active visant à accélérer les recompositions, à favoriser les clarifications, à démontrer la nécessité d'un nouveau parti pour les travailleurs, seule réponse adaptée à la faillite de la gauche réformiste.

Cette action, opiniâtre et permanente, suppose en premier lieu d'intensifier l'intervention en direction des militants des organisations traditionnelles, politiques et syndicales. En les confrontant à leurs propositions de front unique, les militants de la LCR cherchent à engager avec eux un dialogue sur les tâches de l'heure face à la crise capitaliste et aux attaques de la droite. Ce qui constitue le meilleur moyen d'aider aux nécessaires clarifications.

15.) Dans l'ensemble des centrales syndicales où ils sont présents (CGT, CFDT, FO, FEN), les militants de la LCR combattent en faveur d'un redressement basé sur la défense des revendications et des intérêts des travailleurs. Ce qui passe par la lutte pour l'unité ouvrière et notamment pour l'unité d'action syndicale, la mobilisation, la démocratie syndicale et la démocratie ouvrière la plus large. De ce point de vue, la pratique démocratique de masse devient un outil essentiel pour forger l'unité ouvrière et assurer le succès des luttes.

Les militants de la LCR travaillent à la réorientation du syndicalisme. Cela concerne à la fois la participation aux batailles qui se déroulent dans chaque confédération pour en contester la direction aux réformistes, l'insertion dans tous les cadres unitaires de mobilisation permettant d'impulser l'unité d'action systématique des organisations syndicales, le développement de formes de regroupement des militants unitaires et de lutte de classe.

C'est ainsi qu'ils favorisent la construction de la tendance syndicale de lutte de classe qui est un de leurs axes stratégiques. C'est ainsi également qu'ils opposent aux manoeuvres de division des états-majors, la seule perspective répondant réellement à l'intérêt des salariés : une centrale unique et démocratique, défendant en toute indépendance leurs aspirations. Il s'agit de créer les meilleures conditions pour engager le débat sur le nécessaire débouché politique du combat de classe, et lier les propositions d'action aux réponses ouvrières pour en finir avec l'austérité.

16.) Dans une situation marquée par l'approfondissement des contradictions du Parti socialiste, la LCR intervient systématiquement en direction des membres de ce parti. Elle travaille en commun avec eux, dans les luttes comme dans les campagnes unitaires. Elle engage le débat avec les responsables de l'opposition socialiste en gestation et avec tous les militants en rupture avec la politique de leur direction, sur la base de ce que devrait être une politique conséquente : unité ouvrière contre la droite et le gouvernement, renforcement de l'auto-organisation démocratique des luttes, popularisation d'une orientation anticapitaliste face à la crise, développement d'une politique internationaliste contre l'impérialisme et la bureaucratie.

17.) La crise du PCF constitue un enjeu de première importance pour les révolutionnaires. La LCR intervient systématiquement en direction des membres du PCF, pour travailler en commun avec eux, dans les luttes comme dans les campagnes unitaires. Ses militants participent activement à toutes les structures de débat ou d'action créées à l'initiative de militants communistes ou d'autres (cercles "M", cercles Gramsci, universités communistes, collectifs unitaires, etc.). Elle engage le débat avec les responsables de l'opposition et avec les militants en rupture avec leur direction, sur les thèmes de ce que devrait être une politique communiste conséquente : unité ouvrière contre la droite et le gouvernement, renforcement de l'auto-organisation démocratique des luttes, popularisation d'une orientation anticapitaliste face à la crise, développement d'une politique internationaliste contre l'impérialisme et la bureaucratie.
La LCR est persuadée que la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire passerait par des processus de recomposition traversant les deux grandes organisations politiques traditionnelles du mouvement ouvrier. C'est aujourd'hui de l'évolution de l'opposition communiste que dépend pour l'essentiel l'apparition d'une telle opportunité. La LCR pour sa part s'affirme disponible pour la construction d'une même organisation, dès lors que les conditions en seraient réunies et que les accords politiques sur les grandes tâches de l'heure le rendraient possible.

18.) Plus généralement, les coordonnées de la crise du mouvement ouvrier fondent la nécessité de la démarche unitaire globale impulsée par le LCR. Cette dernière entend répondre à des phénomènes éclatés de maturation et de radicalisation, ainsi qu'aux problèmes que se posent nombre de militants ouvriers, après cinq ans de gouvernement de la gauche réformiste, et à l'aube d'un nouveau cycle de luttes sociales.

Au stade actuel et sans spéculer sur les formes que prendra la recomposition, la LCR met résolument en oeuvre cette problématique. Elle propose ainsi l'unité d'action et le débat à toutes les forces et courants qui y sont disposés. Elle formule des propositions de campagnes et d'intervention propres à permettre une activité commune et l'affirmation d'une force en rupture avec les directions traditionnelles. Dans le même esprit, elle participe aux regroupements ou collectifs locaux, dès lors qu'ils rassemblent des forces militantes significatives, contribuent à l'affirmation d'une orientation anticapitaliste et stimulent le débat politique entre militants d'horizons divers.

UNE CANDIDATURE PRESIDENTIELLE ANTICAPITALISTE

19.) Echéance politiquement centrale, l'élection présidentielle va dominer la situation des prochains mois. Certes, la nature même de ce type de campagne électorale contribue à maintenir un décalage entre les aspirations ouvrières nées des luttes et leur traduction dans les enjeux centraux de la campagne. Par contre, celle-ci sera l'occasion pour les travailleurs de sanctionner le gouvernement et la droite, de manifester leur rejet de la politique libérale.

Dans la continuité de son engagement et du rôle de ses militants dans les mobilisations sociales, ce doit être, pour la LCR, l'occasion de défendre son orientation et d'accroître l'impact de ses propositions. Contre la politique des directions traditionnelles et en conformité avec son action depuis le 16 mars, sa plate-forme s'ordonnera autour des points suivants :

. Contre les attaques de la droite et du patronat, contre l'austérité, l'inégalité et le racisme, pour la satisfaction des revendications.
. Pour l'unité dans les luttes des travailleurs et de leurs organisations, sans exclusives et sans préalables, afin de chasser la coalition de droite au pouvoir.
. Pour une politique de rupture avec le capitalisme permettant aux travailleurs de n'être plus victimes des capitulations des grands partis de gauche.

Pour le second tour, dans la continuité de sa politique de front unique, la LCR appellera à battre la droite, combattra pour le désistement inconditionnel et le rassemblement de toutes les voix sur le candidat du parti ouvrier arrivé en tête au premier tour. Tout en développant sa critique des orientations de la gauche réformiste, elle combattra une division qui, sous couvert de désaccords politiques, ne peut que favoriser le candidat bourgeois.

En cas de victoire du candidat de la gauche, la LCR se battra pour la dissolution de l'Assemblée nationale. A l'éventualité d'une majorité de "centre-gauche", c'est-à-dire d'une alliance du Parti socialiste avec une partie de la droite, elle opposera la nécessité d'une majorité ouvrière, d'un gouvernement

du PS et du PCF, sans ministres bourgeois. En fonction de l'expérience accumulée entre 1981 et 1986, elle appellera simultanément les travailleurs à ne compter que sur leurs propres forces pour imposer une politique réellement conforme à leur volonté de changement.

La LCR prend donc dès maintenant toutes les dispositions pour assurer la possibilité de sa candidature présidentielle.

20.) L'élection présidentielle doit permettre d'affirmer de façon large et crédible, une force à la gauche du PS et du PCF, de faire vivre une perspective anticapitaliste, d'avancer dans le rassemblement de tous ceux et celles d'accord avec cette politique. Confrontés à l'offensive des gouvernants, ayant fait l'expérience de la faillite des projets du PS et du PCF, de nombreux travailleurs, de nombreux militants ne se résignent pas. Ils doivent pouvoir exprimer nettement, dans les urnes, leur refus de la droite mais aussi des orientations de la gauche réformiste, manifester leur volonté d'unité sur la base des exigences ouvrières, voter en faveur d'une politique qui réponde effectivement à leur attente.

C'est pourquoi la LCR se prononce en faveur d'une candidature unitaire anticapitaliste. Dans les mois qui viennent, elle déploiera une large activité publique en ce sens sur la base de ses propositions politiques, et discutera avec tous ceux susceptibles de partager cet objectif.

LA CONSTRUCTION DU PARTI REVOLUTIONNAIRE

Document présenté par la majorité du Comité central.

* **Introduction :** une mutation historique du mouvement ouvrier.

I) La crise toujours...
1) L'illusion libérale frappée de plein fouet;
2) Pas de "sortie douce" de la crise...
3) Une crise qui s'étire et entasse les conflits;
4) L'impérialisme français déclinant et agressif;
5) Vers une intensification des attaques patronales;

II) Le prolétariat, seule force capable de conduire une transformation révolutionaire de la société.
6) Effets de sa crise de direction.
7) Des transformations sociales réelles;
8) Extension et différenciation du prolétariat;
9) Division et unification de la classe;
10) La jeunesse et ses enjeux;
11) Défaites partielles et réserves considérables;

III) Redistribution des cartes dans le mouvement ouvrier.
12) Paysage après l'Union de la gauche...
13) Distension des rapports masses/appareils;
14) Le déclin du PC ...
15) ... et son enjeu;
16) L'hégémonie électorale du PS et ses limites;
17) Redéploiement du mouvement syndical;
18) Vers une nouvelle structuration du mouvement ouvrier ?

IV) Pas de stratégie révolutionnaire sans parti révolutionnaire; pas de parti révolutionnaire sans projet révolutionnaire.
19) Nécessité d'un parti d'avant-garde;
20) Démocratie interne et respect du mouvement de masse.
21) Un parti capable de répondre aux grands défis;
22) Le droit à l'emploi et à l'éducation pour tous;
23) Socialisation, planification, démocratie pluraliste;
24) Pas de socialisme autogestionnaire sans rupture révolutionnaire;
25) Pour le désarmement unilatéral;
26) Pour les Etats Unis socialistes d'Europe;
27) Une démarche de front unique ;
28) A crise internationale, réponse internationale;

V) Entreprendre pour espérer, persévérer pour réussir.
29) Construire la Ligue pour construire le Parti;
30) Danger d'une régression historique;
31) Pas de parti sans programme;
32) Une démarche unitaire persévérante;
33) Etat de l'extrême-gauche;
34) La tâche la plus urgente..

INTRODUCTION.

Nous vivons une *mutation historique du mouvement ouvrier*, sociale et politique, nationale et internationale. Cette mutation s'opère *dans et par la crise* de longue durée, dans laquelle le système impérialiste s'enfonce depuis le début des années 7O.

En France, elle s'inscrit dans le contexte politique déterminé par la double expérience de la grève générale de 1968 et de la législature de 1981 à 1986, qui a vu les partis de gauche, socialiste et communiste, disposer de moyens institutionnels sans précédent pour appliquer leurs solutions : la présidence de la République et les pouvoirs exceptionnels qui y sont attachés, le gouvernement, une confortable majorité parlementaire.

Le résultat est connu. La gauche au gouvernement a renié sa priorite déclarée, la lutte contre le chômage. Elle a enterré de ses propres mains l'idée de changement, qui exprimait l'aspiration profonde à d'autres choix, d'autres priorités sociales, dès lors que la "majorité politique", comme le disait F. Mitterrand au soir de son élection, rejoignait enfin "la majorité sociale".

L'abandon des promesses électorales, le ralliement à une politique d'austérité tempérée, la gestion loyale de l'Etat et des engagements internationaux de l'impérialisme français, ont frayé la voie à un retour en force de la droite.

C'est ce qu'ont sanctionné les élections du 16 mars : victoire nette de la coalition RPR-UDF, poussée du Front National, forte abstention ouvrière, déclin historique du Parti communiste, affaiblissement et division profonde du mouvement syndical. Le succès du Parti socialiste marque les limites de ce recul sur le plan électoral.

En moins de vingt ans, les travailleurs de ce pays auront donc fait l'expérience d'une grève générale, dont la puissance a été frustrée d'une victoire politique; puis d'une victoire électorale bradée par les directions réformistes.

C'est forts de cette histoire qu'ils abordent les profondes redéfinitions à l'oeuvre dans le mouvement ouvrier.

Face aux épreuves de la crise économique, aux mutations en cours dans la classe ouvrière, aux questions d'intervention et d'orientation grandes ouvertes après l'expérience gouvernementale de la gauche, *il n'est pas de tâche plus urgente et vitale que la construction d'un authentique parti révolutionnaire.* Ses

forces potentielles existent, dans les organisations révolutionnaires, dans les courants syndicalistes combatifs qui ne se résignent pas aux capitulations de leurs directions, parmi les militants communistes qui cherchent une réponse de gauche au déclin de leur parti, chez les militants socialistes qui refuseront que leur parti s'installe dans la cohabitation et les alliances avec la bourgeoisie, chez les jeunes et les travailleurs actifs dans les luttes mais inorganisés parce que méfiants envers les vieux appareils...

Ces forces peuvent et doivent converger au feu des expériences communes. Mais elles ne le pourront qu'en apportant des réponses claires aux questions décisives de l'heure: *qu'en est il de cette crise et à quoi doit on se préparer? Face aux méfaits du libéralisme, quelles sont les véritables perspecitves de changement de société, celles que la gauche au gouvernement n'a même pas explorées? Quelles sont les forces motrices de ce changement et les conditions pour qu'elles se mettent en mouvement? Un parti d'avant garde est- il toujours nécessaire? Lequel? Et comment, sans attendre, oeuvrer à sa construction?*

I. LA CRISE TOUJOURS ...

Qu'en est-il de la "crise", de ses racines, de ses enjeux, de ses dénouements possibles? C'est dans la façon de l'affronter, de résister à ses effets, de répondre aux grands choix de société qu'elle révèle, que se dessineront les nouvelles lignes de force au sein du mouvement ouvrier. Les réponses apportées conditionnent aussi bien le projet de construction que les tâches immédiates d'une organisation révolutionnaire.

1) Au début de l'année 1986, tout à l'euphorie de la baisse des taux d'intérêt américains et de la chute des prix pétroliers, la grande presse vantait encore les mérites du "miracle reaganien". Le premier ministre L. Fabius se risquait à prohétiser la fin de la crise.

Depuis, une nouvelle récession se dessine aux Etats-Unis. Il s'agit maintenant de savoir à quel rythme et sous quelles formes elle se propagera aux pays capitalistes européens.

M. Séguin décrète déjà que le seuil de 10% de chômeurs est irréversible.

La grande illusion libérale est frappée de plein fouet.

Etranglé par la dette, pillé de ses matières premières, condamné à la dépendance financière et technologique, acculé à la misère et à la famine, le Tiers-Monde s'affirme comme la face cachée et honteuse des "démocraties occidentales".

Chômage,crises énergétiques, catastrophes nucléaires, manipulations génétiques illustrent chaque jour l'irrationalité de forces productives colossales, qui échappent au contrôle et à la responsabilité collective de la société. *L'avenir s'invente et se décide chaque jour, sans que soient posés et résolus démocratiquement les termes des grands choix.*

Sous la menace d'une course folle aux armements et d'un équilibre de la terreur nucléaire qui ne saurait s'éterniser, l'alternative entre socialisme et

barbarie est plus actuelle que jamais. Pourtant, le changement de société, qui paraissait presque à portée de la main à la fin des années 60, dans les prolongement d'une période de croissance, de prospérité relative, et de quasi plein emploi, semble aujourd'hui autrement difficile, alors qu'il s'impose plus que jamais comme nécessaire.

2) L'idée, selon laquelle la crise serait simplement l'expression d'une modernisation nécessaire et s'acheminerait vers une "sortie douce", n'exprime pas une analyse spécifique de son caractère, mais une angoisse devant la montée des contradictions et des conflits qu'elle porte dans ses flancs.

Le retour à une phase d'expansion longue supposerait simultannément résolus un redressement des taux de profit, et un accroissement des débouchés, sans lequel ces profits ne seraient jamais réalisés. Or, depuis le début des années 80, les taux de profit des principaux pays impérialistes ont retrouvé leur niveau de 1973, sans entrainer une reprise correspondante des investissements et faire reculer le spectre de la crise.

Pour poursuivre au delà leur redressement, il faudrait infliger de nouvelles défaites à la classe ouvrière, réduire qualitativement son salaire direct et indirect; et pour celà, maintenir un taux de chômage élevé, affaiblir davantage les organisations syndicales. Les bourgeois les plus lucides savent qu'ils ne peuvent s'y aventurer sans courir de gros risques sociaux et économiques.

Sociaux, parce que le système de protection sociale est désormais vécu par les travailleurs comme un droit démocratique qui cristallise de longues traditions de solidarité. Economiques, parce qu'une réduction de la consommation de masse et un retrécissement du marché intérieur, sans aucune garantie de pouvoir conquérir en contre-partie de nouvelles parts de marché dans un contexte de concurrence internationale exacerbée, peut accélérer la dynamique de la crise.

D'autre part, une relance concertée entre les principaux pays impérialistes supposerait que les bourgeoisies des différents pays sont désormais capables de maîtriser la concurrence, ou bien qu'il existe une internationalisation de la production, des services, et des capitaux telle que se dessinerait l'émergence d'un super-impérialisme unique. Rien ne l'indique, bien au contraire.

Les projets de type "plan Marshall pour le Tiers-Monde", évoqués par le rapport Brandt, on fait long feu. Précisément parce qu'il faudrait pour les entreprendre une direction impérialiste faisant autorité, un système monétaire stable, des bourgeoisies locales réformatrices, capables de s'attaquer notamment à la question agraire dans les pays dépendants. Aucune de ces conditions n'existe aujourd'hui. Les contraintes du FMI acculent au contraire ces pays à la course aux exportations, donc à une austérité intérieure renforcée, donc à la contraction de leur marché et à une restriction des débouchés pour les pays impérialistes eux-mêmes. Donc, en dernière instance, à une intensification de la concurrence.

Les tentations protectionnistes, freinées par l'internationalisation des échanges entre pays impérialistes, et par les procédures de concertations permanentes, n'ont pas réussi à s'imposer. Mais elles s'affirment de plus en plus ouvertement.

Enfin, l'espoir de nouveaux débouchés en Chine, en URSS, et dans les pays du Comecon, reste des plus limités. Le démantèlement de la planification et la réintroduction de la concurrence à grande échelle seraient inconcevables sans convulsions au dénouement imprévisible.

La dépression longue exprime une loi inhérente aux rapports de production capitalistes: celle de la baisse tendantielle du taux de profit. Il n'existe inversement aucune loi, même tendantielle, qui déterminerait la sortie de la crise et l'essor d'une nouvelle phase d'expansion. Le passage de l'une à l'autre dépend des rapports de force, de la lutte des classes, de conflits politiques, seuls susceptibles de façonner une nouvelle configuration des rapports entre les classes à l'échelle nationale et internationale.

3) Si la crise n'est pas une péripétie nécessaire à l'avènement d'une nouvelle modernité technologique, elle n'est pas davantage l'annonce d'un effondrement inéluctable et catastrophique du système sous le poids de ses propres contradictions.Une telle idée nourrit aussi bien la passivité que l'irresponsabilité. Si la classe ouvrière et les opprimés ne se montrent pas capables d'apporter leurs propres réponses par leurs propres moyens, la bourgeoisie finira par imposer la sienne. Au prix de quels désastres et de quelles régressions, sociales, politiques, culturelles ? C'est toute la question.

La "grande dépression" ne fut surmontée, à la fin du siècle dernier, que par l'émergence de l'impérialisme et la poussée d'expansion coloniale, dont le monde paie encore les conséquences. Celle des années 30 ne fut dépassée que par la Seconde Guerre mondiale, les camps d'extermination et l'utilisation de l'arme atomique.

Si la dépression actuelle peut durer, s'étirer dans le temps, sans exclure de brusques accélérations (banqueroutes, krach financier) c'est en raison des amortisseurs sociaux et des verrous politiques qui font sa spécificité.

- Depuis plus de dix ans, le fardeau de la crise s'alourdit sur le dos des exploités. Mais il est encore amorti par les acquis sociaux institutionalisés et légalisés tout au long de la période précédente. Ainsi, s'ils sont décisifs à terme, les effets sociaux du chômage ne revêtent pas la même forme que dans les années 30.
- Les conflits sociaux ne se développent pas indépendament des rapports de forces internationaux et des équilibres diplomatiques et militaires entre Etats. Le dénouement de la crise par la guerre n'est pas exclu. Mais la logique de la dissuasion nucléaire repousse les échéances d'une telle éventualité en maximisant ses risques. En revanche, sous la menace permanente de la généralisation d'un conflit mondial, on peut voir éclater et se prolonger des guerres locales et régionales, notamment dans le Tiers Monde.
- L'impérialisme américain reste l'impérialisme dominant, du fait de sa suprématie militaire et de la puissance de son Etat. Mais ce rôle entre de plus en plus ouvertement en contradiction avec la poursuite de son déclin économique, que la reprise reaganienne n'a pas suffi à enrayer. Ni le Japon -jusqu'à présent désarmé et disposant d'un marché intérieur limité-, ni l'Europe - qui court toujours après son unité-, ne sont en condition de prétendre à la relève de l'impérialisme dominant. C'est pourquoi la crise de direction impérialiste se prolonge et se réfracte dans la fragilité, l'instabilité, et souvent la division des directions bourgeoises au plan national.
- Enfin, la bureaucratie soviétique se heurte aux limites du mode de croissance extensif qu'elle a mis en oeuvre. Elle est donc contrainte d'affronter la nécessité urgente de réformes par le haut, tout en évitant de mettre le doigt dans l'engrenage d'une démocratisation effective de la société à tous les niveaux.

Des appareils d'Etat d'une puissance sans précédent, des institutions internationales, des intérêts économiques et financiers colossaux pèsent de tout leur poids pour contenir et différer l'explosion de conflits pourtant inévitables. Les fractures seront d'autant plus brutales que la chappe est lourde. Le temps, en lui même ne résoud rien. Il entasse les contradictions non résolues et les conflits à retardement.

4) En se prolongeant, la crise n'agit pas dans le sens d'un nivellement, d'un enfoncement uniforme. Elle creuse au contraire les inégalités. Parmi les Etats, les décalages s'accentuent.

Puissance coloniale traditionnelle, tardivement engagée dans les défis industriels au début des années 60, la France penche du côté des perdants. Comme pour corriger l'inertie d'un patronat conservateur, vivant de marchés protégés par les commandes publiques, c'est encore l'Etat qui a été à l'origine des grandes initiatives technologiques.

Il en résulte aujourd'hui une puissance militaire disproportionnée au rang réel de l'impérialisme français dans le domaine de la production, et une puissance nucléaire, au moment où l'Europe révise en baisse la part de l'énergie nucléaire. L'impérialisme français est donc un impérialisme d'autant plus agressif que déclinant, et doté d'un complexe militaro-industriel hypertrophié. Une telle situation ne peut que nourrir les pires frustrations chauvines.

5) Depuis la guerre, les rapports entre classes ont été caractérisés par une forme d'organisation et de division du travail, de consommation et d'indexation salariale, de protection sociale, de négociation syndicale et de représentation politique.

Ces rapports sociaux n'étaient pas le fruit d'un choix délibéré et maîtrisé par les classes dominantes. Ils étaient pour une large part le résultat d'un rapport de forces et de l'ambigüité de la situation à la fin de la guerre : l'extension de la révolution a certes été endiguée sous les efforts conjugués de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne. Mais le nazisme a été vaincu. La révolution a triomphé en Chine. Les luttes de libération nationale se sont développées.

Pour conjurer la grande peur de la Révolution, la bourgeoisie a su faire les concessions qui sont devenues les éléments d'un nouvel équilibre. Cet équilibre instable dans les rapports entre les classes fondamentales tend à se rompre sous les coups de la crise. Garanties sociales et négociation collective de la force de travail sont attaquées au nom de la flexibilité nécessaire, qui annonce une réorganisation du processus productif, de la divison du travail, et du rapport salarial.

L'enjeu de la bataille qui s'annonce n'est pas la recherche d'un nouveau compromis qui serait négociable entre partenaires égaux et responsables

(comme si les rapports sociaux de l'après-guerre avaient été octroyés par une bourgeoisie éclairée, et non extorqués sur la base de rapports de forces), mais une nouvelle intensification des formes d'exploitation par la flexibilité des horaires, l'individualisation des salaires, la précarisation et le démantèlement des conventions collectives de branches, au profit d'une association capital-travail dans le cadre de l'entreprise.

C'est dans cette dialectique de ce qui n'est déjà plus, et de ce qui n'est pas encore, que s'inscrit concrètement la réorganisation du mouvement ouvrier et *le dépassement de sa crise de direction.* Non comme un simple remplacement d'un vieil attelage par un nouveau, ou d'une équipe faillie par une nouvelle, mais comme une reprise et une continuation de ce qu'il y a de meilleur dans les traditions d'hier, et comme leur enrichissement au feu novateur des combats d'aujourd'hui: à tous les niveaux, de la lutte dans l'entreprise, à *la reconstitution d'une colonne vertébrale syndicale, et à la renaissance d'un parti révolutionnaire à influence de masse.*

La crise n'est pas nationale, mais internationale. Loin de s'acheminer vers une sortie douce, elle annonce un approfondissement des contradictions et des tensions. C'est à ces épreuves que le mouvement ouvrier doit se préparer, aussi bien nationalement qu'internationalement.

II) LE PROLETARIAT, SEULE FORCE CAPABLE DE CONDUIRE UNE TRANSFORMATION D'ENSEMBLE DE LA SOCIETE.

Exploités et opprimés, les travailleurs constituent la grande force sociale dont les intérêts historiques coincident avec ceux de l'humanité. Or, voici plus d'un demi-siècle que le socialisme est à l'ordre du jour, sans qu'il ait triomphé par des voies révolutionnaires, dans aucun des pays capitalistes développés. Des occasions ont existé. Elles ont éte gâchées ou trahies. S'agit il aujourd'hui de remplacer des directions faillies à la tête d'un mouvement ouvrier demeuré intact, ou plus profondément de reconstruire et renouveler, à tous les niveaux la tradition révolutionnaire si féconde dans notre pays ?

6) Le blocage majeur, qui permet l'étirement de la crise, c'est l'absence même de direction révolutionnaire du côté du mouvement ouvrier. *Il faut entendre cette crise de direction autrement que dans les années 30.* Il ne s'agit pas seulement de remplacer une direction politique faillie à la tête d'un mouvement ouvrier riche de traditions révolutionnaires, et profondément attaché à un projet socialiste.

Cette crise est d'abord celle du mouvement ouvrier international dans son ensemble, et ses racines politiques, sociales, culturelles, sont profondes:

- Le "socialisme réellement existant" constitue un repoussoir bureaucratique, et non un exemple de libération des forces productives au service des besoins sociaux. Il écrase les libertés démocratiques, sans garantir pour autant la justice sociale.
- Alors que les révolutions cubaine et vietnamienne conjuguaient libération nationale et émancipation sociale, la "déchirure" cambodgienne, la trajectoire de la révolution iranienne, le pourissement de la situation au Moyen-Orient, jettent le doute sur la dynamique des luttes anti-impérialistes, en l'absence de liens organiques avec les luttes prolétariennes dans les métropoles impérialistes et les Etats bureaucratiques.
- Plus d'un siècle de luttes souvent héroïques et d'explosions révolutionnaires du prolétariat dans les centres capitalistes les plus développés, confirment et illustrent la résistance inéluctable des exploités contre le capital. Mais nulle part une issue victorieuse n'est venue vérifier la capacité de cette

classe dominée à prendre la tête de l'édification d'une société nouvelle : à, de rien, devenir tout.

Les occasions d'apporter cette preuve n'ont pas manqué . Elles n' ont pas été simplement perdues, mais, dans la plupart des cas trahies par les directions social-démocrates, puis staliniennes. Cependant, une fois ces occasions passées, les effets deviennent cumulatifs. Depuis la guerre, la crise de direction finit par modifier les rapports de forces, les traditions, et les comportements même de la classe. Réciproquement, le poids des défaites passées et des accomodements devient un obstacle supplémentaire à la reconstruction d'une direction révolutionnaire.

7) Les trente années d'expansion ininterrompue puis l'entrée dans la crise économique, ont provoqué des bouleversements dans la société et dans la situation même de la classe ouvrière. Les problèmes qui traversent le mouvement ouvrier expriment donc, non seulement des questions politiques, mais des recompositions sociales, sectorielles, géographiques, sexuelles (importance historique de la féminisation), dans l'organisation et la division du travail... Elles ont déjà des conséquences spectaculaires :

- Un chômage structurel durable qui tend vers les trois millions.
- Le fait que 70 % des femmes travaillent, mais au prix d'une précarisation croissante.
- Une nouvelle augmentation du marché du travail.
- Le poids social d'une immigration de longue durée.

Plus globalement on assiste à un recul des procédures de négociation de branche, à une fragmentation des négociations par entreprise : éclatement des statuts, flexibilité, individualisation des salaires tendant à modifier les conditions de négociation de la force de travail.

8) *Le prolétariat représente désormais plus des deux tiers de la population active dans les pays capitalistes développés.*

Cette extension va de pair avec de profondes différenciations, que la crise révèle ou accentue : segmentation accrue du marché du travail, marginalisation par le chômage de longue durée et précarisation de secteurs entiers, exacerbation des rivalités et des discriminations qui nourrisent le racisme.

L'élévation du niveau culturel moyen et des niveaux de qualification n'entraîne pas une élévation correspondante des niveaux de conscience, qui dépendent avant tout des expériences sociales et politiques vécues.

La crise a déjà produit des modifications significatives de la structure même de la classe ouvrière. Dans la plupart des pays capitalistes développés, le poids des travailleurs industriels a connu un recul relatif au cours des dix dernières années. On assiste à une décentralisation des grandes unités de production et à une réduction de leur taille moyenne. Tout celà modifie les conditions de l'action politique et syndicale. D'autre part, les emplois liés à la sphère de la reproduction, de la circulation ou de l'administration, dont l'essor a compensé ces dernières années le déclin des emplois industriels, devraient être massivement touchés dans un proche avenir par l'internationalisation de la concurrence dans les services et l'introduction des nouvelles technologies.

Même numériquement réduite, la classe ouvrière industrielle, directement productive, représente toujours le tiers environ de la population active. Par sa place au coeur des rapports de production capitalistes et par ses traditions, elle constitue toujours le noyau dur du prolétariat dans son ensemble.

9) Socialement majoritaire, le prolétariat est la seule classe capable de prendre la tête d'une transformation révolutionnaire de la société. Mai 68 en France, comme le "Mai rampant" en Italie, ont mis en évidence, sa capacité à rassembler autour de lui de larges couches sociales, pour peu qu'il se mobilise lui-même et apporte ses propres réponses aux grands problèmes de la société et de la nation.

Le premier obstacle sur cette voie, c'est la division du prolétariat. Elle peut être provoquée ou entretenue par les appareils politiques et syndicaux. Il n'en demeure pas moins que l'unité sociale et politique de la classe n'est jamais une donnée spontannée ou naturelle. Au contraire, le rapport d'exploitation capitaliste ne cesse de reproduire la concurrence des prolétaires entre eux sur le marché du travail. La solidarité dans la résistance à l'exploitation sur les lieux de travail peut l'emporter dans la lutte et la mobilisation, lorsqu'est remise pratiquement en question la soumission au despotisme de l'entrepris

L'unification sociale, syndicale, et politique de la classe, constitue donc une tâche stratégique qui commande les problèmes tactiques d'alliances.

A ce sujet règne la plus grande confusion.

- Dans des sociétés où le poids du prolétariat est aussi déterminant, un mouvement féministe autonome et de masse, tout comme un mouvement écologiste de masse , ne sauraient être des mouvements "à côté", en marge, socialement indéterminés. Si leur activité traverse l'ensemble des organisations syndicales et politiques d'une nouvelle dimension, leur composition serait majoritairement prolétarienne. *Il ne s'agit donc pas d'une question "d'alliances" entre forces sociales hétérogènes,* comme entre le prolétariat et la paysannerie dans les pays dépendants. Le mouvement ouvrier doit apporter la preuve de sa capacité à prendre en charge ces pratiques sociales, à les réunifier dans une vision d'ensemble, en même temps que de sa capacité à reconquérir son autonomie face aux institutions et appareils d'Etat.

- Socialement, les questions d'alliances qui peuvent se poser à la classe ouvrière, dans le cours même d'une lutte anti-capitaliste, dont elle est sans conteste la force motrice et hégémonique, sont celles de ses relations avec la petite et moyenne paysannerie propriétaire autour de la question agraire, de ses relations avec la petite bourgeoisie traditionnelle dans le secteur de la distribution, et surtout de ses rapports avec la petite bourgeoisie de fonction, dont les formes d'organisation syndicale se rapprochent et parfois se confondent avec celles de la classe ouvrière. Les grandes expériences sociales des dernières années tendent à prouver que ces couches se déchirent dans la lutte et connaissent une double polarisation, une partie importante pouvant se ranger aux côtés de la classe ouvrière.

- *Politiquement, la question centrale est celle de l'unité des organisations se réclamant de la classe ouvrière.* Devant une classe ouvrière structurellement divisée de longue date sur le plan politique et syndical, la démarche de front unique est le fil à plomb de cette bataille pour l'unité. Ses formes vont des plus élémentaires, l'unité d'action des partis et des syndicats, aux supérieures que sont les formes d'unité organique et démocratique comme les conseils, en passant par l'unité syndicale, les comités de grève . Dans la mesure où elle vise, à travers l'unité des organisations, à l'unification de la classe la démarche de front uniqe constitue un fil à plomb. Elle s'oppose aussi bien à la division qu'aux coalitions de collaboration de classe avec les partis de la bourgeoisie. Mais les révolutionnaires n'ont pas l'illusion que les directions réformistes le seraient par inconséquence ou manque de détermination, et qu'on pourrait les pousser contre leur grès jusqu'à la conquête du pouvoir. Les "formes supérieures du front unique", telles que les comités de grève ou les conseils ouvriers, sont le cadre qui permet de détacher les masses de leurs vieilles direction, sur la base de la pratique et en défendant au mieux l'unité.

10) *L'entrée en action collective et les formes de politisation d'une nouvelle génération, constitue l'une des clefs de l'avenir.* Il existe, dans les organisations politiques et syndicales, des effets de génération (des générations forgées dans le temps fort d'expériences politiques majeures) tout comme il existe dans la classe ouvrière des bastions et des secteurs stratégiques. En Europe du Sud, la génération active dans l'avant-garde ouvrière, parmi les cadres syndicaux actifs, est encore celle des années 6O (France et Italie) ou de la lutte contre la dictature (Espagne, Portugal).

Jamais n'a existé une scolarisation aussi longue et massive, face à un avenir professionnel aussi incertain et précaire. L'insertion de nouvelles générations combatives dans les secteurs clefs de la production renouvellera les forces et réveillera celles des générations antérieures.

A travers les mobilisations de la jeunesse contre la guerre et le nucléaire, contre le racisme, contre les réformes scolaires et universitaires, une nouvelle génération s'avance, qui n'a connu ni les désillusions antérieures, ni d'autre horizon que celui de la crise et du chômage. *La fusion entre l'énergie intacte de cette force qui nait, et l'expérience de la génération précédente représente un maillon décisif dans la remobilisation et la réorganisation du mouvement ouvrier à tous les niveaux.*

11) Au début des années 70, on a assisté à une véritable poussée continentale de la classe travailleuse : grandes luttes et grèves en France, Italie, Grande-Bretagne, Espagne... poussée électorale des partis réformistes, progrès dans la syndicalisation, chute des dictatures en Grèce, en Espagne, au Portugal... Cette onde de choc n'a pas abouti à une crise généralisée du système de domination politique installé à la fin de la seconde guerre mondiale.

Riche de potentialités révolutionnaires, cette première riposte a été bradée et trahie par les directions politiques et syndicales, soucieuses de la canaliser sur des voies de collaboration de classe : compromis historique, Union de la gauche, pactes de la Moncloa, pacte "peuple/mouvement des forces armées" au Portugal...

Mais la question qui se pose aussitôt, c'est : pourquoi ces directions ont elles pu le faire, sans avoir à payer un prix plus lourd quant à leur influence électorale et leur contrôle organisationnel sur le gros de la classe ouvrière ? Ce contrôle s'est affaibli, mais sans qu'apparaissent de grandes fractures, comparables à ce qui avait pu se produire après la première mondiale, ou même au cours des années 30.

D'une part, *les acquis sociaux de la période précédente* (systèmes d'indexation salariale, consommation de masse, protection sociale, indemnisation dui chômage...) ont amorti les premiers chocs de la crise. Identifiés à la gestion de ces acquis, les appareils réformistes ont conservé une légitimité et une fonctionnalité auprès de larges secteurs de la classe ouvrière, même quand ils ne les organisent plus directement.

D'autre part, *les équilibres mondiaux* issus de la guerre et des négociations de Yalta et Postdam, ont été ébranlés mais non rompus. Institutionalisant la division de l'Europe et la partition de l'Allemagne, ils enferment la classe ouvrière, de part et d'autre de la ligne de fracture, dans le système des blocs et des alliances. A l'Est comme à l'Ouest, elle devient l'otage de la co-existence pacifique ou conflictuelle, selon les changements de conjoncture. Ainsi, la bourgeoisie européenne exploite idéologiquement les soulèvements de Pologne ou de Tchécoslovaquie, mais elle préfère au fond que l'ordre règne à l'Est et que Moscou en ait la charge. Réciproquement, la bureaucratie peut tirer parti des explosions sociales en Europe occidentale pour dénoncer les méfaits du Capital, mais, dans la mesure de ses moyens, elle s'attache à faire respecter les règles du jeu définies il y a plus de quarante ans.

Enfin, les limites dans l'accumulation et l'organisation des forces révolutionnaires tout au long de la période précédente.

Depuis la victoire de la révolution vietnamienne en 1975, une contre-offensive impérialiste (militaire et idéologique) et patronale, s'est développée à l'échelle internationale. En Europe, aux Etats Unis et au Japon, *elle a rejeté sur la défensive une classe ouvrière désorientée par ses directions, et touchée massivement par le chômage.*

Certains secteurs, comme l'automobile en Italie, les mineurs en Grande-Bretagne, la sidérurgie et la construction navale en France ou en Espagne, ont subi de sévères défaites. *Mais, à l'échelle européenne, aucune défaite comparable à celles des années 30 ne s'est produite. Par delà le désarroi politique, les réserves sociales, la force organique accumulée par le prolétariat, tout au long des années d'expansion, restent considérable.*

III) REDISTRIBUTION DES POSITIONS DANS LE MOUVEMENT OUVRIER.

12) Les modifications à l'oeuvre au sein du mouvement ouvrier s'expliquent donc à la fois par :
- une évolution des coordonnées de la lutte de classe à l'échelle internationale ;
- une transformation profonde de la composition même de la classe ouvrière et de l'organisation du procès de travail sous l'impact de la crise;
- et, dans le cas particulier de la France, les effets cumulés des expériences qui furent celles de la Libération, du gaullisme, de Mai 1968, de l'Union puis de la division de la gauche, et enfin du gouvernement de gauche.

Avec l'effacement progressif du modèle gaulliste "d'indépendance nationale" et l'enfoncement dans la crise, les travailleurs ont été brutalement confrontés à une réalité plus vaste : celle de l'Europe capitaliste et du marché mondial. L'abandon par le gouvernement de gauche, de ses engagements officiels, sous prétexte de "contrainte extérieure" a accéléré cette prise de conscience d'une situation nouvelle, sur fond d'offensive néo-libérale et de recul des idéaux socialistes.

Ce contexte a donné un regain de crédibilité à une politique explicitement social-démocrate, qui substitue une gestion loyale du système, dans le cadre des institutions démocratiques bourgeoises, à une perspective de changement social. Cette politique prétend répondre à un besoin de justice sociale, tout en le modérant au nom de la défense des libertés démocratiques qui seraient menacées de toutes parts, et notamment par d'éventuelles transformations sociales radicales. L'expérience gouvernementale de la gauche et son échec (en regard des ambitions annoncées et des illusions créées), a accéléré ces tendances. Pendant une décennie, sur la base du programme commun de gouvernement, et malgré la division qui a fait rage de 77 à 81, *l'Union de la gauche a canalisé les aspirations à l'unité et au changement tout en bridant la riposte aux premières grandes attaques de la bourgeoisie.*

L'épreuve des faits, de 81 à 86, a mis à nu l'absence de perspectives stratégiques véritables, tant du PC que du PS.

Le retournement de la politique économique et sociale du gouvernement, dès 1982-83, a sanctionné l'abandon de "l'autre politique", appuyée sur les nationalisations, une tentative de relance économique, et une redistribution limitée des revenus. Il marque un réalignement sur les politiques néo-libérales d'austérité, qui est à l'origine d'une rupture profonde dans la conscience des travailleurs :

- d'une part, la découverte de la gravité et des enjeux réels de la crise: chômage structurel, destruction de bastions ouvriers traditionnels, remise en cause progressive de tous les acquis conquis durant la phase d'expansion, restructuration du procès de travail et mise en place nouvelles modalités d'exploitation...;
- d'autre part, la manifestation de l'incapacité des directions majoritaires à organiser une défense efficace contre l'offensive capitaliste, et la vérification pratique du caractère fallacieux des perspectives dont elles se prétendaient porteuses.

En ce sens, l'éclatement du l'Union de la gauche et la division actuelle, quels que soient les éventuels rebondissements ultérieurs, ne peut être compris comme une péripétie, mais comme *la conclusion d'une expérience politique majeure.* Elle laisse un horizon bouleversé, un Parti communiste et un Parti socialiste sans projets à la hauteur des enjeux. *Elle débouche sur la recherche de nouvelles formes d'expression et d'organisation du mouvement ouvrier.*

13) Les luttes de la jeunesse et des travailleurs, depuis le retour de la droite au gouvernement, illustrent cette nouvelle situation. Elles expriment à la fois un rejet radical du projet libéral de la droite et de ses conséquences sociales, et une défiance massive envers les partis de gauche traditionnels, qui s'enracine dans l'expérience de leur passage au gouvernement.

Elles manifestent *un besoin vital d'unité pour l'action, à tous les niveaux* (unité syndiqués non syndiqués dans l'entreprise, unité syndicale, unité des organisations politiques, tant la division se confirme comme le principal obstacle à la résistance et à la mobilisation.

Elles manifestent en même temps *une profonde aspiration démocratique au contrôle sur la conduite et l'organisation de la lutte, par le biais des assemblées générales souveraines, des comités de grève, des coordinations nationales, des représentants élus et révocables sur des mandats précis.*

L'influence électorale des syndicats se maintient ou se renforce, en même temps que leur contrôle sur l'activité de la classe ouvrière continue de s'affaiblir. Les expériences d'auto-organisation ne s'opposent pas aux syndicats, mais traduisent une profonde défiance envers leurs directions.Il dépendra de la présence de courants combatifs et démocratiques dans les syndicats, prenant sur eux de favoriser toutes les expériences d'auto-organisation, que le syndicat comme organisation permanente de défense des salariés et les organes de luttes se complètent au lieu de s'opposer.

La relance de l'action collective modifiera et accélèrera les conditions de reconstruction d'une avant-garde révolutionnaire et d'un projet stratégique. Elle n'effacera pas d'un coup de baguette magique les effets négatifs des expériences passées. De grandes luttes sont à l'ordre du jour. Nul ne peut en prédéterminer les échéances, tant il est vrai que les mouvements de la lutte de classe ne sont pas mécaniquement indexés sur les fluctuations économiques.

Mais la réorganisation de l'avant-garde autour d'un projet révolutionnaire, condition nécessaire au dénouement victorieux du combat contre la bourgeoisie, est une tâche de longue haleine.

L'affaiblissement, chaque jour vérifié, du contrôle des appareils politiques et syndicaux traditionnels sur la classe ouvrière en ouvre la possibilité. Ainsi, les luttes récentes des travailleurs comme celles de la jeunesse, ont illustré le rôle des révolutionnaires, sans commune mesure avec leur stricte réalité numérique ou avec leur influence électorale, dès lors qu'il s'agit de luttes et de mobilisations.

14) Après les élections européennes de 1983, les élections de mars 1986 ont confirmé et amplifié, dans le cadre d'un recul global des partis de gauche, l'instauration d'un nouveau rapport de forces entre le PC et le PS.

Le PC subit de plein fouet l'accélération de la crise du salinisme et le discrédit du modèle bureaucratique dont il n'a su ni voulu se démarquer réellement.

Il paye au prix fort l'impasse de l'Union de la gauche, à laquelle il s'est longtemps totalement identifié.

- Sa direction s'est discréditée en donnant l'image d'une politique incohérente

qui a alterné l'alignement opportuniste sur la social- démocratie (défense intégriste du Programme commun puis participation acritique au Gouvernement) et sectarisme diviseur (rupture de 1977, virage après 1984), l'union sans combat et le combat sans union.

- C'est donc une véritable crise d'identité et d'orientation que connait aujourd'hui le PCF. Ayant depuis longtemps renoncé à un véritable projet révolutionnaire, il ne dispose plus de substituts un tant soit peu crédibles : ni but (démocratie avancée), ni moyen (union de la gauche et programme commun). Il ne lui reste, en guise de perspective, que la formule assez floue du "socialisme autogestionnaire", pour couvrir à la fois, selon les besoins du moment, un réalisme réformiste des petits pas et des "nouveaux critères de gestion", et les tirades contre la félonie du Parti socialiste. Et en guise de moyen, la formule algébrique du rassemblement populaire majoritaire, qui tient lieu de proclamation unitaire sans conséquence et couvre dans les faits une politique de division et de sectarisme tant au niveau des partis que des syndicats.

- Cette crise se traduit par un effondrement de l'audience politique (perte de la moitié de l'électorat entre 1979 et 1986), un discrédit général, qui conduit à la marginalisation, à l'effritement interne, et à la menace d'explosion.

- Il en résulte un décalage croissant entre le parti affaibli, menacé par les prochaines échéances électorales dans ses bases institutionnelles qui sont l'un des piliers de l'appareil, et le rôle que continue à jouer, malgré un affaiblissement certain, la CGT sur le terrain social. Un strict alignement de la confédération sur la politique du parti aboutirait à une marginalisation et à un effondrement des positions syndicales, qui constituent l'autre pilier de l'appareil. De plus, face à l'ampleur des attaques gouvernementales et patronales, le syndicat est exposé en première ligne aux impératifs de la résistance immédiate et à la pression unitaire des travailleurs. D'où les contradictions qui traversent la CGT, de plus en plus ouvertement, et qui se croisent et combinent avec les lignes de clivage à l'oeuvre dans le PC.

15) Cette crise du Parti communiste constitue un évènement majeur dans l'histoire du mouvement ouvrier de ce pays. Si elle devait se solder par le découragement de militants désorientés, des vagues successives de ralliement au PS à la manière de Fizsbin, et une consolidation du contrôle bureaucratique sur un parti réduit et marginalisé, sans que prenne forme un courant révolutionnaire, ce serait un gâchis et une défaite pour tout révolutionnaire.

Nul ne peut préjuger des trajectoires des courants ou a plus forte raison des individus. Les critiques sont disparates et souvent croisées. La première manifestation publique d'une opposition plus large s'est faite en réaction à un échec électoral, sous la forme de l'exigence démocratique d'un congrès extraordinaire, sans qu'apparaissent des éléments d'orientation de rechange ni des propositions concrètes pour l'action.

A s'en tenir là, cette opposition subirait un processus de fragmentation et de marginalisation rapide .

Dans une situation aussi indécise, de nouvelles possibilités d'intervention, aussi bien dans le cadre syndical, que sur le terrain directement politique, sont ouvertes en direction du Parti communiste dans son ensemble, à partir de propositions concrètes d'unité d'action, sur tous les terrains, des questions sociales à la solidarité avec le Nicaragua, l'Afrique du Sud, ou la Pologne.

Une démarche spécifique de confrontation est nécessaire avec le courant rénovateur en tant que tel, pour discuter fraternellement du bilan des dernières années et des racines plus profondes de l'histoire de leur parti, comme pour chercher les possibilités d'action commune qui sont toujours le meilleur remède aux risques de démoralisation.

Si surgissait de cette crise, un courant prêt à tirer loyalement un trait sur le passé stalinien sans renoncer au communisme, c'est à dire à la construction d'un parti révolutionnaire d'action, luttant avec conséquence pour l'unité et l'indépendance de la classe ouvrière, pour un projet socialiste démocratique, pour une solidarité active avec les peuples en lutte contre l'impérialisme et les travailleurs en lutte contre la bureaucratie, nous serions prêts à envisager avec eux la possibilité d'une organisation commune, démocratique, et ouverte à tous ceux prêts à s'engager dans cette voie.

16) Loin de payer le prix de sa politique de gestion loyale des intérêts de la bourgeoisie, le Parti socialiste s'affirme comme la force électoralement hégémonique à gauche, capable d'un retour au pouvoir dans des délais relativement rapides. Il a su en tirer parti pour opérer sa mutation de "parti du changement" en "partenaire obligé de l'alternance", de Parti de Metz ou

d'Epinay, en Parti de Toulouse. Cette mue est possible dans la mesure où le PS apparaît comme le seul recours possible face à une droite réactionnaire, dans le cadre du jeu institutionnel et en l'absence de mobilisations de masse extra-parlementaires.

Les contradictions inhérentes à ce nouveau projet social-démocrate ne peuvent cependant que se développer à l'avenir:

Pour l'heure, le PS n'a pas pu traduire sur le terrain social , sous forme d'un contrôle effectif de la classe ouvrière, son hégémonie électorale. *Il reste de ce point de vue un colosse électoral au pied d'argile*, même s'il se préoccupe désormais de traduire sur le plan syndical la modification du rapport de force face au PC.

Tout autant que le PC, il sort de l'expérience gouvernementale démuni de toute perspective stratégique, fut-ce en trompe l'oeil. Il n'est plus question de "changement" , de "rupture", "d'autogestion". Ni la nouvelle République de Chevènement, ni la "société interactive" de Rocard ne sauraient faire illusion, dès lors que la mobilisation sociale vient battre en brèche les mythes libéraux.

L'objectif ambitieux du Parti des 40% ne suffit pas à constituer une majorité de gouvernement. De plus en plus ouvertement, les dirigeants du PS annoncent la couleur d'une coalition de centre gauche. L'aboutissement de ces calculs suppose une dégradation du rapport de force social tel qu'il laisse les mains libres à ce genre d'opérations.

Si la classe ouvrière est désorientée par les expériences récentes et démunie de perspective politique d'ensemble, elle n'est pas pour autant écrasée ou démobilisée au point de laisser le champ libre à ces manoeuvres.

Déjà, les prochaines échéances électorales posent à la direction socialiste le choix d'une politique d'alliance nécessaire à la reconstruction d'une majorité parlementaire. Soit il réaffirme son ancrage dans le mouvement ouvrier et maintient une ouverture unitaire en direction du Parti communiste; soit il traduit son recentrage par la recherche d'une majorité de centre gauche, qui sanctionnerait pratiquement l'abandon des orientations d'Epinay et de Metz.

Cette alternative pèsera de plus en plus en lourd dans la définition des courants au sein du parti. Cependant, le type de liens distendus qu'il entretient avec la classe ouvrière, la faiblesse de son engagement et de ses traditions militantes, font que les effets de la lutte des classe ne se réfractent dans ses rangs que de façon amortie. Les courants constitués se définissent au sommet de l'appareil. Des regroupements de gauche existent, mais ils sont pour l'heure marginaux et très minoritaires.

Il ne fait aucun doute, vu la place qu'occupe désormais ce parti dans la société, que des différenciations s'y manifesteront à long terme. La meilleure façon de peser sur leur développement et leur trajectoire dépendra avant tout de la force acquise par une organisation révolutionnaire indépendante.

17) Les nouveaux rapports de forces au sein du mouvement ouvrier et l'éclatement de l'Union de la gauche approfondissent la division et l'aggravent qualitativement. Elle ne se réduit pas à des affrontements entre appareils concurrents, alternant idylles et conflits. Elle exprime la réalité d'un mouvement ouvrier déchiré, en permanence et à tous les niveaux, entre un projet hégémoniste de la social- démocratie qui veut canaliser les forces populaires dans sa politique de cohabitation, d'alternance respectueuse, et de "réformisme sans réformes"; et un pôle du PCF et de la CGT, en voie de marginalisation, mais prétendant au monopole du combat de classe et à son affirmation sur la base d'une oppositon frontale avec le PS.

Cette dynamique de division ne se limite pas au terrain électoral. Elle s'étend aux mobilisations et à l'action revendicative.

Dans ce cadre, un alignement du mouvement syndical sur les nouveaux rapports de forces entre partis de gauche, les approfondirait et les consoliderait. Tel est le sens profond du projet développé par la direction de la FEN en rapport avec certains courants du PS. Il vise à l'affirmation d'une puissante centrale social-démocrate qui donnerait au PS l'assise sociale et les relais syndicaux qui lui font encore défaut aujourd'hui.

Il s'agirait d'instaurer un modèle de syndicalisme majoritaire en harmonie avec le PS, et de réduire définitivement le poids du pôle représenté par le PC et la CGT. Cette entreprise, après l'échec de la "deuxième gauche", ne peut cependant prendre appui que sur la force de la FEN et la poussée d'un syndicalisme autonome. Ce dernier exprime à la fois le rejet des politiques confédérales et l'adaptation à un syndicalisme d'entreprise conforme aux visées libérales de démantèlement des grandes négociation collectives.

S'il aboutissait, ce projet de grande ampleur de refonte du mouvement ouvrier, se traduirait non par un renforcement de l'unité, mais par une division accrue et une consolidation de l'hégémonie social-démocrate.

La seule perspective conforme aux intérêts des travailleurs est celle d'*une véritable unification du mouvement syndical dans une centrale unique et démocratique*, respectueuse des origines et des traditions des divers courants. Renouant avec l'expérience de l'unité réalisée en 1935, une telle centrale constituerait aujourd'hui le meilleur rampart contre les attaques patronales sur le droit du travail et les droits syndicaux.

La première tâche sur cette voie consiste à battre la division et à forger un front syndical unitaire, à partir des luttes, de l'entreprise jusqu'aux confédérations.

En effet, la mutation du mouvement ouvrier se répercute de façon aussi brutale que spécifique dans les organisations syndicales, confrontées à une désyndicalisation massive, à une évolution des fonctions syndicales, et à des orientations qui mettent gravement en cause les bases d'un syndicalisme de classe et de masse.

De nombreux syndicalistes ont manifesté leur volonté de résister à cette tendance. En tant que militants révolutionnaires nous sommes partie prenante de ce combat pour un syndicalisme unitaire, de lutte, de masse et démocratique.

Avec eux, nous voulons affronter les grands problèmes d'orientation et de réorganisation qui traversent le mouvement syndical. Mais nous sommes aussi convaincus qu'une orientation et une direction syndicale de lutte de classe ne peuvent être totalement dissociées de la construction d'une force politique anticapitaliste. L'absence de la seconde constitue un handicap évident pour les premières. Ce lien sera long à concrétiser vu la différence des traditions et les méfiances accumulées. Mais il s'agit de trouver ensemble les voies et les moyens pour affirmer les convergences et faire face aux tâches qu'impose la situation.

18) Une nouvelle structuration syndicale et politique, en même temps temps que l'affirmation de nouveaux axes d'expression de la classe, est donc engagée. Les lignes de force s'en dégagent clairement.

Il s'agit tout d'abord de l'affaiblissement et de la marginalisation du PC. Il n'y a pas lieu de le regretter. C'est la sanction historique de la politique qui fut et demeure la sienne.

A condition que s'affirme une autre issue que la démoralisation de ses militants, ou des ralliements successifs au PS, cette crise peut ouvrir la voie à un renouveau des forces révolutionnaires.

Symétriquement, et au prix de contradictions internes importantes, le Parti socialiste tend à s'affirmer comme le parti de l'alternance, seul adapté aux conditions d'une "démocratie moderne" dans un pays impérialiste respectueux de ses alliances.

Ce qui est visé à travers une telle perspective par la bourgeoisie et la social-démocratie, ce n'est pas l'appareil bureaucratique et stalinien dont elles ont su s'accomoder et se servir durant des décennies. C'est la mise hors jeu du communisme comme projet de révolution sociale et d'émancipation des travailleurs, l'éradication de tous les courants rebelles et combatifs qui font la tradition révolutionnaire du mouvement ouvrier français, en les plaçant devant le choix du repli ou de la subordination au PS.

L'accomplissement d'un tel projet de réorganisation du mouvement ouvrier se heurte pour l'heure à des obstacles majeurs, qui tiennent à l'état réel des rapports de forces entre les classes.

Certes la classe ouvrière a, depuis le début de la crise, subi des défaites sociales partielles mais significatives, et surtout connu la faillite d'un solution de rechange réformiste. Mais les forces sociales et les conquêtes considérables accumulées au long de la phase d'expansion n'ont pas été anéanties, ni les rapports de forces renversés.

Dans ces conditions, des explosions de résistance, dans la classe ouvrière comme dans la jeunesse sont probables.

Malgré la débâcle des projets du PS et du PC, en termes "d'étape démocratique vers le socialisme" ou de "ruptures partielles avec le capitalisme", les aspirations des masses ne peuvent en effet être réduites au seul cadre d'une gestion douce de l'austérité incarnée par le PS. Sur des questions comme l'emploi, le racisme, le droit à la formation, les libertés démocratiques, la protection de l'environnement, le formes actuelles de radicalisation témoignent de cette situation contradictoire.

Faute d'un projet articulant luttes immédiates, objectif politique central, et perspective de changement social, les luttes sont bloquées dans leur dynamique de subversion de l'ordre social existant. Pourtant, elles ne sauraient être réduites à dimension strictement démocratique ou revendicative, susceptible de venir nourrir les seuls appétits électoraux du PS. Elles témoignent de la nécessité profonde d'un projet révolutionnaire.

IV) PAS DE STRATEGIE REVOLUTIONNAIRE SANS PARTI REVOLUTIONNAIRE.

PAS DE PARTI REVOLUTIONNAIRE SANS PROJET REVOLUTIONNAIRE.

Il est vrai que la distance se creuse entre les travailleurs et les partis qui les représentent électoralement. Il y a à celà de solides raisons. Faut-il pour autant incriminer l'idée de parti en tant que telle ? Ou bien s'agit il, tout en réaffirmant la nécessité d'un parti d'avant-garde, de tirer les leçons du passé pour veiller dès maintenant au danger bureaucratique, tant en ce qui concerne le régime démocratique interne d'un tel parti, que ses relations aux organisations de masse dans le respect de leur souveraineté, de leur unité, et de leur pluralisme ? Enfin, plus qu'un doute sur la forme et le régime d'un parti d'avant-garde, les interrogations à ce sujet n'expriment-elles pas une perte de confiance quant au contenu, à la nécessité, et à la possibilité même d'une transformation socialiste de la société ?

Il n'y a pas pour nous de tâche plus pressante que la construction d'un parti révolutionnaire, et que le rassemblement des forces dans cette perspective. Encore faut il bâtir sur des bases solides pour ne pas courrir à de nouvelles déconvenues. Ce qui suppose un accord sur la nécessité et la conception d'un tel parti, ainsi que sur les grandes lignes du projet dont il est porteur.

19) Le repli des luttes ouvrières au début des années 80, et en particulier sous le gouvernement de gauche, a posé la question des potentialités révolutionnaires de la classe ouvrière aujourd'hui. Il est pourtant clair qu'une classe dominée socialement dans la production, politiquement, et culturellement, ne peut pas être révolutionnaire spontanément et en permanence. *Elle peut le devenir, dans des circonstances exceptionnelles qui sont celles d'une crise révolutionnaire nationale.*

De telles crise jalonnent l'histoire des deux siècles écoulés, et elles continueront à se produire, fût-ce sous des forme renouvelées. Le problème posé pour les révolutionnaires, c'est : comment s'y préparer au mieux dans l'action quotidienne, avec quelle accumulation de force, et quelle assimilation d'expériences par de larges couches militantes, politiques et syndicales dans les entreprises et les localités ?

Comment en effet une classe exploitée, dépossédée des moyens et des finalités de la production, politiquement et culturellement asservie, peut-elle briser le cercle vicieux de la domination, et de rien devenir tout ? Tel est le défi historique auquel doit répondre la révolution socialiste.

La société capitaliste, en développant la socialisation du travail, engendre son propre fossoyeur et crée les préconditions de son renversement. Mais il n'existe pas un "mode de production socialiste", qui naitrait et s'épanouirait dans les pores des rapports de production capitalistes. *La conquête du pouvoir politique reste pour le prolétariat la clef de son émancipation sociale et culturelle.*

Tel est bien le problème majeur que cherchent à esquiver les discours sur la "crise de la forme parti". Elles masquent la plupart du temps une véritable crise de contenu stratégique.

Après le traumatisme du stalinisme, il est sans aucun doute nécessaire de définir et défendre, comme des convictions programmatiques à part entière, la démocratie qui doit régir aussi bien la vie intérieure d'une organisation d'avant-garde, que les rapports entre les partis et les organisations de masse, syndicales ou associatives.

La construction d'une organisation révolutionnaire, délimitée de la classe, et démocratiquement centralisée, constitue la condition de possibilité essentielle d'une stratégie révolutionnaire anti-capitaliste.

C'est par l'existence d'une telle organisation que la classe ouvrière peut accéder à unification de ses intérêts historiques, par delà la diversité de ses intérêts immédiats contradictoires; à une centralisation de ses forces, par delà les divisions que lui impose le Capital; à une continuité dans la pensée et dans l'action, par delà la discontinuité des luttes et des expériences.

C'est donc par l'action de ses partis, que la force sociale du prolétariat fait irruption dans la lutte politique, et qu'il acquiert la capacité d'agir et de décider politiquement. Un simple mouvement ou une fédération de groupes, sans références programmatiques claires ni centralisation dans l'action, ne sauraient remplir cette fonction.

20) L'idée d'un parti d'avant garde, délimité de la classe et démocratiquement centralisé, constitue pour nous l'essentiel de la conception "léniniste" du parti. Par confusion avec les pratiques bureaucratiques qui ont triomphé avec la stalinisation de l'Internationale communiste et des partis communistes, elle est aujourd'hui frappée de méfiance et identifiée au monolithisme de fer dans la vie interne, à la manipulation des organisations de masse (en particulier des syndicats) considérées comme simples courroies de transmission, et au dogme du parti unique comme seule représentation authentique de la classe...

La délimitation du parti d'avant-garde d'avec la classe, le regroupement volontaire de ses membres autour d'un programme, implique au contraire qu'un tel parti ne saurait prétendre incarner à tout moment et représenter l'intégralité de la classe. La partie ne se confond pas avec le tout, le parti avec la classe aujourd'hui, avec l'Etat demain.

- La construction d'un parti d'avant-garde a donc pour corollaire la reconnaissance de la souveraineté des organisations de masse (syndicats ou conseils) dans lesquelles s'affrontent démocratiquement, dans le respect de l'unité, projets et propositions, ainsi que la reconnaissance du pluralisme politique dans la représentation d'une classe socialement hétérogène.

- Le centralisme démocratique qui régit un parti d'avant-garde , s'il peut connaître des applications variables selon le contexte, n'est jamais une simple juxtaposition de démocratie dans la discussion interne et de centralisme dans l'action. Les deux sont intimement liées. La démocratie la plus large est vitale au parti, pour discuter librement et assimiler les mille facettes de l'expérience collective, pour assurer un va-et-vient fécond entre la théorie et la pratique; le centralisme est tout aussi nécessaire pour tester dans l'action les orientations adoptées et agir sur les rapports de forces.

L'existence d'un parti clairement délimité, fonde la confiance réciproque entre membres attachés à un même projet, et les garanties statutaires d'une libre discussion (par la reconnaissance des droits de tendance ou fraction). *Il constitue le cadre qui permet de résoudre des divergences, par le débat et l'épreuve de la pratique, sans que tout désaccord nouveau soit traité comme l'expression d'intérêts sociaux antagoniques et comme justifiant de nouvelles frontières programmatiques et organisationnelles.*

21) Parce que nous voulons sérieusement oeuvrer à construire un parti révolutionnaire apte aux tâches de notre temps, parce que nous sommes convaincus que ce parti doit être capable de rassembler des forces issues de trajectoires et d'expériences politiques différentes, parce que nous sommes conscients de la gravité des attaques contre le marxisme, nous sommes convaincus que la bataille programmatique et théorique est une dimension essentielle de notre projet.

Des généralités unanimes ne résisteraient pas à la première épreuve pratique d'envergure que devrait affronter une organisation révolutionnaire digne de ce nom. Inversement, il serait stérile et sectaire de perpétuer des divisions artificielles, sur des problèmes tactiques ou des controverses idéologiques, qui ont nécessairement leur place dans un parti sain et démocratique.

Ce qui est nécessaire, c'est donc, non de chercher à la hâte les ingrédients d'un programme minimum commun, mais de démêler, pour affronter les grandes questions de l'heure, le principal du secondaire, le stratégique du tactique, ce qu'il faut pour commencer à marcher et ce qui peut être résolu en marchant.

Après que le gouvernement de gauche ait assassiné l'idée de changement, le Parti socialiste ne parle plus ni de socialisme, ni de rupture. Le Parti communiste, en renonçant à la notion de Dictature du prolétariat, a mis sa théorie en règle avec a pratique réformiste, s'est converti "au socialisme autogestionnaire", conçu comme un processus sans révolution. Pour lui aussi le mouvement est tout et le but plus grand chose.

La grande question qui surgit de la violence de la crise, est donc bien de savoir s'il n'y a plus de choix qu'entre un libéralisme sauvage et un libéralisme tempéré par la social-démocratie, entre un effroi nucléaire sans fin et une fin atomique effroyable, entre le pire et la résignation au "moindre mal" du chômage et des nouvelles formes de pauvreté... Ou si une autre logique, une autre société sont souhaitables et possibles, et si les moyens d'y parvenir relèvent ou non de la politique réellement possible.

22) La réponse a ces questions est inscrite dans la résistance des travailleurs aux effets de la crise et à l'intensification de l'exploitation capitaliste.

- C'est l'heure de la défense pied à pied du salaire contre la chasse au profit menée sous couvert de modernisation et de rationalisation, au nom de la compétitivité internationale;
- C'est l'heure de la défense du droit à l'emmploi pour toutes et tous, par la réduction massive du temps de travail, contre la banalisation du chômage structurel, contre la précarisation des emplois, et la marginalisation de secteurs entiers de jeunes, de femmes, de vieux travailleurs, par le biais de travaux d'appoint qui ne sont plus de vrais emplois avec de vrais salaires, mais déjà une combinaison de dépendance et d'assistanat.
- C'est l'heure de la défense des acquis sociaux et démocratiques, des droits acquis à la santé, à l'éducation, à la protection sociale, au moment où juges et patrons effeuillent le droit du travail.
- C'est l'heure de la défense des libertés syndicales et démocratiques menacées, dans l'entreprise comme dans la société par les tendances autoritaires de l'Etat libéral et du patronat.

Les luttes des travailleurs et de la jeunesse le démontrent tous les jours : énergiquement menée, cette résistance vitale jette bas le masque du libéralisme liberticide.

Les idéologues libéraux ont voulu faire de la démocratie leur drapeau, mais en la réduisant aux droits politiques et électoraux. Or, le choc de la crise est d'une telle violence, qu'il donne à l'exigence démocratique un contenu social immédiat. A deux ans du bicentenaire de la Révolution française, les nouveaux droits de l'Homme et du Travailleur réunis, *sont indissociablement des droits politiques et des droits sociaux.* Le premier d'entre eux est l'égalité de droit à la vie et à la dignité, *par conséquent le droit imprescriptible à l'emploi garanti par la société.*

La démocratie prise au sérieux oblige à choisir entre les besoins des hommes et des femmes, et les impératifs du marché:

- Comment se résigner à trois millions de chômeurs ? Est-ce une fatalité, alors que la tâche ne manque pas pour satisfaire les besoins de logement, de santé, d'éducation, pour améliorer les conditions de production et de travail de tous ?
- Faut-il adapter la formation au chômage en limitant l'accès à l'éducation à tous les niveaux, en sélectionnant à outrance, en spécialisant au risque de mutiler, et de faire du spécialisé d'aujourd'hui l'inadapté de demain?.

Une société maitresse de ses énergies et de ses buts, n'aurait jamais trop de bras et de cerveaux disponibles pour satisfaire ses besoins et améliorer l'exis-

tence de tous; elle n'aurait jamais assez de jeunes instruits ou trop instruits.

En revanche, une société qui laisse végéter trois millions de chômeurs et fixe des quotas à l'intelligence, est une société irrationnelle, porteuse de barbarie.

Le droit à l'emploi et à l'éducation pour tous, voilà des gisements inépuisables de richesses, et voilà la preuve que la crise donne à l'exigence démocratique radicale un contenu social imcompatible avec la logique du capital. Elle devient par la force des choses, un choix de société et de culture.

23) Le fond du problème, c'est l'exacerbation des contradictions entre forces productives et rapports de production, entre la socialisation du travail et l'appropriation privée des moyens de production, entre l'internationalisation de la production et le maintien des Etats nationaux.

Comment prévoir à de plus en plus long terme les besoins d'éducation et de formation sans planifier la production ? Comment éviter les fameux "trous" de la Sécurité sociale et les menaces de faillite du régime des retraites, sans résoudre le fléau du chômage et modifier radicalement la division du travail, y compris dans une même vie rigidement découpée entre apprentissage, vie dite "active", et la vie qu'il faut donc supposer passive ? Comment maitriser les effets à long terme des choix énergétiques et l'invention quotidienne du futur par la recherche scientifique, avec un poids croissants des financements privés, au détriment des choix et du contrôle de la collectivité? Comment défendre les acquis sociaux dans des cadres juridiques nationaux, face à l'internationalisation accélérée de la production, des capitaux et des services ?

L' alternative aux impasses du capitalisme n'est pas dans le retour à la République chère à M. Chevènement, mais dans l'invention d'un socialisme réellement autogestionnaire et anti-bureaucratique. Il suppose :

- *La socialisation des grands moyens de production et de communication.* La socialisation des entreprises stratégiques par leur production, par leur rôle dans la société ou sur le marché mondial, par le volume de leur main d'oeuvre, par leur place dans l'économie d'une région n'a rien à voir avec les nationalisations (plus exactement les étatisations) opérées sous le gouvernement de gauche. Elle suppose au contraire une intervention démocratique active des travailleurs à tous les niveaux, du contrôle sur les conditions et l'organisation du travail, à la décision sur les grandes options et la gestion. C'est encore un des méfaits du gouvernement de gauche que d'avoir donné une image vide de contenu des nationalisations, de les rendre réversibles au gré des majorités électorales, au point de brouiller le véritable enjeu de la socialisation des secteurs stratégiques de la production et de la communication, comme première conditions d'une planification démocratique.

- *Une planification autogérée et articulée* par laquelle, en toute connaissance de ses moyens et de ses ressources, la société détermine ses priorités, ses buts, et construit consciemment son avenir. Dans le cadre des grandes options et priorités arrêtées à l'échelle du pays, il n'est nul besoin d'imaginer une lourde hiérarchie de décisions descendant jusque dans le détail à tous les échelons. Le cadre contraignant des choix stratégiques du plan, une mobilisation vigilante et démocratique des travailleurs, une législation sociale encadrant les mécanismes de marché subordonnés au plan, permettent d'envisager la persistance d'un secteur privé significatif, à la campagne, dans la distribution, comme dans certains secteurs industriels, travaillant sur contrats dans le cadre du plan.

- La condition d'une planification réellement démocratique c'est *le pluralisme* des options en présence et l'articulation des niveaux de souveraineté et de décision. L'objection la plus courante contre un système de représentation directe des producteurs et travailleurs, jusqu'à la prise de décision centrale, c'est que de la simple addition de points de vue parcellaires, qui son ceux de la localité ou de l'entreprise, ne saurait être une réelle volonté générale. Elle aboutirait dans le meilleur des cas un médiocre compromis, et dans le pire à une impuissance corrigée par la formation d'une bureaucratie centrale. Mais les décisions stratégiques ne sont pas le fruit de l'addition de mandats locaux. Elles portent sur des projets d'ensemble cohérents et chiffrés , qui peuvent être portés par des instances locales, mais aussi par des syndicats et des partis politiques, pour peu que l'on prenne au sérieux le pluralisme comme condition fonctionnelle de la démocratie. De même tous les choix ne sont pas pris au niveau central, mais passent par des instances locales et régionales, elles-mêmes souveraines dans un domaine de compétence donné, et pouvant contrôler des décisions centrales ou s'y opposer.

La question centrale c'est l'avènement d'une forme de démocratie où le citoyen ne soit plus séparé du producteur, où les choix et les décisions s'enracinent dans les collectivités vivantes de travailleurs. L'opposition courante entre démocratie directe et"démocratie représentative" peut induire en

erreur. Sauf à supposer une assemblée populaire permanente, il y a bien une forme de représentation dès qu'il y a élection et délégation de pouvoir, fût-ce temporaire. La démocratie directe ne signifie pas un système de mandats impératifs mais seulement une responsabilité permanente des mandataires devant les mandants, sanctionnée par la révocabilité permanente.

L'idée d'une démocratie socialiste et autogestionnaire n'est pas un idéal lointain, mais un apprentissage de tous les jours, à travers le respect de la démocratie syndicale, ou de la démocratie ouvrière dans les luttes (comités de grève, coordinations élues et révocables), qui sont le ciment même de l'unité.

24)*Toutes les prétentions réformistes à édifier le socialisme en faisant l'économie de la révolution ont été démenties par l'histoire.* Il n'y aura pas de réponse radicale à la crise capitaliste, du point de vue de l'intérêt des travailleurs, *pas de socialisme autogestionnaire sans rupture révolutionnaire avec la logique économique et la domination politique du Capital.* Qui renonce à l'un Nul ne peut prédire dans quelles criconstances et sous quelle forme se produira une confrontation avec l'appareil d'Etat. En revanche, il est possible sur la base des faits de mesurer les limites de tout projet de démocratisation jusqu'au bout d'un appareil forgé sur mesure par la bourgeoisie à son usage. Une chose est de défendre rigoureusement tous les droits démocratiques acquis, autre chose de croire que ces droits sont inhérents à l'édifice étatique et aux modes de représentation existants.

Paradoxalement, en prétendant réduire la taille de l'Etat, l'alléger de fonctions bureaucratiques et administratives hypertrophiées, le credo néo-libéral aboutit à remettre en lumière ce qui, en dernière analyse constitue le noyau dur de l'Etat. Le *"moins d'Etat" des libéraux revient en pratique à moins de droits sociaux, moins d'éducation, moins de santé, et davantage de budget militaire et de lois sécuritaires.* D'ailleurs, la Gauche au gouvernement s'est empressée de respecter la clause tacite fixée par la bourgeoisie à toute expérience de cette nature: le respect de la propriété privée, l'intangibilité de l'armée, la continuité des alliances internationales.

Toute transgression de ces limites, inévitable dans une lutte d'émancipation effective, met à l'ordre du jour une épreuve de force entre une majorité sociale et une minorité possédante. La première peut l'emporter, à condition d'avoir forgé pas à pas son unité, dans la lutte politique, dans la lutte syndicale, dans l'affirmation d'organes de représentation dont la légitimité l'emporte sur celle des institutions de l'Etat bourgeois.

Seul un gouvernement des travailleurs, appuyé sur leur mobilisation unitaire, fidèle à leurs mandats, serait en mesure de prendre des mesures énergiques de rupture avec la logique du capital et de faire face aux tentatives de sabotage et d'intimidation, nationales et internationales, de la part de la bourgeoisie.

25) Pour trouver le moyen d'une véritable alternative à la gestion loyale des affaires bourgeoises, il faut rompre le cercle vicieux de l'union sans combat et du combat sans union entre le PS et le PC. L'unité des partis qui parlent au nom de la classe ouvrière ouvrière et prétendent la représenter est nécessaire face aux attaques.

Mais le passé récent impose trois leçons:

a) Pour ouvrir la voie à un vrai changement de société, l'unité ne doit pas rester un jeu d'appareils, elle doit *s'enraciner à la base*, dans des comités unitaires d'action et de mobilisation, qui en sont les véritables garants et qui peuvent trancher en dernière instance dans les litiges qui surgissent.

b) Pour agir ensemble contre la bourgeoisie, pour lui porter des coups, que ce soit dans les luttes ou dans les élections, il n'y a pas de préalable. En la matière, "tout pas en avant" vaut effectivement mieux que bien des programmes, surtout si on n'a pas l'intention de les appliquer. C'est dans la lutte que se dégagent les objectifs communs et que les uns et les autres font la preuve de la validité de leur propositions.

c) Enfin, dans le front des partis qui se réclament de la classe ouvrière, il faut *un parti révolutionnaire fort* , capable de féconder l'unité d'un contenu révolutionnaire et de tenir le rôle que le Parti communiste est incapable de jouer.

La démarche de front unique est donc bien le fil à plomb d'une bataille systématique, pour l'unité de la classe à travers l'unité de ses organisations, et pour son indépendance envers toute coalition dominée par la bourgeoisie comme envers les institutions de l'Etat bourgeois.

L'unité des organisations n'est pas une fin en soi, mais le moyen efficace d'impulser et développer les mobilisations de masse, sur des objectifs précis et des revendications urgentes, comme la défense des salaires et de l'emploi, la défense de la sécurité sociale, la lutte pour les droits des femmes ou contre le

racisme, la défense et l'élargissement des conquêtes démocratiques. La mobilisation n'est donc pas subordonnée à l'unité. L'initiative de la lutte peut dans bien des cas contraindre les organisations réticentes à s'y rallier et imposer l'unité. Mais l'unité des organisations est sans aucun doute une conditions de renforcement de la mobilisation.

L'unité est celle des partis et des syndicats. Mais la distension des liens des grands partis avec les travailleurs sur leurs lieux d'habitat et de travail, ainsi que l'affaiblissement des organisations syndicales, ont pour conséquence une actualité accrue des formes d'auto-organisation unitaire et démocratique des luttes.

Les assemblées souveraines, les comités et les coordinations élues et révocables ne s'opposent pas aux organisations existentes. Elles rassemblent et représentent des travailleurs organisés et inorganisés, qui élisent des représentants révocables sur la base stricte de leur action et de leur respect des mandats. Elles constituent une forme supérieure d'unité et de démocratie.

26) La perspective stratégique d'une rupture avec le capitalisme, rencontre une objection fréquente, renforcée par l'expérience du gouvernement de Gauche, sur le poids de la "contrainte extérieure" : un pays comme la France serait l'otage de ses alliances économiques et militaires, au point de ne pouvoir en sortir.

Sur le plan économique les échanges entre pays impérialistes, comme entre pays impérialistes et pays dépendants, se sont en effet considérablement développés depuis la guerre mondiale. Mais les liens d'interdépendance commerciale ou de complémentarité fonctionnent dans les deux sens. Boycotter ou décreter le blocus de la France a, pour les Etats Unis comme pour l'Europe, de toutes autres conséquences en retour que le blocus du Nicaragua ou de Cuba.

L'expérience de la gauche est à ce titre édifiante. Elle est arrivée au gouvernement avec l'engagement de donner la priorité à l'emploi et de régler la question du chômage. Elle avait tous les moyens législatifs et insitutionnels de s'y attaquer : nationalisations, création d'emplois publics, relèvement du pouvoir d'achat, réduction résolue du temps de travail, inerdiction des licenciements, bref relance de l'économie.

Elle se heurtait dès lors à la question du déficit commercial, dans la mesure où la relance, en attendant des tansformations de l'appareil productif, bénéficiait à l'importation. Elle pouvait y répondre par un politique directe des prix, un contrôle du commerce extérieur.

Le contrôle des prix, s'il s'appuie sur la vigilance populaire, n'entraine pas d'hypertrophie administrative. Le contrôle du commerce extérieur a été appliqué mais à titre exceptionnel dans l'affaire des magnétoscopes; aujourd'hui le Brésil l'applique aux ordinateurs pour protéger sa propre production dans une filière jugée stratégique .

Certes, il y aurait eu des pressions, les patrons se seraient agités devant l'atteinte à leurs profits. Mais un gouvernement qui aurait eu à son actif, à contre courant de la situation européenne, ne serait-ce que de commencer à résorber significativement le chômage, aurait eu l'autorité politique et morale pour aller beaucoup plus loin.

La mise en quarantaine d'un tel effort par la Communauté européenne n'aurait pu qu'accélérer les réflexes de solidarité parmi les travailleurs à l'échelle du continent: que l'on imagine un instant l'impact de victoires contre le chômage dans un pays, quand on voit les effets en chaine des luttes de la jeunesse...

Sur le plan militaire, de la même façon, le pays qui prendrait l'initiative de *mesures unilatérales de réduction des budgets militaires et de désarmement nucléaire, et s'engagerait fermement sur la voie d'une Europe dénucléarisée*, y gagnerait une autorité politique auprès des travailleurs dans l'Europe entière, et contribuerait à rompre les partages et les équilibres hérités de Yalta.

27) La profondeur de la crise et le degré d'internationalisation de la production mettra à l'épreuve le système étatique issu de la guerre. Ils reposeront avec acuité la question politique de la construction de l'Europe. La bourgeoisie parle de l'Europe plus qu'elle ne la fait. C'est que les obstacles pour elle, sont de taille:

- Comment avancer vers la mise en place d'un véritable Etat européen, alors que la concentration et la centralisation des capitaux va de plus en plus en plus dans le sens, non de concentration européenne, mais de croisements avec des capitaux japonais et américains ?
- Comment avancer vers une législation sociale européenne, sans risquer d'unifier la force colossale du prolétariat européen, pour l'heure enfermée dans le cadre des Etats nationaux et de la concurrence entre travailleurs de pays

différents, à travers la compétivité de leurs produits respectifs ?

- Comment élargir la construction européenne, tout en respectant les frontières de grande partition de Yalta et Potsdam, et sans tomber dans une accentuation du développement inégal qu'exprime déjà l'idée d'une "Europe à deux vitesses" ?

- Comment concilier l'unification militaire et le maintien de la grande alliance dominée par l'impérialisme américain ?

Face à ces grands défis, les bourgeoisies nationales sont divisées entre elles, et chacune d'elle divisée dans ses propres rangs. La dynamique économique actuelle ne va pas dans le sens d'une centralisation politique et législative accrue, au moment où montent les tentations protectionnistes.

Le prolétariat en revanche aurait tout intérêt à une construction véritable de l'Europe, à l'unification de ses propres forces, à une lutte sans frontières pour la réduction du temps de travail, pour l'alignement des droits sociaux sur les législations les plus avancées, pour un contrôle à l'échelle continentale des énergies et de l'environnement, pour une centralisation européenne des mobilisations contre l'OTAN, les missiles, et les budgets d'armement. Il est seul à même de résoudre à l'échelle continentale la question sociale et la question nationale; d'édifier les institutions d'un nouvel espace économique et de nouveaux droits sociaux, d'apporter dans le cadre d'*Etats Unis socialistes d'Europe* une réponse aux questions nationales non résolues dans le cadre des vieux Etats-Nations; de mettre en oeuvre une décentralisation effective et une planification continentale; et surtout de rassembler ses forces sociales, dans un combat commun contre l'impérialisme et la bureaucratie.

Dans son histoire, il a été réellement candidat au pouvoir lorsque, défendant ses propres intérets sociaux, il s'est trouvé en condition d'apporter ses réponses et ses solutions à de de grandes crises nationales, à résoudre par ses moyens les impasses de la société toute entière .

28) Les racines de la crise du mouvement ouvrier sont internationales. Elle ne sera donc réellement surmontée que sur la base de réponse internationales, à commencer par la *solidarité avec les luttes des travailleurs du monde entier, ceux du Nicaragua aux prises avec l'agression impérialiste, comme ceux de Pologne face à la bureaucratie, en passant par ceux d'Afrique du Sud.*

Mais la solidarité au coup par coup ne suffit pas. En créant la première Internationale, les travailleurs d'avant-garde voyaient loin et étaient en avance sur leur temps. Aujourd'hui en revanche , malgré la concurrence qui la divise, la boureoisie s'est organisée internationalement, dotée d'institutions militaires, financières, diplomatiques, alors qu'il n'existe plus d'Internationale ouvrière de masse digne de ce nom.

La Seconde est devenue un colloque qui regroupe épisodiquement des partis de gouvernement depuis longtemps enfoncés jusqu'au cou dans la collaboration de classe, la soumission à l'impérialisme, la répression contre les exploités et les colonisés. La Troisième a été dissoute par Staline pour mieux laisser le champ libre à une diplomatie de grande puissance, au service des intérêts d'Etat de la bureaucratie, et aux antipodes de toute tradition internationaliste.

La Quatrième Internationale, qui lutte et agit pour maintenir vivante une tradition internationaliste militante, et garde pour boussole les intérêts des travailleurs du monde entier, sans subordonner un pays ou un continent à un autre, se veut un instrument pour construire une Internationale révolutionnaire de masse.

V) IL FAUT ENTREPRENDRE POUR ESPERER

ET PERSEVERER POUR REUSSIR.

29) Nous avons la volonté de construire le parti révolutionnaire des travailleurs, indépendant des vieilles organisations réformistes et n'ayant rien à voir avec leurs compromissions ou leurs capitulation . Nous savons qu'il faudra pour celà une ferme détermination à rassembler dans la clarté des courants et des forces d'origine différentes, parfois ennemies de la veille ou de l'avant-veille. Il en fut toujours ainsi dans les tournants de l'histoire du mouvement ouvrier. Ce sont alors les grandes épreuves de la lutte de classe qui tracent les lignes de partage des eaux.

Nous sommes tout aussi convaincus que rien de solide ne naitra sans mémoire ni continuité. Nous assumons pour notre part l'héritage militant d'une longue tradition communiste et anti-bureaucratique, avec la certitude qu'elle sera indispensable à tout regroupement réellement anti-capitaliste et internationaliste.

La construction d'un Parti révolutionnaire de masse doit partir aujourd'hui d'un double constat :

- tant le Parti socialiste que le Parti communiste sont définitivement disqualifiés, du point de vue d'une transformation radicale de la société;
- le dégagement d'éléments d'avant-garde, susceptibles d'apporter leur expérience et leur force à la construction d'un tel parti proviennent d'origines et d'histoires diverses, sans que pour le moment des épreuves majeures agissent dans le sens d'une clarification et d'un rassemblement rapide.

Il n'existe donc pas de voie royale pour la construction du parti, mais un processus de radicalisation encore limité. Il s'exprime dans l'existence d'une extrême gauche active, dans les rangs du Parti communiste, et ,dans une moindre mesure du PS, ainsi que dans la CGT ou la CFDT. Prédéterminer les trajectoires et les alignements de forces à peine ébauchées ne pourrait que créer des obstacles supplémentaires.

En tant que militants révolutionnaires, nous nous attelons sans attendre à la construction d'un parti révolutionnaire, mais capable d'*agir efficace*-ment, *de maintenir l'unité de la théorie et de la pratique, de synthétiser les expériences nationales et internationales, de jeter un pont entre le passé et le présent.*

Nous construisons la Ligue communiste révolutionnaire pour intervenir dans la lutte de classe et de mettre en permanence nos convictions à l'épreuve de la pratique.

30) Un parti révolutionnaire d'avant-garde est donc toujours stratégiquement nécessaire. La crise que traverse le mouvement ouvrier définit les conditions concrètes de sa construction aujourd'hui. Le déclin du Parti communiste et les succès électoraux du Parti socialiste ont fait germer l'idée, aussi bien dans certains secteurs du PS et du PC que parmi des courants comme Convergence socialiste, qu'il serait possible et souhaitable de remettre les compteurs à zéro; de fermer la "parenthèse" ouverte par la révolution russe, et de revenir à la grande unité organique du mouvement ouvrier d'avant 1914, rassemblé dans un parti où pourraient coexister et dialoguer courants réformistes et révolutionnaires.

Ce serait en réalité *une régression historique considérable :*

- L'expérience de la social-démocratie allemande n'a pas démontré qu'un tel parti constituait un instrument efficace pour la préparation de combats révolutionnaires, mais plutôt un obstacle supplémentaire. Un courant d'idée dans un grand parti réformiste ne remplace pas une organisation révolutionnaire qui a tissé au grand jour, dans l'action, des liens profonds avec les masses, noué des rapports de confiance avec les travailleurs les plus actifs, tracé la continuité d'un projet à travers les luttes quotidiennes.
- L'existence d'un courant et d'une tradition communiste ne se confond pas avec le stalinisme. La délimitation qui s'est opérée au congrès de Tours, face à l'épreuve de la première révolution prolétarienne victorieuse, n'était pas le fruit d'un malentendu, mais bien un partage théorique et pratique, toujours actuel, entre réforme et révolution.
- La social-démocratie d'aujourd'hui n'est plus celle d'avant 1914, ni même des années 30, quand se retrouvaient encore dans ses rangs des courants socialistes de gauche ou austro-marxistes, et quand un Léon Blum se sentait encore obligé de faire la distinction célèbre entre l'exercice et la conquête du pouvoir. Si le parti socialiste demeure un parti ouvrier bourgeois, ses liens organiques à la classe sont d'autant plus distendus que se sont renforcés ses liens à l'appareil d'Etat et aux bourgeoisies impérialistes. Il en résulte de profondes conséquences quant à sa réalité militante, l'éducation et l'activité de ses membres, ses traditions et ses valeurs.
- Enfin le contrôle organisé des appareils sur la classe tavailleuse s'est considérablement et durablement affaibli. Il y a place aujourd'hui, plus encore que dans les années 30, ou les années 50/60, pour un courant révolutionnaire indépendant des appareils réformistes; capable de faire, au moins partiellement, la preuve pratique de la validité de ses propositions; capable donc d'agir et de s'insérer en tant que tel dans les mobilisations de front unique.

31) La construction d'un parti révolutionnaire à influence de masse ne saurait en revanche faire abstraction de l'histoire et de la réalité présente du mouvement ouvrier, des syndicats et des partis qui le composent. Le rejet des "vieux partis", réel dans certains secteurs de la classe ouvrière, pose la question d'un nouveau parti authentiquement révolutionnaire. Il ne met pas pour autant à l'ordre du jour la perspective d'un Parti des travailleurs, qui exprimerait la reconquête de l'indépendance politique de la classe face aux partis bourgeois, comme ce fut le cas à la fin du siècle passé, ou comme ce l'est encore dans certains pays dépendants.

L'indépendance de classe, dans un mouvement ouvrier traversé de multiples courants et organisations, porteurs d'une longue expérience, est indissociable d'un contenu programmatique. Parler d'un Parti des Travailleurs en France, sans autres précisions, ne pourrait avoir que deux traductions pratiques :

- Soit un projet de construction en marge des organisations traditionnelles et sur une base programmatique minimale. Dans ce cas, il ne s'agirait *ni d'un réel parti de masse*, exprimant une grande expérience collective de la classe, *ni d'un parti d'avant-garde clairement délimité autour d'une perspective stratégique commune*, assez solide pour agir et résoudre dans ce cadre commun les questions que pose au jour le jour la lutte de classe.
- Soit un projet qui passe par les partis existants, tels qu'ils sont, ce qui aboutirait à faire du Parti socialiste le cadre privilégié ou exclusif de regroupement et de recomposition du mouvement ouvrier.

En réalité, le dépassement de la crise actuelle appelle nécessairement des réponses de fond sur le plan historique et programmatique. Toute entreprise sé-

rieuse de construction s'inscrit dans un champ qui n'est pas celui de la première expérience de l'action de classe, et qui est d'emblée déterminé par la présence de nombreux courants nationaux et internationaux que nul ne saurait ignorer.

32) Nous sommes par ailleurs conscients des conditions spécifiques de construction d'un parti révolutionnaire aujourd'hui. Le contrôle du PC et du PS sur la classe ouvrière n'est pas comparable à ce qu'il était dans les années 30 ou même les années 50.

Pour agir et débattre avec leurs militants, comme pour prendre place dans le front unique lorsqu'il se réalise pour l'action, il n'est point nécessaire de rallier ces partis. Dans les circonstances actuelles, une petite organisation révolutionnaire peut faire la preuve pratique partielle de la justesse de ses positions. Elle y gagne en continuité politique et organisationnelle.

L'état du mouvement ouvrier international est infiniment plus complexe qu'il l'était dans les années 30 ou même dans les années 50, avant le conflit sino-soviétique et la victoire de la révolution cubaine.

L'essentiel de la génération militante actuelle a fait son apprentisage dans la période d'expansion de l'après-guerre, ou au début de la crise. Elle a connnu des luttes importantes, mais pas d'épreuves majeures qui clarifient les lignes de fractures importantes et relèguent au second plan les querelles mineures.

Par conséquent la radicalisation actuelle ne prend pas la forme de grandes fractures verticales dans les organisations traditionnelles mais plutôt celle, diffuse, non encore cristallisée, de courants instables, disparates, tant politiquement que géographiquement.

Avec tous ces éléments qu'ils soient membres des partis majoritaires, des organisations d'extrême gauche, militants syndicaux, ou inorganisés, nous sommes prêts à chercher le maximum d'action et d'expérience commune, en même temps que la plus libre confrontation d'idées et de projets.

Sachant que pour beaucoup d'entre eux, une organisation révolutionnaire minoritaire n'apparaît pas comme une alternative crédible même quand ils rejettent la pratique des partis réformistes, nous voulons favoriser la convergence et le dialogue dans l'action, convaincus que tout ce qui renverse la tendance à la fragmentation et à la dispersion des forces peut contribuer à restaurer la confiance dans l'efficacité de la lutte.

Tel fut le sens de la démarche engagée avec la bataille pour le rassemblement d'une alternative anti-capitaliste qui va au delà des concrétisations que celle ci a pu prendre dans le contexte préxédent les élections de mars 86 et des erreurs qui ont pu être commises en termes de surestimation des possibilités. Les résultats alors obtenus furent marqués par le faible niveau de mobilisation et les contradictions des phénomènes de recomosition.

Celà ne doit pas nous empêcher, face à la crise du mouvement ouvrier qui s'approfondit, de confirmer notre volonté unitaire et de continuer à proposer, chaque fois que possible, et sous des formes adaptées à la situation nouvelle, le rassemblement pour le débat et l'action des forces et militants, qui sonr des bases anti-capitalistes et recherchent une alternative à la politique de division et de collaboration de classes du PC et du PS.

Cette convergence et cette unité d'action partielle, loin de tourner le dos au front unique, doivent constituer un levier efficace pour une unité d'action plus large, mettant en branle la masse des travailleurs, à travers l'unité de leurs organisations syndicales et politiques. Elles doivent, à l'épreuve de la pratique, éclaircir la nécessité d'un parti d'action sur la base d'un programme défini, et non pas cristalliser des regroupements sur des bases à la fois trop générales et confuses pour une intervention cohérente de parti, et trop restrictives pour une large unité d'action sans exclusives.

33) Dans cette démarche unitaire, les organisations qui se situent à la gauche des partis traditionnels occupent une place particulière.

a) Les dernières luttes de la jeunesse et des cheminots, qui ont valeur de test, montrent à la fois la place indéniable conquise Lutte ouvrière, et la cristallisation d'un ligne sectaire et anti-unitaire. Dans une situation que met à l'ordre du jour une démarche de construction du parti ouverte sur les éléments de recomposition, la vieille divergence sur le front unique et le travail de masse prend toute sa portée. Il s'agit en fait d'une divergence d'orientation fondamentale. Nous devons maintenir avec LO des rapports unitaires aussi solides et actifs que possible, même si souvent conflictuels. Mais le véritable test d'un rapprochement, dans la perspective d'une fusion qui n'est pas aujourd'hui à l'ordre du jour, serait une réponse commune à des épreuves majeures de la lutte de classe.

b) En ce qui concerne le PSU, le PAC et la FGA, ces organisations, à des

titres différents, connaissent une perte importante de leurs force militantes et de graves problèmes d'orientation. Le congrès du PSU a décidé le maintien de ce parti contre les courants qui pronaient sa dissolution pure et simple; mais il n'a guère apporté de réponses aux choix décisifs auxquels il est confronté. Ces organisations ne sauraient par elles mêmes jouer un rôle moteur . Soit elles sont entrainées, du moins une partie d'entre elles, par des forces plus consistantes dans un réel projet de construction d'une force militante et active, soit elles s'enlisent dans une pratique de mouvement hétéroclite, aussi flou dans ses définitions que discret dans les luttes, comme ce fut le cas ces derniers mois. Auquel cas elles peuvent devenir le marche pied d'opérations du type "réformisme radical" dans l'orbite du PS. Les processus en cours dans le PC freinent pour l'heure une telle tentation. Avec ces courants, comme avec LO, le tête à tête est stérile, si les convergences possibles ne sont pas testées sur des enjeux d'une autre portée.

c) Quant au PCI, il paie maintenant le prix de sa politique. En s'efforçant de concilier la proclamation sectaire d'un parti des travailleurs autour de son seul appareil, et une politique d'adaptation à la social démocratie, il a subi plusieurs scissions, notamment dans la jeunesse, qui l'ont pratiquement paralysé devant les mobilisations de la jeunesse. Il réagit à cette crise par un retournement sur une ligne sectaire et verbalement gauchiste.

34) Les coordonnées de la lutte des classes en Europe, définies par les grands accords de la fin de la guerre, commencent seulement à se modifier sur le fond.

L'un des enjeux dans ce contexte, est de savoir si le Parti communiste entrainera dans son déclin la perte d'une tradition révolutionnaire qu'il a usurpée.

La réponse ne réside ni dans le retour à l'unité dans le giron du PS, ni dans un Parti des travailleurs sans définitions ni orientations claires, ni enfin dans un vague mouvement sans cohésion.

Face au Parti socialiste désormais électoralement hégémonique et au Parti communiste même affaibli, il n'y a pas place pour un Parti sans identité, sans projet, sans volonté, en demi-teintes et en demi mesures, mais seulement pour un parti révolutionnaire et démocratique, seul capable d'agir et de surmonter par la libre discussion, mais à la lumière de la pratique, les différences légitimes dans toute organisation non bureaucratique.

C'est bien là la première responsabilité et le premier test auxquels nous devons faire face, les uns et les autres, quelle que soit notre origine, si nous voulons être à la hauteur des défis qui s'annoncent.

AMENDEMENTS

AU DOCUMENT SUR LA CONSTRUCTION DU PARTI ADOPTE PAR LA MAJORITE DU CC

Présentés par 4 camarades du Comité central.

Partie V.

Les paragraphes 30 et 31deviennent respectivement 29 et 30.
Le paragraphe 29 devient 31 comme suit :

" Nous avons la volonté de construire le Parti révolutionnaire des travailleurs indépendant des vieilles organisations reformistes et n'ayant rien à voir avec leurs compromissions ou leurs capitulations. Nous savons qu'il faudra pour cela une ferme détermination à rassembler dans la clarté des courants et des forces d'origine différentes, parfois ennemies de l'avant-veille. Il en fut toujours ainsi dans les tournants de l'histoire du mouvement ouvrier.

Or nous sommes aujourd'hui dans une situation particulière de crise du mouvement ouvrier et de recompositions en cours qui, à la lumière des évènements récents, peuvent connaître des accélérations.

C'est pourquoi notre organisation doit plus que jamais se situer de manière offensive dans les recompositions en cours, en comprenant les possibilités actuelles de saut qualitatif dans la perspective de construction d'un parti révolutionnaire des travailleurs.

La construction d'un Parti révolutionnaire de masse doit partir d'un constat : le PS et le PC sont définitivement disqualifiés du point de vue d'une transformation radicale de la société.

Notre orientation s'appuie sur un processus de radicalisation qui s'exprime dans l'existence d'une extrême gauche active, dans les courants syndicalistes combatifs qui ne se résignent pas aux capitulations de leurs directions, parmi les militants communistes qui cherchent une réponse au déclin de leur parti, chez les militants socialistes qui refuseront que leur parti s'installe dans la

cohabitation et les alliances avec la bourgeoisie, chez les jeunes et les travailleurs actifs dans les luttes mais inorganisés parce que méfiants envers les vieux appareils..

C'est la rencontre entre la perception, à une échelle significative, de la faillite et du discrédit des vieux appareils avec les possibilités objectives de la recomposition du mouvement ouvrier qui trace la perspective d'une nouvelle organisation révolutionnaire comme objectif actuel.

Objectif actuel qui vise l'ensemble de ceux partie prenante de la recomposition du mouvement ouvrier, mais parmi lesquels les oppositionnels du PC méritent un intérêt particulier, pour nous, par les références communes à une certaine tradition du mouvement ouvrier. Intérêt particulier parce qu'aujourd'hui ils sont l'expression la plus importante numériquement et politiquement de cette crise et recomposition du mouvement ouvrier.

Sans qu'on puisse présager l'issue d'un tel phénomène, ils est important de noter pour l'heure :

A. Que ce processus de clarification dans le PC se fait pour la plus grande part sinon totalement sur la gauche.

B. Qu'il y a une accélération des rythmes de confrontation entre les oppositionnels et la direction du PC.

Si nous ne prédéterminons pas les trajectoires et les alignements de forces, la confrontation de ces deux éléments nous invite à être audacieux dans la recherche d'une issue positive à court ou moyen terme.

Même si les phénomènes de crise et recomposition ne se cantonnent pas au seul PC et ne s'arrêteront pas avec la seule clarification au sein du PC. Le processus général que nous avons engagé pour peser dans la recomposition du mouvement ouvrier devra se poursuivre au-delà, mais le saut qualitatif, s'ils se réalisait, aurait pour effet immédiat, d'entraîner de nombreuses forces aujourd'hui dispersées mais disponibles. De plus elle serait un formidable levier vis-à-vis d'une radicalisation qui se prolongera au-delà de cette étape.

La LCR se croît et se sent capable d'agir efficacement, de maintenir l'unité de la théorie et de la pratique, de synthétiser les expériences nationales et internationales, de jeter un pont entre le passé et le présent. Nous assumons, pour notre part, l'héritage d'une longue tradition communiste et anti-bureaucratique, avec la certitude qu'elle sera indispensable à tout regroupement réellement anti-capitaliste et internationaliste.

Nous construisons la Ligue parce qu'elle est un outil efficace pour intervenir dans la situation présente (jeunesse, SNCF, etc...), nous préservons la Ligue et la renforçons parce qu'elle représente un capital de richesse (accumulation de cadres, travail de masse...), nous éduquons nos militants, nos sympathisants, ceux qui nous sont proches dans la perspective de la construction d'une organisation plus large, plus forte, mieux implantée que ce que nous sommes. C'est pour cela qu'on ne brade pas notre organisation, mais c'est aussi pour cela que nous sommes réceptifs à la réalité et disponibles pour une nouvelle organisation.

Dès maintenant nous affirmons donc notre volonté de construire une organisation. Nous agissons en ce sens :

1. En proposant des axes d'intervention pour l'action; revendications, campagnes de masse, batailles pour la démocratie ouvrière et l'auto-organisation dans les luttes, propositions de candidatures unitaires aux diverses échéances électorales (en fonction de la situation);

2. En débattant des perspectives stratégiques, la préparation de la rupture révolutionnaire, pour une issue socialiste à la crise.

Les forces partie prenante des phénomènes actuels de radicalisation et de recomposition ont pour une bonne part le souci de la croissance organique du rapport de forces, de la politisation, de l'éducation des masses par rejet de "l'avant-gardisme" et par crainte de servir une bureaucratie.

Cela ne comporte pas seulement l'aspect négatif d'hésitations dans l'action. Cela comporte aussi la volonté de voir les masses se réapproprier une série de décisions aujourd'hui gérées par la grande bourgeoisie et par l'Etat : contrôle ouvrier sur les entreprises, contrôle sur les risques écologiques, transformations de la santé, de l'école, des équipements collectifs...

Nous devons dire clairement que cela s'intègre pour nous dans une stratégie de rupture et savoir sur ces bases combattre réellement les risques de co-gestion de la crise.

3. En redonnant aux questions programmatiques et de progagande la place qui leur revient dans notre activité.

La plupart des militants syndicaux avec qui nous agissons quotidiennement, l'ensemble de ceux qui sont à la recherche d'une force politique nouvelle -y compris au sein du PC et du PS- sont preneurs de tels débats.

Cela implique la sortie d'un document de référence mais doit aussi irriguer l'ensemble de nos activités. L'objectif est simple : défendre notre identité, de façon actualisée, en dialoguant avec toutes les forces diponibles.

Paragraphe 32.

" Par ailleurs nous sommes conscients des conditions spécifiques de construction d'un parti révolutionnaire aujourd'hui. Le contrôle du PS et du PC sur la classe ouvrière n'est pas comparable à ce qu'il était dans les années 30 ou même les années 50.

Pour agir et débattre avec leurs militants comme pour prendre place dans le front unique lorsqu'il se réalise dans l'action, il n'est point nécesaire de rallier ces partis. Dans les circonstances actuelles, une petite organisation révolutionnaire peut faire la preuve pratique partielle de la justesse de ses positions. Elle y gagne en continuité politique et organisationnelle.

L'état du mouvement ouvrier international est infiniment plus complexe qu'il n'était dans les années 30 ou même dans les années 60, avant le conflit sino-soviétique et la victoire de la révolution cubaine.

L'essentiel de la génération militante actuelle a fait son apprentissage dans la période d'expansion de l'après-guerre ou au début de la crise. Elle a connu des luttes importantes, mais pas d'épreuves majeures qui clarifient les lignes de fractures importantes et relèguent au second plan les querelles mineures.

Cela explique que la radicalisation actuelle n'a pas pris, d'emblée, la forme de grandes fractures verticales, mais plus celle d'un éclatement tant politique que géographique.

C'est pour répondre au mieux à cette situation que la LCR a adopté à son dernier congrès la démarche de "regroupement d'une alternative anticapitaliste".

Cette démarche nous permet de nous adresser à tous ces élements sachant que pour beaucoup d'entre eux, une organisation révolutionnaire minoritaire n'apparaît pas comme une alternative crédible même quand ils rejettent la pratique des partis réformistes, nous voulons favoriser la convergence et la dialogue dans l'action, convaincus que tout ce qui renverse la tendance à la fragmentation et à la dispersion des forces peut contribuer à restaurer la confiance dans l'efficacité de la lutte.

C'est cette démarche, que nous avons initiée, avec d'autres, dans le contexte précédant les élections de mars 86. Les résultats obtenus furent marqués par le faible niveau de mobilisation et les contradictions des phénomènes de recomposition.

Nous sommes aujourd'hui dans une situation différente, situation plus favorable puisque nous constatons une reprise des mobilisations (jeunes, SNCF, EDF, instituteurs) et des clarifications se font jour au sein du mouvement ouvrier (oppositionnels dans le PC).

Pour autant, comme nous l'avions indiqué plus haut, si notre objectif reste la construction d'un nouveau parti révolutionnaire, nous ne pouvons exclure d'autres variantes, qui limiteraient le processsus de clarification, qui différeraient les échéances de construction d'un parti révolutionnaire.

Mais la LCR n'est pas adepte du tout ou rien. Nous saurons répondre positivement à toutes les situations en gardant le cap sur notre objectif final.

C'est ici, que loin d'être dépassée, la politique de l'alternative garde toute son actualité. Face à une crise du mouvement ouvrier, nous confirmerons notre volonté unitaire de proposer chaque fois que possible le rassemblement pour le débat et l'action des forces et militants qui sont sur des bases anticapitalistes pour concrétiser une alternative à la politique de division et de collaboration du PC et du PS. ""

TENDANCE POUR L'UNITE OUVRIERE
THESES POLITIQUES

Présentées par 11 membres du comité central et de la commission centrale de contrôle

SECTION I : CONSTRUIRE UNE ORGANISATION TROTSKISTE DANS LA FRANCE DES ANNEES QUATRE VINGT

I- Le trotskisme, c'est le marxisme moderne
2- Notre histoire est sans taches, notre programme est le bon

SECTION II : CONSTRUIRE UNE ORGANISATION QUI AGISSE ET QUI PESE SUR LA SITUATION , UTILE A TOUS LES TRAVAILLEURS

1- Bien analyser la situation politique
et la période pour agir et nous construire :

a) Nous sommes toujours dans la période ouverte en 68;
b) Chirac : aprés un gouvernement de front populaire, une droite dure, un gouvernement de combat;
c) Mouvement d'ensemble ou cohabitation et division ?
d) Le P.S. en premiére ligne face aux exigences des masses;
e) Le PCF victime de la crise génerale du stalinisme.

2- Une ligne de Front unique ouvrier permet d'agir, de peser et de sortir du ghetto :

a) La LCR doit " prendre parti" sur chaque évenement, sur tout ce qui intéresse les travailleurs;
b) La LCR doit diriger et organiser de vraies campagnes de masse;
c) La LCR et le mouvement syndical.

3- Notre politique unitaire vis à vis des groupes qui rompent avec le PC et le PS. :

a) LCR d'abord !
b) notre politique vis à vis des courants centristes
c) s'adresser a L.O. et au PCI, mener à leur égard une politique spécifique, relancer la bataille pour l'unification.

4- La LCR sera présente aux présidentielles :

a) les enjeux des prochaines présidentielles;
b)la question de l'unité PS/PCF, du désistement au 2° tour est la question décisive;
c) Organiser dés maintenant une campagne de masse centralisée pour l'unité ouvriére;
d) La LCR présentera une candidature et une plate-forme qui exprime ces exigences;
e) Nous menons campagne pour arriver à une candidature unitaire sur les axes politiques essentiels de l'heure;

5- Préparer la construction d'un parti des travailleurs indépendant.

INTRODUCTION

Durant les mois de novembre et décembre 86 s'est déroulé en France un mouvement de la jeunesse étudiante et lycéenne qui a réussi le tour de force de faire descendre des millions de personnes dans les rues de Paris et de toute la France, qui a réussi à imposer sa force, sa démocratie et son unité aux directions politiques et syndicales réformistes, qui a réussi à obtenir la sympathie et la solidarité active de la majorité des travailleurs de ce pays et qui a fini par faire céder le gouvernement Chirac, aussi réactionnaire que l'est Reagan aux USA ou Thatcher en Grande Bretagne. Le mouvement de la jeunesse, tout comme la grève massive des cheminots, ont discrédité l'analyse selon laquelle la situation politique était au "reflux radical", au "désarroi", et en même temps à un comportement d'organisation tourné plus vers les "débats" que vers l'action, plus vers de petites couches de militants censés être "l'avant garde" de la "recompostion-décomposition-reconstruction" du mouvement ouvrier que vers les larges masses qui paraissent frappées d'atonie du fait de la crise.

Pour nous, ces mouvements sont la preuve vivante, en actes, qu'il est toujours possible de construire à côté et contre les appareils traditionnels une organisation indépendante dotée d'une influence de masse commençant à contester en pratique la domination social-démocrate et stalinienne. RIEN dans la situation politique, RIEN dans le monde qui nous entoure ne justifie la crise que traverse aujourd'hui la LCR et qui se vérifie dans tous les domaines : effectifs, dynamisme, motivation des militants, scores électoraux, paralysie de fonctionnement ... Il n'y a RIEN d'inéluctable à cette situation, RIEN qui nous condamne à ne pas pouvoir peser sur la réalité.

Alors, les raisons de notre crise présente, nous devons les chercher en nous-mêmes et pas ailleurs. La question à laquelle nous devons répondre, c'est : comment redresser et construire la Ligue ? Ce sera tout à la fois :
- défendre son programme aujourd'hui mis en cause, sans sectarisme mais sans concession,
- mettre en oeuvre un changement, tactique mais radical, pour transformer l'image de notre organisation dans le mouvement ouvrier et, surtout, par rapport à la masse des travailleurs et de la jeunesse.

SECTION 1

CONSTRUIRE UNE ORGANISATION TROTSKYSTE DANS LA FRANCE DES ANNEES 80

I. Le trotskysme, c'est le marxisme moderne, le marxisme actualisé

Le marxisme n'est pas en crise. Ce qui est en déroute, c'est le stalinisme, cette perversion monstrueuse des idéaux d'émancipation de la classe ouvrière qui a fini par devenir insupportable aux travailleurs. Il faut refuser de confondre l'agonie d'un système politique qui a ravagé durant 50 ans le mouvement ouvrier (le système stalinien) avec une pseudo-crise du marxisme. Ce qui a fait faillite, ce sont les réponses parfaitement désuètes d'une social-démocratie qui, partout en Europe, ne fait que trahir - le plus classiquement du monde - les espoirs de ceux qui lui donnent sa force électorale parce qu'ils y sont acculés pour faire face à la droite et aux patrons, en l'absence d'un véritable parti révolutionnaire. Dans une période où s'intensifient les affrontements de classe, où le capitalisme est pris dans le cyclone d'une crise formidable, hideuse, mondiale et sans issue immédiate malgré tous les efforts de la bourgeoisie et de ses intellectuels pour en masquer l'ampleur, il est moins que jamais l'heure de douter des enseignements du marxisme révolutionnaire tel qu'il nous ont été transmis, enrichis de l'expérience vivante de la construction d'une organisation, la IVème Internationale.

Nous ne sommes pas, nous trotskystes, un courant comme les autres dans le mouvement ouvrier : nous en sommes, par delà les aléas d'une histoire qui ne nous a pas épargné les coups, une composante essentielle, porteuse, du fait de notre programme fondamental, de la solution à sa crise, des clés de ses futures victoires. Aujourd'hui, presque 50 ans après la fondation de la IVème Internationale, il y a encore et toujours trois forces en présence dans le mouvement ouvrier, trois forces qui durent : la social-démocratie, le stalinisme (derrière les visages changeants de ses "variétés nationales") et le trotskysme. Sur une durée de temps significative, toute autre force est condamnée à être

satellisée par l'une des trois premières et ce n'est pas par hasard : c'est que les clivages qui nous opposent aux autres et qui font que nous sommes toujours en guerre contre les sociaux démocrates et les staliniens, ne sont ni périmés ni artificiels mais correspondent aux tâches fondamentales d'émancipation de la classe ouvrière, à un affrontement concret de stratégie qui ressurgit sans cesse.

Quand le stalinisme écoeure la grande masse des travailleurs, quand la social-démocratie capitule sur tous les terrains devant la contre-offensive de l'impérialisme, quand chaque évènement de la lutte des classes, du fait de la crise, porte à l'incadescence les contradictions et les débats au sein du mouvement ouvrier, notre programme dévoile encore avec plus de force son utilité : nous sommes en effet les seuls à pouvoir faire face avec la crédibilité et l'autorité que nous donne une histoire sans tâche à l'offensive idéologique de la bourgeoisie, aux "théoriciens" libéraux, aux intellectuels versatiles qui sont passés (dès que les choses ont commencé à chauffer un peu dans la société, dès que le capitalisme est entré dans la crise la plus longue et la plus dure de son histoire vers le milieur des années 70) "du col Mao au Club Rotary".

Notre trotskysme n'est pas en effet simplement une "étiquette" commode, pas plus qu'un penchant à cultiver des différences pour le plaisir de se singulariser ; c'est une véritable vision du monde, indispensable à la compréhension concrète de ce qui s'est passé depuis 1917. La contre-révolution stalinienne en Russie, la destruction du parti bolchevique, le blocage de la transition, le maintien des bases économiques de l'Etat ouvrier, le fascisme, la deuxième guerre mondiale, trous noirs de la barbarie au milieu du siècle, le sursaut de Stalingrad, la guerre froide, les luttes de libération nationale qui bouleversent la configuration mondiale dans les années 50 et 60, la guerre du Vietnam, Mai 68 en France, la victoire au Nicaragua, la crise phénoménale des PC staliniens, qui offre son "second souffle" à la social-démocratie ... Sur toutes ces questions et grâce à notre programme, nous avons les moyens d'expliquer et de faire comprendre, de TOUT comprendre, de remonter le fil d'une histoire qui a effectivement dérapé du fait de la dégénérescence social-démocrate et stalinienne du mouvement ouvrier, sans céder ni à l'abattement, ni au ralliement "réaliste" aux choses telles qu'elles sont ! Des individus peuvent, à tel ou tel moment, sur telle ou telle question, rendre vraiment compte de certains évènements, des groupes centristes peuvent, là aussi dans certaines circonstances particulières arriver à focaliser l'attention ou bien à exprimer fidèlement, sur un certain laps de temps et dans une partie du monde déterminée les aspirations des masses, mais cela reste éphémère, partiel, inconsistant à l'échelle de l'histoire : seuls les trotskystes ont les moyens de rendre compte de la totalité des évènements fondamentaux de la lutte des classes du fait de leur programme et de leur pratique inlassable d'organisation, à l'échelle nationale comme internationale.

I. Notre histoire est sans tâche, notre programme est le bon.

L'histoire ? Nous ne sommes pas nés en 1968. Arrêtons avec cette légende qui nous nuit plutôt qu'elle ne nous sert ! Car nos références sont plus anciennes ... et il faut espérer et conquérir une image plus jeune, plus fraîche que celle d'anciens combattants de mai 68 ! Nous venons de plus loin en effet : nos racines politiques plongent jusqu'à la Commune de Paris et continuent par la Révolution d'Octobre, puis par la lutte implacable (et les premiers !) contre le stalinisme. Sait-on, même dans nos rangs, que la plus forte section de l'opposition de gauche fondée par Trotsky et ses camarades regroupait plusieurs milliers de membres et que c'était la section russe ? Elle fut décimée dans les camps, dans les isolateurs et les asiles et, à travers elle, c'était le stalinisme qui réglait ses comptes avec le léninisme, n'en déplaise aux "nouveaux philosophes" d'aujourd'hui qui ont fait du "Goulag" leur fonds de commerce ! Fusillés dans les camps en Russie, nous l'avons été aussi en France dans la Résistance, par les staliniens et les nazis, comme en Espagne par Franco et par les potes à Carillo. Mis au ban du mouvement ouvrier, sur le plan théorique mais également physiquement, nous avons eu à relever le plus gigantesque des défis jamais assumé par un groupe humain et c'est la cause de nos difficultés, de notre faiblesse, de notre absence de percée durant des années.

Mais aujourd'hui l'histoire peut se retourner, à l'heure de la crise du stalinisme, à l'heure où la jeunesse progresse à grands pas et cherche à tâtons les voies de la construction d'une expression politique qui soit en phase avec ses aspirations

profondes, cette trajectoire difficile et exemplaire peut redevenir le meilleur des arguments pour se tourner vers nous : c'est pourquoi il faut en tirer une légitime fierté, revendiquer cette histoire, ce patrimoine, étudier ses leçons ... Ceux qui n'ont pas de mémoire n'auront aucun avenir. Moins que jamais, l'heure est à se renier.

Le programme ? Celui de la IVème Internationale est d'une palpitante actualité. Il permet de faire face, non seulement théoriquement mais aussi pratiquement à tous les grands évènements qui éclatent sur cette planète en folie : Pologne, Nicaragua, Paris-Novembre-Décembre 1986, partout nous serions à même d'exprimer les aspirations de la grande masse de ceux qui entrent en mouvement, de les consolider et de les féconder d'un contenu politique. Nulle part il n'y a matière à ce que nous soyons pris au dépourvu par ce qui arrive. PERSONNE n'a fait la démonstration sérieuse que tel ou tel aspect de notre programme était devenu dépassé, obsolète, archaïque : LA REALITE QUI NOUS ENTOURE EST ARCHAIQUE, voilà le problème !

Si on gratte la croûte des "nouveautés", alors en effet le vieux monde apparaît vite : ce système capitaliste qui ne sort pas de sa crise, même avec des innovations technologiques, les robots et les puces mais qui devra passer par un affrontement social et politique tout ce qu'il y a de plus "traditionnel" avec le prolétariat ; ce stalinisme qui n'en finit pas de mourir mais qui continue de s'interposer entre les masses et le programme révolutionnaire et qui demeure, à l'échelle de la planète, le principal obstacle à la construction de partis révolutionnaires ; ces centristes qui réapparaissent périodiquement et qui disparaissent tout aussi inéluctablement, non sans avoir semé dans le minimum de temps le maximum de confusion et après avoir reparcouru avec l'obstination des autruches le chemin de leurs ancêtres. Tout est archaïque, oui, mais certainement pas le programme de la IVème Internationale. Non, décidément l'heure n'est pas de réviser.

Nous sommes certains que, dans la période qui vient, nous aurons tout à gagner à faire fructifier ce capital précieux : notre identité de section française de la IVème Internationale. La Ligue ne doit plus se présenter comme une organisation "d'extrême gauche" (il y a trop d'ambiguïtés et de "casseroles" gauchistes là-dedans) mais bel et bien comme une organisation trotskyste. Ainsi nous ne construirons pas sur du sable, de l'évanescent mais sur du solide et de l'efficace. Celà revient-il à demeurer immobiles, figés dans un dogmatisme inébranlable ? Tout au contraire, l'absence d'état d'âme sur notre identité et notre programme de fond nous aidera, nous "libèrera", pour nous atteler au seul changement qui en vaille la peine, celui qui consistera à modifier radicalement l'image, la "silhouette" politique de notre organisation, pour la mettre mieux en prise avec les travailleurs tels qu'ils sont dans le France de 87.

SECTION 2

CONSTRUIRE UNE ORGANISATION QUI AGISSE ET QUI PESE SUR LA SITUATION, UTILE A TOUS LES TRAVAILLEURS.

Nous voulons être un parti pour l'action, sortir de notre situation de minoritaires, chasser les apparences de gauchisme et de sectarisme qui nous ont été collées sur le dos, nous voulons montrer que le trotskysme est moderne, vivant, concret, tourné vers la large masse des travailleurs, notamment ceux influencés par le PS et le PC.

C'est dans l'action, dans des campagnes centrales sur des mots d'ordre simples et populaires que nous y parviendrons. Le parti ouvrier de masse que nous voulons construire prétend influencer, rassembler tous les secteurs de notre classe actuellement divisés entre le PS et le PC, entre les quatre syndicats CGT, CFDT, FEN, FO. Nous ne serons jamais les supplétifs "un peu plus à gauche" d'un PCF en crise. Nous ne serons jamais, davantage, un appendice d'un Parti Socialiste qui prétend rassembler les travailleurs mais qui ne fait rien pour le socialisme. Notre ambition est plus grande : construire un nouveau parti ouvrier, indépendant, unitaire, qui défende jusqu'au bout les revendications des travailleurs. Nous ne sommes pas "à part" de la classe ouvrière, de notre classe : nous n'avons pas d'intérêts distincts de la masse des travailleurs, nous vivons comme eux, à leur rythme, avec leurs luttes ; la seule chose qui nous distingue, c'est qu'à travers toutes les activités quotidiennes nous cherchons à faire avancer "la révolution socialiste mondiale". Nous voulons comme les ouvriers de la Commune de Paris "changer le monde", nous sommes organisés pour cela, le parti que nous construisons sera dans le sillage des internationales ouvrières de Marx, de Rosa Luxemburg, de Lénine, de Trotsky, nous cherchons à faire pénétrer les idées de ces "géants" en pratique, simplement, par

l'action et par la conviction, auprès des ouvriers, des employés, des femmes, des jeunes et des immigrés que nous côtoyons. Alors qu'en France, le PS et le PCF sont encore majoritaires parmi les travailleurs, nous, trotskystes, montrons qu'il y a un autre visage du socialisme et du communisme, qu'il y a des militants honnêtes, démocratiques, ouverts, qui vont jusqu'au bout, qui ne trahissent pas leurs promesses, qui ne dévient pas, qui cherchent à hâter l'heure où seront définitivement battus les Chirac-Giscard-Barre-Le Pen et définitivement brisée l'exploitation des travailleurs par les patrons.

Qu'est-ce qui permet de construire, ainsi, un parti ouvrier, trotskyste, indépendant et de s'adresser de façon utile, pour des actions communes, à la masse des travailleurs ? C'est une politique qui a été élaborée historiquement au travers des plus grandes expériences de l'histoire du mouvement ouvrier : le "front unique ouvrier". Une politique de front unique ouvrier s'oppose de façon acharnée à la division instaurée internationalement dans les rangs ouvriers par les staliniens et les sociaux démocrates ainsi qu'à toute coalition avec la bourgeoisie, ses hommes, ses partis, telle que les PS et les PC en ont fait sous le nom de "front populaire", de "front républicain" ou "national", d'"Union de la Gauche", de "compromis historique", de "cohabitation" ou de "nouveau rassemblement populaire". L'unité ouvrière pour une action indépendante de la classe, c'est l'aspiration la plus profonde et la plus simple commune à tout militant qui veut défendre les revendications élémentaires et à celui qui veut changer le monde. Ca vient du fond d'un siècle et demi de mouvement ouvrier, ça tient en deux phrases : "l'union fait la force" et "les intérêts de l'ouvrier et du patron sont incompatibles".

Face à cette exigence, PS et PC sont immédiatement jugés par l'histoire, par leur bilan, de 1936 à 1947, à 1956, à 1968, à 1981. Il n'y a pas un de ces partis plus "à gauche" que l'autres. C'est pourquoi nous ne nous laissons en aucun cas identifier à l'un ou à l'autre : on ne prendra ni un profil construisons avec les vrais communsites un courant révolutionnaire contre la social démocratie" ni un profil "avec un grand parti socialiste poussé sur la gauche, fermons la parenthèse du stalinisme". Pour unifier la classe ouvrière, il faut concrètement s'appuyer sur des militants du PC unitaires et sur des militants socialistes unitaires, il faut que s'exprime un courant unitaire dans la CGT, la CFDT, la FEN et FO. Il faut récuser les querelles de chapelle, le cycle infernal de la division. Il y a des milliers de militants, de cadres expérimentés, dans le PS, dans le PC, dans les syndicats qui sont disponibles pour ce combat, qui en discutent déjà, qui agissent déjà et c'est avec eux que la perspective d'une recomposition en profondeur - c'est à dire avec des millions d'adhérents - du mouvement ouvrier peut avoir un sens. On l'a vu avec le développement en décembre 86 dans la jeunesse et dans la classe ouvrière de coordinations et de comités de grève qui, non seulement ne sont pas anti-syndicaux, mais se battent pour l'unité syndicale. Nous ne voulons pas une gauche de la gauche qui se "différencierait" sur la base d'un échec de la gauche, d'une victoire plus large de Chirac, mais une gauche qui soit unie contre la droite, une gauche qui se batte et qui gagne. Que PS et PC s'unissent, qu'ils proposent de gouverner ensemble cette fois, en rompant avec le patronat et en exigeant avec les travailleurs que les revendications soient satisfaites. Voilà la ligne globale de front unique ouvrier dans le cadre de laquelle toutes nos activités prennent place, qui, seule, peut nous permettre de nous construire.

1. Bien analyser la situation politique et la "période", pour bien exploiter toutes les potentialités d'agir et de nous construire.

a) Nous sommes toujours dans la période ouverte en 1968

1975 est l'année de la défaite de l'impérialisme au Vietnam. 1974-76 sont les années de la révolution portugaise qui a mis un terme à 40 ans de salazarisme. En 1979, la révolution dirigée par les sandinistes a triomphé de Somoza et sept ans plus tard elle lutte toujours, elle n'est pas écrasée par le puissant impérialisme américain. En 1981-82, la droite a été battue en France, en Espagne, au Portugal, en Grèce. Des dictatures se sont effondrées en Argentine, en Haïti, aux Philippines, la forteresse de l'apartheid est prise d'assaut en Afrique du Sud. C'est en 1980-81 que pour la première fois, dans un état ouvrier bureaucratisé, le mouvement de masse indépendant et uni des ouvriers polonais est allé le plus loin historiquement dans la voie de la

révolution politique. Malgré la crise profonde, durable de surproduction, le grand capital n' a pas réussi à infliger au prolétariat mondial la défaite massive et brutale dont il a absolument besoin pour restaurer ses profits, sauver l'économie de marché. Par vagues successives, dans les trois secteurs de la révolution mondiale, dans les pays impérialistes - là où c'est le plus décisif - dans les états ouvriers bureaucratisés, dans les pays dominés, les travailleurs luttent, défendent pied à pied leurs acquis et même conquièrent des droits nouveaux, des avantages sociaux et des libertés démocratiques.

Cela ne signifie pas que les contre-attaques de l'impérialisme sont sans ampleur et sans résultats, au contraire : les affrontements entre bourgeoisie et prolétariat font des ravages. Les multinationales augmentent leur profit par des innovations technologiques dans des secteurs de pointe dont bénéficie une petite minorité de l'humanité tandis que règne partout ailleurs chômage, misère, famine, épidémies. Au coeur même de la citadelle impérialiste, des millions de travailleurs sont au chômage, au-dessous du seuil de la pauvreté. Reagan, Thatcher ont porté des coups très sérieux et même infligé des défaites aux travailleurs américains et britanniques. La politique des gouvernements d'Union de la gauche (PS, PC, PSU, MRG, gaullistes de gauche) en France de 1982 à 1986 a trahi les aspirations de la victoire de mai et juin 1981 et a ainsi permis à la droite de revenir et à Chirac d'organiser une politique agressive contre les acquis sociaux que les travailleurs français ont conquis en 35, en 45, en 68, en 81. Et après mars 86 et ce jusqu'à ce qu'en décembre 86 les jeunes et les travailleurs donnent un coup d'arrêt à Chirac, les rapports de force se dégradaient. Ces échecs, ces coups sévères et les menaces qui grossissaient sont inquiétantes, les rapports de force peuvent tourner et de sérieuses défaites ne peuvent être exclues. Mais elles ne sont pas encore arrivées, rien d'assez fondamental et décisif ne s'est produit pour dire que la période est inversée, que la défaite est consommée, que les luttes se mènent à reculons. La tendance profonde à l'exacerbation des luttes de classes, à l'éclosion des crises révolutionnaires ouverte en mai 68, n'est pas close. Le principal handicap pour le prolétariat, ce n'est pas sa "démoralisation", son "désarroi" ou une "situation objective défavorable", non, le principal handicap c'est la politique des appareils sociaux-démocrates et staliniens, c'est l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, d'un parti trotskyste implanté dans les masses.

D'ailleurs cela s'est illustré avec le formidable mouvement de masse de la jeunesse contre la réforme Devaquet. Alors que les leaders du PCF et du PS se répandaient partout en disant que les masses étaient "démoralisées", les jeunes, plaque sensible de la société, ont révélé les véritables rapports de force existants. Et c'est par peur panique que le 10 décembre 86 soit, comme le 13 mai 68, sousle coup d'envoi d'une grève générale massive que Chirac a cédé. Chirac-Pasqua-Monory-Devaquet ont accumulé toutes les erreurs "classiques" : ignorance, mépris, refus de négocier, fausses concessions, répression et tout cela sans faire faiblir ni même diviser le mouvement jeune. Celui-ci, incontrôlé par les appareils, reflétant intimement les enjeux des luttes entre les classes, a ouvert la brèche en imposant le retrait total du plan Devaquet. Ils ont lancé l'assaut jusqu'à leur victoire totale. Cela a été un véritable révélateur sur la période et cela a modifié la conjoncture. Les grèves SNCF et RATP ont montré que les salariés étaient déterminés eux aussi : les signes avant-coureurs, au cours de l'été, en octobre-novembre, de ce mouvement parti de la base se sont confirmés dans une grève dure où le gouvernement s'est vu à nouveau confronté 15 jours après avoir cédé à la jeunesse. Ceux de la RATP, d'EDF, les marins ont à leur tour démontré qu'il "n'intériorisaient pas la crise".

b) Chirac : après un gouvernement de front populaire,une droite dure, un gouvernement de combat

Les gouvernements d'Union de la Gauche ou PS-MRG-PSU menaient une politique de collaboration de classes, de "front populaire" : ils gouvernaient en concertation avec le CNPF, ils ménageaient la bourgeoisie, leur politique était bourgeoise même si elle différait de ce que voulait la majorité de la bourgeoisie. Et s'ils ont fait des concessions aux travailleurs en 81-82 (la 5ème semaine, les 39 heures, la retraite à 60 ans, la hausse du SMIC et des allocations, l'abrogation de la peine de mort, le remboursement de l'IVG, des droits syndicaux et démocratiques nouveaux, etc ...), ils les ont eux-mêmes ensuite remis en cause pour tenter d'amadouer le CNPF et le grand capital financier. Ils ont ainsi loyalement géré, de 82 à 86, le capitalisme à l'aide d'une politique de

compromis qui, en dernière instance, répondait aux voeux du patronat et l'aidait à retourner le rapport de forces issu de mai et juin 81. Aucune illusion sur ce que sont capables de faire, par elles-mêmes, les directions du PS et du PCF lorsqu'elles sont au gouvernement. Le 16 mars 86, la droite a obtenu une victoire moins ample que prévue : 81 n'a pas été complètement effacé.

Chirac, lui, ne fait pas de cadeaux aux travailleurs, il attaque frontalement, il fait une politique classe contre classe et il s'est efforcé de la mener rudement en profitant de la couverture de la "cohabitation" et dans le but de demeurer neuf ans au pouvoir, d'éjecter Mitterrand, de parachever la contre-attaque que le CNPF a organisé depuis 82 en licenciant massivement et en faisant reculer les salaires. Cette politique de Chirac s'inspire de celles de Reagan et de Thatcher, elle est brutale et agressive contre tous les acquis sociaux, même ceux qui remontent à des décennies. D'où les menaces d'une gravité sans précédent sur la Sécurité Sociale, d'où les dénationalisations, d'où le démantèlement du secteur public (TF1, SNCF, PTT, Santé, Education nationale, etc ...), d'où le libéralisme sauvage, archaïque (les prisons privées ...) et les atteintes aux droits démocratiques (droits syndicaux, textes contre les libertés individuelles, les immigrés, les expulsions, la répression sous couvert de lutte anti-terroriste, etc ...). En quelques mois Chirac restructure l'économie du pays, en faveur des profits du grand capital.

La différence entre la collaboration de classes d'hier et l'affrontement classe contre classe d'aujourd'hui, les travailleurs l'ont vue et la voient tous les jours. Chirac est un danger sans précédent depuis la 2ème guerre mondiale, c'est le gouvernement le plus réactionnaire et qui peut, si la cohabitation n'est pas mise en échec, aller le plus loin dans les coups portés au mouvement ouvrier. Les travailleurs en sont conscients et luttent mais le PS et le PC, en divisant ou en cultivant un "ton" prudent cachent le danger et affaiblissent les possibilités de riposte. Les jeunes, eux, ont un "ton" directement combatif, les cheminots aussi : ils se sont lancés dans la grève la plus importante de l'histoire de la SNCF. Lame de fond venue de la base, contraignant les directions syndicales à l'action et à un minimum d'unité, installant des comités de grève exerçant leur vigilance sur la lutte et les négociations, s'exprimant avec une magnifique lucidité, les cheminots donnent un exemple de la combativité de notre classe, donnant au mouvement jeune une portée plus générale, annonçant l'heure d'un mouvement d'ensemble contre la politique chiraquienne. L'épreuve de force est inévitable.

c) Mouvement d'ensemble ou cohabitation et division ?

La "cohabitation", si on entend par là que le PS et la droite cohabitent au sommet de l'Etat, ne peut être qu'un piège mortel pour les intérêts des travailleurs. Mais, depuis le 16 mars, les choses se sont déroulées de façon plus complexe : dès le début Mitterrand, demeuré président, est apparu comme un recours, un frein contre Chirac et c'est ce qui explique que sa popularité ait monté dans les sondages. La cohabitation a été perçue comme une "coexistence" mais pas une cogestion. Son caractère plus ou moins conflictuel, dès lors, a eu un intérêt pour les travailleurs : notamment si Mitterrand refusait de signer les ordonnances, c'était positif, mais s'il les signait ou formulait des critiques modérées, c'était négatif. Ainsi s'instaurait un rapport entre ces conflits institutionnels et l'état d'esprit des travailleurs. Lorsqu'au sortir de l'été, il est apparu que c'était Chirac qui tirait la couverture à lui et faisait passer intégralement sa politique, alors que Mitterrand se démarquait mais ne rompait pas, la situation est devenue négative : car Chirac agissait et avançait, Mitterrand parlait et rien de plus.

Ce sont les luttes de classes, le mouvement jeune, les grèves de la SNCF, d'EDF, de la RATP, des marins qui ont renversé la situation et, en affaiblissant Chirac, redonné du champ à Mitterrand. Celui-ci, habilement, a caressé les mobilisations de masse dans le bon sens mais avec une prudence calculée qui ne visait pas à les encourager mais à les canaliser de façon qu'elles n'aboutissent pas à la chute précipitée de Chirac. Ainsi, face aux jeunes et aux cheminots, Mitterrand a choisi de faire des "gestes" avec une modération voulue et en se posant en défenseur de la "cohésion nationale et sociale" mais sans s'engager autant que l'exigeait la mise à mal de la politique réactionnaire de Chirac. Même s'il en tire un avantage immédiat, cette attitude ambiguë de Mitterrand est un obstacle, à terme, à la remobilisation des abstentionnistes et à la victoire d'une

nouvelle majorité PS-PC. Car pour battre Chirac et le chasser, il faut une dynamique unitaire et combative qui entre en contradiction avec ce climat manoeuvrier entretenu par la cohabitation.

d) Le Parti Socialiste en première ligne face aux attentes des masses.

Le débat sur "le ton" à prendre face à Chirac et à la cohabitation, tel qu'il est apparu dans le PS est décisif. Rocard, Jospin, Fabius se rangent parmi ceux qui sont cohabitationnistes jusqu'au bout tandis que Poperen, Mauroy manifestent une opinion inverse. Rigueur ou croissance ? Autre sujet de clivage. Redéfaire ce qu'a fait la droite ou pas ? Où en est l'unité ? Avec qui ? Où en est la rupture avec le capitalisme ? Quel candidat aux présidentielles ? Dissoudre ou pas l'Assemblée Nationale ? Les clivages entre les vieux courants du PS ne recoupent pas les questions du moment. A la base, une puissante volonté anti-cohabitationniste s'oppose à l'attentisme manoeuvrier et démobilisateur du sommet. On entend Jospin, chef du PS, expliquer qu'au moment où son parti fait de 32 à 37% des voix, les socialistes sont dans une "situation historique défavorable", reprenant en cela les propos de Marchais sur "la France qui vire à droite". En proposant un "PS à 40%", la direction Jospin ne trace absolument pas une issue politique aux problèmes des militants du PS et des travailleurs qui votent pour lui. 40% pour quoi faire? Ca ne fait pas une majorité, ni un gouvernement ... à moins d'aller chercher à droite ou au centre les alliés nécessaires. C'est pourquoi la discussion ressurgit (et se développera forcément) sur l'Union de la Gauche.

Un "Conseil National" de la Gauche n'est pas une réponse : il faut proposer une politique qui réponde aux voeux des travailleurs et qui, dès lors, impose l'unité au PCF. En dehors d'une telle perspective, Chirac ou Barre gagne. Lors d'une élection présidentielle, il faudra obtenir un désistement sans réserve au deuxième tour ; ceci doit se préparer dès maintenant et la direction Jospin n'agit pas dans ce sens. Le PS ne peut prétendre être "la gauche" à lui tout seul et il ne pourra même pas atteindre 40% sans être ... unitaire !

L'impasse est donc totale pour les dirigeants du PS. Et le pire crime serait, comme le formulent certains leaders, de faire des appels à l'UDF, au CDS, pour combattre le "bonapartisme" de Chirac. La voie d'une alliance contre nature avec une partie de la droite est la voie définitive de la trahison et de l'échec. Tout militant socialiste soucieux de défendre les travailleurs et la jeunesse doit combattre les tentatives de ses dirigeants de s'allier avec Douffiagues, Monory, Méhaignerie, Stasi et Cie. Toute "gauche" du PS devrait poser ces questions politiques clefs : contre la cohabitation, pour l'unité des partis ouvriers, contre l'unité avec des secteurs de la droite, pour battre Chirac et Barre aux présidentielles et donc pour dissoudre l'Assemblée Nationale dans la foulée.

Il y a au sommet du PS une lutte acharnée entre les "leaders" (Rocard, Fabius, Jospin, Chevènement, Mauroy), ces querelles ne répondent pas au mouvement de la classe ouvrière qui cherche à se servir du PS comme instrument contre la droite. Les 32% du PS en mars 86, c'est un vote populaire, un vote de classe. La très grosse majorité de la classe ouvrière a voulu voter contre la droite en se portant sur le seul parti qui paraissait le plus à même de faire barrage à Chirac. Ca n'avait rien d'une approbation de la politique gouvernementale de Mitterrand-Fabius. Si les travailleurs approuvaient délibérément une politique d'austérité, pourquoi au niveau des élections professionnelles ne voteraient-ils pas pour la CFDT qui la prône ouvertement ?

Ce n'est pas le cas car, en 85 et 86 où le PS se préparait à obtenir 32%, la CGT elle aussi a gagné plus de 8%, 2 500 000 suffrages. La raison en est que, là aussi, contre le patronat les travailleurs choisissent le syndicat qui leur paraît le plus à même de riposter à la flexibilité, aux licenciements, etc ... La démarche est la même que pour le vote PS. Les travailleurs votent PS et CGT ! Difficile de dire que PS=CNPF=droite=recul de conscience ! Pendant que le PS monte, les syndicats qu'il influence paient le prix d'avoir joué le rôle de transmission du gouvernement. Pour les masses, nulle contradiction : les deux votes PS et CGT procèdent de la même démarche anti-droite, anti-patronale, du même rapport aux organisations du mouvement ouvrier, ces deux votes ne sont ni une approbation de Jospin ni de Krasucky !

Ce mouvement qui va du PCF au PS est historique. Pour la première fois depuis cinquante ans, le PS est redevenu le premier parti ouvrier en France et ses dirigeants sont donc en première ligne face aux attentes des masses. C'est cela qui va être facteur de crise.

_ e) le PCF victime de la crise générale du stalinisme

Le recul historique du PC n'est pas dû au "retard théorique" de la direction Thorez (version Marchais) ou à son archaïsme outrancier (version Juquin). Au fond, le PC paie au prix fort son alignement complet sur l'appareil stalinien international. Il est loin le temps où l'Armée Rouge était auréolée du prestige de Stalingrad et de la prise de Berlin. Depuis, il y a eu l'Allemagne en 1953, la Pologne,1956 à Budapest, la Tchécoslovaquie en 1968, Gdansk en 1980. Pour les jeunes générations, le PCF reste le parti lié au Kremlin, le parti des tanks à Prague et du coup d'état de Jaruzelski sans être celui des Brigades Internationales et de la Résistance.

En France, les zigzags de la politique stalinienne n'ont cessé de prendre à contre pied les aspirations des masses :
- en 68, alors qu'il y avait dix millions de grévistes, il a tout fait pour arrêter la grève générale, pour en revenir à des élections perdues,
- de 72 à 77, il fallait modérer l'ardeur revendicative dans l'attente de la victoire électorale de l'Union de la Gauche "Union-Action-Programme commun",
- en 77, alors que la victoire électorale était proche, il a rompu l'Union de la Gauche, permettant le succès de l'UDF-RPR, mettant en avant des revendications "intransigeantes" et faisant régner la division,
- de 77 à 81, il a principalement mené campagne contre le PS plutôt que contre la droite
- de 81 à 84, quand Mitterrand a gagné, il a rempoché ses revendications "intransigeantes" et a participé au gouvernement et à l'austérité,
- en 84, quand le recul des espoirs de 81 dû à la politique d'austérité du gouvernement PS-PC s'est manifesté, il a alors quitté le gouvernement, ressortant ses revendications "intransigeantes" et organisé à nouveau la division, facilitant le retour de la droite,
- depuis mars 86, il se refuse à construire un front commun syndical et politique pour empêcher les attaques de Chirac contre la classe ouvrière. Tout devient "la faute au PS", la division est totale, les revendications "intransigeantes" sont ressorties.
Et il invoque inlassablement ce qu'a fait le PS au gouvernement hier au lieu de combattre sans préalable ce que fait Chirac aujourd'hui.

Bilan, le PCF à 9%, secoué par une crise interne, historique, à la hauteur du déclin du Parti. En quinze années, la classe ouvrière a jugé les tournants successifs du PCF, les affirmations et leur contraire, l'alliance avec la bourgeoisie, la division avec le PS. Cela s'ajoutant aux liens avec Moscou, est terriblement éclairante pour les travailleurs et explique le bouleversement des rapports de force entre PCF et PS. Pour autant le PCF n'est pas mort et toute remontée du mouvement de masse peut encore le renforcer, dans un premier temps, comme le PS.

Mais sa crise n'est pas conjoncturelle : elle contient tous les éléments de la crise du stalinisme. Elle ouvre la voie à des milliers de militants avides de tirer les véritables leçons historiques du stalinisme, avides de démocratie, d'unité ouvrière, d'un front commun contre Chirac. C'est à ces militants et aux travailleurs qu'ils influencent que nous pouvons nous adresser en tant que trotskystes pour prôner une issue politique, des batailles de front unique. Par l'action, nous pourrons les convaincre, les gagner, les organiser au sein même du PCF et les conduire avec nous à construire un parti authentiquement révolutionnaire.
Tout militant communiste soucieux de défendre les intérêts des travailleurs devrait mener bataille contre la politique de la direction du PCF quand elle affirme que "la société glisse à droite" pour justifier sa politique de division et conforter l'idée que les reculs du PCF, ce sont les travailleurs qui en sont responsables ; quand elle réserve ses coups au PS pour préparer son refus de désistement aux présidentielles ; quand elle développe une ligne de division dans le mouvement des masse pour empêcher ces mouvements de mettre en cause le gouvernement Chirac et éviter de se retrouver une nouvelle fois face à ses responsabilités : gouverner avec le PS contre la droite.

II. Une ligne de FUO permet d'agir, de peser et de sortir du "ghetto"

La question de l'unité ouvrière est centrale. Elle ne cessera de susciter des débats au sein des organisations concernées, d'une part au sein du PS et du PC, d'autre part au sein des syndicats. Le 21 octobre , alors que quatre syndicats appelaient à la grève, il y eu quatre manifestations séparées. C'est cet obstacle que jeunes et cheminots ont dû surmonter pour entrer en lutte en décembre. Le noeud du problème est politique. Il se répercute au niveau des syndicats. Par retour, la volonté unitaire est puissante à la base et ne va pas cesser de grandir. C'est elle qui explique la naissance des comités de grève représentatifs des AG souveraines et leur coodination. Ils sont en effet un moyen de pousser l'unité des travailleurs à son plus haut niveau et d'empêcher la politique de division des directions syndicales. Les données du problème sont claires : elles nous déterminent pour être les meilleurs artisans de l'unité ouvrière, de l'unité PS-PC, de l'unité CGT-CFDT-FEN-FO contre Chirac. Vite, engageons, sur tous les terrains, par tous les moyens dont nous disposons, une campagne en ce sens.

a) La LCR doit "prendre parti" sur chaque évènement, elle a son mot à dire sur tout ce qui intéresse les travailleurs

Nous n'avons pas comme attitude de dénoncer les "querelles politiciennes", les "états majors" ou les "salades parlementaires" : ce serait dépolitisant et cela nous priverait de répondre vraiment aux questions politiques centrales qui se posent aux travailleurs. Au contraire, sur ce terrain comme sur d'autres, nous entendons précéder, éclairer les questions politiques posées par les partis bourgeois et ouvriers, apporter des issues concrêtes, sérieuses aux problèmes du pouvoir tels qu'ils se posent. Le FUO c'est à la base et au sommet.

Ainsi en est-il de la perspective d'un gouvernement PS-PC : fin 86, ce n'est pas un mot d'ordre d'agitation mais déjà, au sein du PS, au sein du PC, au sein des syndicats, les travailleurs soucieux de battre et de remplacer Chirac, discutent du gouvernement, de la coalition politique qui permettrait de le constituer. Ce sont des soucis légitimes et ils vont devenir de plus en plus pressants. Nous, de façon réaliste, nous devons expliquer qu'il n'y a pas, dans le rapport de forces actuel, d'autre issue qu'un gouvernement du PS et du PCF, que ces deux partis doivent s'entendre car ils ne peuvent chasser Chirac et gouverner l'un sans l'autre, qu'il faut que cette idée se fraye son chemin - vite- dans ces partis et dans les syndicats qu'ils influencent. Un gouvernement PS-PC, du point de vue des travailleurs, vaut mieux qu'un gouvernement Chirac-Barre-Giscard-Le Pen car non seulement il signifierait une deuxième défaite de la droite, non seulement il donnerait un coup d'arrêt à la réaction chiraquienne mais il placerait du même coup les travailleurs dans une position plus favorable pour exiger satisfaction de leurs revendications. C'est pourquoi inconditionnellement nous sommes, avec les travailleurs, pour un gouvernement PS-PC. Dans la mesure où les gouvernements PS-PC-MRG-PSU-gaullistes de gauche de 1981 à 1986 ont débouché sur un échec, ont trahi les attentes des travailleurs, le simple fait qu'à nouveau les travailleurs chassent la droite et imposent au PS et au PC de prendre leurs responsabilités, créerait un choc et poserait la question : vont-ils refaire la même chose ? Dès le début, contrairement à 1981, ce serait au coeur des débats et des luttes ... car certains éléments du PS annoncent qu'ils ne pourront pas "re-défaire tout ce que la droite a défait" ... pourtant le sens d'un nouveau vote majoritaire pour un gouvernement signifierait cela : "cette fois, gouvernez pour nous, contre les capitalistes". Et si certains secteurs de la classe ouvrière sont encore découragés par la trahison de 82 à 86, nous expliquons qu'ensemble, nous organiserons la bataille pour qu'un gouvernement du PS et du PC soit aussi inflexible contre les patrons que Chirac l'est aujourd'hui contre les travailleurs. Le revanchard Chirac crée, par la violence de ces attaques actuelles, les conditions de ce retour de bâton, et il serait faux de croire qu'une deuxième victoire du PS et du PC signifierait que ces derniers pourraient en toute impunité reprendre une politique de rigueur.

Nous nous opposons à trois types d'orientation à l'oeuvre aujourd'hui :

- celle du PCF qui continue à dire, en quelque sorte "à bas l'ancien gouvernement" (PS) avec plus de force qu'il ne dit "dehors Chirac" et qui n'offre aucune perspective,
- celle du PS qui fait mine de dire qu'il peut gouverner seul à nouveau tout en faisant des appels du pied à des secteurs de la droite et en feignant de déplorer le sectarisme du PCF.

- celle, gauchiste qui est la tendance à crier "attention au futur gouvernement de gauche" avant même d'avoir battu Chirac-Barre ou qui n'offre aucune perspective (sinon abstraite : gouvernement des travailleurs).

b) La LCR doit diriger et organiser, centraliser de vraies campagnes de masse :

Nous concevons des campagnes centralisées, prolongées, sur un seul thème, si possible, simple, populaire et nous construisons pied à pied le front unique inlassablement au travers de ces actions.

- *DANS LE TRAVAIL ANTI-RACISTE* : une orientation de front unique contre le gouvernement. Construire SOS Racisme en priorité.

SOS n'était ni une mode ni un gadget médiatique. Deux ans après l'apparition de la petite main, SOS a su se faire reconnaître comme une des forces essentielles de la lutte contre le racisme mais aussi de la défense des immigrés et de l'égalité des droits. La mobilisation des étudiants et des lycéens a montré à quel point cette génération avait été marquée par SOS. Notre organisation doit réafirmer la priorité de construire SOS et doit s'y engager davantage.

La lutte contre le racisme, l'égalité des droits restent des axes de mobilisation d'une vibrante actualité : les racistes ne désarment pas, des incendies criminels aux crimes racistes, des projets de lois discriminatoires et d'exclusion (loi Pasqua, projet de réforme du Code de la nationalité) aux pratiques d'exclusion (école, logement, aide sociale ...), la riposte et la vigilance s'impose. Un outil existe : SOS-Racisme. SOS a montré sa capacité d'initiative, de mobilisation. Grâce à SOS, la lutte contre le racisme et pour l'égalité des droits a réussi à être reprise par de larges secteurs de la jeunesse et des travailleurs. C'est cette conviction qui doit nous conduire à renforcer et à construire des comités SOS partout où nous intervenons : facs, lycées, entreprises. Nous devons agir pour que ces comités soient les plus larges et les plus unitaires possible et s'adressent, à l'occasion d'initiatives attractives, à de larges couches de jeunes et de travailleurs. En même temps, nous luttons dans SOS pour la démocratie au sein de cette organisation.

Dans ces comités comme au sein d'autres organisations ou associations où nous avons des militants (comme le MRAP ou la FASTI), nous sommes systématiquement pour que l'unité la plus large se réalise (associations, partis, syndicats) soit à l'occasion de campagnes nationales, soit d'actions locales. Cette recherche de l'unité doit permettre de mettre un terme à la division dévastatrice qu'a connu le mouvement antiraciste.

- Développer des campagnes de masse *INTERNATIONALISTES*.

L'Afrique du Sud a pris une grande importance dans les réferences de lutte internationale de la jeunesse, et le soutien aux mouvements anti-apartheid et au prolétariat noir est pour nous décisif. Pourtant, à côté d'un fort mouvement anti-raciste en France, le mouvement anti-apartheid reste limité : nous devons chercher à combler cet écart : - notre but est de mettre sur pieds de larges coalitions, impliquant les organisations ouvriéres et anti-racistes, lors d'évènements comme le fut la venue de Botha, ou lors de journées internationales de solidarité, ou contre le soutien des patrons français au régime d'apartheid. Nous nous appuyons pour cela sur le M.A.A., et cherchons à faire intégrer par les organisations ouvriéres et anti-racistes la dimension anti-apartheid. - Notre ligne dans la solidarité est de soutenir toutes les forces qui luttent contre l'apartheid, l'ANC, le COSATU, comme les autres forces ; nous nous opposons ainsi à la politique de division des staliniens qui ne veulent soutenir que l'ANC. - Nous cherchons à faire établir des liens entre des sections syndicales CGT, CFDT, FO ou FEN et les syndicats de branche correspondants en Afrique du SUD.

Notre activité de soutien au Nicaragua s'ordonne autour de 2 axes : - Stop à la guerre U.S. en Amérique Centrale - soutien inconditionnel et unitaire au Nicaragua, autour de campagnes de masse comme "I00 Millions" ou "Un bateau " pour le Nicaragua. Là aussi nous cherchons à créer les coalitions les plus larges pour la campagne, impliquer les organisations ouvriéres et démocratiques, en nous appuyant sur les C.S.N. et sur les sections de France Amérique Latine quand elles ont une réalité militante.

Notre soutien à la lutte du peuple Kanak (droit à l'auto-détermination, indépendance, retrait des troupes françaises) comme à la lutte des dernières

colonies françaises, reste décisive à un moment où le gouvernement Chirac s'apprête à donner satisfaction complète aux réactionnaires.

Sur ces 3 questions (Afrique du Sud, Nicaragua, Kanaky,) nous cherchons à lier les campagnes de solidarité à la dénonciation de la politique du gouvernement Chirac : rétablissement des relations et refus de sanction vis à vis du régime de Botha, diminution de moitié de l'"aide" au Nicaragua et refus de soutenir Contadora,

A chaque fois, la question de l'unité PS PCF , de l'unité syndicale, est décisive pour l'efficacité de la solidarité.

- Les militants de la LCR soutiendront le travail des JCR dans la construction d'une grande UNEF démocratique et unifiée, dans la lutte pour les droits des soldats et le syndicat de soldat.

Le mouvement de Décembre 86 a remis à l'ordre du jour le combat pour la réunification syndicale à l'université; entre les 2 UNEF, le nécessité de construire le syndicalisme étudiant, d'abord en militant dans l'UNEF - ID, et en dégageant un large courant dans les 2 syndicats et parmi les non syndiqués pour une UNEF unifiée et démocratique. Dans les lycées se font ressentir la nécessité d'une organisation permanente, en lien avec le syndicalisme étudiant il est possible d'avancer vers un syndicat lycéen. Dans les casernes, les aspirations démocratique de la jeunesse devraient se heurter à l'archaïsme et l'embrigadement de la hiérarchie militaire et redonner naissance à des luttes sur les conditions de vie et les droits démocratiques : nous cherchons à mener des campagnes vers la masse des soldats (conditions de vie, transports, ...) pour le droit d'organisation des soldats, pour le syndicat de soldats.
Les militants de la LCR dans les syndicats ouvriers soutiendront ces initiatives de la jeunesse.

c) La LCR et le mouvement syndical

Le mouvement syndical connaît une grave crise. Désyndicalisation, incapacité à défendre les acquis des travailleurs touchent toutes les confédérations et sont le moteur de développement d'oppositions.

La CFDT est affaiblie et de plus en plus divisée par les positions caricaturales de la direction Maire. Ses apparitions répétées en convergence avec le ministre des Affaires Sociales et avec le patronat tant sur les "petits boulots", la flexibilité, la remise en cause des acquis, la protection sociale, ses déclarations intempestives contre les grèves, contre le mouvement étudiant et lycéen suivi d'un ralliement honteux à la manifestation du 10 décembre 86, accélèrent le discrédit d'Edmond Maire et le désarroi dans l'appareil syndical. L'opposition a là matière à se développer pour peu qu'elle se tourne sans hésitation vers la masse des syndiqués et qu'elle sache prendre des intitiatives à la hauteur des enjeux.

FO, qui pendant le gouvernement de gauche, a développé l'image de la centrale qui maintenait les revendications quel que soit le gouvernement, multiplie les signatures d'accords remettant en cause des acquis décisifs de la classe ouvrière (autorisation de licenciement, accord métallurgie, Sécurité sociale). Son refus traditionnel de toute unité d'action avec la CGT limite sa crédibilité dans les secteurs en lutte. La lutte pour la succession de Bergeron étant ouverte, les contradictions internes s'en trouvent avivées. FO est à un tournant : elle doit choisir entre son orientation traditionnelle de défense courtoise des acquis et l'engagement de négociations sur le terrain des exigences patronales.

La CGT après avoir payé le prix fort de sa politique de division systématique connaît aujourd'hui deux phénomènes qui favorisent le développement d'oppositions internes. D'une part, un regain d'audience comme le montre la majorité des élections professionnelles. D'autre part, une crise de la fraction stalinienne. En effet, la ligne sectaire anti-socialiste développant l'idée d'un glissement à droite de la société conduirait à une minorisation de la CGT dans les mouvements sociaux et à une crise majeure de l'appareil. Inversement, l'adaptation de la CGT au mouvement étudiant et lycéen et dans une certaine mesure au mouvement des cheminots (acceptation au moins formelle du cadre des AG souveraines) renforce chez les travailleurs et les militants CGT l'idée que l'unité est possible, que l'unité paie. Plus que jamais la CGT est le premier syndicat et l'investissement des militants de la LCR s'y fait prioritairement.

La FEN a subi en 1984 un échec fondamental sur la question de la laïcité. Affaiblie, subissant d'un côté les tentatives de syndicalisation par la CGT et FO et d'un autre côté les agressions de Monory, la direction de la FEN ne peut desserrer l'étau et regagner du crédit auprès des enseignants qu'en apparaissant comme le syndicat de l'unité et de l'action. Or les tentatives d'accélérer la recomposition du mouvement ouvrier en constituant une centrale syndicale à hégémonie social-démocrate ne peuvent que diviser profondément les syndicats de la FEN et l'ensemble du mouvement syndical.

Cependant, cette crise des organisations syndicales n'implique pas que les travailleurs s'en détourneraient. A chaque élection professionnelle, les travailleurs se tournent massivement vers les syndicats de classe. Dès que les acquis sont menacés et que les perspectives de lutte sont crédibles les masses s'emparent des orientations que leur proposent leurs syndicats. Dans les luttes la tendance dominante n'est pas à développer des comités antisyndicaux mais à contrôler les appareils syndicaux et à leur imposer le cadre unitaire des AG souveraines voire des coordinations à l'exemple des étudiants et des cheminots. La confiance des travailleurs ira aux délégués et aux syndicats qui, tant à l'entreprise qu'au niveau national agiront en respectant cette aspiration à la démocratie et à l'unité d'action dans les luttes. Ainsi, les organisations syndicales restent les instruments fondamentaux et permanents de la lutte élémentaire des travailleurs. En conséquence, le travail de masse prioritaire des militants de la LCR est l'intervention syndicale.

Les grandes manoeuvres en cours

Les succès électoraux du PS et l'effondrement électoral du PC ainsi que la baisse de sa capacité d'encadrement militant de la classe ouvrière reflète une modification profonde des rapports de force au sein du mouvement ouvrier au profit de la social démocratie. Cela s'est traduit au niveau syndical par l'effritement régulier de la CGT jusqu'en 1985 tantôt au profit de la CFDT, tantôt de FO, par l'échec des tentatives de la CGT contre la FEN, par la moindre emprise dans la CGT de la fraction stalinienne. C'est également le cas, avec des particularités, au niveau étudiant avec la suprématie prise par l'UNEF-Indépendante et Démocratique sur l'UNEF-Solidarité Etudiante au cours des élections de 1986 et de la lutte contre la loi Devaquet. Il n'en demeure pas moins que les capacités d'encadrement des travailleurs par la social-démocratie ne sont pas à la hauteur de son poids politique dans la société et dans le mouvement ouvrier, comme le montrent les conflits des cheminots, de la RATP, d'EDF-GDF, etc ...

C'est dans ce cadre que se déroulent les grandes manoeuvres syndicales. Ainsi une partie de la direction du PS (en particulier le courant Mauroy), la direction de la FEN, une partie de la CFDT (autour d'Heritier) et une fraction de la nébuleuse autonome veulent engager un processus de création d'une nouvelle confédération. Pour la direction de la FEN, cette orientation fait suite à la décision de FO de syndiquer les enseignants, à la proposition de l'UGFF-CGT d'aller dans le même sens et à la décision de Monory de cesser le recrutement des PEGC. Pour les syndicats autonomes, cette nouvelle confédération représenterait la possibilité de sortir de leur isolement relatif. Pour la direction de certains courants du PS cette tentative est le moyen de répercuter sur le plan syndical les changements de rapports de forces électoraux. Pour les courants de la CFDT, cette nouvelle confédération représente la possibilité de jeter la chemise sale de la direction Maire.

Pour autant, tous ces courants sont d'accord sur un point : ils veulent créer une nouvelle confédération d'obédience social-démocrate ce qui diviserait le mouvement syndical en deux grandes organisations à direction l'une social-démocrate, l'autre stalinienne. Le projet commun est d'oeuvrer à créer en France une situation comparable à celle qui prévaut en Espagne et au Portugal. Si ce projet aboutissait, il aggraverait considérablement la division syndicale : éclatement de la FEN et division accrue chez les enseignants, maintien d'une CGT puissante dirigée par le PC, refus de divers secteurs de la CFDT, de FO, des autonomes de participer à une telle opération. Cependant ce projet est loin d'être réalisé. Il connaît de grandes difficultés en particulier dans le FEN. Contrainte par les tendances Unité et Action et Ecole Emancipée et par divers secteurs Unité Indépendance et Démocratie, la direction Pommatau a dû lancer un appel à l'action unie le 21 octobre en défense du service public. Le ralliement tardif de la CGT à cette initiative, après le relatif échec du 30 septembre et sous la pression des travailleurs a eu un double effet : succès gréviste et échec de l'opération FEN visant à faire apparaître un axe syndical hors CGT.

Ce qui s'est passé autour du 21 octobre montre qu'il est possible pour les révolutionnaires et les syndicalistes unitaires de mettre en échec cette tentative d'aggravation de la division syndicale que représente le projet Pommateau et cela malgré la politique de capitulation illustrée notamment par les directions de FO et de la CFDT et malgré la politique de division acharnée de la direction de la CGT.

L'intervention syndicale

Sur la question syndicale nos tâches sont considérables. En nous appuyant sur l'aspiration des travailleurs à avoir des syndicats qui les défendent et qui se mettent d'accord pour cela, en mobilisant tous ces syndicalistes qui cherchent à sortir de la crise qui mine chaque bureaucratie, nous pouvons faire reculer la division, imposer l'unité syndicale dans l'action et redonner crédit à l'idée de la fusion syndicale. Pour cela, nous devons agir sur le terrain politique et le terrain syndical.

L'activité politique à l'entreprise au travers des interventions des militants et des feuilles de boîtes est fondamentale. Elle doit populariser nos mots d'ordre politiques centraux contre la cohabitation, pour chasser Chirac, pour l'unité du PS et du PC pour un mouvement d'ensemble des travailleurs contre le gouvernement.

Etre intransigeant sur les revendications, développer toutes les mobilisations, même celles sur les revendications les plus élémentaires, se battre sur l'unité d'action intersyndicale sont les axes les plus immédiats de nos interventions. Après la grève de la SNCF et le puissant révélateur qu'elle a constitué de l'état d'esprit des travailleurs, il nous faut prendre toute la mesure des aspirations à l'unité syndicale et à développer de puissantes formes d'auto-organisation pour l'imposer. En ce sens, nous devons intervenir systématiquement, lors des conflits, pour la création de comités de grève comme moyen de contrôler les directions syndicales et d'empêcher le venin de la division d'agir. A cet égard, nous sommes dans une nouvelle situation dont il convient de prendre toute la mesure. A la SNCF ou à EDF, les comités de grève réellement représentatifs de la masse en lutte ou les intersyndicales contrôlées par les AG souveraines, révèlent l'état d'esprit des travailleurs. Pour gagner, il faut contrôler les décisions dans la grève, il faut que tous les travailleurs dans l'action décident, et que les comités de grève et les AG souveraines soient conçues commes des carcans visant à imposer l'unité aux syndicats et à empêcher les manoeuvres de division ; le rapport des travailleurs aux syndicats est utilitaire : s'en servir en les contrôlant. En même temps plus les grèves se développaient, plus l'exigence de l'unité des confédérations CGT, CFDT, FO, FEN croissait ; elle devenait une condition indispensable de la mise en mouvement de toute la fonction publique.

Les comités de grève doivent être élus pour être représentatifs des assemblées générales de grévistes ; ils ne sont pas des gadgets, ils ne sont pas l'organe d'une gauche du mouvement ou d'une minorité. Ils sont les organes cristallisant le mouvement de masse dans sa totalité et dans sa diversité. Cette conception s'oppose à l'orientation et à la pratique de LO qui auto-proclame des comités de grève non représentatifs, voire regroupant des non grévistes. A la SNCF, LO a réduit les possibilités d'émergence d'une véritable coordination inter-catégories. Leurs pratiques manipulatrices doivent être combattues sans hésitations, c'est une condition pour ne pas les laisser discréditer les comités de grève. Ceux-ci ne s'opposent pas aux organisations syndicales, ils ne sont pas des organes anti-syndicaux, ni un nouveau syndicat mais des structures permettant de pousser à son plus haut niveau l'unité des travailleurs et de leurs organisations. Plus que jamais l'activité en faveur de l'unité syndicale est fondamentale. Ce qui apparaît dans les luttes et coordinations, c'est une volonté naissante de réappropriation des syndicats. Nous soutenons cette volonté de réappropriation et de démocratisation des syndicats en développant la syndicalisation et l'opposition aux directions appuyées directement sur les exigences de démocratie et de contrôle des mandatés. Nous devons nous en saisir pour intervenir en faveur de l'unité d'action permanente et la fusion syndicale comme moyen de restituer les syndicats à leurs mandants. En ce sens une déclaration de syndicalistes, premier pas vers la mise en place d'un collectif national pour l'unité d'action permanente et pour la fusion syndicale devient non seulement possible mais urgente. Le massacre de la division syndicale a assez duré. C'est à nous de prendre les initiatives nécessaires pour que la voix des travailleurs contre la division se fasse entendre.

III. Notre politique unitaire : ce n'est pas un secteur à part, elle s'intègre à notre politique de FUO, tout en nous adressant de manière spécifique aux groupes et aux individus qui rompent avec le PS et le PCF.

a) LCR d'abord !

Nous devons définir d'abord notre propre politique indépendante et chercher ensuite à persuader d'autres forces de sa justesse, rester fermes sur les questions politiques essentielles qui doivent permettre une action qui réponde aux besoins objectifs des travailleurs, sinon nous serons ballotés au gré de nos "alliés" du moment, subissant leur politique ... et perdant en crédibilité à leurs yeux !!!!!

Nous existons, nous agissons, et dans l'action, sans en retarder le déclenchement,ni en détourner le cours, nous pouvons avoir une attention particulière pour tel ou tel groupe centriste, interne ou externe aux organisations traditionnelles. De même lors d'élections, nous définissons d'abord notre propre orientation et la proposons à tous nos partenaires prêts à passer un accord sur les points essentiels.

_ b) Notre politique vis à vis des courants et organisations centristes

Même s'ils sont "petits", comme le PAC, la FGA, le PSU, nous nous adressons à ces groupes en distinguant les différentes variétés de centrisme : nous ne misons pas sur des groupes en total déclin ou décomposition pour construire un parti révolutionnaire. Nous agissons avec eux dans la mesure où l'accord permet une politique qui s'adresse à la masse des travailleurs. De même vis- à -vis des groupes qui commencent à se différencier dans la crise du PS et du PCF, comme Convergences Socialistes, Données et arguments, Questions Socialistes, le CORIAS dans le PS ou ceux derrière la revue "M" dans le PC qui peuvent avoir plus d'influence dans le travail de masse, être plus en prise avec les phénomènes de différenciation dans la classe que les petits groupes alternatifs. Utiliser le terme de "centrisme" pour les caractériser est utile pour définir notre politique à leur égard.

Notre politique d'unité d'action ne peut en aucun cas être décomposée en deux étapes distinctes ; la première qui se donnerait pour but de regrouper les révolutionnaires, la seconde qui, une fois le rapport de forces créé, envisagerait les moyens à mettre en oeuvre pour s'adresser à la masse des travailleurs. C'est dans l'action que peuvent le mieux être testées les convergences et les divergences, que pourront être associés de nombreux militants qui ne se réfèrent pas à une organisation donnée. Cette politique d'unité d'action permettant d'impulser ou de développer des mobilisations de masse ne peut se situer que dans le cadfe de notre politique d'unité ouvrière. Nous ne faisons pas de l'acceptation de notre orientation politique générale un préalable à la conclusion de l'unité d'action. Mais celle-ci n'a de sens que si elle participe dans les faits, sur la base d'objectifs précis, d'une politique de front unique ayant pour cible principale la masse des travailleurs encore influencés par les partis ouvriers majoritaires.

c) S'adresser à LO et au PCI, relancer la bataille publique pour l'unification du mouvement trotskyste, à l'échelle internationale d'abord et en France car c'est une tâche incontournable

Pour la LCR(SFQI), un problème spécifique se pose : après elle, les deux plus importantes organisations révolutionnaires - LO et le PCI - se réclament toutes deux du trotskysme et prétendent reconstruire la IVème Internationale. La référence générale au trotskysme ne suffit pas. Des désaccords politiques profonds les séparent de la SFQI.
Cependant, le seul fait qu'elles affirment leur filiation à l'Opposition de gauche internationale, à la IVème Internationale et à son programme de fondation nécessite pour la SFQI une approche spécifique de ces organisations. Les débats doivent porter, outre sur les problèmes clés de l'heure, sur la conception générale d'application du programme de transition sur la conception et la pratique de construction de l'Internationale, sur le centralisme démocratique. Pour les conduire, la LCR prendra des initiatives propres en direction de chacune de ces deux organisations.

Avec LO, le débat portera avant tout sur deux points : le front unique dont le refus par LO entraine lors des élections et lors de toutes les échéances politique le renvoi dos à dos des partis ouvriers et des partis bourgeois mais aussi l'incompréhension du travail dans les syndicats ouvriers, dans les mouvements de masse et empêche cette organisation de peser sur ces courants qui se dégagent de la crise du PCF et du PS ; la construction de la IVème Internationale, après la récente rupture des relations entre LO et la LIT de Moreno, la réaffirmation qu'il n'y a pas d'internationalisme agissant, pratique, possible sans organisation internationale, qu'il n'y a pas de stratégie de révolution permanente sans construction simultanée de partis "nationaux" et d'une Internationale doivent nous permettre de peser sur cette organisation en répondant favorablement à leurs demandes de coopération internationale, en les contraignant à des campagnes communes avec notre internationale.

Avec le PCI, nous adoptons la même démarche sur les questions de l'Internationale et nous centrons notre critique sur deux questions qui ont provoqué une crise importante dans cette organisation ces dernières années : les fluctuations politiques du PCI sur la question du FUO qui l'ont vu tour à tour glisser d'une ligne opportuniste vis-à-vis du PS avec le vote Mitterrand au premier tour en 81 à un cours gauchiste de dénonciation du gouvernement "Mitterrand-Chirac" après mars 86 ; la critique de la ligne d'auto-proclamation d'un MPPT, artificielle et manipulatoire : après le "parti des 10 000" attendu pendant des années, le "mouvement" pour un "P.T" plonge ses adhérents dans la même attente qui ne peut mener qu'à l'échec, tant la création d'un nouveau parti des travailleurs ne peut se faire sur une ligne minorisante dans la classe ouvrière et en ignorant tant les vrais courants oppositionnels qui peuvent naître dans le PC et le PS que le reste des forces trotskystes. De plus, la ligne du MPPT a entraîné un effacement et une dilution du PCI et de son identité propre d'organisation trotskyste qui provoque doute et interrogation parmi ses militants éduqués sur la base de la "reconstruction" de la IVème Internationale.

Nous ne procédons donc pas aujourd'hui d'une simple nécessité de réunifier un mouvement trotskyste qui sera artificiellement divisé. Pour reconstruire la IVème Internationale, nous nous adressons à elles selon la méthode utilisée pour la réunification de 1963. Nous portons le débat sur son terrain actuel : celui de l'éventualité d'une convergence programmatique et politique réelle que la discussion et l'activité commune doit permettre d'explorer et d'une concordance sur les normes de fonctionnement centralistes démocratiques d'une organisation unifiée que seul un accord sur l'ensemble de ces trois points permettrait d'envisager. Ce sont les mêmes critères qui déterminent notre attitude envers toutes les organisations centristes ou se réclamant du trotskysme. Avec ces organisations, toute forme de fusion ou d'intégration dans l'Internationale ne peut être envisageable qu'à la condition qu'un accord programmatique, politique et organisationnel soit au préalable réalisé dans le débat et vérifié dans la pratique. Ces conditions ne sont actuellement pas réunies. La constitution d'un front d'organisations ou de l'unité d'action entre plusieurs organisations n'est en rien un préalable pour impulser des mobilisations de masse ou de mettre en oeuvre une politique d'unité ouvrière. Au contraire, c'est en s'orientant vers des campagnes de masse que la LCR pourra faire, aux yeux de ces organisations, la preuve de la justesse de sa politique et les entraîner dans l'action commune.

IV. La LCR sera présente aux élections présidentielles

- a) Les enjeux des prochaines présidentielles

Pour la bourgeoisie et les partis de droite, l'enjeu est clair : effacer le 10 mai 1981, infliger une défaite politique aux travailleurs pour mieux s'attaquer ensuite à leurs acquis, "sortir" Mitterrand ou battre tout candidat de gauche afin de contrôler tous les leviers institutionnels et, avec Chirac ou Barre à l'Elysée pour sept ans, effacer tout espoir de "changement", toute perspective politique pour plusieurs années. Pour les travailleurs, c'est une chance à saisir pour reprendre l'offensive, affirmer le rapport de forces en battant les candidats bourgeois et être en meilleure position pour se défendre et arracher de nouvelles conquêtes, pour imposer aux directions du PS et du PCF une politique contre les plans de la bourgeoisie.

On peut battre la droite, c'est possible, c'est indispensable !

b) La question de l'unité PS-PCF, de l'engagement dès maintenant au désistement pour le candidat de gauche le mieux placé, est la question décisiv

A droite, malgré les projets de candidature Chirac, Barre ou Giscard, la conscience de l'enjeu de cette élection pousse à un pacte d'unité et de bon report des voix au second tour. A gauche, la division règne. Le PCF réaffirme, CC après CC, que son désistement ne sera pas automatique et chaque évènement est l'occasion de critiquer plus Mitterrand et le PS que Chirac et la droite. Le PS voudrait bien des voix du PCF et des abstentionnistes mais ne veut pas dire avec qui il veut obtenir plus de 50% des voix. Dès maintenant, PC et PS doivent s'engager clairement à voter pour le candidat qui sera le mieux placé pour battre la droite à l'issue du premier tour. Cet appel ne peut être lancé à la sauvette entre les deux tours comme en 78 ce qui sauva la mise à Giscard ou comme en 81 où les travailleurs durent surmonter l'obstacle afin de mettre fin à 23 ans de règne de la droite.

La LCR se prononce inconditionnellement pour le vote au second tour en faveur du candidat ouvrier le mieux placé le soir du premier tour. Elle militera également, pendant cette campagne, pour la seule perspective politique qui corresponde à la volonté des travailleurs d'en finir avec le gouvernement Chirac et de ne pas recommencer la même politique que celle menée de 81 à 86 par PS et PCF : pour un gouvernement PS-PCF sans compromis avec la bourgoisie, aussi ferme contre les capitalistes que Chirac l'est contre les travailleurs.

c) Organiser dès maintenant une campagne de masse centralisée pour l'unité ouvrière

Des milliers de militants du PCF s'élèvent contre la politique de division de la direction Marchais. Des milliers de militants du PS s'élèvent contre l'immobilisme de la direction Jospin face à Chirac. Et tous posent la question : unité pour chasser Chirac, oui, et quel gouvernement mettre en place ? Il y a des forces disponibles pour que s'exprime ce courant pour l'unité ouvrière. Comme en 80, l'appel "Union dans les luttes" avait été le moyen d'exprimer l'aspiration à l'unité pour chasser Giscard, aujourd'hui il y a place pour que s'exprime un courant pour l'unité ouvrière, avec cette fois dès le départ des forces représentatives de militants du PS ou du PCF bien plus représentatives qu'en 80. La LCR fera tout pour que naisse un tel appel et que s'organise ce courant pour l'unité ou l'indépendance de la classe ouvrière, autour des axes suivants :
- contre le gouvernement Chirac, unité syndicale, unité PS-PCF, pour la mobilisation unitaire dès maintenant
- pas une voix ne doit manquer pour battre la droite aux présidentielles, PS et PCF doivent s'engager dès maintenant, pas du bout des lèvres, au désistement au second tour.
- Pour que cette fois le "changement" avance, gouvernement PS-PCF qui gouverne contre les capitalistes, aussi fermement que Chirac gouverne contre les travailleurs, mobilisation unitaire pour que cette fois les travailleurs fassent respecter leurs revendications par un gouvernement et une majorité de gauche.

Au printemps 87, le PS réunit son congrès et le PCF sa conférence nationale chargée de désigner son candidat. Ce sera l'occasion pour que des milliers de militants du PS, du PCF, de l'extrême gauche, sans partis, syndicalistes ... fassent entendre l'exigence de l'unité ouvrière. En même temps, et sur un autre plan, à l'approche de l'élection les militants de la LCR mèneront campagne dans la CGT, la CFDT, la FEN, FO, les UNEF, pour que les syndicats prennent position pour un vote ouvrier pour battre le candidat des patrons.

d) La LCR présentera une candidature et une plate-forme qui exprime ces exigences lors des présidentielles

La LCR doit être présente dans cette élection qui sera un évènement politique majeur. Sa campagne sera l'occasion de faire un pas de plus dans le combat pour l'unité et l'indépendance de la classe ouvrière. Elle présentera un candidat pour dire :
"Il y a deux votes utiles lors de cette élection : au second tour il faut le soutien inconditionnel au candidat ouvrier le mieux placé le soir du premier tour. Mais au premier tour, il faut montrer qu'il y a une autre politique que l'attentisme et la division, que la répétition d'une politique qui, de 81 à 86, n'a pas satisfait les travailleurs. Il faut un gouvernemlent PS-PCF dont les travailleurs exigeront par leur mobilisation unitaire l'abrogation des mesures du gouvernement Chirac-Pasqua, qui donne satisfaction aux revendications de l'heure (Sécu, école, emploi des jeunes, Code de la nationalité et égalité des droits, indépendance de

la Kanaky, etc ...). En axant la campagne sur les questions urgentes ressenties par les travailleurs et la jeunesse, la LCR avancera en positif les axes de campagnes de masse qui permettront de mobiliser er d'entraîner la masse des travailleurs qui votent pour le PS ou le PCF. Dès maintenant, nous mettons tout en oeuvre :
- pour réunir le plus vite possible les pré-signatures qui nous permettront d'être candidat,
- pour annoncer dès maintenant notre candidature publiquement et proposer nos axes de campagne,
- pour préparer un plan de campagne qui permette à la LCR de se construire, avant tout dans les entreprises, à l'occasion de cette campagne et de se lier aux électeurs et aux militants du PS et du PCF,
- pour définir notre politique à nous LCR, d'abord et ensuite proposer les axes essentiels à toutes les forces qui souhaitent mener campagne en commun.

e) Il n'est pas fatal d'assister à une multiplication de candidatures. Nous menons campagne pour arriver à une candidature unitaire sur les axes politiques essentiels de l'heure

Aucune exclusive : nous nous adressons sérieusement à toutes les forces disponibles : LO, MPPT, petites organisations centristes, courants d'opposition dans le PS ou le PCF. Mais nous prenons l'initiative dès maintenant sur la base de notre politique, nous n'attendons pas que les autres forces soient candidates et affirment leur propre orientation pour leur proposer l'unité ensuite. Mais nous ne devons pas nous écarter, sous prétexte d'éviter la multiplication des candidatures, de la bataille prioritaire pour un candidat qui soit l'expression d'une candidature d'unité et d'indépendance de la classe ouvrière. Un accord politique se prononçant clairement pour un vote inconditionnel au second tour pour le candidat PS ou PC le mieux placé pour battre la droite et rejetant le renvoi dos à dos de "gauche et droite" est une condition pour que la LCR puisse envisager une candidature commune.

V. Préparer la construction d'un parti des travailleurs indépendant

Incontestablement, il y a un décalage entre les aspirations des travailleurs qui ne sont pas satisfaites par les directions du PS et du PCF ce qui entraîne une "défiance", une "distanciation" vis-à-vis des appareils et fait que même après cinq ans de front populaire, les travailleurs votent encore par millions pour ces partis, faute de mieux, parce qu'ils sont les seuls instruments disponibles. Notre objectif est de nous lier aux aspirations de la masse et faire éclater la contradiction avec la politique du PCF et du PS, de faire naître la représentation politique de l'indépendance de classe que recherchent confusément les travailleurs et la jeunesse. Tous nos efforts doivent tendre vers ce but, vers un nouveau parti qui ne sera pas le résultat de la simple progression linéaire de la LCR mais la fusion de ruptures diverses à condition que notre politique LCR soit capable de peser sur les travailleurs socialistes, communistes lors des moments décisifs.

Pourtant, il y a un moyen de résoudre de manière dynamique cette contradiction en nous liant aux mouvements réels de la classe ouvrière, au mouvement ouvrier tel qu'il est, en tirant le bilan de deux expériences fondamentales de construction de la SFQI depuis 35 ans :
- celle d'un entrisme, à la limite de l'enfouissement dans le PCF des années 50 à la fin des années 60
- celle de la construction d'une organisation indépendante, à la limite de l'extériorité par rapport aux organisations traditionnelles et au mouvement ouvrier organisé, en gros de 68 à aujourd'hui.

De cette évolution, il faut maintenant tirer une leçon positive : la nécessité d'articuler la construction d'une organisation indépendante avec une intervention solide et permanente en direction des organisations traditionnelles. Deux phénomènes historiques décisifs qui se produisent sous nos yeux confirment l'importance d'une attention pratique soutenue à l'égard des organisations traditionnelles :
- le renversement qui fait du PS le parti qui a une influence majoritaire dans la classe ouvrière française,
- la crise formidable du parti stalinien,

Ils constituent bel et bien la recomposition en cours à l'intérieur du mouvement ouvrier.

Il faut comprendre que lorsque les masses renforcent ces organisations traditionnelles (l'une ou l'autre, parfois les deux) c'est un signe d'une progression à gauche (et non pas un signe que les masses approuvent les directions). D'ailleurs, ce mouvement vers les partis traditionnels porte la crise en leur sein. Et du même coup, la possibilité de construire un parti révolutionnaire croît. Ce parti révolutionnaire ne se construira cependant qu'à la condition d'arracher la majorité de la classe, à la condition de détruire ces organisations traditionnelles, de les scissionner, de les minoriser, de les remplacer en pratique et dans l'action (si ce n'est pas le cas, ce sont ces organisations traditionnelles qui reprennent le dessus - quelque soit le "degré" de trahison - comme ce fut le cas à la Libération en France, au Portugal après 75-76 ou en France à nouveau après 1981-86 : le PS progresse et ne recule pas le 16 mars). Tant que ces organisations traditionnelles ne sont pas remplacées, les révolutionnaires doivent avoir une politique systématique de front unique (il ne sert à rien de regrouper les seuls convaincus "anti-réformistes", il faut convaincre les millions de travailleurs qui voient dans les partis réformistes, les seuls instruments pour s'opposer aux attaques de la droite, du patronat). Doit-on redire que le rapport entre les masses et ses organisations traditionnelles n'est pas un rapport de confiance ou de suivisme ? C'est un rapport "réaliste", "pratique" : les travailleurs se servent de ces organisations de façon utilitariste et ils ne changeront que si les révolutionnaires parviennent à leur démontrer, en une circonstance exceptionnelle, qu'ils sont plus "utiles", plus efficaces. Ainsi seulement, la perspective d'un parti indépendant sera palpable, concret, immédiat ; il se prépare dès maintenant dans l'action, pour susciter le mouvement qui permettra d'ébranler l'hégémonie social-démocrate et stalinienne. Cela doit définir pour la LCR une politique de construction précise pour les années 80. Nous sommes dans la France de 86. Ce n'est pas la France de 1934, ce n'est pas la Grande Bretagne ou le Brésil d'aujourd'hui. Dans la France de 34, pour exister et se construire, il fallait être à l'intérieur du parti socialiste et cela devait occuper la totalité de nos forces. En Grande Bretagne, le poids du parti travailliste, son hégémonie quasi absolue sur le mouvement ouvrier, ses rapports avec le mouvement syndical, tout cela implique que le gros de nos forces soit consacré à un travail entriste. Au Brésil, en l'absence de grands partis ouvriers, alors que la classe ouvrière en est encore à chercher les voies et les moyens d'une représentation politique qui lui soit propre, c'est la bataille pour et l'intervention dans le "Parti des Travailleurs" qui concentrent notre politique de FUO.Si l'expression "tactique de construction" a un sens, c'est bien de montrer qu'à chaque époque, à chaque configuration politique concrète, doit correspondre une forme d'existence et d'activité adaptée pour tous les trotskystes.

En France aujourd'hui, nous avons une situation particulière qui bouscule les analogies rapides et qui commande une politique de construction précise. En effet, nous avons tout à la fois et sans prétendre à l'exhaustivité :

- deux gros partis ouvriers, le PS et le PC, qui occupent le terrain dans le mouvement ouvrier et constituent une référence première, incontournable, pour tout militant ouvrier,
- une classe ouvrière qui a vécu plusieurs expériences politiques dans la durée d'une génération (Mai 68, le Programme Commun, la division de 77 à 81, le 10 mai et la suite ...) au travers desquelles s'est formée une relation complexe à l'égard des appareils où se mêlent certes adhésion, attachement vis-à-vis des vieilles organisations, mais aussi défiance, esprit critique, impertinence à l'égard de ses propres directions,
- une extrême gauche qui sort affaiblie de 5 ans de front populaire, perclue de ses erreurs d'orientation et de ses divisions, mais qui influence encore des dizaines de milliers de travailleurs et qui est structurée par trois organisations qui se réclament du trotskysme.

Il nous faut maintenir le cap de la construction de la LCR comme organisation indépendante avec une méthode permanente d'intervention : le front unique ouvrier. C'est à celà qu'il faut s'adosser pour écarter fermement les "voies sans issue" qui peuvent se présenter :

- tout changement de cap qui conduirait à faire de l'entrisme la priorité de nos tâches et de la construction d'un pôle indépendant un simple appendice subsidiaire, constituerait la mise en oeuvre d'une tactique de construction unilatérale, par rapport à l'un des éléments clés de la situation politique française : la crise des organisations traditionnelles, cette espèce d'apocalypse au ralenti qui continue de frapper syndicats et partis ouvriers et l'existence de dizaines de

milliers de jeunes et de travailleurs disponibles pour participer à la construction d'un parti ouvrier indépendant, mais tout à fait réfractaires à la perspective d'aller se frotter aux arcanes des débats du parti socialiste, sans parler de la démocratie radieuse du PCF,
- toute ligne gauchiste, sectaire, négligeant une politique centrale de front unique nous "décale" par rapport à un autre fait massif qui se combine au précédent : l'attachement de millions de travailleurs, faute de mieux, parce qu'ils y sont acculés par la droite et le patronat, aux organisations traditionnelles.

De même que tout travail "entriste profond" dans le PS conçu comme médiation vers un parti ouvrier "organique" est entièrement erroné, nous ne sommes pas en 1847 où il s'agissait de la constitution du prolétariat en classes, tous les courants se situant sur le terrain de l'indépendance de classe ne sont pas focalisés au sein du PS mais trouvent leur expression aussi dans la crise du PCF, dans le mouvement syndical non lié directement au PS et offrent un vaste terrain d'intervention à une organisation indépendante si elle sait combiner ce champ d'action avec la maturation des contradictions au sein du PS et du PCF. Les courants issus des organisations trotskystes qui pratiquent l'entrisme profond dans le PS tirent argument de la stagnation et de l'échec des organisations indépendantes trotskystes parce qu'ils ne sont pas capables d'envisager ce que pourrait être la politique des trotskystes sur une ligne de FUO adressée à la masse des travailleurs. Ce faisant, ils abandonnent le plus souvent eux aussi une ligne de FUO, d'unité PS-PC, dans leur propre intervention dans le PS et rejettent la construction du parti révolutionnaire et de la IVème Internationale comme objectif possible et immédiat comme une tâche actuelle.

De même, il serait totalement erroné de chercher une nouvelle "médiation", un nouveau "raccourci" par un travail vis-à-vis d'oppositionnels du PCF (ou du PS) qui chercherait à instrumentaliser tel ou tel courant non pour une politique de FUO mais pour une nouvelle alternative, une nouvelle forme de regroupement "partidaire" à terme. Cela ne peut qu'affaiblir l'impact de ces opposants vis-à-vis de la masse des militants de leur parti, les enfermer à leur tour avec nous dans la marginalisation ; l'unité ouvrière et la démocratie sont les deux principaux axes pertinents pour peser dans la crise du PC et du PS. Nous devons chercher à créer des fractures décisives dans la masse du PS et du PCF, tout en cherchant à gagner à l'intégralité de notre programme et organisation les meilleurs de ces oppositionnels (quitte ensuite à les laisser ou pas dans leur parti ...). Chercher à tout prix à nous fondre dans un courant centriste naissant dans le PCF (ou le PS) ne serait qu'un obstacle supplémentaire à la construction d'un parti ouvrier indépendant avec une ligne de masse.

Vis-à-vis des oppositionnels du PCF, dits parfois "rénovateurs", liés à la revue "M" : il y a là une grande occasion de gagner des centaines sinon des milliers de militants de grande valeur et de faire faire un saut qualitatif à la LCR. Mais pour cela, il faut agir avec la méthode développée ci-dessus ; ne pas nous "adapter", ne pas les "flatter", ne pas taire notre identité, ne pas instaurer une sorte de "zone neutre", aseptisée par rapport aux luttes de classes entre eux et nous, ne pas croire que c'est une simple question de débat et de "contact" qui va créer le rapprochement voire la fusion. Il faut agir et discuter théorie en même temps. Il faut être efficaces ensemble et dire franchement divergences et convergences en même temps. Une pratique rigoureuse sera meilleure que des raccourcis hâtifs.

De même à l'égard d'opposants du PS : d'autant que nombre d'entre eux ont été trotskystes. Nous pouvons les influencer mais pour les regagner il faut prouver à la fois notre intransigeance, notre ouverture, il faut montrer dans le cadre d'une pratique de masse, de front unique que même l'appareil d'une petite organisation indépendante est profondément utile, sans parler de l'élaboration théorique et politique de qualité pour lesquels nous sommes indispensables. Ni nous adapter ni les "flatter", faire de la politique et nous pouvons gagner ou regagner à la IVème Internationale plusieurs centaines voire des milliers de militants socalistes.

**Pour cela, il faut que la LCR, organisation indépendante,
se dote de la méthode contenue dans les présentes thèses.**

TEXTE ET AMENDEMENTS

présentés par 3 camarades du comité central

DANS LES LUTTES COMME DANS LES ELECTIONS, QUEL PROFIL POUR LA LCR ?

La situation politique est caractérisée par les deux traits suivants :
- le combat de la jeunesse et de la classe ouvrière contre les plans de la bourgeoisie,
- et la question de l'issue politique de ces batailles.

Cette question du débouché politique, aujourd'hui posée dans les luttes, le sera demain dans les élections.

1. Le mouvement de la jeunesse, les grèves à la SNCF, à la RATP, à l'EDF, montrent la volonté de la jeunesse et de la classe ouvrière de ne pas accepter les plans anti-ouvriers de la bourgeoisie. Cette situation conduira à des affrontements dont le début de l'hiver 86 ne représente que la première vague.

2. Le terrain électoral n'est pas le terrain le plus favorable pour la classe ouvrière, néanmoins les élections de 88 vont poser le problème du pouvoir et la question de qui gouverne dans ce pays. Elles représentent un problème incontournable auquel il faut apporter une réponse de classe claire. La situation est marquée par un rapport de forces issu des luttes et qui pèsera dans les élections en faveur de la classe ouvrière.

L'UDF et le RPR n'ont pu revenir au pouvoir que grâce à la politique de trahison du PCF et du PS qui ont, à travers les gouvernements d'union et de division de la gauche, appliqué les mesures qu'aujourd'hui la bourgeoisie voudrait imposer à une grande échelle. De la même façon, dans les mouvements sociaux, dans le secteur nationalisé,

la fermeté de Chirac, notamment sur la question salariale, n'a été possible que grâce à la trahison ouverte de FO et de la CFDT, alors que la CGT épousait la combativité pour mieux diviser les travailleurs. C'est donc bien le poids des appareils qui s'est révélé déterminant pour freiner, puis casser les luttes, et non pas une intériorisation de la crise. S'insérer dans le processus de combat de la classe ouvrière avec les mots d'ordre appropriés, et construire dans ce mouvement notre organisation, nécessite une compréhension claire des données de la situation, des obstacles à lever.

Aujourd'hui la reprise, probable, de l'inflation et le développement des luttes depuis trois mois se heurtent frontalement à cette fermeté.

Nous intervenons activement dans les combats de la classe ouvrière, nous avons un programme qui répond aux questions fondamentales de la lutte de classe. *Mais nous sommes incapables dans notre activité de lier ces deux éléments.*

Notre poids dans les luttes est sans aucun mesure avec notre influence politique réelle, telle qu'elle se matérialise par exemple dans les élections. Ce n'est pas par des élections que se réaliseront l'émancipation des travailleurs, néanmoins notre tâche actuelle est de surmonter la distorsion entre le rôle que nous jouons dans les luttes et la crédibilité que nous avons pour résoudre avec les travailleurs la question du pouvoir.

C'est en liant la question des revendications et celle du pouvoir par notre activité pratique, que nous avancerons dans la construction du parti révolutionnaire.

C'est seulement à ce prix que nous capterons les possibilités que nous avons de nous développer dans les mois qui viennent.

A. Il n'y a pas eu de tournant dans le milieu des années 1970.

C'était déjà visible à l'échelle européenne, la grève générale belge, la grève des fonctionnaires au Danemark, en Islande, celles des mineurs anglais et le mouvement des conseils en Italie l'avaient montré. Aujourd'hui c'est au tour de la France et de l'Etat espagnol. Mais si la classe ouvrière subit les contre coups de la crise, elle n'est pas défaite. Certes la crise économique aggrave la situation matérielle de la classe ouvrière, en même temps qu'elle rejette des milliers de salariés hors du processus de la production aggravant le chômage. Personne ne nie les effets de la crise, mais la bourgeoisie si elle veut la régler selon ses besoins, devra aller plus loin dans un contexte où la classe ouvrière a gardé ses potentialités de combat intactes. Pour y arriver, elle ne peut compter que sur le secours des appareils. Déjà les bureaucraties ouvrières n'ont pas marchandé leur appui aux capitalistes. Leurs directions politiques ont largement entamé leur crédit.

Dans les élections, des millions de travailleurs, en s'abstenant, ont montré en négatif leur désaccord avec l'austérité de l'Union de la gauche. La direction du PCF est ouvertement contestée et remise en cause par ses militants mais aussi indirectement par des centaines de milliers de syndiqués et des millions d'électeurs de gauche. Elle paye ainsi sa politique de division et son adhésion à la politique d'austérité.

Pour le PS, les élections de mars 86 ont démontré que, face à la droite, des millions d'électeurs n'avaient que ce moyen pour s'opposer à elle, mais cela ne signifie pas que l'acceptation d'une austérité à la sauce social-démocrate a gagné la classe ouvrière. Bien au contraire, la CFDT et FO, organisations liées à la social-démocratie, ont commencé à payer et risquent de payer cher dans la prochaine période leurs trahisons ouvertes, et la remontée en voix de la CGT contredit dans une certaine mesure les résultats des élections politiques.

B. Quelle est la signification des mouvements de la jeunesse et des mouvements grévistes .

Comme en 1968, comme dans d'autres pays, le mouvement de la jeunesse a été un détonateur. Pour des raisons sur lesquelles il faut revenir la jeunesse était moins marquée par les échecs politiques et celui de l'Union de la gauche. Les bureaucraties n'y ont pas le même poids. La jeunesse qui est l'avenir de la société, est très sensible à l'avenir que lui prépare la bourgeoisie. Ce mouvement se fait dans un contexte international. En Allemagne, en Belgique, en Espagne, en Italie, que ce soit sur la question de la guerre ou sur les réformes universitaires, comme en Algérie contre la

dictature petite-bourgeoise du FLN, comme en Chine, la jeunesse sous des formes variées rejette l'avenir que la société capitaliste ou les bureaucraties ouvrières proposent. Les éléments à mettre en valeur dans le mouvement de la jeunesse en France sont à la fois le caractère massif et le fait qu'elle a été capable, lorsqu'elle avait une organisation syndicale, d'utiliser cet instrument, et de se doter d'organismes d'unité et de centralisation de la lutte (comités de grève et de coordination). Ce faisant, elle a gagné une victoire, demain elle la transférera sur d'autres secteurs de lutte (le combat anti-raciste...), en même temps que ce combat a servi d'exemple à la classe ouvrière du fait qu'elle a montré que contre le gouvernement Chirac il était possible de gagner.

Il y avait 10 à 15 fois plus de jeunes dans la rue qu'en 68. La direction du mouvement était alors l'UNEF, en 86 c'était l'UNEF-ID et, par la coordination nationale, la jeunesse en lutte se dotait de sa propre organisation de lutte.
Cette leçon sur l'auto-organisation a été reprise par le mouvement ouvrier : coordination des cheminots et des instituteurs. La grève EDF prenait la même voie, c'est pour cela que les appareils ont cessé très vite d'épouser le mouvement, pour le canaliser puis le trahir dès que l'occasion s'est présentée.

La réalisation de l'unité était supérieure au début du conflit à celui des cheminots du fait que la lutte se scellait sur les salaires et l'exclusion du GVT de la masse salariale. C'est pour cela qu'après trois jours de grève CFDT et FO ont brisé la lutte consciemment tout en sachant que le prix à payer dans cette branche serait pour eux très lourd. La direction CGT parachevait le travail en appelant, dès que la trahison était consommée, à la reprise du travail pure et simple. Les revendications mises en avant dans la grève EDF touchaient à l'une des questions clés du programme social de Chirac, le blocage des salaires comme il l'a exprimé à travers sa lettre de mai 86 et ses recommandations de novembre 86. La caractéristique des luttes de la fin de l'année 86 et du début 87, quel que soit le caractère défensif, alimentaire, des revendications, est la confrontation majeure avec le pouvoir politique, c'est-à-dire en dernier ressort une remise en cause de la domination de la bourgeoisie. C'est pour cette raison que les appareils socio-démocrates sont montés en première ligne, aidés dans leurs manoeuvres par la politique de division du PCF et de la direction de la CGT.

La division nourrit la trahison et inversement.
Ce n'est donc pas une absence ou une insuffisance de combativité qui est en cause, mais bien la politique des appareils. La question de l'unité sur les revendications contre le gouvernement, du FUO, est la question centrale.

Ce sont ces mêmes problèmes qui vont se retrouver par le jeu des institutions de la V^{e} République dans la question des présidentielles.

La division ouvrière signifierait la victoire de la bourgeoisie et de son candidat Barre ou Chirac, c'est pour cela que nous devons être inconditionnellement pour le désistement au deuxième tour. Les travailleurs sont persuadés, sur la base de 81 à 86, que la défaite de la droite ne suffira pas en elle-même à empêcher l'application des plans de la bourgeoisie. A partir de 1981, les gouvernements Mauroy et Fabius ont repris à leur compte l'application des plans contre lesquels la classe ouvrière s'était mobilisée, y compris à travers les élections de 81.
Chasser Chirac, battre le candidat de la droite et en même temps empêcher que la victoire d'un candidat du PS ne conduise à un retour à l'austérité du style de gouvernement de la gauche uni ou divisée, tel est le dilemne politique que poseront les élections présidentielles aux travailleurs de ce pays.

C. Quelle politique pour la LCR ?

La question centrale est celle de la lutte pour le front unique. En effet, la classe ouvrière qui ne vit pas dans le monde de l'idéologie, ne se pose pas le problème de créer - où ? comment ? avec quelles forces ? - une alternative anticapitaliste crédible. Elle ne pose pas comme condition préalable à la lutte la nécessité d'une idéologie anticapitaliste. La classe ouvrière est amenée à combattre le capitalisme à travers ses revendications En même temps, les revendications expriment le fait que la classe ouvrière oppose ses besoins, ses acquis, aux nécessités de la survie du régime du profit. La jeunesse et la classe ouvrière veulent voir aboutir leurs revendications; c'est ainsi qu'ils en sont entraînés à combattre et à remettre en cause le capitalisme.

Nous devons réfléchir à la distorsion entre nos résultats électoraux de mars 86 et le rôle joué non seulement par nos militants mais aussi par notre organisation en tant que telle dans les luttes de la jeunesse et les dernières luttes ouvrières. Non

seulement nos militants sont reconnus mais aussi notre organisation. La bourgeoisie ne s'y trompe pas. Nous avons, certes, commis des erreurs, mais nous avons été les seuls à nous engager résolument dans le combat du point de vue des intérêts de la jeunesse et de la classe ouvrière C'est à dire de la totalité du mouvement. Et ce non pas dans un but de récupération comme l'ont fait des courants du PS dans le mouvement jeune, ni du point de vue de couches de travailleurs avancés et radicalisés dont les intérêts seraient différents de l'ensemble de la classe ouvrière, comme l'a fait L.O. (dans le mouvement gréviste mais aussi dans la jeunesse). Pour surmonter cette distorsion, tout du moins en partie, il nous faut corriger nos faiblesses dans notre intervention. Une organisation d'avant-garde doit avancer des mots d'ordre politiques qui peuvent prendre parfois la forme de batailles syndicales. Sur la question de l'unité nous pouvions engager les hostilités beaucoup plus tôt et ceci dès le mois de mai 1986, à travers un appel de syndicalistes contre la flexibilité et la suppression de l'autorisation administrative de licenciement.

Le 17.06.86 (grève fonction-publique-RATP), nous aurions dû dans sa préparation faire monter l'exigence de la réalisation de l'unité en lieu et place d'un appel convergent sans lendemain. Dans le 17.06 se trouvait contenue l'idée d'une grande grève du secteur public avec manifestation à l'automne (pacte d'unité d'action de Pommatau). Là-dessus, il fallait mener une bataille politique, même si les choses n'étaient pas mûres, il fallait expliquer que la lutte pour la satisfaction des revendications salariales passait par une grève générale contre Chirac et son gouvernement.

Si nous ne pouvons nous en remettre aux appareils pour réaliser l'unité, nous devons interpeller les organisations politiques et syndicales.Comme nous devons organiser l'activité autonome de masses. L'auto-organisation c'est la bataille pour que les travailleurs contrôlent totalement le mouvement. C'est-à-dire de bas en haut. La grève EDF n'a pas été trahie sur les lieux de travail, mais à Paris. A partir de là, nous devons expliquer que ce qu'il fallait c'était un comité de grève national intégrant les organisations politiques et syndicales, et dirigeant effectivement le mouvement. Nous devons comprendre la liaison dialectique entre l'auto-organisation et l'aspiration à l'unité syndicale des appareils. Les deux sont indissociables.

Un comité de grève national qui intègre les syndicats pourrait encore être dominé par les appareils, mais ceux-ci ne se retrouveraient pas dans le même cadre si celui-ci n'existait pas. Ce sont des organismes dans lesquels se joue la direction effective de la classe ouvrière. Elle se joue en d'autres termes qu'au sein des organisations syndicales. Sans renoncer à la bataille pour obtenir la conquête des directions syndicales, *nous nous appuyons sur l'auto-organisation pour qu'à tous les niveaux les organismes de direction des syndicats soient renouvelés.*. Il en est de même pour la bataille pour l'unité et la fusion syndicale.

En commençant par l'explication politique sur ces questions nous aurions été en avance sur l'événement et nous aurions pu, le moment venu, passer de la propagande de l'organisation à sa réalisation effective sur une échelle de masse.Cela devait être notre stratégie des luttes.

Au lieu de cela, faute d'une analyse claire sur les possibilités, nous nous sommes posés ces problèmes en retard et la polémique avec LO sur la forme et le contenu des comités de grève était menée dans un état d'impréparation de nos militants et sympathisants. Ce retard est d'autant plus regrettable que les travailleurs après les jeunes avaient fait un certain nombre de pas dans cette voie.

Aujourd'hui, la question de la grève générale est posée objectivement, non pas parce que tous les secteurs sont mûrs, mais bien parce que l'exigence centrale de la satisfaction des revendications se heurte non seulement à la politique de la droite, mais aussi à l'existence du gouvernement Chirac. Aussi nous devons unifier notre intervention politique d'organisation autour de cet axe. Nous avons écrit pendant la grève des cheminots dans nos tracts "Chirac doit céder"; il fallait écrire, à un certain moment, "qu'il s'en aille !" , chassons-le pour obtenir satisfaction sur nos revendications. Au C.C. de décembre certains proposaient "Dehors Pasqua" au lieu de "Dehors Chirac", un mois après nous pouvons nous rendre compte que le "Dehors Pasqua" est, et a été, inopérant.

La grève générale est un mot d'ordre politique, il faut l'avancer en tant qu'organisation en comprenant que ce mot d'ordre pose la question du gouvernement.

D. Sur la question du front unique

C'est cette démarche qui indique les tâches pour la réalisation du FUO.
Le front unique part de l'unité ouvrière pour la défense intransigeante des revendications. Unité ouvrière, c'est à la fois l'unité des organisations de bas en haut ou de haut en bas et, en même temps, un mouvement pour l'auto-organisation visant à diriger le combat de la classe ouvrière en intégrant en son sein les organisations pour mieux les verrouiller.

Nous posons toujours la question du gouvernement même si tactiquement les formes sont variées. Aujourd'hui, tant que les mouvements de grève n'ont pas pris une forme suffisante pour entraîner la chute du gouvernement, nous ne pouvons avancer une formule gouvernementale précise. Nous devons simplement dire que Chirac doit être chassé, que PS et PC doivent prendre leurs responsabilités et se porter candidats au pouvoir.
A ceux qui veulent engager la lutte dans cette voie, nous proposons non seulement notre démarche syndicale, mais aussi notre vision politique de ce combat. C'est pourquoi il est aussi essentiel de donner publiquement nos réponses d'organisation. Nous disons le gouvernement qu'il faut, en tant que LCR. Le contenu que nous donnons au débouché politique, à savoir le gouvernement qu'il faudrait imposer après avoir chassé Chirac :

Un gouvernement qui :

- satisferait les revendications essentielles des travailleurs, femmes, jeunes, immigrés, en s'en prenant au pouvoir économique, politique et social de la classe capitaliste,
- liquiderait les institutions de la V^{e} République,
- romprait tout lien politique avec la bourgeoisie, ses hommes, ses partis, ses institutions,
- s'appuierait sur la mobilisation et l'auto-organisation des travailleurs.

Demain, dès que les masses posent ouvertement et consciemment la question du gouvernement, nous maintenons à la fois l'exigence d'un gouvernement PS-PC, non pas parce que nous pensons que le gouvernement PS-PC est plus favorable aux luttes, meilleur ou moins mauvais qu'un gouvernement de droite, mais uniquement parce que la majorité de la classe ouvrière leur fait encore confiance, les reconnaît comme leur direction, dans le même temps nous n'abandonnons en aucune façon la question des revendications et de la nécessaire mobilisation pour les faire aboutir.

E. Comment combattre la division et la cohabitation.

Les directions du PS et du PC appliquent la cohabitation, chacun à sa manière. Les dirigeants du PCF en disant, " Mitterrand-Chirac, même combat " . Le PS disant que le gouvernement doit rester en place, ce qui revient à laisser les plans de la bourgeoisie s'appliquer.

Le PS va plus loin, les discussions avec le CDS visent demain à gouverner avec la droite. Cela revient à renoncer par avance à une majorité ouvrière.
Notre ligne doit être d'opposer la nécessité d'une majorité ouvrière à cette politique. Nous luttons contre la division politique et syndicale. Demain nous pouvons être amenés à proposer à tous les niveaux un gouvernement PC-PS, non pas parce que ce gouvenement satisferait cette fois-ci les revendications ouvrières, mais parce que la majorité des travailleurs fait confiance encore aux organisations traditionnelles.

Nous combattons sans relâche les positions des appareils, ce qui contribue à ouvrir les yeux des masses sur la politique que les appareils mènent.

F. La question des présidentielles.

Notre place dans la lutte de classe fait que nous préparons immédiatement notre organisation à remplir les conditions nécessaires afin de présenter une candidature LCR aux présidentielles. Le candidat LCR ne sera ni le candidat de l'unité ouvrière, ni le candidat de l'alternative anticapitaliste, il développera l'ensemble de nos positions révolutionnaires, l'ensemble de notre ligne politique, et notre démarche de front unique. En même temps, parce que nous savons que notre candidat ne sera pas élu, que le scrutin présidentiel est à deux tours, nous combattons pour que le candidat de la

bourgeoisie (Chirac ou Barre) soit battu et pour qu'il y ait une majorité ouvrière qui devra se traduire par un gouvernement PS-PC. Cette bataille induit une agitation pour le désistement inconditionnel pour le candidat de gauche le mieux placé le soir du premier tour, en montrant que s'il n'y a pas désistement, ce sera le candidat de la droite qui sera élu.

En même temps, nous sommes conscients qu'il serait très grave qu'il y ait deux ou trois candidats se réclamant du trotskysme. C'est pour cela que nous devons mener une campagne envers ces organisations, notamment vis-à-vis de LO. Cette campagne pour une candidature suppose un accord politique sur la question du désistement et la défense des revendications de la classe ouvrière.

Tel est, pour notre part, le profil que doit avoir la LCR dans les luttes comme dans les élections. La bataille pour la satisfaction des revendications ouvrières suppose une ligne politique claire à la fois sur l'unité ouvrière et le débouché politique au FUO, seule façon d'avancer dans la voie de la destruction de l'Etat bourgeois et du socialisme.

NOS DESACCORDS AVEC LA TUO.

SOUS FORME DE 8 AMENDEMENTS A LA SECTION II DES THESES POLITIQUES DE LA TUO.

1° Amendement : Sur la méthode de FUO.

Sur la section II *: amendement , avant"Face à cette exigence" ajouter :*

" En permanence notre lutte va dans le sens du Front unique. Cette lutte pour le FU a le double objectif combiné :

- mobiliser les travailleurs en partant de leurs revendications et, sur cette base, exiger l'unité des organisations, se doter des organes pour imposer cette unité;
- opposer l'aspiration des masses à la politique de soumission des directions réformistes, aux impératifs politiques et économiques de la bourgeoisie.

C'est pourquoi si la bataille pour la construction de l'unité ouvrière passe aussi bien par la mobilisation sur les revendications unifiantes, par l'unité d'action syndicale, il importe d'insister systématiquement dans les luttes et les actions sur la nécessaire unité des partis majoritaires.

C'est au travers de ces mobilisations de masse, de cette unité d'action et de l'auto-organisation pour la satisfaction des revendications, que peuvent se créer les conditions d'un affrontement victorieux avec la bourgeoisie, de la grève générale pour chasser Chirac,ou de leur combinaison avec des résultats électoraux donnant une majorité aux partis ouvriers, sur la lutte pour la constitution d'un gouvernement ouvrier. Lutte au cours de laquelle se développeront les organes d'auto-organisation, de double pouvoir, débouchant sur la destruction de l'Etat bourgeois.

C'est pourquoi nous portons la plus grande attention à l'ajustement des mots d'ordre : ceux sur lesquels les FU peut immédiatement se constituer, ceux sur lesquels notre organisation poursuit parallèlement sa propagande afin de préparer les phases ultérieures de la lutte engagée. Nous formulons les mots d'ordre précis qui suscitent la mobilisation et en même temps les thèmes de notre programme qui contribuent, sans le diviser ou l'affaiblir, à élever le niveau de conscience de ceux qui participent à la lutte.

Dans notre bataille pour le FUO nous aidons les larges masses à rentrer en lutte sur leurs revendications pour sceller l'unité ouvrière, nous encourageons les travailleurs à prendre en charge leur lutte à travers des AG souveraines et occupations des lieux de travail, afin d'aider à l'émergence de comités de grève, coordinations, et à leur centralisation. C'est ainsi que pourront se fondre dans l'action les travailleurs aux niveaux de conscience très différenciés. "

Ensuite sans changement. Mais, avant le I-, suppression des 11 dernières lignes commençant par "nous ne voulons pas une gauche...", à la place mettre :

" Nous voulons que les travailleurs imposent une nouvelle majorité ouvrière à l'Assemblée nationale, que Chirac et tous les candidats de la droite soient battus aux présidentielles, ou que Chirac soit chassé par la grève générale.

Nous voulons avec les travailleurs imposer dans l'action comme dans les élections l'unité ouvrière, l'unité des partis et des syndicats ouvriers.

Dès que les mobilisations de masse posent concrètement l'exigence centrale de la satisfaction des revendications, ou lors d'une échéance électorale, la question du débouché politique dans l'agitation prendra la forme suivante : avec les travailleurs nous exigeons :

- la démission de Chirac,
- du PC et du PS qu'ils prennent leurs responsabilités et se portent candidats au pouvoir.

Alors nous chercherons, en nous appuyant sur la défense des revendications dans le cadre de la mobilisation, à tourner les travailleurs vers leurs directions, afin qu'ils exigent de ces dernières qu'elles prennent toutes les mesures favorisant la mobilisation et la satisfaction des revendications.

En même temps, nous expliquons inlassablement quelles devraient être les revendications qui constitueraient à notre avis le programme d'un authentique gouvernement des travailleurs.

Voilà la ligne globale de FUO, dans le cadre de laquelle toutes nos activités prennent place, qui seule peut nous permettre de nous construire. "

2° Amendement.
Sur l'analyse de la politique des gouvernements précédents et sur celui de Chirac.

Section II, partie II, b *: remplacer totalement le paragraphe :*

" b) CHIRAC : une droite dure, un gouvernement de combat qui puise sa force dans les capitulations des partis ouvriers majoritaires :

Les gouvernements d'Union de la gauche ou PS-MRG-PSU comme tout gouvernement de "type Front populaire", ou de "collaboration de classes", ont été prisonniers du rapport de forces sociales, ils n'ont à aucun moment eu d'autres programme que celui de la bourgeoisie.

A partir de 82, les plans Delors, les attaques sur la Sécu. de Bérégovoy... l'ont montré à l'évidence. Les concessions faites aux travailleurs en 81 (la 5° semaine, les 39 h....) : ont été imposées par l'effet de ce rapport de forces. Ces gouvernements les ont eux-mêmes ensuite remis en cause pour tenter d'amadouer le CNPF et le grand capital. Sur trois points fondamentaux et acquis de lutte des travailleurs : salaire, temps de travail, Sécu. Ils ont osé défaire ce qu'aucun gouvernement de la droite n'avait osé faire. Ils ont ressorti l'ordonnance de 58 contre l'indexation des salaires, ils ont remis en cause la durée hebdomadaire du temps de travail, ils ont imposé des augmentations de cotisations de Sécu. et instauré le forfait hospitalier. Ils ont ainsi loyalement géré de 81 à 86 le capitalisme à l'aide d'une politique qui, après quelques concessions, répondait aux voeux du patronat. Cette politique a permis à Chirac de revenir au pouvoir, de retourner le rapport de forces électoral, et d'appliquer une politique de super-austérité. La politique des gouvernements précédents a jeté dans l'abstention et l'écoeurement des millions de travailleurs dont les voix ont fait défaut le 16 mars. Dès lors le gouvernement de "F.P." a fait son "sale boulot" et porte la responsabilité des reculs de la combativité ouvrière de 82 à 86. Pour autant, et contrairement à ce qui s'était passé après 36, le rapport de forces ne s'est pas totalement dégradé, il ne s'est pas retourné, les luttes de la jeunesse et des fonctionnaires de l'hiver 86 le montre à l'évidence. Le rapport masse-appareil s'est largement modifié, après le passage de la gauche au gouvernement, au point où les travailleurs en lutte se dotent, afin de contrôler leur mouvement et leurs revendications, des organes d'auto-organisation; tout en exigeant des directions qu'elles s'unissent pour organiser la lutte contre l'adversaire de classe.

Reprendre a "Chirac ne fait pas de cadeaux, il attaque frontalement, il s'est efforcé... grand capital", puis ajouter :

" L'austérité et les solutions capitalistes à la crise ont bien une seule et même nature. Mais ce qui change c'est le rapport des travailleurs à l'austérité, différent du fait

de la nature différente des partis qui la mettent en oeuvre. La reprise de la mobilisation face à l'austérité de Chirac tient donc au rapport différent qu'entretiennent les travailleurs et la jeunesse avec la "droite" et la "gauche".

Au contraire d'un gouvernement bourgeois à 100 %, les gouvernements d'U.G. doivent travestir les mesures anti-ouvrières pour les présenter comme des mesures favorables aux travailleurs, les faire apparaître comme des mesures de conquêtes ouvrières. Les attaques portées contre la classe ouvrière de 82 à 86 et le peu de ripostes centrales qui s'en est suivi réside dans le fait que ces attaques n'étaient pas portées par des gouvernements bourgeois comme les autres, ils étaient des produits de mai-juin 81."

Puis reprendre "Chirac est un danger sans précédent " jusqu'à la fin du B.

3° Amendement. Sur la politique des appareils politiques et la nécessité de la grève générale pour chasser Chirac.

Point C *: transformer comme suit :*

" C- Unité, mobilisation, rupture avec la bourgeoisie pour chasser Chirac ou division et cohabitation pour la garder ?

La cohabitation est un piège mortel pour les travailleurs. Nous devons combattre la cohabitation car celle-ci :

- divise les travailleurs dans leur riposte contre la droite et le gouvernement Chirac,
- limite certains militants socialistes à s'engager plus à fond dans la lutte contre Chirac,
- facilite les recherches d'alliances de dirigeants du PS avec certains secteurs de la bourgeoisie,
- elle permet à Chirac de s'abriter derrière elle pour mieux infliger ses coups contre la classe ouvrière et la jeunesse.

Au début de la cohabitation, Mitterrand a pu apparaître aux yeux de certains comme un "recours", un "frein" face à Chirac. mais au fil du temps, Mitterrand a servi de couverture à la politique de Chirac, en signant une majorité des ordonnances et lois de Chirac. Il a même, en plein conflit des cheminots, déclaré en présence du gouvernement que la lutte contre l'inflation était un objectif qu'il partageait. Certes il a refusé de signer trois des ordonnances et a reçu une délégation de cheminots, mais il l'a fait au nom de "l'intérêt national", "au nom de la courtoisie d'être à l'écoute de la base".

C'est une situation qui démobilise et renforce la division politique entre partis ouvriers, qui dissimule la gravité du programme de la droite. Il y a contradiction entre l'exigence "battre et chasser Chirac" et la cohabitation voulue et maintenue par le PS et Mitterrand : il faut que cela éclate ! Cela dépend avant tout de l'avancée de la lutte de classe et non du profil que Mitterrand pourra prendre ou adopter. C'est d'ailleurs la reprise du combat de la jeunesse et des travailleurs qui a obligé Mitterrand à modifier quelque peu son attittude de Sphinx. Mais en se gardant bien de ne jamais remettre en cause le cadre contraignant de la cohabitation.

Le principal enseignement du mouvement de la jeunesse et des fonctionnaires de l'hiver 86, c'est la possibilité de battre et de CHASSER Chirac. On peut le chasser par l'action unie des travailleurs par le "tous ensemble", par la grève générale.

Cette perspective, la LCR doit y travailler, elle s'oppose à la tactique des directions qui cohabitent ou divisent, proposent l'apaisement ou des luttes ou grèves morcellées, divisées, secteur par secteur, 24 heures sans lendemain, ou dimanche sur le pavé sans lendemain...

Nous exigerons des directions qu'elles coordonnent l'action et organisent la riposte centrale, le "tous ensemble" pour mettre en échec Chirac et les patrons pour le chasser.

Cete bataille doit se combiner avec des propositions d'auto-organisation adaptées et non auto-proclamées. "

4° Amendement. Sur l'analyse de la politique du PS et sur le profil que devraient avoir les militants "gauche".

D- *Réécriture comme suit :*

" D- Le PS en flagrant délit de cohabitation :

Suppression de la première phrase. Le reste sans changement, puis réécriture à partir de "et le pire crime..." jusqu'à "Stasi et compagnie" :

" Le PS ne peut prétendre à lui seul rassembler toute la gauche. Il a fait son "deuil" de la division avec le PC. Il se pose le problème de retourner au pouvoir, et du fait de la division il se pose le problème d'alliances avec la droite ou certains secteurs de la droite.

Toute gauche du PS devrait poser les véritables questions :

- contre la cohabitation, pour l'unité des partis ouvriers, contre et pour chasser Chirac, contre l'alliance avec des partis bourgeois, pour battre Chirac dans les luttes comme dans les élections,
- contre la politique d'austérité passée ou future il faut la satisfaction des revendications,
- pour une politique de rupture avec le système capitaliste et non à une cohabitation avec les patrons et le profit. "

Le reste sans changement, à partir de "il y a au sommet..."

5° Amendement. Sur le Front unique, le rapport masse-appareil après 5 ans de gouvernement d'Union ou de division de la gauche

Section II, partie II, *introduire au départ :*

" C'est en référence à la lutte pour la défense des intérêts ouvriers que nous appelons à l'unité des partis ouvriers, pour qu'ils prennent celle-ci en charge, la mènent à son terme.

Cela signifie que nous partons d'une aspiraion majoritaire dans la classe ouvrière, et que nous lui donnons une traduction que tous comprennent, en lui attribuant une dynamique et un contenu révolutionnaires.

Lorsque les travailleurs veulent l'unité, c'est pour satisfaire telle ou telle revendication, pour s'opposer sur tel ou tel point aux attaques du patronat, pour opposer une alternative gouvernementale à la bourgeoisie. C'est souvent indépendamment et même contre la "vraie" politique des directions du PS et du PC que les travailleurs veulent l'unité, cela se cristallise dans l'action concrète pour les revendications et chasser Chirac : les travailleurs dans leur majorité, et malgré 5 ans de guvernement et de trahison, se tourneront vers les partis majoritaires. Mais cela se fera dans des conditions totalement nouvelles, en même temps que les travailleurs se tournent vers ces partis ils exigent d'obtenir des garanties dans la lutte, ils s'auto-organisent pour mieux les contrôler et prendre en charge leur action et leur mobilisation. Ainsi le rapport entre les appareils et les masses se pose de façon totalement différente qu'avant 81, les travailleurs expriment quand ils lutent leur défiance envers les partis et syndicats majoritaires.

Voilà ce qui pose dans des conditions nouvelles le rapport qu'auraient les travailleurs si une nouvelle majorité ouvrière s'installait au Parlement, avec les partis qui la composent.

A- La LCR doit prendre parti.

Transformer le passage : "un gouvernement PS-PC du point de vue des travailleurs vaut mieux qu'un... pour un gouvernement PS-PC".

Mettre à la place :

" Nous pouvons chasser Chirac dans la lutte, par le "tous ensemble", ou par les élections. Un deuxième échec d'un cadidat de la droite et une nouvelle majorité ouvrière à l'Assemblée signifieraient une deuxième défaite cuisante pour la droite, donneraient un coup d'arrêt à la réaction et placeraient les travailleurs dans une position plus favorable pour exiger satisfaction de leurs revendications. Elle

enclencherait du fait de l'expérience douloureuse de 82-86 et la défiance des travailleurs envers les appareils, exprimée dans leur lutte par les formes d'auto-organisation pousées, vraisemblablement une dynamique contre toute nouvelle politique d'austérité. C'est pourquoi nous ne mettons aucune condition à la constitution, une fois ayant chassé la droite, à un gouvernement des seuls partis ouvriers majoritaires. "

Suppression " et si certains secteurs...l'est aujurd'hui contre les travailleurs " et mettre à la place :

" Et si certains travailleurs posent le problème de la trahison de 82 à 86, nous expliquons qu'ensemble nous organiserons la riposte pour imposer la satisfaction des revendications. Nous expliquerons également qu'un véritable gouvernement des travailleurs serait un gouvernement qui :
- satisferait les revendications essentielles des travailleurs, femmes, jeunes, immigrés, en s'en prenant au pouvoir économique, politique et social de la classe capitaliste;
- liquiderait les institutions antidémocratiques de la V° République;
- romprait tout lien politique avec la bourgeoisie, ses hommes, ses partis, ses institutions;
- s'appuyerait sur la mobilisation et l'auto-organisation des travailleurs. "

6° Amendement. Sur la politique unitaire.

A- LCR d'abord : *suppression de la phrase : " utiliser le terme de centriste pour les caractériser est utile pour..." mettre à la place :*

" C'est à la lumière des faits, de leur action concrète pour la défense des revendications - leur place dans les mobilisations - que nous analyserons la pratique de ces "groupes" ou "courants de gauche", dans les partis traditionnels. Nous jugerons sur pièce. C'est d'ailleurs les évènements qui ont tranché sur le rôle et la nature des groupes "archéo" gauchiste-opportuniste de type : FGA, PAC et même dans une moindre mesure PSU. "

C- S'adresser à LO et au PCI-MPPT, relancer des propositions concrètes et publiques en leur direction.

Suppression des références à la réunification du mouvement trotskyste et insertion du paragraphe suivant :

" En même temps que nous nous engageons inlassablement sur une claire ligne d'action de masse, d'unité ouvrière, de front unique des travailleurs et de leurs organisations dans la lutte contre le gouvernement de droite.
Nous développons une orientation qui s'adresse en priorité aux militants ouvriers, socialistes, communistes, syndicalistes et inorganisés qui sont critiques envers l'orientation des directions afin de leur proposer, selon les modalités propres à chaque étape, toute forme de regroupement pour l'action, le débat politique.

Ces formes de regroupement sont basées sur la défense intransigeante des acquis et des revendications. dans le même temps, nous impulsons au sein du mouvement ouvrier la discussion sur l'actualité et la pertinence du programme révolutionnaire en contradiction avec les tenants des solutions réformistes qu'elles soient traditionnelles ou modernistes.

C'est aussi dans ce sens que la LCR s'adresse au PCI et à LO, dans la mesure où ces organisations rejetent les solutions réformistes, se réclament de la révolution prolétarienne, du trotskysme et organisent sur cette base de nombreux révolutionnaires et travailleurs d'avant-garde. C'est pourquoi, à chaque initiative, le LCR leur adresse et leur renouvelle ses propositions d'action commune, ainsi que le débat fraternel pour surmonter la division actuelle des forces révolutionnaires.

Tels sont les éléments d'une véritable démarche pour le regroupement de ceux qui veulent donner une expression politique à leur engagement dans la lutte des classes, pour concrètement avancer avec les travailleurs dans la voie de la construction d'un Parti révolutionnaire. "

Suppression de paragraphe : " nous ne procédons donc... de ces trois points permettraient d'envisager ".

7° Amendement. Sur les présidentielles.

Section II, IV, la LCR sera présente aux élections : *suppression de la phrase : " et de ne pas recommencer...les travailleurs ". Remplacer par :*

" ...et que les partis majoritaires PC, PS ne prennent leurs responsabilités et aillent au gouvernement.

Dans le cadre de l'action avec les travailleurs nous imposerons cette fois la satisfaction des revendications, nous refuserons cette fois-ci toute nouvelle politique d'austérité.

D- La LCR présentera une candidature :

Après "il faut un gouvernement PS-PC... de l'heure" ajouter :

" tout en défendant les axes sur lesquels devrait se constituer la politique d'un véritable gouvernement des travailleurs."

8° Amendement. La construction du PR.

Section II, V, préparer la construction du Parti révolutionnaire. *Ajouter une conclusion.*

" Le rôle de l'organisation révolutionnaire et des militants d'avant-garde est précisément de comprendre l'enjeu réel des luttes et d'organiser le combat autour de mots d'ordre qui permettent d'unifier les travailleurs et de concrétiser une progression des mobilisations vers des objectifs plus avancés vers l'unité et l'indépendance de la classe.

Pour avancer dans cette voie à travers les mobilisations, la LCR propose à l'ensemble des travailleurs, femmes, jeunes, immigrés et français de s'organiser dans les entreprises et localement pour un pacte d'unité contre Chirac :

- regroupant sans exclusive ceux qui ne veulent pas faire les frais de la politique réactionnaire de ce gouvernement,
- combattant pour la grève générale unitaire pour chasser Chirac. "

PROJET DE THESES

Présenté par 10 membres du comité central et de la commission centrale de contrôle

Les enjeux de la situation pour les révolutionnaires.

I.1.1 Novembre-décembre 1986 marque un tournant brusque dans la situation politique. Nous devons analyser ces événements en les replaçant dans la durée, dans le cadre des rapports de forces entre classes tels qu'ils ressortent de l'analyse de la période.

De telles luttes et mobilisations ne constituent pas une surprise.

L'ampleur et la profondeur de la mobilisation de la jeunesse, qui a regroupé la majorité des jeunes scolarisés, sa capacité à mettre en échec le gouvernement, l'embrayage quasi immédiat de luttes ouvrières, à la SNCF, à la RATP, dans les ports, à l'EDF, dans un contexte où il apparaissait tout à coup possible de faire reculer le gouvernement, tout cela en quelques jours, est totalement inexplicable si l'on s'en tient à une analyse fondée sur la dégradation continue du rapport de forces depuis le milieu des années 7O; dégradation telle que non seulement on aurait changé de période mais qu'on en serait aujourd'hui à un stade où il serait nécessaire de reconstruire pas à pas le rapport de forces pour permettre... dans un second temps d'envisager d'éventuelles confrontations de classes d'ensemble, à l'échelle nationale.

En outre les développements récents de la lutte des classes au plan international, plus spécialement au plan européen, dans l'Etat espagnol ou en Grèce, atttestent de la permanence d'un rapport de forces entre les classes qui autorise de vastes contre-offensives de la classe ouvrière et de la jeunesse face aux attaques de la bourgeoisie.

L'existence de secteurs de masse qui échappent aux contrôles des forces réformistes traditionnelles et qui ont recours à l'auto-organisation pour gérer leurs luttes témoignent d'un niveau de conscience élevé.

Au plan directement politique en revanche, il n'y a encore que peu d'expressions de cette réalité d'un renouveau politique avec l'apparition d'une nouvelle génération dans la classe ouvrière, à l'exception de phénomènes très particuliers comme le développement des Grünen en RFA.

L'enjeu principal de la situation pour les révolutionnaires réside précisément dans la capacité qu'ils auront à traduire ce renouveau en éléments concrets dans la voie de la construction de partis révolutionnaires.

I.1.2. En France, une appréciation correcte du bilan de 1981 à 1986, de la signification de la victoire électorale de la droite en mars 1986 n'était pas sans implications.

Celle-ci ne traduisait en aucune manière une modification qualitative des rapports de forces et il était prévisible que la volonté de la bourgeoisie de prolonger sa victoire électorale par une offensive tous azimuts contre les acquis des travailleurs se heurterait inévitablement à une riposte massive des secteurs concernés.

Il aura suffi de moins de six mois de politique d'austérité menée par un gouvernement arrogant, jugeant mal les rapports de forces réels pour qu'une mobilisation massive comme on n'en avait jamais connu dans la jeunesse, des grèves dures avec des expériences d'auto-organisation qui représentent une avancée considérable pour le mouvement ouvrier se développent et fassent vaciller le gouvernement qui ressort affaibli de ces évènements.

La crise de direction de la bourgeoisie française et des institutions dont elle s'est dotée n'en est que plus manifeste à l'heure où les solutions bourgeoises de choc à la Reagan ou à la Thatcher sont largement décrédibilisées au plan international.

Des potentialités considérables existent tant du point de vue des mobilisations de masse que de celui de notre intervention dans une telle situation. A condition toutefois d'en tirer les leçons essentielles et de disposer l'organisation dans cette perspective.

I.1.3. Les mobilisations de la fin 1986 et du début 1987 sont annonciatrices d'affrontements dans les mois à venir sans qu'il soit possible d'en déterminer dès maintenant les formes et les rythmes.

La situation politique et sociale est marquée par deux éléments fondamentaux :

1°) La nécessité pour la bourgeoisie d'approfondir sa politique d'austérité, de remettre en cause des acquis sociaux fondamentaux. La crise économique à l'échelle internationale s'approfondit et cela implique une exacerbation de la concurrence interimpérialiste. De ces affrontements économiques sortiront des vainqueurs et des perdants notamment dans les secteurs industriels de pointe et au niveau financier.

Les marges de manoeuvre de la bourgeoisie française sont sur ce terrain limitées. Elle a en effet pris un retard considérable dans la plupart des branches clés. Rattraper ce retard, implique de s'en prendre aux salaires directs et indirects, de restreindre au maximum toutes les dépenses sociales, de généraliser la flexibilité du travail, etc.

A ces contraintes économiques s'ajoutent des impératifs politiques liés à la faiblesse même des partis bourgeois, à leurs divisions et à leur dépendance vis-à-vis de leur base électorale radicalisée à droite.

2°) Le maintien du rapport de forces global entre les classes qui empêche la bourgeoisie de mettre en oeuvre brutalement sa politique d'austérité sous peine de provoquer des affrontements dont elle n'est pas sûre de sortir vainqueur. C'est ce qui explique fondamentalement la faiblesse du gouvernement. C'est sur la tactique à adopter pour infliger des défaites à la classe ouvrière que les divergences s'expriment ouvertement au sein de la bourgeoisie.

Nous devons nous préparer à de nouveaux tournants brusques qui peuvent être tout autant le fait d'une crise politique surgissant à la faveur d'une crise institutionnelle, que le fait d'affrontements de classe d'une certaine ampleur du type de ce que nous avons connu durant quelques jours en décembre 1986 avec les mobilisations de la jeunesse.

Les éléments négatifs accumulés ces dernières années (chômage structurel, divisions traditionnelles dans la classe ouvrière mises crûment en lumière par la crise et que subissent les femmes, les immigrés, les jeunes, défaites subies dans plusieurs secteurs) ne sont pas de nature à contrarier la tendance générale. De

plus le développement de mouvement basée sur des coordinations est justement de nature à contrecarrer les effets de ces éléménts négatifs. Ils expliquent cependant les voies et les formes concrètes qu'emprunte la remontée de l'activité ouvrière.

Ce sont ainsi les secteurs qui ont le moins subi la crise qui sont partis les premiers. Ce sont souvent des branches, ou même des secteurs d'activité au sein d'une branche, où la voie d'une centralisation effective de la grève apparaît plus facile (public par rapport au privé par exemple).

Mais ce sont des secteurs qui jouent un rôle d'entrainnement par rapport à l'ensemble de la classe et qui focalisent rapidement les conflits en terme d'affrontement politique avec le pouvoir. Nous n'avons cependant connu jusqu'alors que les premiers développements de cette situation qui en appelle bien d'autres.

Le fait que nous n'ayons pas été confrontés à un mouvement gréviste généralisé ne signifie pas que celui-ci est durablement hors de portée de la classe ouvrière. C'est dans cette perspective que nous devons travailler à préparer les meilleures conditions pour qu'un tel mouvement porte ses fruits au plan politique.

La crise, les points marqués par la bourgeoisie n'ont aucunement entraîné une identification de secteurs significatifs de la classe ouvrière aux projets de la bourgeoisie. L'idéologie libérale connait même une crise importante au vu des résultats pratiques des politiques qui s'en inspirent.

De la même manière, la jeunesse ne s'identifie pas à "l'idéologie Tapie" . Les mobilisations antiracistes, celles contre la loi Devaquet, ont témoigné de son attachement à des valeurs d'égalité (égalité face à la formation, égalité des droits entre Français et immigrés, opposition à toute discrimination, etc.), de solidarité (contre les attentats racistes, avec le tiers monde, etc.) qui, au-delà du caractère flou qu'elles peuvent prendre parfois, entrent en contradiction avec la réalité brutale du système capitaliste en crise.

Un nouveau cycle de luttes.

I.2.1. Le nouveau cycle de luttes qui s'ouvre contient les données de la crise des organisations traditionnelles et des expériences accumulées ces dernières années.

La rancoeur accumulée dans les luttes passées a créé une très forte volonté d'efficacité. Cette volonté a comme conséquence l'aspiration à l'unité et, au moins au départ, à la délimitation d'objectifs limités.

Cette expérience a aussi tissé une forte conscience politique des obstacles et des enjeux. Il en résulte une grande défiance vis-à-vis du rôle des partis et même des directions syndicales, une grande aspiration à l'auto-organisation et une perception aigüe, au moins chez les anciens, du rapport de forces nécessaire à chaque étape de la lutte, du fait que toute attaque frontale contre la politique des salaires et de l'emploi impose un rapport de forces interprofessionnel et national, lequel ne peut apparament être forgé que par les directions des appareils syndicaux qui ont fait la preuve de leurs carences , les journées de 24 heures n'ayant jamais rien permis d'obtenir sur ce plan.

Ainsi dans les luttes à venir, notre souci doit être la progression du niveau de conscience dans les capacités de la classe à dépasser ces obstacles par ses propres moyens d'organisation de grève et par le contrôle politique que peuvent jouer comités de grève et coordinations.

A la SNCF, un bond historique a été réalisé par rapport à la situation antérieure. Si des structures de comités de grève avaient déjà été mises en place dans les mois précédents (coordination des manips radios, Ville Evrard, Schlumberger), c'est la première fois qu'une grève nationale se structure sur la base de comités de grève et d'AG souveraines.

Un tel mode de structuration permet la démocratie dans la lutte et met les syndicats sous surveillance, limitant leurs manoeuvres et leur division.

Mais les coordinations nationales sont plus apparues comme comité national de vigilance plutôt que comme comité national de grève imposant leur reconnaissance comme direction de la grève par les syndicats.

C'est le souci que nous devrons avoir dans les mois qui viennent si des luttes démarrent dans des secteurs où notre force nous donne les moyens de faire encore progresser ces expériences.

I.2.2. Nous refusons les conceptions limitatives des comités de grève qui ne manqueront pas de se développer :

- Le comité de grève n'est pas que le front uni des organisations syndicales, le moyen de réaliser l'unité de ces dernières. Le corollaire de cette idée fausse

étant bien sûr qu'il n'y a pas besoin de comité de grève quand il y a unité. Le comité de grève structure l'ensemble des travailleurs, brisant même momentanément et la division et l'extériorité de la masse des travailleurs quant aux décisions et à la direction de la lutte. C'est la structure qui réalise l'existence de la classe rendant chacun conscient de la force et du pouvoir de l'action collective. C'est une arme redoutable de prise de conscience politique et d'amélioration du rapport de forces qui nous impose de mettre le maximum de soin à sa mise en place et à son fonctionnement, chaque pas dans ce sens augmentant les chances de succès de la lutte et d'échec des manoeuvres de division.

- Le comité de grève n'a pas pour fonction de contrôler les syndicats. Nous devons tendre à ce que le comité de grève, forme supérieure d'organisation de la classe, soit lui-même la direction de la grève. Imposer dans une grève la reconnaissance du comité de grève par les directions syndicales et par le patronat serait un pas supplémentaire décisif.

- Le comité de grève joue aussi une fonction directement politique. Nous avons vu au niveau étudiant comment une coordination nationale pouvait devenir un acteur politique supérieur aux partis et dont la force venait du fait que chaque étudiant vivait la coordination comme son réprésentant réel.

Si nous étions capables de faire la même chose dans un secteur de la classe ouvrière, ce serait aussi décisif dans la crise actuelle du mouvement ouvrier, syndical et politique.

La centralisation nationale des comités de grève, objectif que nous devons nous fixer même si de nombreux obstacles seront à franchir, joue un rôle réellement révolutionnaire en remettant en cause les formes traditionnelles de la démocratie bourgeoise et pouvant faire peser le poids direct de la classe face à l'état bourgeois.

Les étapes intermédiaires sur ce chemin sont les appels directs que pourrait faire une structure nationale de grève à la solidarité, à l'extension, au soutien des partis et syndicats ouvriers, étant ainsi un levier concret pour imposer le front unique et permettre l'extension du comité de grève.

I.2.3. La situation actuelle doit aussi nous amener à adapter notre travail syndical en conséquence, moins du point de vue de la bataille générale pour l'unité et la mobilisation, que du point de vue des moyens dont nous disposons pour les imposer. Nous devons d'abord constater que si tout le travail fait les dernières années dans les syndicats peut aujourd'hui porter de nombreux fruits, il n'en reste pas moins que les dernières expériences d'auto-organisation (SNCF, instits) ont montré que c'était l'émergence de telles structures qui était capable de contester réellement et directement la direction des luttes aux bureaucraties, ce que n'avaient pu faire à cette échelle les oppositions syndicales. Cela implique que la quantité de travail militant directement consacré à la préparation de telles situations soit importante .

Nous devons voir le lien entre cet effort et le travail syndical permanent à plusieurs niveaux.

- Dans les conflits, quelque que soit leur importance, nous devons veiller à créer un rapport de forces face aux bureaucraties syndicales, ce qui impose à la fois de savoir dès le départ dépasser le cadre syndical et simultanément, même lorsque de telles structures ne rassemblent pas encore l'ensemble des travailleurs de les concevoir comme des cadres de front unique et non comme des "comités d'action" parallèles aux syndicats. Ceci est indispensable pour convaincre les militants syndicaux honnêtes de l'utilité de telles structures, pour contraindre les dirigeants syndicaux à y participer.

Ne pas le faire laisserait libre cours à la division, aux manoeuvres. Cette bataille envers les syndicats se situe à chaque étape de la progression de l'action. Plus les structures d'auto-organisations (comités de grève, coordinations) prennent de l'importance, plus il faut veiller à ce que les syndicats les soutiennent, s'y intégrent, les contraignant à les reconnaitre comme forme d'organisation supérieure.

De ces expériences de lutte, nous devons tirer parti pour renforcer le rapport de forces des révolutionnaires dans les syndicats en particulier par l'apport de jeunes travailleurs combatifs dont nous pouvons gagner la confiance et l'adhésion au syndicat par l'expérience de notre travail.

De même, la défense de toutes les revendications et l'accent mis pour l'émergence de telles formes d'organisation de la lutte sont un discriminant pour les regroupements d'oppositions syndicales. Des syndicats ou des courants d'opposition peuvent se renforcer en apparaissant comme les artisans d'une telle émergence mais cela nous impose aussi de mettre à l'épreuve ces regroupements

en cette circonstance et jamais paraître solidaires d'équipes syndicales qui n'accepteraient pas la prééminence de telles structures.

Parallèlement de telles situations de lutte peuvent permettre concrétement la liaison entre des militants lutte de classe appartenant à des syndicats différents.

Nous devons veiller en permanence au lien entre notre travail de préparation et d'organisation des conflits et notre travail syndical pour qu'ils se nourrissent l'un l'autre, non pas en nous écartelant mais en nous aidant à la clarification dans le syndicat et au renforcement de notre rapport de forces en son sein. C'est aujourd'hui le meilleur moyen pratique de mettre en oeuvre yune orientation lutte de classe pour l'unité et la mobilisation.

L'ensemble de ces tâches met en relief la nécessité d'une politique d'implantation, de construction de vrais noyaux communistes révolutionnaires sans lesquels l'écartèlement physique des militants est un danger majeur.

I.2.4. Le contexte actuel, avec la crise du PCF, met en lumière nos responsabilités : il s'agit d'oeuvrer à ce qu'apparaisse parmi ces milliers de travailleurs avancés, un courant révolutionnaire qui, partant du bilan des luttes, soit en mesure de porter concrétement à une échelle déjà large ses réponses politiques à la situation et trace la nécessité pratique de construire un parti révolutionnaire des travailleurs pour commencer à résoudre positivement la crise du mouvement ouvrier. Chaque petit pas dans ce sens sera une pierre solide dans cette entreprise.

Jouer le rôle d'une organisation d'avant-garde signifie pour la LCR d'abord un travail de propagande pour faire tirer partout le bilan de l'expérience des dernières luttes et du rôle des comités de grève, ceci afin de préparer dans chaque entreprise le maximum de travailleurs à des tâches similaires. Le développement de comités de grève dans toute sa dimension ne peut rien avoir de spontané.

Ensuite, c'est comprendre que, même dans un mouvement, le comité de grève est le reflet de l'état du niveau de conscience de la classe et que nous devons à chaque fois non pas "refléter" cet état mais être déjà un pas en avant en donnant les réponses politiques aux questions en germe, en n'hésitant pas à défendre ouvertement notre point de vue même s'il est minoritaire au départ.

Les luttes actuelles remettant en cause la situation héritée du 16 mars posent directement pour les travailleurs avancés plusieurs problèmes politiques :

- Celui de l'affrontement avec le gouvernement, c'est la grève générale pour chasser Chirac, que nous concevons comme le moyen de traduire en termes politiques la nécessité d'une riposte d'ensemble ouvrant la voie à un changement radical. Ceci nous conduit dès maintenant à mettre en avant dans la propagande de masse ce qui devrait être le correspondant politique de la mobilisation ouvrière : un gouvernement des travailleurs contrôlé par les travailleurs eux-mêmes à l'image des sTructures de grève. Ceci n'empêche qu'en cas désormais envisageable de crise politique ouverte nous n'hésiterons pas à avancer la nécessité d'un gouvernement du PC et du PS comme alternative immédiate au pouvoir de la droite.

Spontanément, les travailleurs ne posent pas la question comme cela pour plusieurs raisons :

- D'abord, la première question est celle du rapport de forces nécessaire pour stopper point à point les attaques. Et s'il est évident très vite que la mise en échec des attaques essentielles implique une remise en cause de la politique globale du gouvernement, cela entraine deux nouveaux problèmes :

1. Comment créer un rapport de forces suffisant, une action d'ampleur dépendant des directions syndicales et politiques ?

L'expérience des dernières luttes apporte des éléments en montrant comment l'action organisée directement peut avoir un effet d'entraînement et que la question essentielle est bien de garantir la conduite de la lutte et d'arriver à l'extension. C'est donc l'expérience elle-même qui peut faire progresser dans cette voie en particulier si elle combine la bataille pour confronter les directions syndicales à ces exigences dans le cadre d'une politique de front unique; ceci ne peut, à travers l'expérience des luttes que renforcer la confiance des travailleurs à aller de l'avant en organisant eux-mêmes la centralisation.

2. L'autre question est bien sûr quelles sont les garanties pour que le jeu en vaille la chandelle. Pourquoi un gouvernement de gauche ferait-il une politique différente de celle menée de 1981 à 1986, d'autant que le PS ne s'empresse pas aujourd'hui de défendre les revendications ?

A cela une première réponse doit être apportée dans la propagande. Nous n'avons pas plus confiance dans les directions du PS et du PC aujourd'hui qu'hier. Ils ont montré de quoi ils étaient capables. Au nom de cela, faut-il

baisser les bras ? Nous savons que face à Chirac nous n'obtiendrons que ce que nous imposerons. Il en sera de même face à un gouvernement de gauche et sur ce point la situation peut être différente de celle de 1981 à 1986.

On ne peut attendre de changement à l'initiative de ces dirigeants. Le réalisme des petits pas mène à la défaite.

Si nous avons la force d'abattre ce gouvernement de droite aujourd'hui, nous aurons la force d'imposer demain à un gouvernement de gauche nos revendications.

Mais cela ouvre aussi une autre question de taille : la classe ouvrière a visiblement besoin d'une autre représentation politique que le PS, gestionnaire de la crise, et le PCF tournant le dos à son prétendu rôle d'avant-garde et gérant la spirale infernale de sa crise.

Il faut dans ce pays une force politique en continuité avec les luttes sociales actuelles, porteuse d'unité, de combat contre le patronat. Le rôle que les révolutionnaires ont su jouer dans les luttes doit leur permettre de montrer qu'ils peuvent aussi jouer ce rôle sur la scène politique. Plus que jamais, la construction d'un nouveau parti révolutionnaire pour les travailleurs est à l'ordre du jour.

I.2.5. Ici apparaît clairement le décalage de la situation actuelle. Les trotskistes, et particuliérement la LCR, apparaissent ouvertement comme le référent naturel dans les luttes récentes; la presse et la bourgeoisie les désignent comme responsables de tout ce qui ébranle l'Etat bourgeois dans ce pays, des "affaires" à la Kanaky, en passant par les luttes de la jeunesse et de la classe ouvrière. Nous aurions tort de n'y voir qu'une simple manoeuvre policière et de ne traiter cela que par une ironie gênée. Un vrai problème politique apparaît dont nous ne devons pas sous-estimer l'ampleur et le défi qu'il représente pour nous.

Le PC par sa spirale de l'échec, le PS par son ancrage dans la gestion capitaliste, ne sont pas le relai politique de la force qui se manifeste aujourd'hui.

Le problème est que, au delà de notre rôle majeur dans une série de conflits et des capacités que nous avons à être en phase avec les travailleurs mobilisés, nous n'apparaissons pas comme porteurs d'un projet politique qui soit le prolongement de telles luttes. Nous n'apparaissons pas, paradoxalement, comme une force politique dans la société.

Régler cette question dans les mois et les années qui viennent doit être notre obsession. Le hiatus existant aujourd'hui peut être comblé dans le bon sens de deux façons :

- En faisant tout pour faire progresser le combat et l'apparition en commun des révolutionnaires. Cela impose de mettre tout en oeuvre pour notre propre construction comme petit parti d'action, pour la confrontation et l'unité avec LO, en contestant dans la pratique leur orientation. Ceci est déjà une réponse à notre portée qui doit être liée à une offensive vis-à-vis des militants du PCF.
- En saisissant toutes les occasions dans les conflits, par une politique de front unique, de démontrer la nécessité d'une nouvelle représentation politique pour les travailleurs, en faisant en sorte d'amener les éléments dirigeants des grèves à accéder à cette compréhension. Ainsi des luttes arrivant à un niveau élevé d'affrontement politique et se confrontant à l'attitude des partis réformistes peuvent nous permettre de poser à une autre échelle la nécessité de la construction du parti révolutionnaire .

I.2.6. La question des élections présidentielles se pose dans ce cadre. Aucune hésitation ! Nous sommes pour la défaite de Chirac, Barre et tout autre candidat de la droite .... Et bien évidemment nous serons pour la dissolution de l'Assemblée nationale et la formation d'un gouvernement du PS et du PCF.

Mais en raison des enjeux de la situation actuelle, toutes nos forces doivent être tendues vers cet objectif : donner une place politique aux révolutionnaires, occupper le champs politique. Nous ne devons avoir aucune illusion sur une soudaine percée électorale avant d'avoir fait nos preuves comme force politiqiue utile. Notre attitude à cette occasion doit être en conformité avec l'objectif : dessiner une nouvelle représentation politique pour les travailleurs.

Accepter une dispersion des candidatures révolutionnaires ou pire être nous-mêmes absents serait une lourde erreur. La divergence probable avec LO sur la consigne de vote au second tour ne justifie pas une présentation concurrente des deux organisations révolutionnaires qui ont joué un rôle moteur dans les dernières mobilisations. Cela nous ferait une nouvelle fois apparaître comme d'éternels marginaux appelant tout le monde à l'unité mais incapables de la réaliser eux-mêmes.

PLACE ET FONCTION DE LA LCR DANS LA CRISE ACTUELLE DU MOUVEMENT OUVRIER

II.1.1. Tous les éléments détaillés plus haut éclairent la place que nous avons déjà et celle que nous voulons occuper. Notre but est ambitieux : construire un nouveau parti pour les travailleurs ayant pour socle les meilleurs militants des nouvelles générations qui arrivent à la lutte et ayant la sympathie voire parfois l'adhésion de ceux qui se sont détournés des vieilles organisations.

Pour atteindre cet objectif, nous devons nous considérer comme un petit parti d'action, ayant un patrimoine substantiel, une force agissante réelle ce qui n'est en rien contradictoire avec une ouverture sur les phénomènes à l'oeuvre à l'extérieur et les avancées qu'ils peuvent permettre.

La crise historique du PCF, la disponibilité de nouvelles générations de travailleurs au combat de classe ne doivent pas faire oublier que pour construire un parti, il ne faut pas lâcher la proie pour l'ombre. Des médiations peuvent se trouver sur notre chemin, des fronts peuvent se réaliser, la meilleure façon de s'y préparer, de pouvoir changer de tactique si nécessaire, c'est d'abord d'exister et d'agir nous-mêmes.

Sur ce terrain, deux projets de construction s'opposent dans les rangs de la LCR. Certains camarades n'ont d'autre ambition pour notre parti que celle de le mettre en situation de participer comme un élément parmi bien d'autres à d'éventuels processus de recomposition beaucoup plus larges; notre ambition est toute autre, il s'agit de transformer notre force collective d'organisation en pièce maîtresse et agissante de cette recomposition. Telle est résumé de manière lapidaire, l'enjeu de la plupart des débats qui ont divisé profondément l'organisation depuis deux ou trois ans. Il y a bien deux tactiques de

construction en présence et les choix politiques qu'elles soutendent sont pour cette raison contradictoires terme à terme.

Le poids acquis par la LCR l'a été en tout premier lieu par son action dans les mobilisations. Les dernières luttes en sont l'illustration la plus claire. La LCR a ainsi largement contribué à promouvoir l'auto-organisation et à indiquer aux travailleurs une autre voie pour la lutte. Mais pour atteindre pleinement cet objectif, il faut une organisation qui s'adresse d'abord à la masse des travailleurs et leur propose sa politique sans jamais subordonner celle-ci à l'accord préalable d'autres travailleurs avancés. Il faut une organisation soudée autour d'objectifs clairs pour gagner des fractions de travailleurs à ceux-ci dans l'ensemble du pays. La démonstration a été faite que c'était encore possible en dépit des faiblesses, des retards et des erreurs accumulées Il est plus que temps de revenir à une politique définie sous le vocable de construction d'un petit parti d'action, une politique qui a porté ses fruits avant que nous nous engagions dans l'impasse de l'alternative. La fonction spécifique de la LCR n'est pas la production d'idées en direction des travailleurs avancés. Sa toute première tâche doit être de se tourner vers l'action et de bâtir sa construction sur cette base.

II.1.2. La situation des dernières années a été difficile pour les travailleurs et donc pour la LCR. Il faut combattre les doutes et la démoralisation qui ont conduit à abandonner la politique du petit parti d'action.

Les thèses du dernier congrès, la politique qui en a découlé ont profondément ébranlé le parti. La LCR ne pouvait plus prétendre diriger des mobilisations .... Les thèses d'organisation en arrivèrent même à expliquer qu'il fallait renoncer à employer le rapport de forces pour convaincre de nos idées.

Cette logique était conforme à l'assimilation de l'organisation à un courant d'idées parmi d'autres. La politique de l'alternative découlait de ce sentiment et s'en nourrissait : il fallait créer autre chose que la LCR pour pouvoir prétendre peser sur les événements. Les regroupements d'alternative qui ont prouvé dans les récents tests de la lutte de classe leur inutilité sont l'illustration la plus nette de cette fuite en avant.

La traduction de cette politique au plan interne était prévisible. La direction a laissé se développer un climat de cohabitation de plusieurs fractions dans l'organisation. L'efficacité et la cohésion de la LCR ont été mis en cause et une partie des tenants les plus conséquents de cette politique, membres de la T3, sont partis.

Les départs de militants pour le PS ou pour des regroupements d'alternative ont une même racine : l'estimation que ce sont d'autres forces qui sont porteuses pour bâtir dans les conditions actuelles un courant révolutionnaire ou pire souvent qu'un tel projet n'est plus à l'ordre du jour. Mais ces doutes, ces abandons, étaient inscrits dans la théorie selon laquelle les propositions et les méthodes d'intervention léninistes, celles de la LCR, avaient fait leur temps, celle-ci ne pouvant plus prétendre à un rôle dirigeant. C'est pourquoi, beaucoup de retard et de confusion limitent l'efficacité et le bénéfice que nous pouvons tirer de la situation qui s'ouvre.

II.1.3. Construire le parti c'est rassembler le maximum de militants pour des objectifs politiques précis desquels découle une méthode d'intervention et d'action, elle aussi précise. C'est de notre capacité à défendre dans les luttes nos idées que dépend la portée pratique de notre programme. La LCR doit être avant tout une organisation capable de marquer la situation par son intervention. Elle ne peut convaincre de nombreux travailleurs avancés que si elle s'avère capable de gagner à ses idées et propositions des fractions de masse. Malgré la perte de confiance en soi de l'organisation, les dernières mobilisations sont venues opportunnément rappeler qu'il était juste de lutter pour la direction de fractions de masse dans la mobilisation, sinon celle des mobilisations de masse elles-mêmes.

Tout pas en avant dans la construction du parti, tout dépassement de ce que représente aujourd'hui la LCR, devra être jugé sur la base du seul critère pertinent : est-ce que cela représente un instrument supérieur à la LCR dans l'intervention publique, tant sur le plan de la justesse de l'orientation défendue que sur celui de l'efficacité et donc de la discipline dans l'action. Faute de quoi, il ne s'agirait que d'un leurre grossier.

Les médiations sur le modèle "alternative" ne sont en rien un pas en avant de ce point de vue. Le choix est donc clair : il faut refuser de continuer dans la voie empruntée depuis trois ans et qui a entrainé le recul de l'organisation et partant de toute l'avant-garde. Il faut changer de cours pour renouer avec la politique dite du petit parti d'action.

Cela signifie développer nos campagnes en luttant énergiquement pour la

direction des mobilisations de masse, accroître nos efforts d'organisation et renouer avec les priorités du tournant vers les grandes concentrations ouvrières. Sur cette base nous pourrons avoir enfin une politique efficace en direction des travailleurs avancés et des forces qui se dégagent de l'emprise des directions réformistes.

C'est par l'action en premier lieu , la polémique et les démonstrations pratiques, que l'on pourra à la fois rendre crédible aux yeux des masses une force alternative et en même temps vérifier dans l'intervention la solidité et l'ampleur d'éventuelles convergences avec d'autres, pouvant poser les problèmes de construction en termes nouveaux.

Aucun élément n'autorise à ce stade à raisonner en terme de cadres organisationnels nouveaux aujourd'hui. Il faut plutôt s'attacher à tisser des liens de collaboration et de débat qui délimitent le possible du souhaitable et permettent l'efficacité sans hypothèquer notre indépendance et la défense de l'intégralité de nos positions.

Il faut refuser tout pari sur une soi-disant dynamique qui permettrait de dépasser l'état actuel des choses.

Une politique plus efficace pour l'avenir est possible si l'on respecte les rythmes de maturation; si l'on se sert du rapport de forces pour convaincre; si l'on renforce la LCR en menant une politique de confrontation/collaboration dont le principal critère est la participation effective aux mobilisations de masse. On peut faire confiance à l'organisation, à ses militants, à ses cadres pour saisir l'occasion d'un pas en avant si les circonstances le permettent dans un avenir imprévisible; des critères objectifs aisément appréciables par tous existeront alors pour en juger. Mais rien de tel n'est en tout cas à l'ordre du jour pour le prochain congrès.

Notre intervention dans la crise du mouvement ouvrier.

II.2.1. Fondamentalement, la crise actuelle de toutes les organisations ouvrières est dûe à leur perte de légitimité aux yeux des travailleurs.

Les années allant de 65 à 78 avaient vu une montée en crédibilité des partis et syndicats ouvriers affaiblis dans les années 5O.

Celle-ci se fondait sur un espoir de changement, d'abord pour tirer les fruits de la phase d'expansion, ensuite pour ne pas faire les frais de celle de récession.

Si Mai 68 et l'existence durable dans la foulée d'organisations révolutionnaires de plusieurs milliers de membres ont permis la formation de militants ouvriers agissant indépendamment des bureaucraties et contestant au PCF sa place hégémonique, ce furent pendant les dix années qui suivirent les organisations traditionnelles qui engrangèrent la modification du rapport de forces en faveur de la classe ouvrière.

La perte de légitimité commença sur le terrain social avec le refus des réformistes d'organiser l'affrontement face aux premiers plans d'austérité.

Le PCF et la CGT furent les premiers à en faire les frais comme organisations prédominantes dans la classe ouvrière.

Elle continua sur le terrain gouvernemental à partir de 1981 dans l'alignement du PS et du PCF sur les intérêts capitalistes et donc la quasi absence d'avancées sociales doublée d'une accentuation du chômage et de la perte du pouvoir d'achat. C'est donc avant tout dans cette incapacité à s'affronter aux plans patronaux, à défendre les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière et de la jeunesse que repose le discrédit des partis et syndicats. Si, au niveau électoral, la CGT sur le plan syndical et le PS sur le plan politique ne subissent pas de chute c'est qu'ils apparaissent l'un comme l'autre comme des forces recours face au patronat et à la droite.

L'adhésion électorale au PS ne signifie en rien une quelconque reconnaissance de sa politique, un regain de crédibilité d'une politique social-démocrate qui substituerait une gestion loyale du système, dans le cadre des institutions démocratiques bourgeoises, à une perspective de changement social. Preuve en est que la social-démocratie si elle apparaît comme un vote recours sur le terrain électoral est toujours incapable de capitaliser ce gain sur le terrain syndical par le biais des syndicats dont les directions reprennent ce type d'orientation (CFDT ou FO).

De même chercher la raison de la crise du mouvement ouvrier dans l'inadaptation de l'actuelle forme syndicat ou de l'actuelle forme parti aux transformations de la classe ouvrière, ou encore dans les modifications des coordonnées de la luttes des classe à l'échelle internationale avec la crise de longue durée serait une erreur de perspective. La crise actuelle est avant tout dûe à une chose très simple : les travailleurs ne font plus confiance aux syndicats pour les défendre réellement et il ne font plus confiance aux partis pour réaliser

des changements sociaux en leur faveur.

Le Parti socialiste.

II.2.2. Il a tiré jusqu'à aujourd'hui profit de la faiblesse de l'activité ouvrière et du déclin du PCF. Alors qu'il fut lourdement sanctionné en 1983 pour sa politique d'austérité, il a su profiter en 1986 de l'effet *"Au secours, la droite revient !"* sur lequel le PCF était incapable de jouer.

De plus dans une situation ou tout semblait jusqu'en décembre 1986 se confiner sur le terrain institutionnel, il se moule dans le rôle de contrepoids face au RPR, en s'appuyant sur le rôle que la cohabitation permet à Mitterrand de jouer.

Son poids électoral pour se cristalliser en poids d'organisation directe du mouvement ouvrier supposerait d'autres conditions que celles présentes auourd'hui dans les entreprises. Depuis 15 ans les cadres ouvriers formés dans l'action ont eu comme référence la CGT, le PCF, l'extrême-gauche, le courant chrétien radical et la CFDT d'avant le recentrage. Les militants combatifs CFDT ou FO adhérents du PS n'apparaissent que très rarement comme militants du PS dans l'entreprise.

L'incapacité à se transformer en parti militant, en parti de masse explique paradoxalement la faiblesse des crises internes consécutives à ses reniements. Aucun courant ne reflète les intérêts de la classe ouvrière, tous ne sont désormais que des rampes de lancements "objectif 88" et l'affaiblissement du PCF n'a fait qu'accentuer cette tendance.

Cette situation discrédite la perspective d'un PS parti organique de la classe ouvrière. La perspective souvent évoquée d'un remodelage du paysage syndical qui serait le socle d'un tel projet ne serait réalisable que sur la base d'une défaite de la classe ouvrière, revenant sur les expériences d'actions de masse accumulées les vingt dernières années. Les échecs répétés de la CFDT dans la voie du syndicalisme cogestionnaire, les limites de FO dans celle du syndicalisme-assurance, la mise en porte à faux de ces deux appareils lors d'actions de masse montrent bien que l'érosion du rapport de force n'est pas à la mesure pour de telle modifications.

Dès lors s'il compte en son sein de nombreux militants ouvriers réduits politiquement au silence, la meilleure façon pour les révolutionnaires de peser sur leur évolution est bien de construire un parti révolutionnaire indépendant capable d'actions, d'initiatives et bien sûr à tout moment de propositions unitaires vis-à-vis du PS et de ses militants.

Ceci n'empêche pas les réelles capacités dont le PS dispose à travers la FEN, l'UNEF-ID et SOS Racisme. Ceci lui permet d'agir sur des terrains qui dans un premier temps ne remettent pas en cause directement la politique économique des capitalistes. Ce sont ceux des libertés (école, télé, dans une certaine mesure, antiracisme).Si le PS comptait jusqu'à l'automne sur son action dans ces domaines pour développer des mouvements d'opinion propres à préparer sa compagne présidentielle les éléments actuels de crise du régime limitent ses marges de manoeuvre même sur ces questions.

Néanmoins sur ce plan compte-t-il jouer à plein des relais dont il dispose .

Si Convergence socialiste, courant social-démocrate ayant rompu avec le trotskisme a ses intérêts propres, ce sont avant tout les intérêts propres d'un courant qui veut faire sa place dans le PS tel qu'il est en jouant sur son implantation dans la jeunesse étudiante et sur la formation de plusieurs dizaines de cadres aguerris au sein du PCI et structurant l'UNEF-ID.

L'évolution fondamentale de ce courant va de la gauche vers la droite et nous ne devons pas le traiter comme un courant révolutionnaire ou comme un courant centriste qui aurait les mêmes positions mais une trajectoire inverse. Il est par contre certain que nombre de ses militants sont encore abusés par l'auréole "trotskiste" de cette direction et nous devons donc oeuvrer à mettre en lumière le cours réel de ce courant par la polémique publique surtout au sein de la jeunesse étudiante. Le comportement de CS lors du mouvement étudiant est à cet égard édifiant même si l'expérience n'a été partagée que par la coordination nationale.

De même, Questions socialistes dont des dirigeants sont issus de la LCR procède du même mouvement de la gauche vers la droite. L'abandon du combat révolutionnaire mène la plupart de ces militants à se structurer comme petit groupe, marginal dans le PS, mais bénéficiant de l'impact de masse de SOS Racisme. Son acceptation du cadre de la cohabitation, ses positions prises lors des attentats terroristes sont des tests de la dérive rapide de ce courant.

Ces deux courants ont à faire leurs peuves dans le PS. La direction de ce dernier compte bien les utiliser pour contester au PCF et aux révolutionnaires l'influence dans la jeunesse tout en prenant garde à éviter le développement

d'organisations de jeunesse socialistes, ferments de radicalisation. Ceci trace à la fois les limites et le rôle qu'accorde la direction à ces deux courants.

Dans tous les cas nous ne pouvons pas miser sur l'ouverture d'une crise dans le PS opposant les tenants du "parti ouvrier" et ceux du "parti moderniste", pas plus que le tournant pris spectaculairement avec les plans Delors et Fabius n'ont donné lieu à une telle cristallisation. S'il y a une crise à attendre, elle viendrait plus sûrement lors d'affrontements sociaux dans lesquels le PS jouerait frontalement face à une mobilisation son rôle de défenseur de l'Etat bourgeois.

Dans tous les cas, loin de dédaigner de telles éventualités, la meilleure façon de s'y préparer est de consacrer désormais toutes nos forces à notre construction pour développer nos capacités d'action, de débats et de propositions de FU y compris à l'égard des militants socialistes.

Le Parti communiste.

II.2.3. La cause essentielle du discrédit du PCF tient à son incapacité apparue depuis 1968 à se comporter comme force politique porteuse de transformations sociales pour les travailleurs, à travers 1968, le programme commun, la division, 81-86.

Les problèmes internationaux et de démocratie internes n'ont pris tant de place qu'à cause de cette carence première qui a entraîné la chute électorale. Il faut refuser la grille de lecture selon laquelle la chute du PCF serait dûe d'abord à l'image repoussoir de l'URSS et au fait que la montée de crédibilité du PS signifierait que ce dernier récupérerait des voix "naturellement" social-démocrates captées par le monstre historique que représenterait le PCF.

La monstruosité historique ce n'est pas le congrès de Tours mais la stalinisation du PCF. Aujourd'hui prenant appui sur la crise de confiance des travailleurs à son égard et sur son enracinement stalinien les forces bourgeoises voudraient effacer non seulement le PCF mais surtout le cadre organisé de dizaines de milliers de militants d'avant-garde qui trouvèrent là, durant cinquante ans, un lieu de combat contre la bourgeoisie (ce qui n'empêche que durant la même période la PCF joua son rôle contre-révolutionnaire et brisa de diverses manières des dizaines de milliers de militants d'avant-garde).

L'enjeu dans la crise actuelle n'est pas de sauver le PCF ou même le "communisme" , terme ambigü lorsqu'on l'emploie avec des militants pour lesquels il s'identifie avec le PCF. Il est d'empêcher que l'action de la direction du PCF et celle des bourgeois n'aient comme conséquence non pas la destruction du PCF ce dont nous aurions à nous féliciter, mais la non-émergence d'un parti ouvrier capable de rassembler l'avant-garde ouvrière.

La crise fondamentale de ce parti vient de son incapacité à apparaitre désormais comme une avant-garde pour la classe ouvrière.

Il y a plusieurs déterminants à la crise actuelle dans le PC , une crise longue qui ne se soldera pas par un simple départ des oppositionnels actuels. Comprendre ces divers déterminants est important même s'ils se nourrissent les uns les autres, pour comprendre les trajectoires et les lignes de forces à l'oeuvre dans l'opposition actuelle :

- Une crise de secteurs de responsables et d'élus fondamentalement réformistes et désirant que leur parti renoue avec une politique d'Union de la gauche. Celle-ci touche des cadres intermédiaires, des membres de l'appareil qui cherchent à redéfinir la spécificité du PCF dans ce cadre. C'est pour l'instant, au-delà des formules, la dominante dans le courant dit "rénovateur" qui est néanmoins conscient de l'hégémonisme du PS, ce qui le contraint à apparaître comme garant du courant révolutionaire du mouvement ouvrier français qu'incarnerait le PCF. Ce secteur représenté par les fédérations, Poperen et Rigoud, sera vraisemblablement balloté dans les mois qui viennent pris entre le marteau de la répression de la direction et ... un saut dans le vide suicidaire pour de tels objectifs qui visent avant tout à un redressement du parti tel qu'il est et non à la construction d'un parti révolutionnaire.

S'y ajoute la crise de secteurs traditionnellement liés à la direction dans les appareils municipaux qui voient leur avenir singulièrement bouché à l'horizon 1989.

- Une crise large de militants ouvriers pour lesquels la grille de lecture de la situation donnée par la direction entraîne une désorientation de plus en plus grande. Leur réaction aux grèves récentes en est le symbole. Oscillant du refus du soutien à des grèves catégorielles au jusqu'au boutisme, refusant de peur de favoriser le PS d'avancer des mots d'ordre politiques, discrédités auprès d'un grand nombre de travailleurs conscients, ces militants sont à la dérive. Leur seule bouée de sauvetage réside dans la dénonciation de la social-démocratie

cohabitationniste, des syndicats de la capitulation.

A cela il faut ajouter des groupes de militants tirant consciemment le bilan des années passées et se posant le problèmes de l'action révolutionnaire parmi les travailleurs.

Ces divers niveaux ne sont pas des catégories étanches, d'autant plus qu'à un niveau très large militants et électeurs du PCF cherchent une réponse à la crise actuelle, mais il faut comprendre que derrière les mots, les trajectoires et les objectifs ne sont pas identiques, même si l'attitude de la direction peut amener à une expresion commune momentanée de ces diverses préoccupations.

Une telle situation est inédite dans l'histoire du PCF et n'est pas comparable aux crises antérieures qu'a connu ce parti. Elle nous offre d'importantes perspectives pour un travail politique auprès de tous ces militants, tout en comprenant que le niveau de confusion, l'absence de tout pôle d'opposition public répondant à ces interrogations limite aujourd'hui les évolutions. Ainsi l'opposition rénovatrice lors des dernières grèves n'est nullement apparue comme une référence pour les militants ouvriers désorientés. Ceci confirme la confusion politique au-delà de la démarche démocratique qui en tant que telle, sans projet politique, ne peut être une force motrice. Contradictoirement, des milliers de militants du PCF s'interrogent aujourd'hui, cherchant des réponses,essayant de trouver des ilôts de militantisme dynamique dans le MRAP, FAL ou la CGT..

Il ne s'agit pas pour nous de rééditer les mêmes erreurs qu'avec l'alternative : partir d'un phénomène réel, la crise du PCF qui concerne des dizaines de milliers de travailleurs et soit croire qu'alors que n'existe aucun courant national apparaissant sur des bases révolutionnaires, nous allons soit le construire nous-mêmes,soit décreter que l'opposition évolue de la droite vers la gauche et donner le label de révolutionnaires à des gens avec qui il faut dialoguer et travailler mais qui sont encore très loin de nous.

Polariser les éléments qui évoluent vers la gauche, contrebalancer la pression social-démocrate impose plutôt d'apparaître comme partie prenante du débat par exemple par une critique politique de l'attitude du PCF lors des dernières grèves,tout en faisant dans l'action la démonstration de ce que pourrait faire une direction communiste. Si ce type de bilan était partagé et repris publiquement par des militants du PCF, ce serait un test quant aux possibilités de construction d'une opposition réellement révolutionnaire, les rythmes d'apparition et d'homogénéisation de tels courants ne pouvant se faire que dans des actions pratiques. En ce sens, les mois qui viennent sont décisifs. Dans tous les cas, l'heure est aux propositions d'actions communes, à la participation aux débats, à un travail systématique et à un dialogue avec tous les militants du PC et de manière particulière avec les oppositionnels. Mais nous de devons pas donner d'illusion sur une scission de pans entiers pouvant à court terme poser la question d'un nouveau parti révolutionnaire.

Si une scission de masse se faisait aujourd'hui, une faible partie se polariserait sur des positions révolutionnaires. Le plus probable serait un conglomérat voué à un éclatement rapide. Nous devrions bien entendu intervenir vis-à-vis de lui. Dans une telle situation, la propagande pour un parti révolutionnaire des travailleurs prend évidemment toute sa place. Si des militants se situant sur des positions révolutionnaires existent, pour l'instant le seul porte-parole public est Juquin dont le rôle essentiel est de tenter de concilier l'inconciliable. Dès lors, il est de l'intérêt de l'évolution des choses qu'une telle opposition s'exprime elle aussi, au grand jour, sur des positions de classe.

Notre politique vis à vis de Lutte ouvrière.

II.2.4. Nous devons partir d'un constat élémentaire: l'existence de Lutte ouvrière comme organisation révolutionnaire implantée ayant des forces comparable aux nôtres et ayant montré lors des luttes récentes ses capacités, comme nous-mêmes, à être à l'initiative de l'action, à promouvoir des structures de lutte pour la masse des travailleurs. Ceci est le point principal même si de sérieuses divergences sont apparues à cette occasion et ont toutes les chances de se maintenir dans les conflits prochains.

Ce constat vient renforcer une évidence : au moment où nous posons la question d'une nouvelle représentation politique et où les révolutionnaires apparaissent comme jouant un rôle actif, il est essentiel de tenter de mettre en commun les forces et de faire la démonstration d'une volonté d'efficacité aux yeux des travailleurs pour qui l'éclatement des révolutionnaires est un élément repoussoir malgré la sympathie que notre attitude dans les grèves a pu créer.

Le problème n'est ni simple ni nouveau. Nous devons éviter deux erreurs et miser sur l'hypothèse que les prochaines luttes régleront la situation soit par un

rapprochement naturel soit par la démonstration patente de notre efficacité face à LO; l'attitude visant à se satisfaire de la situation en pensant et en laissant penser que notre capacité à être en prise avec les phènomènes réels de recomposition, additionnée à un prétendu comportement de secte de LO pourrait nous faire faire l'économie d'une politique systématique à leur égard.

Nous devons au contraire faire le choix conscient de consacrer du temps, et des forces militantes, à changer la situation et d'abord être convaincus de la nécessité de la changer.

Ne pas se satisfaire de la situation actuelle impose une politique systématique de la direction aux cellules pour mener une confrontation avec LO ayant pour but l'action commune et donc le débat sur les divergences tactiques qui nous séparent. Tactiques, car même si elles recouvrent une conception différente de la construction du parti révolutionaire, elles se situent dans un cadre où, quoiqu'en dise la direction de Lutte ouvrière, nous sommes tous deux du même côté de la barricade.

Le passif, créé dans nos relations les 15 derniers mois, impose un redressement progressif et systématique de la situation.

Celui-ci passe par les mesures suivantes:

- une homogénéisation de notre organisation sur l'importance d'une telle politique et des moyens à mettre en oeuvre pour la mener;
- une confrontation systématique dans les entreprises et lors des conflits pour mettre nos forces en commun et débattre publiquement de nos divergences;
- la proposition d'actions et d'apparitions communes dès que l'occasion nous en est donnée. Cela va de propositions de fêtes communes à la proposition de développer dans d'autres entreprises et localités l'expérience angevine;
- le débat avec LO sur les racines des divergences actuelles qui ne viennent pas tant du caractère en soi manipulatoire ou sectaire de LO, mais bien d'abord d'une analyse erronée de la situation avec ses prolongements en terme de tactique de construction. Leur vision pessimiste les amène à penser que les révolutionnaires n'ont pas les moyens de s'affronter aux réformistes en prenant directement appui sur la mobilisation de la classe dans des structures de lutte issues directement de la mobilisation. C'est la racine de nos divergences sur le front unique, ce qui les conduit à penser qu'il faut non pas préparer, ce qui est juste, mais même mener les conflits en préservant des cadres regroupant les éléments les plus radicalisés, ceci étant la seule chose réalisable dans la situation actuelle.

POUR LA FIN DU SIECLE
UNE ALTERNATIVE SOCIALISTE AUTOGESTIONNAIRE

Projet de thèses déposé par la Tendance 3

Ce projet est issu de diverses contributions, condensées par un rédacteur en un document unique, mais encore inégalement retravaillé dans chacune de ses parties et articulations. Il est déposé comme projet provisoire par la direction de la T3, pour critiques et amendements. Le projet définitif sera adopté par une AG de la T3.

I. Une perspective socialiste contemporaine

1.1. Les transformations du capitalisme...
1.2. Et l'actualisation nécessaire du projet socialiste
1.3. Quelques enseignements fondamentaux

II. La crise et ses effets sociaux

2.1. Une crise structurelle
2.2. Les solutions capitalistes à la crise
2.3. Les effets de la crise

III. La conjoncture française et la réactivation du mouvement social

3.1. Le bilan 1981-1986
3.2. La défaite de mars 1986
3.3. La politique de Chirac
3.4. La réactivation du mouvement social

IV. Le mouvement ouvrier français

4.1. Crise et recomposition
4.2. La crise du Parti communiste français
4.3. La social-démocratie aujourd'hui
4.4. L'extrême-gauche d'origine trotskyste
4.5. Les courants se réclamant de l'Alternative
4.6. Les Verts
4.7. La crise du syndicalisme

V. Peser dans la recomposition du mouvement ouvrier. Lutter pour une alternative

5.1. Les fondements de la démarche
5.2. Ses dimensions
5.3. Les rythmes et les formes

VI. Une organisation révolutionnaire aujourd'hui

6.1. Le débat sur le léninisme. Que remettre en cause ?
6.2. De la Ligue réelle à la perspective d'un nouveau parti révolutionnaire
6.3. Une solution alternative

PREAMBULE

La LCR va mal. Nous ne désignons pas d'abord par là des indicateurs organisationnels internes (effectifs, etc.) mais une situation de désorientation et d'éclatement politique. Ses racines sont profondes, multiples. Mais elles tiennent en particulier à un élément : l'absence d'une réflexion et d'un débat approfondis sur les caractéristiques majeures du capitalisme et du mouvement ouvrier qui doivent guider les conditions d'activité et de construction d'une organisation révolutionnaire; et cela non seulement dans les tactiques mises en oeuvre, mais plus profondément dans la compréhension de son rôle, dans son profil général, dans son identité en un sens. Or aucune organisation révolutionnaire ne peut durablement se développer en fécondant les luttes des travailleurs et en les rapprochant d'une issue socialiste sans cette réflexion et ce débat. Ils sont devenus aujourd'hui une condition vitale du redressement de la LCR. Et qu'ils ne concernent pas seulement la LCR ne rend que plus aigu le problème. La période actuelle est en effet celle d'une profonde recomposition du mouvement ouvrier. Elle ne touche pas seulement les rapports de forces entre organisations, mais aussi les références historiques, stratégiques, organisationnelles dans ce mouvement, y compris les nôtres. Et il existe des périodes dans l'histoire des luttes de classes où les mutation à l'oeuvre supposent pour les révolutionnaires des refondations, c'est-à-dire des redéfinitions d'ampleur concernant le programme, les orientations et les politiques de construction, les modèles organisationnels. La véritable fidélité aux acquis fondamentaux du marxisme révolutionnaire n'a alors de sens que si elle permet de raisonner les redéfinitions nécessaires. Nous sommes dans une telle période. L'enjeu du congrès pour nous, c'est d'abord cela : faire la démonstration que la LCR est capable de se confronter à ces questions; non pas certes de les résoudre toutes (il y faudra du temps, de l'énergie, des luttes), mais de les considérer sérieusement, d'en poser les principaux termes, d'en examiner les principales implications pour l'intervention et le fonctionnement, et surtout les enseignements nécessaires pour intervenir dans la recomposition du mouvement ouvrier. Il n'y a pas de tâche plus urgente. Sans un effort considérable dans cette direction, les effets combinés de la désorientation et du conservatisme nourriront la sclérose et la paralysie.

Le projet de thèses que nous présentons est cohérent avec ce point de départ. Il demeure sans doute bien imparfait au regard de l'ampleur de l'ouvrage à accomplir; il a d'abord pour fonction d'expliciter un cadre général d'analyse de la situation, et d'orientation dans ce qui nous paraît être l'enjeu fondamental pour la LCR : savoir pour quel projet et sur quelle ligne elle tentera de peser dans la recomposition du mouvement ouvrier pour contribuer à ce que s'en dégage une issue socialiste, et donc une force politique révolutionnaire.

I. UNE PERSPECTIVE SOCIALISTE CONTEMPORAINE

1.1 LES TRANSFORMATIONS DU CAPITALISME...

a) La longue phase d'expansion qu'ont connue, de 1945 au début des années 1970, les pays capitalistes développés a profondément bouleversé les structures de ces sociétés, celles de l'économie, des configurations de classe, celles de l'Etat dans son organisation interne et ses relations avec la société.

La croissance capitaliste se fit dans le cadre d'un régime d'accumulation dans lequel l'augmentation forte de la productivité permit tout à la fois celle des profits et des revenus réels des salariés, se traduisant par l'essor de la consommation de masse.

La structure de classe de la société fut bouleversée : à la forte réduction du poids absolu et relatif de la population active agricole et des couches traditionnelles de la petite bourgeoisie répondit l'extension du salariat qui représentait 62% de la population active en 1950 et 83% aujourd'hui.

Cette extension du salariat a concerné, dans un premier temps du moins, le prolétariat industriel "classique" mais s'est encore plus nettement traduite par le développement de nouvelles couches salariées. Cela s'est produit avant tout dans le secteur tertiaire (transport et télécommunications, banques, distribution, secteurs de la santé, des loisirs, de la culture, fonction publique de l'Etat et des collectivités locales...). L'intégration montante de la science et de la technologie dans les processus productifs, la complexité accrue des forces productives, le rôle croissant de l'organisation et de l'information dans leur maîtrise de leur développement, ont rendu nécessaire l'élévation de la qualification moyenne du travail et accéléré le développement des couches techniciennes. Le niveau culturel de la société s'est fortement élevé, ce dont témoigne en particulier le fort développement de l'institution scolaire devenue, à côté de la famille, le cadre fondamental de socialisation de la jeunesse.

Si on exclut des salariés les "patrons salariés" et les cadres supérieure qui leur sont directement inféodés, on peut dire que le prolétariat - au sens de l'ensemble des travailleurs qui pour vivre doivent vendre leur force de travail - représente environ les trois-quarts de la population active française. Il ne comprend donc plus seulement des ouvriers directement productifs mais un nombre croissant d'employés, de travailleurs intellectuels, de techniciens, de cadres moyens.

L'Etat bourgeois lui-même s'est fortement transformé durant la période d'expansion. Sa nature de classe et ses fonctions répresives demeurent, mais d'autres fonctions apparaissent ou s'étendent : extension considérable des fonctions économiques, directes ou indirectes, des fonctions de reproduction sociale (santé, logement, sécurité sociale, école...); rôle accru dans la formation des revenus (SMIC, conventions collectives...); développement des fonctions idéologiques et de contrôle social. De plus, le rôle de l'Etat dans la lutte et les compromis entre classes sociales s'accroît par de multiples biais (politique salariale, législation sociale, reproduction de la force de travail, etc.) suscitant par là de nouveaux processus d'intégration des organisations syndicales à la gestion de l'ordre social.

Cette extension des fonctions l'Etat se traduit par une diversification importante des institutions publiques et parapubliques, faisant que l'Etat apparaît de plus en plus imbriqué avec la société civile. Par ailleurs, la croissance du revenu des travailleurs et de leur niveau de consommation, ces transformations de l'Etat, des classes sociales et des conditions de leurs luttes, ont donné à l'Etat et à la démocratie parlementaire bourgeoise des éléments accrus de légitimité par rapport à ceux dont ils disposaient jusque dans les années 1930.

b) Cela transforme les conditions de la lutte pour le socialisme.

Et cela d'autant plus que les expériences du "socialisme réel" sous les yeux des travailleurs, celles de l'Union soviétique et des pays de l'Est sont hideuses et fonctionnent de plus en plus comme des repoussoirs, tant du point de vue du développement économique que de l'émancipation sociale, et a fortiori de la démocratie politique. La cristallisation bureaucratique en Chine, au Vietnam, à Cuba, l'horreur cambodgienne, rompent le fil qui, de la lutte nationale à la libération sociale, portait les espoirs d'une large avant-garde. L'écrasement et la répression des mouvements de masses antibureaucratiques en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne accentuent cette mise en question fondamentale de la perspective socialiste révolutionnaire. Si la démonstration historique a été faite qu'il était possible de rompre avec le capitalisme, aucune démonstration pratique convainquante à une échelle de masse n'a été faite que le prolétariat était capable de construire une société socialiste développée supérieure aux sociétés bourgeoises. Et c'est bien d'abord la légitimité et la crédibilité de cette perspective qu'il faut refonder.

D'ailleurs, les crises sociales et politiques qui interviennent dans divers pays européens à la fin des années 1960 et au début des années 1970 ne débouchent sur aucune victoire révolutionnaire. Elles illustrent un haut niveau de combativité ouvrière et diverses voies de radicalisation, mais elles n'ont nulle part débouché sur une dynamique de généralisation de processus d'auto-organisation ouvrière aboutissant à poser à une échelle de masse la question d'un affrontement centralisé avec l'Etat. On ne peut expliquer cela seulement par l'efficacité de la trahison des directions, ce qui ne permet en fait que de faire rebondir la question sur les conditions du maintien de leur emprise, dont il faut rechercher les racines dans les transformations des conditions d'activité de la classe ouvrière, dans les voies d'évolution et de différenciation de la conscience de classe. Les crises, si elles ont favorisé le développement de diverses organisations révolutionnaires, n'ont nulle part conduit à ce que le développement soit tel qu'il permette aux révolutionnaires de disputer pratiquement une influence de masse sur le mouvement des travailleurs aux organisations traditionnelles et à leurs directions. Ces organisations ont en fait durant cette période conservé leur fonctionnalité pour la majorité des travailleurs, même si (on y reviendra) les rapports qu'elles entretiennent avec eux se sont transformés.

Par ailleurs, l'expansion du capitalisme a fait apparaître de nouveaux acteurs sur la scène politico-sociale : la croissance capitaliste et la crise de rapports sociaux bourgeois en retard sur l'évolution technique, culturelle, sur les transformations sociales, ont créé de nouvelles contradictions se concrétisant dans l'émergence de mouvement sociaux critiques du capitalisme, mais ne se reconnaissant pas dans le mouvement ouvrier, ses références stratégiques, ses politiques, ses formes d'organisation.

Le mouvement de la jeunesse scolarisée, apparu au début des années 1960, est le produit de l'inadaptation profonde du système de formation face aux besoins de scolarisation massive de la jeunesse et à la volonté d'émancipation des modes de vie.

Le mouvement des femmes, apparu à la fin des années 1960, a une portée encore plus fondamentale : en effet, la remise en cause de l'oppression des femmes et du pouvoir masculin modifie les données de la lutte d'ensemble pour le socialisme. Elle n'est pas seulement une mise en cause des structures de classe qui renforcent et pérennisent la domination des hommes, elle est une attaque frontale contre les racines mêmes de tout pouvoir et va jusqu'aux origines inconscientes de l'esprit de domination. L'objectif d'égalité réelle qu'elle se fixe représente la plus haute conquête culturelle de l'humanité puisqu'il implique la négation d'un rapport social antérieur même à la division de la société en classes. L'intégration de cette dimension au programme révolutionnaire ne peut signifier dès lors seulement le soutien aux revendications des femmes, mais la reconnaissance de son aspect stratégique, de son autonomie, et l'adoption de sa problématique fondamentale.

Les mouvements écologiques sont nés en réaction aux "dégâts du progrès", au type d'industrialisation et de production secrétés par l'expansion capitaliste et par les graves déséquilibres écologiques qu'elle a induits. Par là, ils se retrouvent porteurs d'un questionnement sur la finalité même de la croissance économique et sur la maîtrise de la technologie, fondamental pour toute perspective socialiste authentique.

****

L'ensemble de ces éléments met en cause les stratégies révolutionnaires héritées des modèles du passé. En Europe et en Asie, les ruptures avec le capitalisme depuis 1917 ont été issues soit de luttes et guerres de libération nationale, soit de l'effondrement d'un appareil étatique affaibli par une guerre et cédant rapidement à l'offensive d'un parti révolutionnaire, soit de la présence dans un territoire des armées staliniennes.

Dans l'Occident capitaliste développé, une victoire éventuelle d'un processus révolutionnaire ne pourra intervenir que selon des formes radicalement différentes. Quelques éléments balisent cela, qui, loin d'être conjoncturels, tiennent aux transformations fondamentales du capitalisme.

1.2. ET L'ACTUALISATION NECESSAIRE DU PROJET SOCIALISTE

a) Pourtant, si les cartes historiques sont brouillées, la situation du monde contemporain confirme dramatiquement la nécessité non de renoncer à la perspective d'une rupture radicale avec les systèmes bourgeois ou bureaucratiques, mais à l'inverse d'en recréer les conditions et donc d'abord d'en définir les lignes de force. Alors que dans les années 1960, le capitalisme pouvait donner l'illusion, au moins dans les pays développés, d'avoir surmonté ses contradictions principales et d'assurer aux salariés une hausse du niveau de vie et une situation proche du plein emploi, il n'en est plus de même à présent. La réalité de la crise aujourd'hui, c'est celle d'un chômage de masse et du retour de la pauvreté. Dans les pays du Tiers-monde, c'est celle de l'aggravation qualitative de la situation des masses ouvrières et paysannes dans la plupart des pays. Enfin, les Etats bureaucratiques manifestent de manière de plus en plus évidente non seulement le gouffre qui les sépare des objectifs socialistes et démocratiques mais même leur incapacité à faire preuve d'une efficacité économique égale ou supérieure à celle des pays capitalistes développés.

Notre point de départ fondamental est que seules la démocratie socialiste et l'autogestion sociale généralisée sont à même d'apporter une solution progressiste au développement de l'humanité. Que seule une organisation sociale basée à la fois sur la socialisation de la production et sur la démocratie la plus complète est à même de répondre aux principaux problèmes de l'humanité. Et que cet objectif ne peut être réalisé que par le prolétariat.

Comme les marxistes révolutionnaires l'ont toujours affirmé, cette transformation socialiste de la société n'est possible que par une révolution sociale; elle ne se limite pas mais implique le démantèlement de l'Etat bourgeois et la naissance d'institutions politiques et sociales nouvelles; elle suppose à un certain stade de son développement une épreuve de forces avec la bourgeoisie.

b) Mais l'essentiel, à partir de ce point de départ, est de ne pas en rester là et d'expliciter les conditions nouvelles de la lutte pour le socialisme, les références et les choix stratégiques fondamentaux qu'il faut défendre pour donner crédit à

cette perspective. Il ne peut en effet se fonder sur les expériences du passé, il est même en un sens épuisé.

Loin en effet de constituer un modèle que toute révolution prolétarienne devrait suivre, la révolution d'Octobre n'a constitué qu'une modalité spécifique de celle-ci, qui d'ailleurs n'a été suivie par aucune des révolutions victorieuses postérieures (Chine, Yougoslavie, Cuba, Vietnam, Nicaragua). La forme et le contenu de la révolution d'Octobre sont inséparables des conditions de la Russie au début du siècle : nature de l'Etat tsariste et mécanisme de son effondrement dans une situation de guerre européenne, absence de traditions parlementaires, société en majorité paysanne et rurale, jeunesse et caractère largement clandestin du mouvement ouvrier... Une révolution socialiste dans un pays comme la France serait à coup sûr profondément marquée par les caractéristiques de ce pays : importance et ancienneté des traditions parlementaires conférant une forte légitimité aux institutions démocratiques bourgeoises, structuration du mouvement ouvrier par des organisations réformistes, "positions" acquises par les salariés en termes de niveau culturel et de niveau de consommation, type d'articulation de l'Etat à la société et diversité de ses fonctions...

* La victoire éventuelle d'un processus révolutionnaire ne pourra être que l'issue d'une crise révolutionnaire de longue durée qui, loin de se limiter à une phase d'affrontement centralisé pour le pouvoir d'Etat, se déploiera aux divers niveaux du fonctionnement et de régulation de la société. Comprendre la révolution comme un processus et non comme un moment est essentiel pour agir aux divers niveaux où se déploie la légitimité bourgeoise, mais aussi où elle devra être subvertie, et pour disposer de réponses et de formes d'action adaptées à leur diversité. C'est donc une condition tant pour une mobilisation révolutionnaire que pour jeter les bases d'une réorganisation socialiste. Celle-ci en effet ne se réduit pas à un basculement du pouvoir politique; elle suppose un remodelage de l'ensemble des fonctions économiques et des relations sociales, qui impliquera lui-même avancées, reculs, expérimentation, et un remodelage qui ne peut être qu'un processus conscient.

* Le niveau culturel des travailleurs, leurs expériences sociales et politiques, le bilan des Etats bureaucratiques, mais plus encore la nature et la complexité des tâches à remplir pour vaincre dans un tel processus révolutionnaire et réorganiser la société sur d'autres bases, impliquent en effet une activité à une échelle de masse guidée par la conscience des buts et des moyens. C'est notamment pour cette raison qu'un approfondissement qualitatif de la démocratie et de l'auto-organisation est une condition tant de la victoire révolutionnaire que de la réussite d'un processus de transition.

Une telle victoire suppose en effet un dépassement des divisions, des clivages, des aliénations que suscite en permanence le capitalisme, et pour cela une élévation considérable du degré d'auto-activité, seule à même de garantir que ce dépassement débouche sur une force collective supérieure, consciente non seulement de ce qu'elle refuse mais aussi de ce pour quoi elle se bat, et par là en situation de lutter et d'imposer ses solutions sur l'ensemble des terrains du pouvoir bourgeois.

De plus, la réorganisation socialiste de la société est impossible "d'en haut". A l'inverse du capitalisme dans lequel la "socialisation" opère largement par le marché, le développement d'une société socialiste ne peut être qu'un processus conscient fondé sur les énergies et les capacités des producteurs librement associés. Cela suppose, non seulement une décentralisation poussée des décisions au niveau où elles peuvent être raisonnées et exécutées avec le maximum d'efficacité sociale, mais aussi une participation entière de ceux qui sont concernés par ces décisions, et en particulier la prise en charge de la gestion des entreprises par leurs salariés.

Une économie socialiste ne peut être qu'une économie planifiée. Mais la planification, si elle fournit les orientations de long terme nécessaires, si elle vise une cohérence globale, ne peut décider de tout. Ce serait d'ailleurs techniquement impossible, économiquement contre-productif, et socialement démobilisateur. Le marché, le contrat, conservent des fonctions non négligeables, non seulement dans des secteurs encore aujourd'hui non organisés sur un mode capitaliste (l'agriculture par exemple) mais aussi dans d'autres secteurs économiques.

Cet essor de l' "autogouvernement" ne peut concerner le seul terrain de la production. Le socialisme vise fondamentalement l'émancipation sociale et la maîtrise par l'humanité de son développement. C'est donc aussi sur les terrains de l'organisation de l'espace urbain et rural, du logement, de l'éducation et de la culture, de la santé, que cette maîtrise doit s'exercer et trouver les cadres démocratiques et sociaux de cet exercice.

C'est cette conception d'ensemble de l'organisation de la société que nous nommons l'autogestion sociale généralisée.

* Fondamentalement, l'autogestion ne peut être comprise seulement comme la référence à un modèle idéal, celui du socialisme que nous voulons.

Elle représente une dimension incontournable de la stratégie révolutionnaire elle-même, du point de vue de l'élévation nécessaire du niveau de conscience, de l'expérimentation pratique de la supériorité des solutions socialistes, de l'élargissement des mobilisations pour ces solutions, et de la vigilance fondamentale contre les risques de bureaucratisation.

Mais elle est aussi aujourd'hui, une condition de maîtrise du développement des forces productives modernes. Leur dynamique tant technique et sociale procède en effet de plus en plus d'éléments complexes d'organisation, d'information, de qualification, et de la socialisation de ces éléments, dont l'efficacité et la productivité sont d'autant plus grandes qu'ils sont maîtrisés par les travailleurs qui les mettent en oeuvre. En ce sens, l'autogestion devient un "facteur de production", une dimension de l'accroissement encore nécessaire pour l'émancipation sociale et la libération de l'individu, de la productivité du travail et des machines. Elle est aussi le cadre nécesaire de la discussion sur la finalité sociale et écologique de la production et des techniques.

Ajoutons que la problématique autogestionnaire est aujourd'hui un élément clé des luttes sociales ici et maintenant. L'aspiration à l'autogestion, la volonté de contrôle collectif des luttes sont des dimensions essentielles des luttes de la jeunesse et des travailleurs, pratiquement en ce qu'elles sont des conditions de la mobilisation, politiquement par la force des aspirations qu'elles révèlent.

* De même, le pluralisme politique, la garantie des droits et libertés démocratiques ne peuvent être conçus comme des éléments conjoncturels, ou pire des concessions tactiquement nécessaires, mais d'abord comme des acquis fondamentaux pour les travailleurs, un point d'appui pour les mobilisations, et une condition pratique et politique pour que les débats et divergences inévitables dans un processus de transition trouvent des issues faisant progresser l'expérience collective des travailleurs.

Cette condition ne peut être réalisée sur la seule base d'une garantie juridique (encore que celle-ci ne soit pas mineure). Elle doit s'incarner dans des modalités et des institutions d'un pouvoir socialiste, démocratique et autogestionnaire, c'est-à-dire donnant à la démocratie son contenu social, mais soumettant aussi la réorganisation socialiste à l'impératif démocratique (depuis la ratification majoritaire d'une nouvelle constitution, par exemple, à la garantie permanente du libre exercice du suffrage universel). Par ailleurs, il est clair que la démocratie socialiste ne peut s'exercer seulement dans le cadre de l'entreprise.

D'une part, il sera nécessaire que participent à la démocratie socialiste ceux qui ne participent pas au travail salarié (personnes au foyer, retraités, travailleurs indépendants...).

Par ailleurs, la nature des tâches à remplir dans le cadre d'un processus de transition impose des débats et des choix dépassant largement le terrain de l'entreprise, puisqu'ils concernent l'ensemble des relations sociales et des conditions de vie.

Enfin, la légitimité acquise depuis un siècle par la démocratie parlementaire représente une dimension incontournable.

Ces divers éléments font que l'issue positive d'une crise révolutionnaire et le développement de la transition au socialisme supposeront la combinaison des institutions de démocratie représentative et d'institutions de démocratie (directe ou partiellement déléguée) des producteurs structurés sur une base d'entreprise.

On peut se réclamer en ce sens, en ce qui concerne la forme de la démocratie socialiste autogestionnaire, du programme pour la République autogérée de *Solidarnosc*, associant une chambre socio-économique autogestionnaire et une chambre représentative de l'ensemble des citoyens sur une base territoriale.

D'ailleurs, cette distinction entre structures constituées sur la base de l'entreprise et structures fondées sur une base locale se retrouve dans une phase de crise pré-révolutionnaire ou révolutionnaire. Comme on l'a constaté dans de nombreuses crises sociales (les exemples du Chili et du Portugal étant particulièrement nets), un processus massif d'auto-organisation ne se limite pas aux entreprises, mais s'ancre également dans le terrain local (comités de quartier, de locataires, ou chargés de diverses fonctions).

Enfin, le pluralisme nécessaire ne peut concerner seulement les organisations politiques. Il implique aussi la reconnaissance du pluralisme des sujets de la transformation sociale et donc le respect de l'autonomie d'activité, d'élaboration, de mouvements sociaux sur divers terrains. Leur rôle est essentiel, tant pour l'enrichissement du programme de la révolution et du socialisme, que pour garantir l'association et la coopération des diverses forces véritablement intéressées à un projet d'émancipation sociale, mais aussi pour

éviter la dégénérescence dans un tel processus. Or, les logiques dont sont porteuses ces mouvements ne s'identifient pas spontanément avec celles du mouvement ouvrier, fut-il révolutionnaire. Vis-à-vis de ces mouvements, aussi bien pour aujourd'hui que pour demain, la problématique fondamentale du mouvement ouvrier se pose dès lors en termes de convergence, de débat, de fécondation réciproque, et non en termes de subordination, fut-elle indirecte ou insidieuse.

1.3. QUELQUES ENSEIGNEMENTS FONDAMENTAUX

Plusieurs éléments découlent de ces prémisses.

a) La nécessité d'une orientation unitaire permanente pour les révolutionnaires n'est pas un élément conjoncturel, dû par exemple au rapport de forces actuel avec les organisations réformistes et leurs directions (rapport de forces qui de toutes façons n'est lui-même pas conjoncturel). Elle renvoie plus fondamentalement au fait que les révolutionnaires ne sauraient faire avancer leur cause sur la base d'une propagande abstraite et dans une situation d'extériorité par rapport à l'expérience des travailleurs, et qu'ils doivent faire la preuve de leur fonctionnalité en se confrontant en permanence au mouvement réel des travailleurs et aux autres courants politiques.

Par ailleurs, cette orientation unitaire ne peut se limiter à une tactique politique unitaire. Elle se doit de répondre à une question stratégique, la différenciation des niveaux de conscience et des situations qui a accompagné l'élargissement social du prolétariat, et que la crise a fortement accentuée. Elle doit viser à ce que se construisent des cadres de mobilisation et d'expérimentation permettant que cette différenciation soit dépassée, ce qui suppose que soient développées des perspectives de lutte autour desquelles ces cadres puissent vivre.

b) Le programme du socialisme aujourd'hui ne peut se limiter aux acquis d'expériences historiques, témoins, sur des aspects essentiels, d'une étape révolue du capitalisme. Il doit retrouver une légitimité historique à partir des données fondamentales de l'époque actuelle, en particulier sur deux points :
- le contenu que nous donnons au socialisme et à l'exercice du pouvoir, le modèle d'organisation sociale et politique pour lequel nous luttons, la signification fondamentale de la référence à l'autogestion;
- l'actualisation des références transitoires. Comprendre en effet une crise révolutionnaire comme un processus de longue durée, comprendre l'imbrication de l'Etat et de la société civile, conduit à reconnaître que la bataille se gagnera (ou se perdra) aussi à travers des luttes dans le champ des institutions gestionnaires de la reproduction sociale, et par l'expérimentation pratique de la supériorité des solutions socialistes. Cela suppose à la fois une réflexion, une élaboration, sur les conditions d'exercice d'un ensemble diversifié de fonctions dans une société de transition - élaboration dont la LCR est encore largement dépourvue - ainsi que des objectifs de mobilisation et des propositions permettant que des luttes s'engagent et soient liées à un projet global. Cette actualisation est d'autant plus nécessaire dans la situation de crise structurelle du mouvement ouvrier (cf. infra).

Un élément dominant de la conception traditionnelle des revendications transitoires consiste à admettre implicitement que leur force politique réside dans le paradoxe suivant : aspirations et objectifs supposés portés par la grande majorité des travailleurs, les revendications transitoires sont inintégrables dans le cadre du système capitaliste, et débouchent ainsi sur une radicalisation accrue en permettant de poser à un niveau de masse la question de la rupture et de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat.

Une telle démarche, qui n'a d'ailleurs jamais véritablement fonctionné dans un pays capitaliste développé, perd d'autant plus de son efficacité dans un contexte de crise structurelle du mouvement ouvrier, marqué par une absence de crédit de la perspective révolutionnaire. Face à cela, les révolutionnaires doivent repenser un programme de transition non pas "au rabais" mais adapté aux contradictions contemporaines du capitalisme : non seulement sur les réponses nécessaires face à des problèmes renouvelés de la société (le féminisme, l'écologie, la maîtrise de la technologie, la gangrène bureaucratique), sur les voies et les moyens d'une rupture anticapitaliste dans une économie internationalisée, sur les modalités d'un exercice socialiste de fonctions diversifiées de reproduction et de régulation sociale (l'école, la justice, etc.), mais surtout sur le maniement de ces réponses, leur formulation en termes

d'objectifs de lutte. Pour cela, la dimension propositionnelle de notre démarche revendicative doit dans ce contexte acquérir une place centrale. Ceci doit se matérialiser notamment par une démarche en termes de contre-plans, c'est-à-dire proposant à l'occasion de chaque lutte partielle un ensemble de propositions crédibles car articulées entre elles et tenant compte de la réalité des rapports de forces, mais dont le socle est constitué par une autre logique sociale : la défense et l'extension des droits sociaux, les valeurs d'égalité et de solidarité, l'utilité sociale de la production, la remise en cause de la division capitaliste du travail, la préservation des équilibres écologiques, une maîtrise accrue des travailleurs sur leurs conditions de travail et de vie...

La fonction de cette démarche n'est donc pas d'abord de faire la démonstration que les revendications qu'elle porte sont inacceptables par le capitalisme (car si cette conviction est partagée, le résultat le plus fréquent ne sera pas une mobilisation à un degré supérieur pour l' "intégralité du pouvoir prolétarien", mais l'absence de mobilisation), mais de permettre une expérimentation tout à la fois pratique et politique - c'est-à-dire dans la lutte et la mobilisation, et dans l'apprentissage d'une logique de contrôle et de gestion sociaux. C'est là un élément nécessaire, non seulement pour redonner crédit à une perspective socialiste plus globale, mais aussi pour lui donner ses meilleures fondations, une problématique autogestionnaire.

c) Le renouvellement du projet socialiste qu'imposent les transformations contemporaines du capitalisme et du salariat, ainsi que le bilan des expériences historiques, n'invalide en rien la nécessité d'oeuvrer à la construction d'une organisation révolutionnaire visant une audience de masse. Au contraire, on pourrait dire en un sens que la problématique autogestionnaire confronte les organisations se prétendant d'avant-garde à des exigences accrues. Plus s'accroît en effet le degré de complexité sociale, culturelle, technique, de la société, et plus une victoire révolutionnaire doit être comprise comme l'aboutissement d'un processus subvertissant la légitimité bourgeoise et imposant un autre type de légitimité sur la base d'un ensemble de mobilisations et de pratiques sociales ancrées dans divers champs. Et plus, pour cela même, s'accroît l'importance des fonctions de synthèse pratique et programmatique. Certes la fonction d'une organisation révolutionnaire n'est pas seulement de porter un programme synthétisant les plus hautes leçons de l'histoire et du mouvement sociale. Cette fonction est cependant fondamentale, car elle est la première condition de sa pratique et de son utilité, au regard de ses objectifs historiques, mais également au regard de ses initiatives, ici et maintenant, comme pendant un processus révolutionnaire. Cependant, si la nécessité d'oeuvrer à la construction d'une organisation révolutionnaire n'est pas mise en cause, son rôle, les modalités de sa construction doivent par contre être réenvisagés au regard du renouvellement nécessaire du projet socialiste. Son rôle premier doit être, par la qualité de son programme et par ses initiatives, d'aider politiquement et pratiquement l'auto-organisation des travailleurs, élément clé de la victoire d'un processus révolutionnaire. Il n'est pas vain par ailleurs de répéter qu'une telle organisation ne procèdera pas du grossissement concentrique autour d'un noyau s'auto-proclamant "le noyau du parti révolutionnaire".

Les organisations et courants qui aujourd'hui veulent véritablement oeuvrer pour le socialisme devront faire la preuve de leur capacité à mobiliser ce qu'il y a de meilleur et d'incontournable dans les acquis et la méthode du marxisme révolutionnaire pour traiter les questions contemporaines de la révolution. Elles ne pourront le faire, et jeter les bases d'un parti révolutionnaire ayant une audience de masse que sur la base d'une attitude permanente d'ouverture et d'insertion dans la recomposition du mouvement ouvrier. Cela ne se réduit pas à une politique unitaire ouverte, mais suppose plus fondamentalement la capacité de débattre des questions stratégiques de la lutte révolutionnaire, de tenir compte et d'intégrer des expériences politiques diversifiées, de s'enrichir de l'apport de mouvements divers. Toute démarche prétendant borner ce processus et l'enfermer dans telle ou telle étape du développement du marxisme, le léninisme ou le trotskysme par exemple, sera vouée à l'échec. L'identité fondamentale d'un tel processus ne peut être que celle du marxisme révolutionnaire dans ses dimensions critiques et pluralistes. C'est cette identité, ce profil, qui doivent être aujourd'hui ceux de la LCR. C'est d'ailleurs la voie la plus féconde de continuité par rapport à nos acquis, la seule qui crée les conditions d'une réponse attractive à la crise du projet révolutionnaire, la seule qui permette d'intervenir avec ambition et efficacité dans la recomposition du mouvement ouvrier.

II. LA CRISE ET SES EFFETS SOCIAUX

2.1. UNE CRISE STRUCTURELLE

La crise actuelle est la troisième dépression longue de l'histoire du capitalisme. Elle traduit l'épuisement du régime d'accumulation fordiste basé sur le développement du taylorisme et de la consommation de masse, qui avait porté la croissance économique rapide dans les pays capitalistes développés, de la fin de la deuxième guerre mondiale au début des années 1970.

En ce sens, cette crise peut être analysée partiellement comme une crise classique de surproduction, marquée en particulier par une chute de taux de profit. Celle-ci fut due tout à la fois à l'épuisement de certains types de gains de productivité mais aussi à une croissance des salaires réels supérieure à celle de la production jusqu'au milieu des années 1970, se traduisant par un partage du revenu national alors tendanciellement plus favorable aux salariés.

Mais cette crise n'est pas seulement une crise de la formation du profit. Dans le seul champ de l'économie, et sans même envisager d'autres dimensions, elle est aussi une crise d'ensemble de la régulation du capitalisme à l'échelle internationale, et se combine avec une forte restructuration des techniques et processus productifs. Cette crise de régulation se manifeste en particulier à trois niveaux :

- l'intervention économique de l'Etat entre en crise à partir du moment où les politiques macro-économiques ne parviennent plus à contenir l'inflation tout en maintenant le chômage à un niveau bas. La coexistence durant la décennie 1970 en particulier, d'un fort taux d'inflation et d'un haut niveau de chômage révèle en ce sens la faillite des modèles et des politiques keynésiennes traditionnelles. Cette crise est redoublée par celle de l'Etat-providence à partir du moment où la croissance des coûts d'indemnisation du chômage due aux licenciements et à la faible création d'emplois, celle des coûts de la protection sociale due à l'évolution démographique, à celle des techniques, aux gaspillages des politiques capitalistes de santé, pèsent de plus en plus lourd sur les budgets sociaux et dans les coûts d'utilisation de la force de travail. La bourgeoisie se

voit alors confrontée à la contradiction entre l'impératif de leur réduction du point de vue de la rentabilité du capital, et celle du maintien du revenu social qu'ils représentent du point de vue du maintien des débouchés.

- une crise financière d'ampleur et d'expression inédite se développe à partir du début des années 1970. Les mécanismes d'ajustement monétaires fonctionnent de plus en plus mal face à l'inflation de dollars à l'extérieur des Etats-Unis et en particulier des créances-dollars dont le recouvrement ne peut être obtenu sans chute des cours. Mais le rôle international du dollar se trouve maintenu alors même que le poids économique relatif des Etats-Unis décline, et que l'impérialisme américain n'est pas en situation d'imposer aux bourgeoisies des choix économiques unifiés. Cela ne peut que nourrir une spéculation monétaire et financière "structurelle". Loin de se résorber, cette dimension de la crise a été accrue par l'élévation colossale du déficit américain financé par des capitaux extérieurs (et maintenant par là des taux d'intérêts élevés défavorables à l'investissement), et par l'enfoncement dans l'endettement extérieur de pays du tiers-monde potentiellement non solvables.

- la crise de domination politique dans l'espace impérialiste est à l'oeuvre depuis la fin des années 1960. Elle tient profondément à ce que les Etats-Unis, quoique demeurant l'impérialisme dominant, sont un impérialisme déclinant par rapport à ses principaux rivaux, japonais et européens. Mais pour diverses raisons, économiques, politiques ou militaires, aucun des impérialismes rivaux n'est aujourd'hui à même de remplacer les Etats-Unis. Il en résulte une configuration instable qui, si elle n'a pas encore abouti à des fractures du système impérialiste qui en bloquent la reproduction d'ensemble sur le plan monétaire ou commercial par exemple, continue à jouer comme un facteur permanent d'accroissement des contradictions.

2.2 LES SOLUTIONS CAPITALISTES A LA CRISE

A la faveur de la crise, de profondes transformations s'opèrent dans les processus productifs, dans le salariat, dans le dispositif des classes, en particulier sous l'effet des politiques bourgeoises.

a) Si les spécificités nationales dans ces politiques demeurent importantes, des traits communs fondamentaux se dégagent permettant de dessiner les grands axes de ces politiques :

- la modification du partage de la valeur ajoutée : elle vise une redistribution du revenu national plus favorable aux profits et pour cela à comprimer les salaires réels et remettre en cause divers éléments des dispositifs de protection sociale et d'indemnisation du chômage hérités du passé;

- les restructurations industrielles : sous l'effet de la concurrence et des relocalisations de la production, du tarissement de la demande solvable dans certains secteurs, et aussi pour briser des concentrations ouvrières, des branches entières se voient restructurées en profondeur, au prix de licenciements massifs.

- une nouvelle gestion de l'emploi et du travail : elle vise une gestion décentralisée de la force de travail, la flexibilité des horaires et des conditions d'utilisation des machines, la mise en cause de diverses dispositions du code du travail, le développement par divers biais de la précarité du travail. Par ailleurs, diverses tentatives recherchent l'intégration et la participation du salariat aux stratégies d'entreprises (cercles de qualités, etc.).

- le développement des nouvelles technologies : par là, le patronat recherche la mobilisation des gains de productivité représentés en particulier par l'informatique et la robotique mais aussi le remodelage des collectifs de travail et des qualifications.

- la dérégulation : à des niveaux divers et selon des formes différentes, toutes les bourgeoisies sont engagées dans des politiques libérales : mise en cause du contrôle des prix, privatisation, déréglementation financière, offensives libérales sur le terrain de l'éducation, extension du champ de la concurrence, etc.

b) Les points marqués par la bourgeoisie sont d'ores et déjà importants même s'ils ne suffisent pas à relancer une dynamique d'accumulation stable. Le relèvement du taux de profit est réel depuis quelques années. En France, la part de l'excédent brut des entreprises dans la valeur ajoutée a retrouvé son niveau de 1973-1974. La désindexation salariale a été imposée dans plusieurs pays. L'austérité s'est généralisée. Des concentrations ouvrières significatives ont subi de fortes défaites (Fiat en Italie, la sidérurgie dans la CEE, les chantiers

navals en Espagne, les mineurs anglais, l'automobile aux Etats-unis par exemple). Ces défaites sont d'autant plus significatives qu'elles ont touché des "coeurs" historiques du prolétariat industriel jusque là fortement structurés. Il en découle un fort affaiblissement du mouvement syndical et des effets cumulatifs dans la conscience ouvrière, en particulier dans le secteur privé et au-delà même des ces "bastions" traditionnels. De plus, diverses défaites ont été imposées sur le terrain de la flexibilité, que ce soit dans certaines branches ou dans des entreprises de base.

Par ailleurs, les gouvernements et les banques internationales ont réussi jusqu'à présent à maintenir leur cadre de coordination internationale, dont témoigne par exemple la gestion initialement concertée de la baisse du dollar, et les réponses coordonnées face aux menaces directes de krach bancaire.

Ces succès et offensives de la bourgeoisie ont rejeté la classe ouvrière sur la défensive et lui ont infligé des défaites significatives, en même temps que son degré d'organisation a été affaibli. C'est en ce sens qu'il est possible de parler d'une période de recul depuis le milieu des années 1970, ce dont témoigne par exemple en France la chute régulière du niveau d'activité gréviste jusqu'en 1986. Ces éléments se combinent bien sûr avec les effets sociaux de la crise, les effets des politiques des organisations traditionnelles, l'approfondissement de la division syndicale. Ils imposent de constater une inversion des rapports de forces par rapport à ceux prévalant à la fin des anénes 1960 et au début des années 1970, et cela à l'avantage de la bourgeoisie, qui a eu l'initiative dans les affrontements qui se sont déroulés.

c) Pour autant le mouvement ouvrier n'a pas été écrasé. Toute capacité d'organisation et de riposte n'a pas été anéantie, l'ensemble des positions sociales des travailleurs n'a pas été pulvérisé. Telle n'a pas été d'ailleurs la portée et la visée des offensives bourgeoises dans les pays capitalistes développés. Il reste que la crise n'est pas surmontée, que de nouvelles offensives sont prévisibles et qu'elles donneront lieu à de nouveaux affrontements. Mais la question la plus immédiate n'est pas de réitérer ce pronostic, mais de savoir à quel type d'offensive et d'affrontement nous devons aujourd'hui nous attendre et nous préparer. Ils ne se valent en effet pas tous du point de vue du déroulement concret des luttes de classe et des réponses à y apporter. Jusqu'à présent l'offensive bourgeoise n'a pas pris la forme d'un affrontement unifié et centralisé, visant par exemple une baisse massive du pouvoir d'achat des salariés, une remise en cause fondamentale de la protection sociale, la mise en place de gouvernements forts sortant du cadre parlementaire, le démantèlement des droits syndicaux. Elle n'en a pas eu en effet véritablement besoin : ni les contradictions économiques ni les luttes de classes n'ont eut un développement tel qu'elles imposent comme seule issue un affrontement centralisé de ce type, et cela d'autant plus que les positions sociales acquises par les travailleurs ont représenté en un sens un "amortisseur" de la crise (et auraient constitué un puissant facteur de riposte si de telles solutions avaient été expérimentées). De plus, les bases politiques du pouvoir de la bourgeoisie n'ont été véritablement menacées dans aucun pays capitaliste développé. Ce pouvoir politique s'accomode d'ailleurs de diverses modalités d'exercice et par exemple de phases politiques d'alternance entre des gouvernements conservateurs et sociaux-démocrates. Cela témoigne en un sens de ce que le type de solutions patronales à la crise n'impose pas un mode unique de gouvernement et ménage l'espace de compromis partiels (ou si l'on préfère de défaites partielles) qui sont encore aujourd'hui gérables par des partis ouvriers.

d) Aucun de ces éléments ne dessine aujourd'hui la perspective d'une sortie de la crise, pas plus celle d'une sortie "douce" que celle d'une sortie "apocalyptique". La sortie de la récession de 1981-1982 ne débouche pas sur une phase de forte croissance et peut se dénouer par l'entrée dans une nouvelle récession. Le chômage en particulier apparaît bien aujourd'hui comme un chômage de masse, structurel, durable. Ce qui se dessine est en fait la perspective d'une crise de longue durée, vis-à-vis de laquelle les analogies historiques dont nous disposons, en matière d'issue à une telle crise, ne sont que de peu d'utilité. Pour autant, s'il pas possible de prévoir la forme de son issue, qui dépendra largement des luttes de classes, il est légitime de considérer aujourd'hui que les offensives et affrontements prévisibles à court terme vont prendre plus la forme d'un approfondissement de ceux qui se sont déjà pour partie déroulés que celle d'un changement qualitatif les faisant passer à un degré et un niveau de centralisation fondamentalement différents. Par là, ne peut être exclue a priori l'hypothèse que la combinaison d'un ensemble de défaites sur divers terrains crée les conditions sinon d'une nouvelle phase historique d'expansion, du moins d'une solution capitaliste à la crise

suffisamment stable pour conforter à moyen terme le pouvoir de la bourgeoisie. De tout cela ne doit découler aucune résignation, mais à l'inverse des exigences de lutte et des réponses mieux en prise sur la situation. En particulier, loin de conduire à l'attentisme, cela doit au contraire nous conduire à être beaucoup plus attentifs aux formes et aux contenus actuels des offensives bourgeoises plutôt qu'à ceux inspirés par telle ou telle analogie historique ou tel ou tel pronostic combinant catastrophisme et triomphalisme. Car le véritable enjeu est bien de répondre ici et maintenant aux offensive à l'oeuvre et donc aussi d'en comprendre la nouveauté pour mieux y riposter. Que ce soit en effet sur le terrain de la composition du salariat, des techniques et des procès de travail mis en oeuvre, des formes d'entreprises, des politiques de formation, des qualifications et dans bien d'autres aspects encore, la crise et les solutions bourgeoises à la crise redistribuent les cartes et modifient les dispositifs en présence. Ne pas y répondre dans l'attente des affrontements centraux supposés décisifs, ne pas en comprendre les enjeux et les implications pour l'activité ouvrière, ce n'est pas mieux s'orienter, c'est se désorienter, ce n'est pas modifier le rapport de forces, c'est se l'interdire, ce n'est pas jouer un rôle d'avant-garde, c'est reculer. Car les effets de la crise, eux, n'attendent pas.

2.3 LES EFFETS DE LA CRISE

a) Celle-ci a eu d'importants effets sur la composition du salariat. Ainsi, de 1974 à 1985, alors que le nombre de salariés progrese faiblement (de 2,6 %), le nombre de salariés dans l'industrie, le bâtiment, les transports et les télécommunications chute de près de 15 % alors qu'il s'accroît de 24 % dans le secteur tertiaire, dont les salariés représentent aujourd'hui 56 % de l'ensemble.

Ces évolutions ne sont pas conjoncturelles et cela d'autant moins qu'elles ne sont pas liées seulement à la crise stricto sensu mais aussi à la transformation des mode de vie et de consommation depuis trente ans, et aux conditions différentielles d'évolution de la productivité par branches. Elles n'entraînent pas une déprolétarisation massive de la société et ne promettent pas la classe ouvrière industrielle à la disparition. Leurs effets sont pourtant importants, en particulier dans la culture ouvrière au sens large : l'attitude par rapport aux organisations politiques et syndicales, les réflexes de solidarité, divergent souvent dans les couches nouvellement salariées dans le tertiaire, par rapport à ce qu'était l'identité dominante dans le prolétariat industriel productif classique. Celui-ci a été durement frappé depuis dix ans, ce qui ne peut que rendre plus difficile la transmission de ses expériences de lutte.

b) A côté de cette réduction du poids relatif et absolu du prolétariat industriel, s'opère aussi une réduction de la part des salariés présents dans les grandes entreprises. Ainsi les entreprises de moins de 100 salariés regroupaient 64% des salariés en 1973 et 71% en 1983 (les seules entreprises de moins de 10 salariés accroissent leur part de 17,5% de l'ensemble des salariés à 22,2%). Les entreprises de plus de 100 salariés qui regroupaient 36% de l'emploi n'en regroupent plus que 29% (les seules entreprises de plus de 500 salariés voyant leur part se réduire de 21,6% à 16,5%). Ce constat se vérifierait si on l'examinait au seul niveau de l'industrie. Là encore, il serait absurde de déduire de cela la disparition des grandes concentrations industrielles mais tout autant de nier la réduction de leur poids relatif. Et là encore, l'important est moins l'enregistrement du phénomène que le repérage et l'analyse de ses conséquences du point de vue des luttes de classes (fonctionnement du mouvement syndical, conditions de la solidarité ouvrière, différenciation accrue des situations, transformations dans les conditions d'établissement des rapports de forces, etc.).

c) Enfin, les tendances les plus récentes dans l'évolution des statuts socio-professionnels confirment voire accentuent des évolutions antérieures : ainsi, alors que de 1982 à 1986 la population active s'accroît de 3,4%, la catégorie "ouvriers" recule de 3,5%, celle des "cadres et professions intellectuelles supérieures" s'accroît de 15%, celle des professions "intermédiaires" de 9%, celle des "employés" de 7%, celle des artisans, commerçants, chefs d'entreprise stagne.

d) A côté des transformations dans le salariat, des changements profonds dans les techniques, les qualifications, les processus productifs s'opèrent aussi, dont la mise en oeuvre est le produit conjoint des innovations scientifiques et technologiques, et des contraintes de rentabilité du capital. Là encore, s'il serait

absurde d'adhérer à la vision mythique de quelques idéologues considérant que nous entrons dans une société post-industrielle où la production des biens serait quasi totalement robotisée, il est dangereux de ne pas voir les conséquences des processus à l'oeuvre. Quand dans une entreprise les techniques et les qualification sont remodelées, quand des ateliers sont recomposés, ce qui est mis potentiellement en cause c'est l'identité au travail, le rapport au patronat et à l'encadrement, les formes concrètes de solidarité ouvrière. Si ces processus sont mis en oeuvre sous le seul effet des logiques patronales, ce qui menace alors, c'est un affaiblissement du mouvement ouvrier et des collectifs de travailleurs dans leurs formes d'organisation, leur capacité de riposte, leur conscience et une multiplication des divisions internes à la classe ouvrière.

e) Les effets de la crise, enfin, sont aussi profondément des effets sociaux et politiques. Le chômage de masse et la précarité accrue du travail, les formes d'exclusion sociale, les divisions accentuées des statuts et des qualifications affaiblissent aujourd'hui le monde du travail et dégradent le rapport de forces. Les conditions mêmes de développement des luttes sont modifiées. D'une part, le caractère global de la logique bourgeoise de réponse à la crise devrait rendre plus net le caractère global de l'enjeu et du niveau de réponse ouvrière nécessaire, mais celle-ci se heurte à la dégradation des rapports de forces et de multiples obstacles. D'autre part, les formes concrètes des politiques et des offensives bourgeoises se décentralisent à beaucoup d'égards et se déploient au niveau de l'entreprise, accentuant l'éclatement des situations et la fragmentation de la riposte. Les effets politiques de la crise, enfin, sont importants. Pas plus que d'autres, ils ne sont mécaniquement réductibles à une crise qui serait un élément exogène des affrontements de classes, mais procèdent d'un ensemble : la crise économique elle-même, les stratégies politiques et syndicales, l'expérience des luttes menées, le bilan de l'occupation du gouvernement par la gauche. Les combats non menés, trahis ou perdus, la division politique et syndicale approfondie, le tournant sur l'austérité de la gauche, ont suscité des éléments sérieux de démoralisation et de désarroi. Ces éléments, combinés à la reconnaissance de plus en plus large du caractère structurel de la crise, et à l'absence de dégagement d'une ligne politique révolutionnaire ayant une audience de masse ont suscité des phénomènes d' "intériorisation" de la crise au sein de secteurs non négligeables du salariat et du mouvement ouvrier, au-delà même des fractions dirigeantes des appareils bureaucratiques.

f) Enregistrer et analyser les effets de la crise, loin de conduire à s'y soumettre, vise à permettre de mieux contrecarrer leurs conséquences néfastes, de restaurer des capacités de riposte et de réponses ouvrières à la crise. Cela est d'autant plus nécessaire que les politiques patronales combinent des formes classiques et des formes nouvelles sur des terrains où le mouvement ouvrier est souvent dépourvu de références, de revendications, de cadres de mobilisation. Or, l'enjeu est de taille : il réside moins aujourd'ui dans la menace d'un écrasement du mouvement ouvrier, mais dans celle de la poursuite et de l'aggravation d'une tendance à l'éclatement du monde du travail et à l'accroissement des différenciations.

Créer de meilleures conditions de lutte contre ces politiques suppose de trouver des conditions de mobilisation et des revendications adaptées à leurs formes et leur contenu. Elles ne peuvent se limiter à leur dénonciation, d'une part, et elles doivent, d'autre part, tourner le dos aux risques d'intégration du mouvement ouvrier aux logiques patronales. Refuser en effet de se battre concrètement sur le terrain des offensives patronales, de proposer des réponses crédibles et mobilisatrices, fût-ce au nom d'une (mauvaise) théorisation de l'extériorité du mouvement ouvrier à l'ordre établi, ne pourrait entraîner qu'un affaiblissement accru d'un mouvement ouvrier déjà désarçonné par ces politiques. Prétendre coopérer à leur mise en oeuvre conduirait à inféoder le mouvement ouvrier et à le paralyser davantage.

C'est d'une autre logique qu'il faut partir, celle de la résistance et de la mobilisation, mais qui suppose que soient débattues et expérimentées des contre-propositions face aux solutions patronales sur les divers terrains où elles se déploient. Ces éléments sont une dimension nécessaire de la mobilisation et de l'activité syndicale et un instrument d'explication et de bataille idéologique. Ils participent profondément aussi de notre démarche pour l'alternative (cf. 5.3.).

3. LA CONJONCTURE POLITIQUE ET LA REACTIVATION DU MOUVEMENT SOCIAL

3.1. LE BILAN DE 1981-1986

L'élection de François Mitterrand à la présidence et d'une majorité ouvrière à l'Assemblée nationale représente une victoire incontestable pour le monde du travail. Mais cette victoire résultait plus d'un désaveu et d'un discrédit du régime Giscard que d'une mobilisation en profondeur des masses pour des solutions anticapitalistes. D'ailleurs la gauche avait obtenu aux législatives de 1981 moins de voix qu'au premier tour des législatives de 1978, malgré l'accroissement de plus d'un million du nombre d'inscrits. Et avant même la mise en place de la "rigueur", les élections qui suivirent 1981 (législatives partielles de janvier 1982, cantonales de mars 1983) traduisirent un recul de la gauche. Cette victoire ne déboucha pas sur de fortes mobilisations sociales, sur un renforcement des organisations ouvrières et encore moins sur des cadres d'auto-organisation.

La politique initiale de relance se heurta au caractère international de la crise, à la faible compétitivité de l'appareil productif français face à ses principaux concurrents, et à la baisse des taux de profits des entreprises. Elle fit place à une politique d'austérité qui ne suscita pas de riposte de masse (hormis dans des secteurs particuliers comme la sidérurgie) et accentua les éléments de désarroi et de démobilisation dans le mouvement ouvrier. A la faveur du tournant de la rigueur, pas plus le PCF que l'extrême-gauche ne virent leur audience s'accroître, au contraire. Ce sont là des éléments contradictoires sur l'essentiel avec les analyses et les pronostics que fit alors la majorité de la LCR et dont il faut rendre compte :

- Cette politique d'austérité, d'abord gérée par la coalition PS-PC puis par le PS, apparut initialement à certains comme une adaptation conjoncturelle, ne remettant pas en cause les acquis du début du septennat.
- Pour d'autres, et pas seulement au sein des directions syndicales ou politiques, elle apparut comme une nécessité imposée par la crise, la concurrence internationale, la faiblesse de l'appareil productif français. On

retrouvait à ce niveau les effets d'une intériorisation croissante dans certaines fractions du salariat du discours sur la crise et les contraintes économiques, en même temps que ceux d'évolutions idéologiques plus générales (recul du marxisme dans le champ intellectuel, discrédit de la référence socialiste...).

- Plus profondément, la division syndicale maintenue et même accrue entre 1981 et 1986, les défaites survenues avant 1981, l'extension du chômage, la régression des processus de solidarité des luttes (cf. l'isolement de Talbot, par exemple) ont contribué à bloquer toute dynamique nationale de résistance à l'austérité et de bataille pour d'autres choix, dynamique dont bien sûr les directions politiques et syndicales ne voulaient pas. Mais la naissance et le développement d'une telle dynamique auraient supposé un débat de masse dans le mouvement ouvrier sur les voies et les moyens d'une autre politique, les conditions de crédibilité d'une ligne de rupture anticapitaliste, dès lors que la crise et la concurrence internationale n'offraient pas de marge de manoeuvre pour une politique réformiste prétendant améliorer la situation des travailleurs dans un cadre de conciliation avec la bourgeoisie. Or, ce débat de masse n'a pas eu lieu, d'une part, parce qu'il avait été largement absent de la campagne de 1981, d'autre part, parce que les courants qui auraient pu l'animer ne parvinrent pas à le porter et l'articuler à une démarche de mobilisation. La LCR elle-même n'en a alors pas compris l'importance, et ne fut pas capable de le porter au-delà de la réaffirmation d'une intransigeance revendicative non convaincante à une échelle large, et qui peut même apparaître comme un "jusqu'au-boutisme" irréaliste en l'absence d'explications et de programme d'action sur les solutions ouvrières à la crise et les conditions d'une autre politique.

3.2. LA DEFAITE DE MARS 1986

La droite est apparue en France nettement majoritaire, regroupant près de 55% des voix. Alors qu'il y a plus de 2 millions d'inscrits supplémentaires depuis 1978, la gauche perd 2,5 millions de voix par rapport aux législatives de 1978, 1,8 million par rapport à celles de 1981. En fait, c'est la combinaison d'un transfert de voix à droite et d'une moindre mobilisation de l'électorat de gauche qui explique l'échec électoral de 1986.

Mais dans le cadre de cette défaite, des recompositions significatives s'opèrent.

Le PCF perd 54% de ses voix des législatives de 1978 et l'extrême-gauche 55%, les Verts aussi perdent un nombre important de leurs voix, le PS gagnant 22% de ses voix de 1978. Mais ces tranferts ne se font pas selon une somme nulle. En particulier, les gains électoraux du PS entre 1978 et 1986 sont loin de compenser les pertes du PCF, de l'extrême-gauche et des Verts.

Pour autant, la bonne tenue électorale du PS est un élément marquant de ces élections. Le score du PS recouvre plusieurs éléments conjoncturels ou plus structurels : ce parti est apparu comme le recours le plus crédible face à la droite et à ses projets revanchards, le vote pour ce parti étant alors le vote le plus "utile". Mais à côté de cela existe aujourd'hui une adhésion réelle de certaines fractions du salariat envers une politique de gestion social-démocrate de l'austérité et de la modernisation du capitalisme. Cette adhésion peut être résignée (faute de mieux...) ou parfois raisonnée "en positif" sur la base de l'intériorisation de la crise et de l'idée que l'internationalisation des économies bloque toute politique nationale de rupture avec le capitalisme. Tant vis-à-vis de segments de l'électorat bourgeois (par la politique qu'il a menée de 1982 à 1986) que par la place dominante qu'il a acquise dans l'électorat ouvrier, le PS est aujourd'hui en situation de pouvoir espérer être l'axe de phases politiques d'alternance à l'intérieur du système parlementaire et sans rupture avec le capitalisme, situation inédite en france depuis une vingtaine d'années. Cela n'enlève rien à la vivacité des affrontements politiques droite/gauche et au fait que leur issue ne saurait nous laisser indifférents, mais cela interdit de réitérer les analyses et pronostics simplistes qui saluèrent la victoire de 1981, et surtout cela impose de comprendre qu'une perspective socialiste doit être l'objet d'un intense travail de rénovation, d'explication, de débat. Les cartes, en effet, ont été brouillées par la phase 1981-1986 dans la conscience de nombreux travailleurs. Le pronostic d'une montée massive et rapide de la radicalisation contre la politique d'austérité a été infirmé, tout comme celui d'un renforcement de l'audience des révolutionnaires suite à sa mise en oeuvre. A un autre niveau, ce qu'a révélé la phase 1981-1986, c'est une relative déconnexion entre les échéances électorales et leurs issues d'une part, l'état du mouvement social et le niveau des luttes d'autre part, ou plus exactement le caractère simpliste des analyses assimilant victoire électorale des partis ouvriers et montée des luttes

d'une part, ou d'autres analyses éventuellement, pour lesquelles une victoire de la droite ne peut qu'entraîner un affaissement encore plus grand du niveau d'activité ouvrière.

3.3. LA POLITIQUE DE CHIRAC

a) S'il est une chose que 1986 a révélée, c'est que si la gauche était capable de faire une politique de droite, la droite, elle demeure bien la droite et que sa politique n'est en rien une politique de gauche.

Les références des partis conservateurs en France se sont d'ailleurs infléchies (à droite) depuis la fin des années 1970. Plusieurs éléments en témoignent. Le durcissement sécuritaire et xénophobe la contamination d'une partie du personnel politique de droite par l'extrême-droite, les thèmes libéraux fondés sur l'idéologie de la compétition, l'apologie du marché et l'extension de son champ, la sélection et les inégalités sociales.

Pourtant, le libéralisme de combat, promis par certains idéologues, souvent venus de l'extrême-droite, a dû être infléchi. Sur le terrain économique, la politique gouvernementale a mis en place diverses mesures ouvertement favorables aux privilégiés (fiscalité, privatisation, anonymat sur l'or), mais les attaques anti-ouvrières qui les ont accompagnées (flexibilité, austérité salariale, sécurité sociale, droit du licenciement) sont plus apparues dans la continuité d'orientations antérieurement mises en oeuvres ou annoncées que comme des attaque qualitativement différentes (autre chose étant qu'elles puissent être vécues et ressenties différemment). Certaines des réformes envisagées sur d'autres terrains se sont heurtées à une puissante contestation sociale et ont dû être différées ou sérieusement atténuées par rapport aux projets initiaux (université, code de la nationalité).

Enfin, ce gouvernement ne dispose que d'une marge de manoeuvre limitée :

- Sa majorité parlementaire est étroite alors même que - et c'est un élément de poids dans la situation politique actuelle - la crise de direction politique de la droite, loin d'avoir été résolue par la nomination de Chirac au poste de Premier ministre, rebondit dans une situation institutionnelle nouvelle pour la droite. Le RPR est loin d'être le parti hégémonique à droite, il doit sa garder tant sur sa droite qu'au centre, et l'UDF reste un conglomérat tiraillé par des projets divergents.

- La cohabitation, avec la présence de Mitterrand à l'Elysée, restreint sur le plan institutionnel les possibilités d'action du gouvernement. L'échéance présidentielle se profile à court terme. Face à Mitterrand se présentant comme un arbitre, elle impose à Chirac le difficile équilibre consistant tout à la fois à ne pas décevoir les clientèles électorales traditionnelles de la droite, et à recentrer son image pour bénéficier des voix des fractions centristes de l'électorat de droite au deuxième tour.

- Un véritable libéralisme de combat se heurterait aujourd'hui à l'état de la société et des rapports de forces sociaux et politiques, interdisant aujourd'hui à la droite de mener n'importe quel type de politique.

Certaines fractions traditionnelles de la droite y sont opposées et entendent d'abord défendre leurs privilèges sur la base de politiques clientélistes (dans les appareils dominants de la paysannerie ou diverses couches moyennes par exemple), et certaines fractions de la bourgeoisie liées à des segments fragiles de l'appareil productif seraient emportées par une véritable politique libérale. De plus, dans le mouvement ouvrier, certaines forces qui avaient cautionné la politique des gouvernements de 1981 à 1986 se "réveillent" quand il s'agit de s'opposer, fût-ce de manière velléitaire, aux projets de la droite (la direction de la FEN par exemple). Plus profondément le mouvement ouvrier, s'il a été affaibli, n'a pas disparu et dispose de capacités de riposte. Le renforcement électoral du PS interdit aujourd'hui à la droite d'être sûre qu'elle ait reconquis un pouvoir sans partage pour une longue durée. Enfin, la situation conjoncturelle, si elle ne traduit pas l'embellie économique que certains pronostiquaient, ne révèle pas non plus un approfondissement de la crise tel qu'il impose à la droite dans l'immédiat un niveau centralisé et global d'affrontement avec la classe ouvrière.

b) D'où une situation où une droite, pourtant durcie dans ses références idéologiques, imprégnée d'une volonté de revanche à divers niveaux se voit conduite à une politique faite d'attaques et de reculs, et combinant sur le plan politique les appels du pied à l'extrême-droite et la course au centre.

Dans ce type de situation, la cohabitation a été jusqu'à présent maintenue. Face à la concurrence à droite, mais aussi vis-à-vis des fractions "légitimistes"

de l'électorat de droite, Chirac craignait et craint toujours de payer politiquement le prix d'une rupture du cadre institutionnel. Mitterrand d'autre part, temporairement affaibli par la défaite de mars 1986, entendait utiliser ce cadre pour recomposer les conditions d'un projet d'alternance, impliquant un fonctionnement des institutions de la Ve République partiellement différent de celui du passé, souhaité par ailleurs par certaines fractions de la droite. Enfin, la pression des luttes et du mouvement social n'a pas été telle qu'elle conduise à faire éclater le cadre de cohabitation.

Face à cela, et contre les dérives idéologiques consensuelles, nous devons clairement indiquer que la cohabitation ne représente en rien un acquis, un garde-fou, et que nous y sommes d'autant plus opposés que nous récusons l'idée de consensus. C'est le sens que nous donnons par exempe à la revendication nécessaire que Mitterrand ne signe par les ordonnances chiraquiennes. Mais nous ne pouvons aujourd'hui concrétiser cette opposition à la cohabitation par des campagnes d'agitation politique sur des mots d'ordre politique centraux, que ce soit la démission de Mitterrand ou la dissolution de l'Assemblée. Il faudrait pour cela d'autres conditions de rapport de forces politiques et sociales non encore réunies, malgré la réactivation du mouvement social.

3.4. LA REACTIVATION DU MOUVEMENT SOCIAL

La fin de l'année 1986 et le début de l'année 1987 ont vu la renaissance de luttes sociales et ouvrières importantes à un double point de vue, en ce qu'elles indiquent un tournant dans la situation politique issue de la victoire électorale de la droite en mars 1986, mais aussi par la richesse des enseignements qu'elles permettent de tirer.

a) Le mouvement de la jeunesse scolarisée a infligé une défaite de taille au gouvernement. Au-delà du retrait du projet Devaquet et du report des projets Monory dans les lycées, il a représenté une défaite sérieuse de l'idéologie de droite, d'autant plus significative qu'elle est le produit d'une mobilisation de masse dans ce qui forme l'avenir de la société, c'est-à-dire sa jeunesse. Cette victoire a été aussi un coup porté aux tendances à la résignation, au désarroi, au fatalisme, un élément de remobilisation dans le mouvement ouvrier. Nombre de syndicalistes et de militants associatifs se sont identifiés au mouvement étudiant et lycéen, et au-delà même en ont tiré des leçons fécondes. De plus, cette lutte a été exemplaire à beaucoup d'égard : par sa détermination, par son caractère démocratique, par l'auto-organisation, et le contrôle collectif de la lutte, par la place importante qu'y ont eue les filles, mais aussi les beurs, par le caractère unitaire du mouvement, mais également par les valeurs profondes dont il était porteur, celles de la solidarité, de l'égalité, du refus de l'exclusion sociale et de la discrimination. Enfin, cette lutte fut exemplaire au sens premier du terme, parce qu'elle a été victorieuse.

b) Les luttes ouvrières qui se sont développées en décembre et en janvier reproduisent certains de ces traits, même si leur issue fut différente. La combativité, la détermination, l'auto-organisation et la volonté d'un contrôle collectif de la lutte les ont profondément marquées.

Après la pause imposée par le succès du mouvement de la jeunesse en ce qui concerne d'autres projets gouvernementaux, elles ont contribué à mettre Chirac en difficulté, et cela par delà leurs issues, d'ailleurs inégales : les marins ont obtenu une victoire partielle sur le terrain de l'immatriculation des bateaux sous pavillons de complaisance; à l'EDF et à la RATP, des concessions salariales non négligeables ont été imposées aux directions; à la SNCF, le report d'une grille sélective visant à indivdualiser les conditions de promotion et donc les salaires a été obtenu. Même si les autres revendications, pour l'esentiel, n'ont pas été satisfaites, la conscience d'une force collective a mûri : tenue en échec par l'intransigeance salariale du gouvernement, elle n'a pas été brisée et réapparaîtra.

c) Ces luttes marquent un tournant dans la situation politique issue du 16 mars. Le gouvernement a été battu, ou mis en difficulté. Il est obligé aujourd'hui de reporter ou d'édulcorer certains projets; les contradictions dans la droite se sont aiguisées à cette occasion. Les conditions de débat politique dans le mouvement ouvrier sont modifiées, le moindre exemple n'étant pas la leçon que tirent de ces luttes les rénovateurs du Parti communiste français pour leur propre combat.

Cependant il serait dangereux d'avoir une vision unilatérale d'une situation sociale qui demeure profondément différenciée et qui n'exprime pas encore de tendances à l'extension et à la généralisation des luttes. Jusqu'à présent, le démarrage de la lutte dans les PTT a été un échec; dans la Fonction publique, si la mobilisation du 23 octobre a été importante, elle n'a pas débouché sur une mobilisation et une grève de masse du secteur, le test, encore à venir, devant être le type de riposte au blocage des négociations salariales. Dans le secteur privé, les luttes ne se développent pas à une échelle et selon une dynamique nationale, et des conflits potentiels ont même été désamorcés au détriment des travailleurs concernés, comme dans les chantiers navals par exemple. Diverses initiatives de la droite ne se sont pas heurtées à des ripostes de mase, sur le terrain des privatisations par exemple, ou de la loi Seguin sur la flexibilité. La situation demeure donc contrastée : le chômage de masse, le poids de la division politique et syndicale, mais aussi sociale dans le monde du travail, le "brouillage des cartes" dû à la crise et à l'expérience du gouvernement de la gauche, demeurent des facteurs profonds toujours à l'oeuvre. La période actuelle, marquée par la dégradation des rapports de forces, ne s'est pas retournée comme un gant au troisième trimestre de l'année dernière, ses principales caractéristiques demeurent, même si elles opèrent aujourd'hui dans un contexte politique tranformé.

d) Cela n'enlève rien au fait que ces luttes sont porteuses d'enseignements essentiels pour les révolutionnaires.

* Elles ont témoigné de la détermination et de la combativité qui pouvaient s'exprimer dès lors que des cadres de mobilisation adaptés étaient mis en oeuvre.

Fréquemment, ces luttes ont démarré à la suite d'initiatives directes de la base, des collectifs de travailleurs ayant compris qu'ils ne pouvaient plus faire confiance aux organisations syndicales pour construire une mobilisation. Dans la plupart des cas s'est exprimée une volonté de contrôle, de maîtrise de la lutte, de ses objectifs et de ses méthodes, et des formes d'auto-organisation sont apparues dans ce sens. Derrière cela il y avait profondément la volonté des travailleurs (ou des étudiants et lycéens) concernés de ne pas être dépossédés de leur combat, d'en garder la maîtrise et la conduite quotidienne. En même temps, ces luttes se sont développées autour d'objectifs directement tangibles pour les intéressés, de revendications directement liées à leur situation, à partir de questions ressenties concrètement.

Il n'y a aucune raison, bien au contraire, de ne pas adhérer et soutenir une telle démarche. En même temps, il faut voir que ces caractéristiques rendent en un sens plus difficiles ou moins écoutés les appels à la globalisation ou la généralisation. Cette généralisation a bien fonctionné dans le mouvement étudiant parce qu'elle était directement ressentie comme l'instrument nécessaire pour gagner sur la revendication première, le retrait du projet Devaquet, mais elle n'a pas fonctionné ailleurs, à la SNCF par exemple, du moins en termes d'unification de la branche autour d'une plate-forme revendicative et d'un cadre de mobilisation communs. Cette liaison des luttes à des objectifs concrets perçus comme "à la portée" de la mobilisation est une donnée profonde de la période. Elle permet de comprendre que les luttes ne portent pas en elles-mêmes de dynamique de généralisation et globalisation, situation que ne peuvent permettre de débloquer les appels en ce sens, surtout s'ils apparaissent comme extérieurs à la réalité de la mobilisation, et s'ils ne sont pas des points d'appui directement utilisables à une échelle de masse pour améliorer les conditions de la lutte.

* Le rapport aux organisations syndicales et politiques révèle d'ailleurs des éléments convergents. La situation est bien sûr différente dans la jeunesse scolarisée, moins structurée par ces organisations, moins sensible au passé de divisions et de défaites. Les organisations y ont été acceptées quand leurs militants étaient des points d'appui pour la lutte, et la défiance ne pouvait être levée que sur la base d'une activité pratique de ces organisations, respectueuses des formes et des rythmes du mouvement. A la base de cela, réside la volonté de contrôle et de maîtrise de la lutte par les intéressés eux-mêmes, mais transparaît aussi la crise du mouvement ouvrier, dans la mesure où ses organisations ne sont pas reconnues comme l'intermédiaire obligé, le représentant exclusif, l'outil fondamental. Ce qui est également en cause, c'est aussi la capacité des organisations ouvrières, qu'elles soient réformistes ou révolutionnaires (et bien sûr pour des raisons et selon des expressions différentes) à porter un programme ou un projet politique perçus comme le débouché spontané des luttes sociales. C'est donc aussi en un sens, non seulement la question du rapport aux organisations qui est posée, mais aussi celle du rapport à la politique. Beaucoup ont souligné par exemple, l'importance

du rapport aux valeurs humanistes dans le mouvement étudiant, la solidarité, l'égalité, le refus des discriminations. Cela reflète à la fois le refus d'un avenir précaire, de l'exclusion de l'emploi et de la qualification, mais aussi en un sens, la crise du projet révolutionnaire aujourd'hui, la perte de crédit et d'audience d'un projet de lutte consciente pour un changement radical de société. Le refus d'un avenir précaire ne débouche pas forcément sur l'adhésion à un tel projet. C'est là un débouché potentiel, mais non acquis d'avance, et qui ne peut se développer que sur la base d'une nouvelle crédibilité d'un projet de transformation socialiste.

Et cela permet de comprendre que chez nombre de jeunes aujourd'hui, ce refus s'articule avec un certain type d'individualisme - la volonté de préserver l'espace privé de l'activité personnelle, l'espace de la réussite professionnelle et de l'insertion individuelle dans la société - société dont beaucoup exigent qu'elle donne ses chances à chacun mais dont la perspective d'un bouleversement révolutionnaire n'est pas mobilisatrice à une échelle de masse.

C'est là un vrai défi pour les révolutionnaires, en termes de réponses et de projet social. Et ce l'est d'autant plus que le mouvement étudiant, s'il a eu un rapport "désenchanté" aux organisations et aux programmes politiques, demeure partiellement structuré par des forces politiques, et que le Parti socialiste en particulier y dispose de points d'appui non négligeables. Parvenir à offrir d'autres réponses que les réponses social-démocrates modernisées, sur le terrain de l'éducation, mais aussi plus globalement sur le terrain d'un nouveau projet socialiste, représente dès lors une dimension fondamentale de l'intervention dans ce milieu.

e) D'une certaine manière, l'enjeu que révèlent les luttes de cet hiver, est de parvenir à recomposer un discours et une pratique politique d'ensemble qui prennent en compte le caractère éclaté des niveaux de lutte, les aspirations à l'autonomie, au contrôle, à la maîtrise de la lutte, la volonté de se doter d'objectifs et de revendications tangibles. Mais c'est aussi de relier cela à une perspective politique d'ensemble et à un projet socialiste.

Il serait triomphaliste de penser que les luttes suffiront pour répondre à ce problème. C'est un des traits profonds de la période que leur développement soit inégal; et surtout, leur dynamique est telle qu'elles illustrent bien plus qu'elles ne surmontent la crise du mouvement ouvrier, et dans ce cadre la crise du projet révolutionnaire. Elles créent certes de bien meilleures conditions pour contribuer à les résoudre, mais à condition que le problème soit bien posé. En particulier dans les jeunes générations, décisives pour l'avenir, la solution passera par une nouvelle légitimité sociale, partagée à une échelle de masse, dont l'ancrage dans des valeurs humanistes fondamentales n'apparaisse pas abstrait mais constitutif du projet lui-même, dont les caractéristiques démocratiques, pluralistes, autogestionnaires soient reconnues comme motrices, et dont les débouchés en termes d'expériences de lutte, ici et maintenant, apparaissent tangibles. Ce sont justement ces thèmes qui sont pour nous au coeur de la démarche de l'Alternative. Et c'est aussi sur ce terrain qu'une organisation révolutionnaire devra faire la preuve de son efficacité, c'est-à-dire, au-delà de l'appui pratique aux luttes, par sa capacité à intéger leurs leçons pour refonder un projet révolutionnaire.

***

Les caractéristiques de cette situation définissent le profil nécessaire de la LCR.

Un organisation contre la droite, et recherchant la mobilisation pour mettre ses projets en échec, et cela sur la base d'explications, de réponses et de cadres de mobilisation respectueux des rythmes des mouvements de lutte et de la volonté de contrôle collectif.

Une organisation pour l'unité, et qui conçoive l'unité comme un facteur de l'expérience collective et de l'élargissement des mobilisations.

Une organisation tournée vers la recomposition du mouvement ouvrier, à même d'y jouer un rôle positif, tant dans les démarches de regroupement recherchées que dans le contenu des réponses à proposer et à débattre.

Une organisation enfin qui conçoive son engagement dans les luttes, sa participation aux mobilisations, comme un point d'appui pour se confronter aux questions de la stratégie révolutionnaire aujourd'hui, et non comme un moyen de les esquiver.

4. LE MOUVEMENT OUVRIER FRANCAIS

4.1. CRISE ET RECOMPOSITION

Le mouvement ouvrier français est aujourd'hui en crise. Mais cette crise ne s'exprime pas par un pourrissement et un affaiblissement touchant de manière homogène l'ensemble de ses composantes. Elle se combine à l'inverse avec une recomposition profonde des références et des rapports de forces en son sein.

Cette crise provient d'abord du cadre global du rapport de forces. Nous sommes toujours dans une période marquée depuis la deuxième moitié des années 1970 par la vigueur des offensives bourgeoises qui ont rejeté le mouvement ouvrier sur la défensive et dont les succès l'ont profondément affaibli.

Ce phénomène n'est ni national (il concerne à des degrés et selon des expressions diverses les différents pays capitalistes occidentaux), ni conjoncturel (en ce sens qu'une simple réactivation des luttes ne suffira pas à le surmonter).

Cette crise se manifeste d'abord par un affaiblissement organisationnel, du syndicalisme en particulier, et pas seulement dans les secteurs frappés par les restructurations et le chômage, comme en témoigne l'exemple de secteurs non concernés par les licenciements (Fonction publique). Elle se manifeste aussi par des capacités de mobilisation réduites dans de nombreux secteurs et des difficultés accrues en matière de solidarité, coordination et centralisation des luttes. Le mal est donc profond. Ce qui est en cause, c'est la nature même des rapports entre la masse des travailleurs, les militants organisateurs des luttes quotidiennes et les organisations dites "traditionnelles". Ces organisations ne sont pas aujourd'hui en situation de rassembler et d'organiser à tous les niveaux (syndical, politique, culturel) la vie et l'action quotidienne d'une avant-garde ouvrière suffisamment large pour qu'elle entraîne autour d'elle la majorité des salariés. Certes, elles servent encore, dans le domaine électoral en particulier, de références à des couches importantes de salariés. Mais ce choix s'effectue à l'intérieur du système parlementaire. Son importance politique ne doit pas être niée, mais il ne signifie pas que les travailleurs s'identifient aux organisations qu'ils poussent au gouvernement, ni que leur vote soit, a priori, l'annonce de fortes mobilisations de classe, riches de possibilités de débordement.

Cette crise vient de loin : les succès marqués par la bourgeoisie, le développement massif du chômage, la précarité accrue du travail, les divisions profondes dans le salariat, le poids des défaites sur divers terrains y sont pour beaucoup. Ils se combinent avec la faillite des "promesses" du Programme commun des années 1970, la trahison des "espoirs" de 1981, la rupture de l'Union de la gauche. Elle a aussi une dimension stratégique : les politiques réformistes de gestion keynésienne de la croissance n'ont pas supporté le choc de la crise et, à l'épreuve de l'accession au gouvernement, elles débouchèrent sur une gestion de la crise, assimilable sur bien des points à la politique de gouvernements conservateurs. Par ailleurs, c'est le projet révolutionnaire lui-même qui est frappé aussi. La crise (outre leurs propres erreurs) n'a pas renforcé, loin de là, l'audience politique des révolutionnaires. Combinée au bilan historique des Etats bureaucratiques, elle conduit à éloigner, voire à dissoudre, la perspective d'un changement radical de société dans des couches importantes du salariat. Cette perspective n'est pas aujourd'hui l'horizon des luttes; sa crédibilité est mise en cause et doit être refondée. C'est là un point de départ incontournable pour ceux qui ne renoncent pas à oeuvrer pour le socialisme et l'autogestion. A côté de cela, dans cette crise structurelle du mouvement ouvrier, opère un processus de profonde transformation des rapports de forces en son sein.

4.2. LA CRISE DU PCF

a) Elle a aujourd'hui un contenu exacerbé. Ses dimensions sont stratégiques, politiques, organisationnelles.
- Stratégiques : le PCF paye le prix mérité du stalinisme, de son soutien à des régimes sociaux et politiques anti-ouvriers, et qui, pour la quasi-totalité des salariés français, représentent un repoussoir hideux et non un modèle ou un point d'appui. Mais il paye aussi le prix de son incompréhension des mutations du salariat et du capitalisme, de la rétraction de sa base industrielle traditionnelle, de la vacuité de politiques d'alliances alternant selon les moments la main tendue aux patrons nationaux et le repliement ouvrièriste. Et il paye enfin le prix d'un projet social étatique, caporaliste, et fermé à la diversité des aspirations émancipatrices.
- Politiques : les errements de sa politique, combinant "l'unité sans combat" et "le combat sans unité", l'opportunisme et les pratiques sectaires, sont de plus en plus rejetés par l'électorat, en particulier par les franges importantes qui refusent d'identifier la droite et la gauche.
- Organisationnelles : sa crise est aussi nourrie par un modèle organisationnel bureaucratique, anti-démocratique, tant à l'intérieur que dans les organisations de masse qu'il contrôle; modèle qu'il peut d'autant moins mettre en cause qu'il est constitutif de son histoire et que le PCF est aujourd'hui démuni de toute perspective politique.

Le degré de sa crise fait qu'aujourd'hui un véritable processus de marginalisation politique est à l'oeuvre, auquel la direction ne répond que par l'épuration, la préservation de l'appareil, et le combat contre toute perspective unitaire. Cela n'empêchera pas éventuellement de nouveaux tournants, si la direction a l'impression qu'elle peut les maîtriser ou qu'ils lui sont imposés, mais ils s'inscriront dans une dynamique globale de régression.

b) A la profondeur de cette crise répond aujourd'hui l'existence d'une opposition, d'un courant communiste critique et rénovateur, dont l'évolution est un enjeu essentiel pour l'ensemble du mouvement ouvrier.

Cette opposition est conduite à s'opposer à la direction sur des questions fondamentales : les relations avec l'URSS et le projet de société, l'ouvrièrisme, l'absence de démocratie interne, le sectarisme. Elle est porteuse d'interrogations stratégiques fondamentales sur les voies, les moyens, les objectifs de la lutte pour le socialisme. Elle est aujourd'hui diversifiée, regroupant des fédérations, des élus, des cadres et des équipes syndicales. Cette combinaison de strates diverses représente un élément nouveau par rapport aux crises passées du PCF. En ce sens, elle ne représente pas aujourd'hui un projet politique et organisationnel unifié. Mais il serait erroné de la caractériser par des clivages "gauche-droite" sommaires. Ceux qui sont sensibles à la nécessité d'une politique unitaire avec le PS ne sont pas "à droite" par rapport à ceux qui sont d'abord préoccupés de maintenir une activité ouvrière de classe; ceux qui sont à la recherche d'un renouvellement autogestionnaire d'une stratégie socialiste, ne dérivent pas forcément "à droite" par rapport à ceux qui veulent maintenir une identité communiste ancrée dans l'histoire du mouvement ouvrier. C'est du

débat, de la confrontation, de l'expérience politique autonome du courant communiste critique, que naîtront les clarifications qui feront de ce courant un agent actif de la recomposition des forces socialistes. L'enjeu est d'autant plus important et actuel que cette opposition, pour une large part, sera probablement conduite à court terme à situer son avenir en dehors du cadre organisé du PCF. Elle sera par là même confrontée non plus tant aux impératifs d'une lutte démocratique contre la direction, qu'à ceux de la définition de perspectives qui devront concerner aussi bien sa ligne politique, son projet organisationnel, ses références stratégiques. Cette définition ne concerne pas seulement cette opposition, mais tous ceux qui sont confrontés à la même question : celle de la refondation d'un projet socialiste.

4.3. LA SOCIAL-DEMOCRATIE AUJOURD'HUI

a) Elle dispose d'un espace politique élargi et apparaît comme l'axe de toute solution de rechange face à la droite. L'expérience gouvernementale a renforcé son audience. En effet, elle n'a pas payé un gros prix politique pour sa gestion de la crise et sa politique d'austérité, apparaissant au contraire comme le principal recours face à la droite et même, pour certains, comme porteuse du seul projet "réaliste" dans une situation de crise. A la faveur en effet de la crise et de cette expérience, le modèle social-démocrate s'est transformé (et pas seulement en France). A un modèle classique d'occupation de l'Etat et de redistribution des fruits de la croissance en alliance avec un puissant mouvement syndical (modèle d'ailleurs jamais véritablement appliqué en France), s'est substitué un modèle d'acceptation de la logique de la crise et de modernisation de la société et de l'appareil productif. Ce modèle de modernisation se prétend plus efficace et plus attractif que les politiques libérales de droite, en négociant la gestion sociale de l'austérité, en préservant les libertés, en s'appuyant sur les segments "innovateurs" du corps social par rapport aux appuis traditionnels des partis de droite. Or ce modèle recueille aujourd'hui l'adhésion de fractions non négligeables du salariat, en même temps que la social-démocratie conserve une grande partie de ses appuis traditionnel. Cet élargissement de son espace politique est conforté par le fait que les politiques bourgeoises et patronales face à la crise lui offrent justement des marges de manoeuvre, dans la mesure où elles n'imposent ni un mode unique d'exercice du pouvoir politique, ni un niveau tel d'affrontement avec le mouvement ouvrier que la social-démocratie, choisissant de gérer la crise, signerait par là son arrêt de mort. Enfin, elle bénéficie en un sens de l'individualisation des rapports sociaux, de l'émergence de couches sociales sans lien avec la culture et les références ouvrières traditionnelles, conduites aujourd'hui à gérer au mieux leur place dans le capitalisme et non à le remettre fondamentalement en cause, et, pour cela même, ne se retrouvant pas dans les méthodes et les politiques autoritaires, répressives de la droite, pas plus que dans un libéralisme véritable qui mettrait en cause leur statut social.

b) Ces divers éléments expliquent l'audience actuelle du PS, en même temps qu'il bénéficie du maintien de Mitterrand à l'Elysée, de l'étroitesse de la marge de manoeuvre politique du gouvernement et de la crise du PCF. Certes, il se trouve fragilisé par les divergences en son sein, concernant des inflexions dans tel ou tel sens de son identité politique, du modèle de parti à développer, du type de lien à maintenir avec la classe ouvrière et le syndicalisme, ou témoignant d'ambitions personnelles rivales. De même, l'absence de perspectives politiques et gouvernementales claires, et la faiblesse maintenue de sa capacité à organiser pratiquement le mouvement ouvrier pèsent sur son avenir. Pour autant, ces éléments ne sont pas aujourd'hui porteurs de contradictions explosives : la coexistence de sensibilités et de clans divers est une constance de la social-démocratie. Des perspectives gouvernementales peuvent se dégager, fut-ce de manière transitoire (et après 1988) dans des cadres d'alliance avec des courants de droite. L'influence pratique dans la société enfin, ne se réduit pas au modèle social-démocrate classique (liaison organique parti dominant/syndicat dominant) mais s'exerce aussi pour le PS à travers des réseaux divers, associatifs, mutualistes, coopératifs, dont le rôle est important.

c) La recomposition (non-achevée) des courants traditionnels du PS, l'état du mouvement social, font que n'existe pas aujourd'hui de gauche socialiste identifiable à travers un courant national, structuré à une échelle large, et pesant dans les débats du PS. Cependant, des cadres diversifiés existent, représentatifs d'équipes politiques et militantes issues d'expériences variées, dont la pratique,

les débats, les alliances éventuelles sont importants. Pour autant, le renouvellement du modèle social-démocrate, la transformation de la place politique et institutionnelle du PS font qu'un tel courant, pour se développer et peser dans les orientations du PS, devra être porteur d'un projet d'ensemble, articulé à la réactivation d'un mouvement social. Il ne pourra se limiter à des batailles internes dénuées de pratiques externes; il ne pourra se cantonner à la défense des acquis et des revendications ouvrières et devra répondre à ce qui se présente comme la "modernité" économique et sociale, en en démontrant les dégâts et les impasses, et surtout en étant capable de défendre et d'illustrer des réponses renouvelées par rapport aux programmes traditionnels de la gauche socialiste.

4.4 L'EXTREME-GAUCHE D'ORIGINE TROTSKYSTE

Ces dernières années ont confirmé combien la crise structurelle du mouvement ouvrier se réfractait sur l'extrême-gauche et les organisations qui s'en réclament. Leur faible insertion dans la vie politique témoigne de l'épuisement des schémas qui guidaient depuis 1968 leur politique de construction. La réactivation artificielle de leurs projets, la répétition volontariste des mêmes vieilles recettes ne peuvent masquer leur impasse politique. Plus, le manque de crédibilité sociale nourrit dans le mouvement ouvrier français - et même au sein de ses composantes les plus radicalisées - une interrogation sur la fonction politique de l'extrême-gauche, ses modes de fonctionnement et de regroupement actuels.

Ainsi, le repli sectaire de LO au cours de cette dernière période ne doit pas être simplement analysé comme une suite de réponses conjoncturelles peu adaptées aux événements (cette vision empiriste nous conduirait aux pires déconvenues et à cultiver des pronostics erronés du type de celui qu'avait fait la majorité de la LCR avant les législatives de 1986). Refus d'analyser les dimensions proprement politiques de la crise du mouvement ouvrier, désir forcené de "démarcation prolétarienne" mêlé à un populisme teinté d'opportunisme, refus absolu d'engager toute démarche unitaire dans le cadre de la bataille pour l'alternative : tout cela fait fortement système et confirme non seulement l'incompréhension, mais le refus de cette organisation de se lier aux phénomènes réels de recomposition du mouvement ouvrier, qu'elle se contente de vouloir contourner, voire qu'elle dénonce.

L'insertion de LO dans les récents mouvements de la jeunesse scolarisée puis du secteur public confirme cette tendance qui s'est manifestée en particulier dans une ligne anti-unitaire, ultimatiste, opposée parfois à la démocratie ouvrière. Cela ne peut fournir qu'une image négative de la gauche révolutionnaire. Au lieu d'apparaître comme une force de propositions pleinement en phase avec les aspirations autogestionnaires, LO renforce l'image de révolutionnaires marqués par des pratiques auto-proclamatoires, plus préoccupés de propagande et de recrutement que d'aide à l'auto-activité.

Activisme, basisme, sectarisme, mépris à l'égard de tout débat stratégique, situent la démarche de LO aux antipodes de la nécessaire recherche d'une alternative anti-capitaliste crédible pour le mouvement ouvrier. Si des actions communes peuvent toujours être recherchées, aucun accord privilégié n'est envisageable avec cette organisation en raison de l'ampleur des désaccords programmatiques, organisationnels et politiques.

Le sectarisme et le dogmatisme du PCI sont d'une autre sorte, puisque son cours politique s'est accompagné d'une forte dérive à la fois droitière et gauchiste; affirmation et auto-proclamation du MPPT, adaptation à toute une fraction de la social-démocratie, dénonciations gauchistes, allégeance faite à la bureaucratie syndicale de FO, ont cohabité dans la plus grande incohérence.

Les scissions qui ont traversé cette organisation et entamé ses potentiels d'action militante témoignent à la fois de sa crise aiguë et de l'incapacité de sa direction d'évoluer vers autre chose. Sa faible capacité d'intervention lors des événements récents sanctionne cet enfoncement dans la sclérose.

4.5. LES COURANTS SE RECLAMANT DE L'ALTERNATIVE

Le positionnement des courants se réclamant d'une certaine démarche pour l'Alternative pose des problèmes d'une autre nature. Bien plus ouverts au niveau de la compréhension des phénomènes de décomposition-recomposition, de réorientation-réorganisation du mouvement ouvrier, ces courants - FGA, PAC, PSU - se sont, à des degrés divers, montrés timorés pour concrétiser des perspectives d'action et des débats unitaires.

S'il n'y a pas lieu d'apprécier en termes de "dérive droitière" leur itinéraire politique, leur incapacité à dépasser les clivages anciens et à structurer durablement un travail de masse les a enfermés dans un espace limité et vraisemblablement conduit à un certain étouffement. La situation d'éclatement de leur cadre national d'intervention laisse place à des pratiques locales et sectorielles très diverses, et dont il ne faut pas sous-estimer l'aspect positif. Mais cet éclatement, s'il n'est pas surmonté, peut conduire à esquiver des questions politiques qui se posent au niveau national, et à rendre plus difficile les confrontations avec d'autres courants, au détriment, alors, de l'objectif d'ensemble.

Cette hétérogénéité, ressentie lors des élections de 1986, s'accompagne cependant d'une disponibilité maintenue pour une perspective de long terme (réaffirmée récemment par le PSU, par exemple), et d'un engagement réel dans des processus de recherche d'un renouvellement théorique, voire dans l'animation d'équipes militantes significatives. En ce sens, ces courants participent, par-delà la faiblesse de leurs cadres organisés actuels, des interrogations de fond qui parcourent le mouvement ouvrier et de la recherche d'une issue positive à celles-ci.

4.6. LES VERTS

L'intérêt que représentait la référence aux Grünen allemands, l'élargissement de leur champ de préoccupation (pacifisme, emploi, etc.) aurait pu en faire un interlocuteur privilégié pour la gauche révolutionnaire, et plus largement offrir une possibilité de jonction entre le mouvement ouvrier et le mouvement social écologique. Les retards du mouvement ouvrier - y compris dans ses composantes révolutionnaires - rendent cela plus difficile. Mais l'évolution des Verts, jusqu'à leur pari sectaire - et finalement perdu - lors des élections, s'avère négative. Leur retour dans le giron du "fondamentalisme" s'accompagne d'un recul dans la perception des enjeux sociaux de l'écologie politique, et d'une fermeture face à la convergence pourtant nécessaire avec les courants socialistes alternatifs et autogestionnaires.

La dynamique escomptée par eux à l'occasion des élections ne s'étant pas produite, les Verts se retrouvent sans perspective de débouché social, et en régression sur les terrains mêmes de mobilisation traditionnelle des écologistes. Pour autant, il serait erroné de considérer leur évolution comme quelque chose de figé. Une minorité des Verts refuse l'enfermement "fondamentaliste", et, plus globalement, la dynamique des Verts dépendra pour une large part des capacités du mouvement ouvrier à intégrer la dimension de l'écologie politique à sa réflexion, son programme, ses pratiques.

4.7. LA CRISE DU SYNDICALISME

Ses manifestations sont nombreuses et connues : baisse des effectifs, du niveau d'activité, distanciation des liens avec les travailleurs à la base. Elle provient, bien sûr, de la soumission à des impératifs politiques et gouvernementaux étrangers à la véritable fonction du syndicalisme et qui ont miné son indépendance et cultivé une division syndicale aux effets ravageurs; elle réside aussi dans les difficultés, non seulement à riposter efficacement aux attaques patronales et gouvernementales, mais aussi à comprendre leur renouvellement et à exprimer, à partir de là, des revendications et pratiques nouvelles. En ce sens, cette crise ne se réduit pas à la politique des directions. Elle reflète aussi le désarroi syndical devant les mutations technologiques qui modifient la structure industrielle et les conditions de travail des salariés, ainsi que devant la différenciation forte des statuts, des qualifications et des niveaux de conscience qui rend plus complexe l'élaboration de revendications et d'une pratique syndicales unifiantes.

Le syndicalisme lui aussi est concerné par la transformation des rapports de forces dans le mouvement ouvrier.

La CGT est frappée par un déclin électoral déjà ancien; la CFDT stagnant au regarde de cet indicateur; FO et les syndicats autonomes ayant eu tendance à progresser. La direction de la FEN et certains syndicats autonomes se sont engagés dans un processus de concertation et de rapprochement dont la logique vise à cristalliser le changement du rapport de forces politiques au profit du PS. Par son caractère sélectif, manoeuvrier et d'appareil, ce processus, dont les rythmes ne peuvent être préjugés, s'oppose à une véritable démarche d'unité,

d'indépendance et de démocratie syndicales, à laquelle demeurent pourtant attachés nombre de syndicalistes.

Des forces potentielles existent en effet pour un renouveau syndical. Dans la CGT, l'enfermement sectaire et la marginalisation du PCF suscitent des tensions au sein même de la direction confédérale, certains craignant que la Confédération paye pour cela un prix trop élevé. Malgré les défaites passées de l'opposition, des militants et cadres syndicaux demeurent disponibles pour une activité et des débats authentiques. Dans la CFDT, des structures syndicales importantes affirment leur opposition à un recentrage qui, tournant le dos à la mobilisation, s'est de plus en plus nettement affirmé comme une soumission à la logique gouvernementale de gestion de la crise et une négation de la démocratie syndicale.

Un renouveau syndical implique une activité qui n'apparaisse pas comme substitutiste et soit ancrée sur les préoccupations réelles des travailleurs. Il ne pourra se concrétiser que dans l'émergence d'une capacité de riposte face aux politiques patronales. Non seulement à travers la défense de la solidarité, du revenu et des acquis sociaux face au libéralisme, mais aussi à travers l'expérimentation de mobilisations et réponses sur les terrains nouveaux des offensives patronales : le droit à l'emploi et à la reconversion face aux restructurations; la réduction du temps de travail et le contrôle des travailleurs sur l'organisation du travail face à la flexibilité patronale; le droit à la formation face à la transformation du procès de travail; le refus de l'exclusion sociale. Il implique aussi des efforts inlassables pour l'unité syndicale, pour multiplier les passerelles syndiqués/non syndiqués, travailleurs/jeunes/chômeurs, une défense pratique intransigeante de l'indépendance et de la démocratie syndicales, un travail important d'explications et de débats pour surmonter le désarroi et le scepticisme encore puissants sur l'utilité du syndicalisme. Il implique enfin une attention particulière à l'auto-organisation, non pour contourner et ignorer le syndicalisme, mais à l'inverse pour le rapprocher des collectifs de base, lui redonner sa fonction de mobilisation, et transformer par là les conditions d'activité et de débat syndicaux.

5. PESER DANS LA RECOMPOSITION DU MOUVEMENT OUVRIER LUTTER POUR L'ALTERNATIVE

5.1. LES FONDEMENTS DE LA DEMARCHE

La crise du mouvement ouvrier recèle plusieurs dimensions, stratégiques, politiques, organisationnelles. Y répondre ne peut procéder seulement d'une bonne tactique d'intervention, de propositions d'actions, de batailles revendicatives. Ces divers éléments doivent être éclairés par un projet d'ensemble permettant tout à la fois d'offrir des perspectives de mobilisation dans une situation défensive, de multiplier les occasions de débat et de confrontation avec d'autres forces, de peser sur les recompositions à l'oeuvre. Et cela suppose d'abord de prendre la mesure de phénomènes qui combinent un affaiblissement organisationnel, une distanciation des liens entre les directions et la base, avec des modifications importantes de rapport de forces au sein du mouvement ouvrier, et de la culture ouvrière et politique.

a) Au sein de larges couches de travailleurs, les effets combinés de la crise (en particulier du chômage) et des politiques proposées ou mises en oeuvre par les organisations traditionnelles ont nourri d'importants phénomènes de désarroi, des doutes sur le contenu d'une politique ouvrière aujourd'hui, sur les conditions de rupture avec la société capitaliste. Ces éléments pèsent directement aujourd'hui sur les conditions d'activité dans la classe ouvrière, non pas dans le sens de rendre impossibles les luttes mais dans la mesure où des conditions de centralisation et de généralisation posant le problème du pouvoir sont loint d'être réunies. Et elles ne le sont pas non seulement à cause de l'état actuel du rapport de forces face à la bourgeoisie mais aussi parce que l'horizon du socialisme est un horizon obscur pour une majorité de travailleurs et que la perspective d'une lutte extraparlementaire et révolutionnaire pour le pouvoir est très affaiblie dans la classe ouvrière d'aujourd'hui. Les réflexes mêmes de solidarité dans les luttes sont affaiblis, tout comme les conditions d'évolution d'une expérience de lutte à un engagement politique, ou à la recherche d'un

débouché politique. Les luttes ouvrières de cet hiver par exemple, on l'a vu, révèlent à la fois une forte combativité et des capacités d'auto-organisation pour peu que les travailleurs perçoivent une attaque directe, mais aussi dans le même temps la permanence d'une situation de division politique, syndicale, catégorielle, un faible niveau de solidarité à l'extérieur, une réticence par rapport à l'expression d'une globalisation politique. Moins que jamais, les luttes ne suffisent en elles-mêmes à ouvrir des perspectives stratégiques.

Dans la jeunesse, l'exemple du mouvement étudiant et lycéen, celui du mouvement antiraciste, témoignent de la possibilité de larges mouvements de masse à partir du refus de politiques antidémocratiques, inégalitaires, xénophobes, de l'adhésion à des valeurs humanistes de solidarité, d'égalité. Mais ils illustrent aussi la volonté d'autonomie, la distance par rapport à un engagement politique structuré par des organisations nationales, le faible impact des références globales organisées autour d'un projet de changement radical de société. Considérer cela n'est en rien relativiser l'importance et l'enjeu de ces mobilisations, mais comprendre les conditions de leur émergence et leurs trajectoires. Si le socialisme n'est pas l'horizon spontané de ces mouvements, cela tient profondément là encore au caractère obscurci de cette référence, au discrédit largement partagé des organisations politiques nationales, aux ruptures enregistrées avec expériences politiques antérieures des années 1960 et du début des années 1970, à l'absence d'un projet social susceptible de représenter un modèle d'ensemble. Travailler à dégager les contours d'un tel projet représente dès lors une tâche essentielle dont on ne saurait faire l'économie sous peine de graves désillusions.

b) Le bilan des projets antérieurs de construction de la LCR, et de leurs multiples tournants, conduit à la même perspective : la ligne triomphaliste des lendemains de 1968 surestimait la maturité des conditions de lutte et de victoire révolutionnaire et en déduisait une ligne d'auto-affirmation d'une direction révolutionnaire quelque peu auto-proclamée. Les retards en matière de compréhension des bases et du contenu d'une politique de front unique, la permanence de l'idée de la LCR comme noyau du parti révolutionnaire nous interdirent de jouer un rôle significatif dans les recompositions des années 1970. La ligne qui suivit, désastreuse, de réunification du mouvement trotskyste avec l'OCI, marquait la permanence d'une vision dogmatique du programme et d'une démarche de construction ignorant les évolutions profondes de l'avant-garde. La conception de la prolétarisation qui vit le jour ensuite combinait l'indifférence à l'égard des transformations dans la classe ouvrière, divers raccourcis dans l'analyse de la radicalisation et l'incompréhension de la nécessité de médiations pour qu'émerge une force révolutionnaire disposant d'une audience de masse. La relève prise ensuite par un équilibre bâtard entre la ligne d'un parti de travailleurs se construisant par une radicalisation contre l'austérité de gauche, la démarche d'unité privilégiée et de recherche d'une fusion avec LO, une ligne tardive, hésitante, tacticienne d'alternative ne pouvait rien résoudre.

***

A partir de là, la signification profonde de notre démarche pour l'alternative peut se résumer ainsi :

- Intervenir dans la recomposition du mouvement ouvrier et des mouvements sociaux pour favoriser, par l'action et le débat, les processus de mobilisation face aux politiques néo-libérales, d'expérimentation de pratiques sociales nouvelles, de convergences de forces aujourd'hui dispersées mais refusant de se contenter de l'alternance social-démocrate et n'entendant pas contourner les questions stratégiques aujourd'hui posées à ceux qui se réclament d'un changement radical.
- Participer et impulser les efforts de redéfinition d'un projet socialiste qui puisse redevenir une référence mobilisatrice.
- Affirmer un projet de construction fondé sur la perspective d'un dépassement de la LCR vers une organisation plus large issue de la convergence d'expériences politiques diverses.

5.2. SES DIMENSIONS

Cette perspective a plusieurs dimensions, dont aucune ne peut être ignorée sous peine de la rendre incohérente.

a) *Une tâche de longue haleine* :

Les facteurs profonds qui fondent cette démarche sont durables et non pas

conjoncturels puisqu'ils tiennent fondamentalement aux transformations qu'a connues le capitalisme, aux effets de la crise, à la transformation des rapports de forces dans le mouvement ouvrier, à notre propre bilan. C'est donc un axe de long terme.

b) *Une dimension stratégique et non tactique*

Cette perspective pour nous doit définir en profondeur les conditions d'activité de la LCR, son image et son mode d'apparition, ses relations avec les autres courants politiques. Ce n'est pas seulement une dimension tactique d'accompagnement d'une ligne dont les fondements reposeraient sur d'autres bases, et cela pour plusieurs raisons :

- D'abord parce qu'elle vise à répondre à des traits structurels de la période;
- Ensuite parce que cette perspective est la seule qui nous permette de nous confronter sérieusement à des questions stratégiques, celles concernant justement les conditions d'une lutte pour un changement radical dans les pays capitalistes développés, que ce soit du point de vue de la démarche revendicative et du projet social nécessaires, des leçons à tirer des transformations dans le salariat et le mouvement ouvrier, des enseignements des expériences historiques.
- Enfin parce qu'une compréhension qui ne serait que tacticienne de cette perspective ne nous permettra pas de nous y insérer efficacement. Elle conduira à la restreindre à une pédagogie d'intervention dans les mouvements de masse, ou à une politique unitaire de l'extrême-gauche, ou à la démembrer et la rendre incohérente en ne lui donnant pas ses véritables prolongements politiques, programmatiques, organisationnels. Par là même, elle sera peu crédible à l'extérieur, non convaincante à l'intérieur, en apparaissant comme une nouvelle mouture d'un pragmatisme adapté à des temps difficiles, les véritables espoirs étant renvoyés à un retournement de la situation sociale censée redonner crédit aux schémas anciens.

c) *Une dimension d'ensemble*

Cette perspective, si elle est comprise comme une tâche stratégique de longue haleine doit définir une orientation d'ensemble vis-à-vis du mouvement ouvrier, et non une orientation minorisante, contournant la réalité des rapports de forces. En même temps, elle impose d'être très attentif à la diversité des noyaux d'avant-garde et de se tourner résolument vers les forces vives qui existent aujourd'hui et non vers les forces sclérosées et figées.

* Concevoir cette perspective comme une orientation d'ensemble vis-à-vis du mouvement ouvrier et de ses organisations de masse, procède de plusieurs impératifs :

Ces organisations sont loin d'avoir disparu et conservent une fonctionnalité, fut-ce à des niveaux transformés par rapport au passé : les syndicats ouvriers sont affaiblis, partiellement discrédités, voire pratiquement contestés dans certaines luttes. Mais ils sont encore un point de passage pour les travailleurs recherchant dans les entreprises un cadre durable d'action et de débat. Ils demeurent de plus un cadre de mémoire et d'expérience collective, reflétant certes la différenciation des niveaux de conscience dans le mouvement ouvrier, mais par là même les acquis qui sont ceux d'équipes et de courants syndicaux le plus souvent oppositionnels par rapport aux directions confédérales, acquis dont l'élargissement et l'audience représentent un test important de l'évolution des rapports de forces dans le mouvement ouvrier.

Les rapports de forces entre organisations politiques se sont profondément modifiés. Le PCF connaît un effondrement de son audience et de ses capacités de mobilisation alors que le PS a vu significativement progresser son influence politique et électorale. Cette progression n'est pas un élément conjoncturel mais renvoie à des facteurs durables de la période. Y répondre suppose d'analyser les éléments profonds d'élargissement de l'espace politique de la social-démocratie (cf.4) et, pour peser dans cette situation, tout à la fois d'expliciter les impasses du modèle social-démocrate, d'offrir d'autres réponses en positif et d'intervenir systématiquement par l'action et le débat pour favoriser les processus de recomposition à gauche chez les militants et les courants socialistes. Notre démarche pour l'alternative doit donc viser aussi à répondre à cet objectif. Elle doit bannir tout type de dérive gauchiste faisant le pari d'une recomposition du mouvement ouvrier fondamentalement extérieure aux processus à l'oeuvre dans la social-démocratie, ou considérant que la seule dénonciation des trahisons de la direction du PS représente un levier efficace pour mettre en cause son influence. Encore moins que dans le passé, une telle ligne ne saurait obtenir aujourd'hui de succès significatif.

A un autre niveau, l'intervention en direction du PCF est essentielle. En particulier, la recherche d'un cadre d'échanges, de débat, de collaboration avec les courants oppositionnels est un enjeu crucial. Il ne doit pas seulement participer d'une politique unitaire permanente, mais d'une confrontation sérieuse aux questions stratégiques soulevées par la crise de la référence communiste dans ses diverses dimensions.

* Une ligne cohérente pour l'alternative, si elle ne s'identifie bien sûr pas en tant que telle à la démarche de front unique ne conduit en aucun cas à la relativiser. Au contraire, elle en accroît l'importance et en renouvelle le contenu.

Relativiser cette démarche aboutirait en effet à laisser le champ libre à ceux qui se présentent comme la seule force d'alternance face à la droite et dont l'audience ne pourrait qu'être renforcée par adhésion ou résignation. Elle conduirait à se détourner de fractions significatives du salariat, de cadres du mouvement syndical et des mouvements sociaux à la recherche de références politiques, auprès de qui les révolutionnaires ne peuvent gagner une crédibilité sur la seule base de leur fidélité aux revendications, mais doivent en faire la preuve sur la base des réponses politiques et du projet social dont ils sont porteurs. Considérer que l'orientation pour l'alternative a vocation à répondre aux facteurs profonds de la crise du mouvement ouvrier impose de se confronter et non de contourner les réponses apportées par les courants majoritaires du mouvement ouvrier. C'est une condition pour que cette orientation ne se réduise pas à une tâche tactique de regroupement des militants déjà acquis à une politique de rupture avec le capitalisme, mais modifie en profondeur la situation du mouvement ouvrier en gagnant de nouvelles couches à cette perspective à partir de leurs expériences politiques et pratiques. La politique de front unique vise aussi en un sens à obliger les révolutionnaires à faire la preuve de leur fonctionnalité auprès des militants et des cadres polarisés par d'autres références. La démarche de l'alternative, justement parce qu'elle récuse toute vision simpliste, linéaire, schématique de la radicalisation et de la lutte pour la révolution, accroît la force de cette exigence.

* En même temps, une démarche tournée vers l'ensemble du mouvement ouvrier ne peut se limiter à une tactique d'interpellation des directions traditionnelles du mouvement ouvrier, qui peut même devenir caricaturale dans le rapport de forces actuel. Elle doit viser à favoriser l'expérience collective d'équipes et de courants, et pour cela faire toute sa place aux propositions d'action sur divers terrains de lutte et aux débats nécessaires sur toutes les questions d'orientation aujourd'hui en discussion dans le mouvement ouvrier.

Et elle doit tout autant conduire à ne pas ignorer les noyaux d'avant-garde à la recherche d'un modèle et d'une stratégie pour un changement radical de société, et qui s'interrogent aujourd'hui sur ses conditions. Ces noyaux sont divers, représentatifs d'expériences variées, pour certains issus de l'extrême-gauche, pour d'autres de la crise du PCF ou des évolutions de mouvement sociaux, de pratiques syndicales, de ruptures par rapport à la logique social-démocrate. Reconnaître cette diversité est une condition pour intervenir et débattre efficacement avec ces courants. La deuxième condition est de nous tourner résolument vers les forces qui, même faibles sur le plan organisationnel, sont porteuses d'un renouvellement des pratiques et des orientations politiques, ouvertes aux questions stratégiques, disponibles pour des processus de regroupement et de débat, et non vers les forces sclérosées et sectaires. Moins que jamais la référence proclamée au trotskysme ne peut être en la matière notre principale boussole. Une organisation comme le PCI par exemple, représente un courant tout à la fois profondément dogmatique, sectaire dans son intervention et manipulatoire vis-à-vis des mouvements de masse. LO demeure profondément étrangère aux processus de recomposition du mouvement ouvrier et n'en comprend ni les enjeux ni les formes. Si cela n'empêche pas d'éventuelles actions communes, c'est par contre un obstacle de taille pour que des interventions coordonnées avec cette organisation soient porteuses d'une dynamique durable.

d) *Une dimension programmatique :*

La démarche de l'alternative doit être porteuse d'un projet social et politique d'nsemble. Le projet socialiste doit être refondé, dans le sens où il n'est plus l'horizon spontané des luttes, et qu'à la fois l'expérience historique et la crise du mouvement ouvrier l'ont mis profondément en question. Sa refondation implique de lui donner ses dimensions pluraliste, démocratique, autogestionnaire sans lesquelles il ne peut être mobilisateur et redevenir une référence fondamentale pour les militants. Débattre de cela, en expliciter les concrétisations sur divers terrains, actualiser en ce sens nos propres réponses

sont des éléments indispensables de notre intervention. Répétons-le, la démarche de l'alternative ne se réduit pas à une politique de regroupement, elle doit être porteuse d'une ambition et d'un contenu politiques et programmatiques sans lesquels les regroupements éventuels seront fragiles, conjoncturels, incapables de répondre aux interrogations d'ensemble du mouvement ouvrier. Ces interrogations sont issues des transformations mêmes du capitalisme et de l'Etat en ce qu'elles modifient les conditions de lutte pour le socialisme et le contenu à donner au socialisme (cf.1); elles sont redoublées par les expériences historiques du "socialisme réel" et par les éléments de doute et désarroi existant dans le mouvement ouvrier et les mouvements sociaux sur les possibilités et le contenu d'un changement radical de société. C'est aussi à cela que doit répondre notre démarche tant pour apparaître porteuse d'un projet global que pour offrir des réponses face aux politiques libérales et social-démocrates, réponses qui ne peuvent se limiter à la dénonciation de leurs dégâts et de leurs impasses, mais doivent être explicitées sur les divers terrains de lutte et de propositions.

e) *Une dimension internationale*

Les processus à l'oeuvre dans le champ de l'alternative et de la recomposition du mouvement ouvrier sont internationaux. Ces expériences et leurs formes organisées sont certes inégales, mais leur coordination et le débat entre courants d'origines et de trajectoires diverses sont un enjeu essentiel. Deux niveaux ont pour nous une importance particulière :

* En Europe, dans divers pays se manifestent des phénomènes de crise mais aussi de débat stratégique dans le mouvement ouvrier. Divers courants de la gauche social-démocrate existent et recherchent un renouvellement des pratiques et des références socialistes : les Verts représentent dans certains pays des forces disposant d'une expérience sociale et d'une audience politique réelles. Des équipes syndicales ont été ou sont mobilisées par des perspectives de lutte coordonnées sur des réponses ouvrières alternatives. En Italie, une organisation comme DP représente un courant révolutionnaire vivace s'inscrivant dans la perspective d'une recomposition du mouvement ouvrier. Des cadres de confrontation partiels existent d'ailleurs entre ces courants. La participation à ces cadres et leur approfondissement représentent aujourd'hui une dimension incontournable de la lutte pour l'alternative en France.

* Le débat avec les opposants de l'Est représente un enjeu essentiel, et qui ne se limite pas à la solidarité avec les luttes antibureaucratiques. D'une part, il représente une dimension complémentaire mais fondamentale de la lutte contre la militarisation et de la participation aux mobilisations pacifistes. D'autre part, il est au coeur des questions stratégiques concernant la nature du socialisme pour lequel nous luttons, les voies de l'émancipation sociale et politique à l'Est, et donc derrière cela les conditions de crédibilité d'une perspective sociliste à l'Ouest. En ce sens, un dialogue Est-Ouest procède d'un impératif stratégique.

5.3. LES RYTHMES ET LES FORMES

Cette démarche pour peser dans le recompostion du mouvement ouvrier en vue de contribuer au développement d'une force révolutionnaire visant une audience de masse ne se concrétise pas aujourd'hui par un cadre organisationnel unifié des différentes composantes potentielles d'une alternative socialiste. Mais toutes les initiatives pouvant y contribuer doivent être soutenues (appels, rencontres régulières, etc.), sans précipiter artificiellement les rythmes, sur la base des convergences établies et dans la perspective de leur maturation politique.

a) Les cadres fonctionnels pour cette démarche sont aujourd'hui divers. Des cadres sectoriels de travail et de regroupement peuvent s'avérer nécessaires en répondant aux attentes en termes de réflexion et d'action dans des domaines particuliers, de militants qui entendent continuer à agir mais demeurent réticents vis-à-vis d'un cadre politique national cristallisé. De même des cadres locaux peuvent conserver une fonction s'ils répondent à la volonté toujours présente de faire de la politique à une échelle tangible, de regrouper les militants insérés dans un champ politique et social organisé autour d'une ville, d'une région et désireux d'expérimenter progressivement des processus de convergence. Enfin, il serait erroné de prétendre rigoureusement délimiter ce qui relève de cadres d'action et de débat et de postuler une hiérarchie a priori. C'est aujourd'hui une donnée profonde de la situation, que tout processus de regroupement politique empruntera des voies diversifiées et implique à la fois des initiatives d'action et de débat, de confrontation, de discussions sur les réponses à apporter. Un tel

processus n'implique en effet pas seulement de surmonter des divergences politiques passées, il impose plus profondément une maturation politique, l'élaboration de réponses nouvelles et un accord sur les axes et les contenus des politiques alternatives à opposer aux politiques actuelles de gestion de la crise.

b) L'intervention vis-à-vis du PS et du PCF représente une dimension essentielle. Sans revenir sur l'importance des enjeux, il est utile de préciser les principes qui doivent guider cette intervention : contribuer à la maturation de courants communistes et socialistes critiques, travaillant dans la perspective d'un changement radical de société, attachés à la démocratie et à l'unité d'action dans le mouvement ouvrier; favoriser leur expérience politique autonome tout en multipliant les occasions de débat et de convergence; bannir toute référence ou pratique en terme d'instrumentalisation politique de ces courants et comprendre à l'inverse que leur développement impliquera des médiations diverses; indiquer que l'importance même d'un processus de regroupement à terme, impose un haut niveau de débat stratégique et politique; comprendre que si nous ne sommes ni neutres ni vierges dans ce débat, nous n'en possédons pour autant ni tous les termes ni encore moins toutes les conclusions, et que cela impliquera de notre part remises en cause, recherche, élaboration.

* Vis-à-vis du PCF dont la crise a aujourd'hui une dimension historique, il est essentiel de comprendre la diversité des trajectoires et des expériences des oppositionnels, de bannir toute démarche de découpage a priori, aujourd'hui factice. Nous recherchons le débat avec les oppositionnels dans leur diversité, sans prétendre nous poser comme les gardiens du temple de la référence communiste. Faire vivre en effet les valeurs fondamentales attachées à cette référence imposera d'en assurer la rénovation à partir des thèmes qui sont ceux de l'Alternative et du socialisme autogestionnaire, thèmes d'ailleurs dès aujourd'hui présents dans les débats et les références des communistes critiques.

L'hypothèse aujourd'hui probable d'une rupture rapide de composantes essentielles de cette opposition offira des opportunités accrues pour cette démarche. Nous devons clairement indiquer que nous sommes partisans d'une convergence fondamentale créant les conditions d'un combat et d'une organisation communs, et que notre objectif n'est pas de réaliser un "coup politique" mais de situer cette convergence dans une perspective plus globale de regroupement pour une alternative socialiste. Nous ne devons donc pas inscrire cette convergence sur le seul terrain de la défense d'une "identité communiste" qui n'expliciterait pas son ouverture aux questions et références nouvelles de la stratégie révolutionnaire; ce serait là en restreindre le contenu et la dynamique. Nous devons au contraire expliquer qu'elle sera d'autant plus féconde qu'elle visera loin en s'inscrivant dans une dynamique concernant les courants divers qui aujourd'hui recherchent les voies d'une telle alternative.

* Vis-à-vis du PS, notre objectif fondamental est de contribuer au dégagement d'une gauche socialiste, dans un contexte d'élargissement de l'espace politique de la social-démocratie. Cela implique à la fois de comprendre les bases de cet élargissement et d'être porteurs de réponses alternatives face aux politiques social-démocrates de modernisation. Ces réponses ne peuvent se limiter ni à la seule défense des acquis ouvriers ni à une propagande générale pour le socialisme. Elles doivent expliciter sur divers terrains le contenu réel de ces politiques, les voies et les moyens de politiques de rupture. C'est dans cette perspective qu'une activité pratique et politique soutenue en direction des militants socialistes est nécessaire, non dans la perspective illusoire d'un raid rapide pour en détacher ces militants et les gagner à la LCR, ni dans celle d'un entrisme généralisé, mais dans celle d'un travail prolongé pour débattre et contribuer à l'expérience de courants dont les rythmes de développement ne peuvent être aujourd'hui préjugés, mais dont l'importance à terme pour la recomposition du mouvement ouvrier est considérable.

* "A gauche de la gauche", divers courants se réclament de l'alternative. Notre intervention vis-à-vis d'eux n'est pas dépendante de leur force organisationnelle limitée. Elle vise à illustrer notre démarche générale mais aussi à l'expérimenter pratiquement en comprenant que ces courants sont aussi représentatifs d'interrogations de fond dans l'avant-garde et les mouvements sociaux. Ne pas les contourner est un élément nécessaire pour se confronter à ces interrogations. L'axe est donc l'action unitaire et le débat sur les orientations et la stratégie, dans la perspective que ce débat s'élargisse à des forces plus larges du mouvement ouvrier politique et syndical, et soit un point d'appui pour des processus de convergence. Là encore, cela n'implique nulle précipitation

artificielle des rythmes faisant l'économie du débat stratégique, mais cela impose à la LCR d'indiquer clairement que son objectif est de contribuer à l'émergence d'une force nouvelle, produit d'une recomposition en profondeur à partir d'expériences politiques hétérogènes.

c) Cette démarche générale, enfin, ne doit pas se limiter à une tactique politique de confrontation avec d'autres groupes organisés. Elle doit trouver ses traductions en termes de bataille revendicative, d'engagement dans les mobilisations, elle doit vertébrer en fait l'intervention de la LCR, son profil global, l'image qu'elle entend donner à l'extérieur.

Cela implique que la défense de revendicatons et l'engagement dans les mobilisations doivent être combinés avec la défense de solutions socialistes à la crise, de projet sociaux alternatifs. C'est là une nécessité, tant pour répondre à des interrogations profondes dans l'avant-garde, peser sur l'évolution de courants et d'équipes syndicales, que pour apparaître porteurs de perspectives politiques d'ensemble. C'est donc nécessaire tant pour être présents dans des débats du mouvement ouvrier organisé et intervenir en son sein, que, du point de vue même des luttes, pour ne pas être seulement en situation de bataille le dos au mur sur une seule base défensive. Et c'est enfin une condition de la transformation du rapport de forces, à un niveau moléculaire, pour redynamiser des équipes syndicales et militantes, mais aussi, à un niveau d'ensemble, pour faire apparaître une composante du mouvement ouvrier non seulement attachée à un projet de transformation sociale mais capable d'en expliciter les voies.

Pour cela même, la défense de ces solutions ne peut se limiter ni à un catalogue revendicatif rallongé ni à une propagande abstraite pour le socialisme. Elles doivent être à la fois les illustrations d'un projet socialiste pour entrer dans le troisième millénaire et déboucher sur des axes de lutte ici et maintenant. Dans une situation de crise, de déstabilisation des références idéologiques traditionneles dans le mouvement ouvrier après le bilan de la gauche, cette démarche et sa dimension propositionnelle sont des éléments incontournables pour toute intervention durable dans la recomposition du mouvement ouvrier. En même temps, une préoccupation constante doit être de la lier à des axes de bataille et de mobilisation.

Les exemples pourraient être divers.

Celui de l'emploi est éclairant. Le mot d'ordre "zéro licenciement", indispensable dans certaines situations, ne fait pas le tour d'une mobilisation sérieuse et prolongée sur l'emploi. Il ne répond en effet pas à la non-création ou aux non-renouvellements d'emplois, à l'accroissement de la population active, et pas toujours aux situations de faillite et de dépôt de bilan. Il est parfois inadapté au rapport de forces atteint à tel ou tel stade de la mobilisation. Il ne peut être en fait qu'un élément partiel d'une politique globale de défense et de développement de l'emploi, de solidarité avec les chômeurs, de refus de l'exclusion sociale, ce qui implique plusieurs axes : l'axe de la réduction du temps de travail comme contrepartie systématique des transformations de l'emploi et des techniques, la coordination aujourd'hui difficile mais à terme essentielle de batailles sectorielles, nationales et/ou internationales sur cet axe; des exigences dans certains cas en termes de reconversion avec garantie de l'emploi; des batailles en terme de contrôle des fonds publics aux entreprises; des revendications et des mobilisations en terme de formation des travailleurs, élévation des qualifications, contrôle ouvrier et syndical des processus engagés à ce niveau. Ces batailles peuvent d'ailleurs souvent se formuler en termes de droits nouveaux pour les travailleurs. Elles sont d'autant plus importantes qu'elles sont partiellement à même de contrebalancer la difficulté de revendications unifiantes, et qu'elles concernent des transformations profondes d'ores et déjà à l'oeuvre dans les procès de travail, les conditions techniques, les qualifications et bien sûr les stratégies patronales. A un autre niveau, et dans certaines conditions, une bataille prolongée pour l'emploi peut prendre la forme de contre-plans ouvriers visant le contrôle et la réorganisation de la production en fonction de besoins socialement reconnus. De tels contre-plans peuvent être à la fois des éléments de dénonciation par rapport à des stratégies patronales, des outils d'éducation d'équipes syndicales, des instruments de lutte, ce qui implique le plus souvent qu'ils soient liés à des perspectives et des objectifs de mobilisation relayés aussi en dehors de l'entreprise (collectivités territoriales, Etat...).

Des éléments convergents dans leurs principes, sinon dans leur expression, pourraient être dégagés sur d'autres terrains.

Dans le domaine par exemple de la transformation des processus productifs et de l'introduction des nouvelles technologies, c'est d'autres exigences que celles des politiques patronales qu'il faut opposer. Des exigences en termes de

qualification générale, de refus de l'exclusion et de la sélection, de baisse du temps de travail, de contrôle sur les conditions de travail et d'utilisation des machines.

Dans le domaine de l'éducation et de la formation, la jeunesse scolarisée a remporté une victoire importante avec le retrait du projet Devaquet, mais qui, pour porter tous ses fruits doit se traduire par une capacité permanente d'intervention et de mobilisation dans les établissements scolaires. Pour cela, on ne fera pas l'économie de débats et d'un projet pour l'école, ne serait-ce que parce que la transformation des politiques éducatives ne s'arrête pas au retrait du projet Devaquet et que d'autres projets verront le jour, issus de divers lieux, mais aussi plus profondément parce que face à un mouvement de la jeunesse méfiant vis-à-vis des organisations politiques, pragmatique dans ses évolutions mais en même temps très conscient des enjeux sociaux des politiques éducatives, c'est une condition pour qu'une organisation politique fasse la preuve d'une fonctionnalité durable au-delà d'une phase de mobilisation intense. Cela implique à la fois des revendications sur l'extension de la scolarisation, la concrétisation du droit aux études, mais aussi le type de contrôle étudiant sur l'institution, le type de liens à accepter entre politique d'éducation et professionnalisation, le type de liens à refuser, etc.

Il serait de ce point de vue suicidaire de penser que la remontée des mobilisations permettrait de balayer ces éléments, de les rendre sans importance. C'est à terme l'inverse qui est vrai. La fonctionnalité et l'avenir d'une organisation comme la LCR se joueront aussi dans sa capacité à offrir à des courants mobilisés des perspectives sociales et politiques illustrant les objectifs mais surtout les moyens d'un projet socialiste alternatif.

6.UNE ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE AUJOURD'HUI

La rénovation stratégique qui nous semble indispensable pour créer les conditions d'une issue socialiste et autogestionnaire à la crise du capitalisme et à la dégénérescence bureaucratique, ne peut esquiver la question du type de parti à construire. Et cela d'autant moins que la construction d'un parti pour le socialisme autogestionnaire, ne peut aujourd'hui procéder que d'un processus complexe de recomposition révolutionnaire dans le mouvement ouvrier. Une organisation comme la LCR peut jouer un rôle considérable dans une telle situation, par ses acquis, le potentiel militant accumulé, sa place dans les rapports de forces politiques. Mais la mobilisation de ces acquis et de ce potentiel pour cet objectif ne peut se limiter à transmettre un héritage, qui pour fécond qu'il ait été pour résister aux ravages du stalinisme et aux turpitudes de la social-démocratie, ne peut aujourd'hui représenter le cadre fondamental de cette recomposition. C'est vrai sur le plan programmatique, c'est vrai aussi sur le plan du modèle organisationnel.

Certes l'héritage n'est pas mince, et du passé il ne convient pas de faire table rase. Seuls progresseront dans l'avenir ceux qui comprendront les transformations du présent mais aussi les leçons du passé de plus d'un siècle d'histoire du mouvement ouvrier. Mais à condition qu'ils en intègrent tous les enseignements, ceux qui confirment les acquis, comme ceux qui conduisent à réviser les schémas devenus caducs. La mémoire est une arme pour les révolutionnaires, mais elle ne doit pas être sélective.

Et s'il est une leçon fondamentale du marxisme, c'est la nécessité de la délimitation politique de ceux qui entendent que le programme révolutionnaire non seulement soit élaboré et défendu, mais se transforme en force matérielle, c'est-à-dire devienne un outil pour le combat de classe. Et pour que cette transformation se fasse, il faut un parti, marxiste, révolutionnaire, autogestionnaire. Mais ce parti est un instrument, il n'est pas le but ultime. Et on s'attachera d'autant mieux à sa construction qu'on en comprendra les coordonnées générales, du point de vue des tâches qu'il doit remplir, des rapports qu'il doit entretenir avec les travailleurs, les mouvements sociaux, les autres courants du mouvement ouvrier, mais aussi du point de vue de ses

conditions internes de fonctionnement. Et ces coordonnées ne sont pas fixées une fois pour toutes, elles sont aujourd'hui fonction de ce que sont les contradictions actuelles du capitalisme, mais aussi de ce que nous enseigne l'expérience historique.

Notre tradition organisationnelle est celle du léninisme, mauvais terme d'ailleurs dont Lénine critiquait l'usage. La révolution de 1917 fut la première révolution prolétarienne victorieuse. Sa dégénérescence bureaucratique déboucha sur ce qui demeure, avec le nazisme, comme une des plaies les plus horribles dans le développement de l'humanité. Pour triompher, le stalinisme dut briser le parti de 1917, exterminer l'essentiel de ses cadres. Mais cela ne sauve pas le modèle bolchevik, dont le stalinisme est aussi une excroissance. Si ce modèle ne fut pas "LA" cause de la dégénérescence bureaucratique, il en fut, dans les conditions historiques de la Russie des années 1920, un des vecteurs. Et justement parce que nous voulons garder la mémoire du passé, nous n'entendons pas devenir amnésiques.

Mais bien d'autres éléments nous conduisent à repenser nos conceptions d'organisation : le niveau culturel et l'expérience politique du prolétariat; la référence fondamentale à l'autogestion, notre conception de la fonction d'une organisation révolutionnaire par rapport au mouvement social, notre compréhension d'une issue révolutionnaire comme un processus ne se réduisant pas à un affrontement centralisé pour le pouvoir d'Etat; l'actualité de la recomposition du mouvement ouvrier; la nécessité pour la LCR dans ce cadre de se construire pour oeuvrer à son propre dépassement aussi; son propre bilan enfin, et sa situation présente.

6.1. LE DEBAT SUR LE LENINISME - QUE REMETTRE EN CAUSE

Notre critique des organisations existantes, en particulier de celles qui se réclament du communisme, n'est pas abstraite. Elle est la conclusion d'une double expérience, historique et quotidienne. Toutes deux montrent l'inéluctabilité du processus de bureaucratisation qui transforme progressivement les organisations créées pour la révolution, en freins de celle-ci d'abord relatifs, puis absolus, enfin en leur contraire, en organisations contre-révolutionnaires. Certes il ne s'agit pas d'une évolution mécanique. Les organisations nées au sein des processus de montées ne se sclérosent que dans les reflux, reculs, défaites. Mais leur structure, plus ou moins rigide, favorise plus ou moins la sclérose, détermine la forme de leur dégénérescence. Dans toutes ces organisations, y compris dans les meilleurs des cas, les directions jouissent de "rentes de situation" qui leur permettent, même quand leurs oppositions se trompent moins qu'elles, de se maintenir, de se reproduire et de s'auto-sélectionner. L'auto-sélection des "meilleurs" se fait suivant leurs critères d'organisation dont l'angle de divergence avec ceux de la lutte révolutionnaire, exprimant les intérêts généraux du prolétariat, dépend des conditions qui commandent les rapports organisations/masses (poussées ou reflux, montées ou recul, victoires ou défaites, limitées ou profondes; degré d'usure et/ou de sclérose du programme et de l'organisation elle-même, etc.).

Nos organisations de la IVe Internationale ont toutes été construites sur le modèle dit "léniniste". Certes, selon les pays et les époques, il y a eu des adaptations au modèle. Mais la manière dont y est conçu l'ensemble, en principe dialectique, du centralisme et de la démocratie, est toujours fidèle au "modèle" d' "armée révolutionnaire au combat", formée d' "officiers de la classe ouvrière" (Trotsky). La démocratie y est séparée dans le temps du centralisme comme la thèse et l'antithèse dont l'action serait la synthèse. La démocratie est discussion, en préparation des congrès, des objectifs stratégiques et parfois uniquement tactique. Les congrès tranchent, et la discipline à la ligne majoritaire doit être totale. Pour des "léninistes" stricts, les idées étant déjà des actes, l'expression divergente de celles-ci ne peut se faire publiquement et, en principe, seulement après l'épreuve de l'action. Que nous ayons, dans la LCR, connu une certaine souplesse à l'égard de ces normes, n'empêche pas le rappel périodique aux stricts statuts, quand la direction l'estime nécessaire et que le rapport des forces internes le lui permet. C'est cette conception "léniniste" du centralisme démocratique que nous remettons en cause et ne pouvons plus accepter. Et d'abord parce qu'il est faux qu'elle soit dialectique, s'appliquant à tous les temps, toutes les situations et tous les mouvements ouvriers, toutes les stratégies locales et régionales de la révolution.

L'argument selon lequel la théorie léninienne de l'organisation aurait ajouté au marxisme l'apport de l'instrument adéquat de la révolution, valable universellement, est controuvé par l'histoire. Certes, le Parti bolchevik s'est

révélé capable de structurer les masses prolétariennes russes dans la période révolutionnaire, grâce à une formation de militants professionnels formés dans l'illégalité et l'exil, mais cette capacité organisationnelle n'aurait rien été sans son programme, d'ailleurs ajusté dans le cours même de la révolution et avec les apports extérieurs décisifs que l'on sait. De plus, la spécificité bolchévique a vite révélé de terribles aspects négatifs : élitisme, substitutisme, discipline militaire, sélection par l'obéissance à la hiérarchie. La seule garantie révolutionnaire d'un tel mode d'organisation était dans l'intelligence marxiste et la rigueur morale de ses chefs suprêmes, voire, en dernier ressort, de Lénine lui-même. Avant même le Thermidor de 1924, ce parti commença à pourrir par la tête, c'est-à-dire par le noyau même qui avait fait sa spécificité efficace. La supériorité qu'avait été pour lui d'être une "armée révolutionnaire disciplinée" se transformait en son contraire, il allait devenir le creuset même de la pire bureaucratisation jamais vue; ses dirigeants révolutionnaires, à commencer par Lénine, dépassés en peu de temps par ce maelström.

Notre histoire française est jalonnée de crises où les oppositions politiques sont sanctionnées selon les principes de la conception "léniniste" d'organisation, c'est-à-dire par la transformation des tendances en fractions et par des scissions et exclusions.

Certes, une telle évolution a fondamentalement des causes politiques, mais dont les liens dialectiques avec les principes organisationnels doivent être mis en évidence.

Notre mise en marge du mouvement de la classe, pendant toute la période d'apogée du stalinisme nous a stérilisés théoriquement, ce qui a accru notre marginalisation et induit un cycle infernal. De là un dogmatisme (qui n'a pris, il est vrai, ses formes extrêmes que dans les formations dissidentes ou en voie de rupture) qui produit à la fois des rectifications brutales de cours, brisant de ce fait ce qu'elles peuvent contenir de positif, et, inversement des raidissements également brutaux devant toute suggestion de novation, un type de discussion intolérant et scolastique, voire terroriste sur le plan intellectuel, et, à nouveau, la cristallisation en tendances et fractions.

Une telle évolution dramatique, sans cesse répétée, tient évidemment à l'unité de droit orthodoxie-direction.

La stratification en quatre étages de l'organisation, base, encadrement moyen, comité central et direction politique permanente (BP et appendices d'appareil), avec ses quatre niveaux de discussion et le statut de pouvoir du niveau suprême ne peut que transformer toute lutte d'idée en lutte pour le pouvoir, vouée d'ailleurs à l'échec de par la rente de situation et la tenue de l'appareil.

Tous les projets "réformistes" de ce mode de fonctionnement - y compris ceux acceptés par la majorité - ont échoué. Le Comité central est resté un parlement, le BP un pouvoir incontrôlable, les cadres moyens des groupes de pression, et la base des activistes constamment renouvelés qui votent plus avec leurs pieds qu'avec leur main.

Pourtant notre système serait pour certains la meilleure et la seule forme possible de centralisme démocratique.

6.2. DE LA LIGUE REELLE A LA PERSPECTIVE D'UN NOUVEAU PARTI REVOLUTIONNAIRE

Les conceptions d'organisation majoritaires se fondent sur la réaffirmation de notre "identité trotskyste".

Qu'est-ce que cette identité dont se réclament autant que nous, en France, le PCI de Lambert, LO, la LOR, les spartacistes, et nous en passons.

C'est un programme historique, vieux d'un demi-siècle où, depuis longtemps déjà, la mort saisit le vif.

La seule identité dont nous puissions nous réclamer est celle du marxisme révolutionnaire, au sein duquel l'apport - essentiel - de Trotsky devient partiel, tel celui de Lénine, de Rosa Luxembourg parmi d'autres, et doit être fondu avec de nouveaux apports, dans la synthèse d'un nouveau programme à l'échelle de notre temps.

L' "identité trotskyste", liée historiquement à la période de lutte contre le stalinisme triomphant, induit d'ailleurs en nos rangs de sérieux dévoiements. Elle risque sans cesse de nous enfermer dans une vision de la stratégie révolutionnaire historiquement datée et, à beaucoup d'égards, aujourd'hui inopérante. Dans ce qu'elle a de plus contestable (la théorie des Etats ouvriers par exemple), elle conduit à la sclérose théorique et à des risques d'opportunisme graves face à la bureaucratie (cf. par exemple les erreurs

initiales sur l'Afghanistan). Elle conduit même certains trotskystes à mettre leurs rapports avec les PC et leurs oppositions sous le signe du débat entre "communistes" (orthodoxes trotskystes contre dévoyés staliniens) et dans la problématique du ralliement de la ligne erronée à la ligne juste. Elle amène à la limite certains à préférer les "afghans" sclérosés aux "rénovateurs" qui se posent - bien ou mal - les problèmes du temps.

Sur le plan de l'organisation, nous retrouvons le même errement. La démocratie d'organisation recherchée par les rénovateurs des PC, dépasse le retour que nous leur proposons à un centralisme démocratique léniniste pur dont nous leur offrons un exemple peu séduisant avec nos crises à répétition. Il est donc nécessaire, dans le cadre de notre rénovation programmatique générale, de liquider le modèle "léniniste" d'organisation, désormais obsolète, ce qui permettra à la fois de mieux dégager l'apport marxiste durable de Lénine et de mettre à jour un nouveau modèle centraliste démocratique.

On nous a objecté qu'en fait la LCR ne fonctionnait pas selon le modèle. Mais c'est en général pour le regretter et tenter d'y revenir, en en finissant avec les tendances permanentes qui seraient l'origine et la cause des crises et non pas leur effet.

C'est un fait que la LCR est devenue un regroupement de "courants" relativement fixes. Mais nul ne peut dire qu'il s'agit de regroupements de clans, voire seulement conditionnés par la lutte pour le pouvoir. Il est facile de constater que chacun de ces courants représente une logique politique, qui a son expression développée - voire caricaturale - à l'extérieur de nos rangs, donc qui ont tous une dynamique potentielle centrifuge, au centre desquels le courant majoritaire est conservateur, par souci de cohésion équilibrée ou de préservation d'un bloc de direction, balançant entre les extrêmes dans une tension vers l'immobilisme.

On peut dire que la position majoritaire est l'attente que les masses viennent à notre programme, juste par définition, comme, sur le plan organisationnel, que l'axe de la recomposition d'un parti révolutionnaire se fasse sur les bases de la IVe Internationale (l'attitude de la section italienne étant le cas typique de cette attitude). Divers courants, nés de critiques de cet immobilisme ou de l'élaboration de positions nouvelles se sont détachés.

Le courant JBLM, le plus récent, né du "Tournant vers l'industrie", tend à l'ouvriérisme, dont LO représente la forme pure, censé être la voie directe au coeur décisif du prolétariat. Le courant structuré dans la TUO, au travers des ses divers avatars, a les caractéristiques "classiques" d'un certain "vieux trotskysme" mêlant orthodoxie formelle archaïque et tendance à l'opportunisme, censé être la voie transitoire vers les plus grandes masses. Notre propre courant T3, au contraire, est tourné vers les forces neuves, joignant à l'exigence de remise en ordre programmatique dans la rigueur théorique, l'ouverture aux problèmes nouveaux de l'autogestion, du féminisme et de la stratégie révolutionnaire, le souci de jonction avec les courants vivants de recomposition, à la fois vers les organisations qui cherchent - fût-ce en trébuchant et de façon parcellaire - dans ces directions, et vers ces "pans entiers" qui se détachent - enfin ! - du PC.

On peut, certes, dire aussi que la présence en commun de tous ces courants dans la Ligue d'une part manifeste l'accord sur des bases programmatiques communes, en particulier internationalistes, et d'autre part que cette coexistence empêche les dérives que connaissent les formes développées extérieures dont ils peuvent être plus ou moins proches. Signalons quand même que ces risques ne sont pas tous évidents, ni n'ont la même signification. Les voies de LO et de l'OCI représentent le passé mort, desséché, le retour au marxisme vulgaire et formel. Les risques, de ce côté sont ceux de la sectarisation et/ou d'opportunisme à l'égard des organisations traditionnelles, celui d'être leur repoussoir ou leurs flancs-gardes. Le risque supposé du côté de ce qu'on appelle "l'Alternative", des "Verts" de gauche aux rénovateurs du PC, ne peut exister que si le marxisme révolutionnaire s'avère incapable d'être fidèle à sa mission de développement théorique. Ce risque existe donc surtout comme conséquence de l'immobilisme théorique et pratique de la Ligue.

Par ailleurs, il faut réaffirmer que le droit de tendance et de fraction est un acquis important qui ne saurait être remis en cause sans les plus graves dangers. Il est constitutif de la vie démocratique, même s'il n'en représente pas la totalité. Et la démocratie, loin d'être conçue comme une concession nécessaire aux droits de la minorité (ce à quoi tendent trop souvent à la réduire les positions majoritaires) doit être perçue pour ce qu'elle est fondamentalement, la condition première de la vitalité et de la progression théorique et politique d'une organisation révolutionnaire. Le droit de tendance en est partie intégrante. Il permet entre autres que soient identifiées, assumées, critiquées des positions politiques en toute responsabilité devant l'ensemble de l'organisation. Toute

position faisant porter la responsabilité de la crise endémique de la LCR sur les tendances minoritaires serait mille fois pire que le mal. Elle serait d'autant plus inacceptable venant d'une majorité qui depuis plusieurs congrès refuse de se constituer en tendance, prétendant s'arroger une légitimité supérieure, refuse par là de se soumettre au contrôle de sa base, et sanctionne ses divergences au sommet, par des auto-amendements et des compromis de direction.

En fait, le point de départ de notre "refondation" doit être la combinaison de la réflexion sur notre pratique et de positions de principes.

L'expérience constante de la cohérence et de la cohésion de toute l'organisation dans les actions essentielles, en particulier celles sur nos actes de lutte internationale (de l'indépendance de la Kanaky à la défense du Nicaragua) et dans les luttes ouvrières, montre que la discipline d'action n'a aucun besoin du recours à un modèle de discipline "militaire".

Par ailleurs, et par la force des choses, le travail d'entreprise, y compris quand il y a lutte à potentialité d'extension, ne peut être orienté et mené qu'à proximité de l'action, dans la conscience et la libre décision de ses acteurs mêmes. A ce niveau, les commissions, syndicales et de branche sont plus décisives que les organes centraux de direction.

Notre système fait de la discussion, du contrôle au fur et à mesure de l'action et de l'évolution des événements, le monopole des "étages" supérieurs de la direction, qui détient seule et "filtre" l'information dans un profond esprit hiérarchique.

Dans la récente "affaire de la T3" où nous avons dû faire état de débats restés internes au niveau de la direction, celle-ci nous a opposé la nécessité de telles discussions compartimentées au nom du "droit à l'erreur". D'une part, il s'agit beaucoup plus d'un droit à la protection spéciale de la cohésion du groupe majoritaire de direction face aux militants, contesté au reste de l'organisation et, en particulier, aux "courants"; d'autre part, ce "droit à l'erreur' est mal reconnu à la base qui, sevrée d'informations y est pourtant plus exposée.

Dans les conditions de légalité politique, rien ne justifie que *toutes* les discussions politiques, non seulement ne soient pas ouvertes de la base au sommet de l'organisation, mais, même, qu'elles ne s'expriment pas par la presse publique (comme c'était d'ailleurs le cas dans la presse révolutionnaire, y compris bolchévique, antérieure à 1917), rien si ce n'est la volonté de clore le parti par rapport à la classe.

Les thèses majoritaires d'organisation insistent, dans la définition du parti révolutionnaire, sur ce qu'il est "délimité de la classe". Comment combiner cela avec l'autre concept fondamental que "les communistes ne forment pas un parti distinct du prolétariat" (*Manifeste communiste*). En ceci que la délimitation du parti est fonction du niveau de conscience exprimé par le programme marxiste général visant à l'instauration du communisme auquel s'ajoutent les divergences stratégiques ou tactiques entre partis révolutionnaire.

C'est dire qu'une telle délimitation s'impose comme fait -regrettable - et non comme choix. Il est fonction de l'espace entre la classe en soi et la conscience de la classe pour soi.

L'extension moderne du prolétariat (selon notre définition comme ensemble des travailleurs ne possédant que leur force de travail, qu'elle soit manuelle ou intellectuelle, et de plus en plus manuelle-intellectuelle), dans le temps même de la dégénérescence des organisations traditionnelles (et les deux phénomènes étant en relation dialectique, le plus souvent mal vue), a abouti à un recul et à une dispersion de la conscience de classe prolétarienne, dont la lente recomposition n'a commencé à s'effectuer qu'après 1968. L'éventail de la conscience et la fragmentation de sa reconstitution (manifesté en particulier par l'apparition de consciences séparées, autogestionnaires, féministes, écologiques...) dicte la première fonction des organisations véritablement révolutionnaires d'aujourd'hui : oeuvrer à la convergence des actions dans le sens de la réalisation du plus haut niveau de conscience possible sur le champ le plus étendu de la classe en expansion, comme condition préalable de la révolution socialiste dont le modèle même sera modifié par ces mutations.

En ce sens, nous disons que la tâche fondamentale d'un parti révolutionnaire est d'oeuvrer à l'auto-organisation des travailleurs.

Cela induit nettement le parti d'avant-garde à sa fonction de *guide*, au sens propre du mot, opposé à celui de dirigeant qu'il a dans le contenu "léniniste" du mot, qui implique des "coupes" faites dans la classe, et un droit "supérieur" à *imposer* à toute la classe la conscience de son avant-garde - autoproclamée - au nom de ses intérêts généraux présumés mieux compris par sa minorité que par sa majorité, ce qui est contraire au marxisme de Marx. Seule, au contraire, la conception de "guide", agissant par conviction de la majorité évite les pièges du substitutisme, aussi bien dans la recherche de l'influence que dans la visée du pouvoir qui ne saurait être celui du parti sans les plus graves risques.

Si les luttes politiques et sociales dans lesquelles s'implique le parti révolutionnaire visent l'unité la plus large de la classe, et par là même la plus grande unité possible de sa conscience, la diversité actuelle des organisations de classe, manifestant l'hétérogénéité des niveaux de cette conscience, ne peut s'atténuer qu'en fonction du mouvement d'homogénéisation opéré au travers des luttes. Tout au long d'un tel processus, les fronts de classe les plus divers s'imposeront.

Mais ce que montre notre propre expérience d'organisation, telle que rappelée plus haut, c'est qu'à l'intérieur même de la conscience marxiste révolutionnaire, des disparités tactiques, voire stratégiques, apparaissent, et sont sans doute inévitables dans la phase de recomposition que nous vivons. Dans une organisation beaucoup plus large que la nôtre, il est évident qu'elles seront également présentes. Comme nous l'avons vu, ces disparités ont une potentialité de rupture. Le problème qu'elles posent ne peut trouver à terme que deux solutions : soit le "régime" du parti permet la coexistence de ces disparités dans le cadre d'une problématique générale commune, soit il faut admettre la séparation en organisations différentes au-delà d'un certain seuil de divergences sur l'action, et renvoyer la résolution de l'action commune par et dans des fronts.

La première solution est sans doute la meilleure. Mais comment éviter l'impuissance du fédéralisme et sa propre lutte pour le pouvoir, plus cachée mais aussi réelle ?

Très certainement en limitant ce pouvoir central, centraliste, ce que, non seulement permettent aujourd'hui les moyens matériels modernes de communication et la légalité politique bourgeoise, mais aussi et surtout ce que permet et exige le niveau culturel des militants prolétariens qui s'exprime par le succès et la généralité de la revendication d'autogestion.

Les directions des organisations prolétariennes, et d'abord de la nôtre, doivent être simplement des *exécutifs* de décisions précises limitées majoritaires. Elles ne peuvent valablement se donner pour autre chose que la représentation d'un courant temporaire, et ne peuvent prétendre représenter - et encore moins juger - le tout dont elles ne sont qu'une partie.

L'unité d'une organisation révolutionnaire dans une période ni révolutionnaire, ni même pré-révolutionnaire, mais de préparation aux conditions de la révolution, exige une telle souplesse qui -notre expérience le prouve - n'empêche en aucune manière l'action centralisée qui, en tout état de cause exige la conviction de tous les participants.

Une telle limitation de pouvoir, avec total abandon du monopole de l'information et de la discussion à étages cloisonnés, est aussi la condition de la plus large formation de militants vraiment responsables, capables de pensée autonome et d'initiative, de décision.

La discussion et l'élaboration théorico-politique ne doivent plus être limitées à des séquences de temps qui les séparent du temps de l'action, en fonction de décisions de sommet, mais doivent s'opérer dans une liaison permanente avec l'action, scandée par le rythme même et les besoins de celle-ci.

Le degré de centralisation de l'action doit être décidé par l'organisation elle-même en fonction des besoins ressentis dans l'évolution des événements sociaux eux-mêmes. Le véritable lien dialectique de la démocratie - non seulement dans le débat mais dans l'expérimentation locale, régionale, de milieux, et de thèmes - et la centralisation pour des actions générales, ne peut être uniforme en permanence, mais doit être adapté aux situations et aux rythmes de l'action.

Délimitée de la masse de la classe, une organisation de ce type serait pourtant, par sa souplesse, en symbiose avec elle dans la totalité de ses secteurs. Sa propre pratique, non directive, la rendrait à la fois plus sensible au propre enseignement de la classe en soi, et plus capable de la "guider" sans tenter de la manoeuvrer et de lui imposer des choix non arrivés à maturité.

L'époque de la conscience autogestionnaire a besoin d'un parti révolutionnaire lui-même démocratiquement autogéré, et donc débarrassé de tout esprit de discipline militaire et de toute lutte pour le pouvoir, principale source de crises.

6.3. UNE SOLUTION "ALTERNATIVE"

Tous les échecs des organisations prolétariennes de notre temps, y compris de la nôtre, tiennent en dernier ressort à leur inadéquation aux conditions nouvelles du monde du travail et à l'évolution régressive-progressive de sa conscience. Toutes les recherches vivantes se font dans le sens esquissé plus haut. L'orientation vers ce qui a été appelé l'Alternative, et dont les éléments

apparaissaient jusqu'il y a peu de mois comme très maigres et très dispersés, prend désormais consistance avec l'évolution rapide des "rénovateurs" du PC.

Toutefois, le succès d'un regroupement révolutionnaire qui peut être très large exige de chacune de ses composantes potentielles une analyse autocritique courageuse de sa propre expérience. La continuité que nous représentons, en dépit de sa richesse, ne peut pas être considérée comme ayant seule été épargnée par les outrages du temps et des traverses de l'histoire. L'adoption par les autres de ce que nous avons porté souvent seuls, et que nous pouvons transmettre, y compris avec un certain enrichissement, aura d'autant plus de chances d'être facile et complète que nous l'aurons épuré nous-mêmes de ses scories et que nous présenterons l'héritage sous bénéfice d'inventaire. Il serait paradoxal, mais non impossible, que ceux qui ont partagé des erreurs beaucoup plus graves que les nôtres, nous dépassent par les leçons qu'ils sont capables d'en tirer. La dialectique de l'histoire connaît de tels paradoxes. C'est donc sans présomption et "com-suffisance" que nous devons nous engager dans la nouvelle phase de recomposition des forces socialistes qui s'ouvre devant nous.

Notre meilleure préparation à la participation à cette recomposition d'une force politique révolutionnaire, serait de l'aborder comme un mouvement ayant surmonté sa crise chronique par une courageuse *refondation.*

Telle serait en outre la meilleure défense du rôle de l'avant-garde. Plus s'accroît la complexité de la société et par là même celle d'un processus révolutionnaire qui ne peut se réduire aux modèles du passé, plus s'accroît en même temps l'importance de la fonction de compréhension et synthèse comme condition des initiatives. Mais plus aussi l'exercice de ces fonctions requiert de soumettre à cela les modèles organisationnels.

En guise de conclusion...

Nous indiquions, en préambule de ce projet, qu'il est des périodes où des redéfinitions sont nécessaires, pas seulement théoriquement mais pratiquement. Pour imparfait que soit ce document, il l'illustre à diférents niveaux, depuis le programme du socialisme jusqu'à la construction d'une force révolutionnaire, en passant par l'activité dans les luttes, avec leurs multiples implications.

Elles sont urgentes pour la LCR.

Si des conservateurs ou des bureaucrates peuvent toujours croire "qu'il n'est pas de problème que son absence de solution ne finisse par résoudre", des révolutionnaires qui entendent véritablement jouer leur rôle doivent être persuadés d'une chose : l'accumulation de retards, d'hésitations, de crispations, dans la période de crise et de mutations que nous connaissons, ne peut que générer des effets cumulatifs, à termes destructeurs. Loin en effet de ménager l'avenir, elle conduira à une compréhension appauvrie de la réalité, loin de préserver les acquis elle conduira à les figer dans une orthodoxie aux pieds d'argile, loin de nous armer dans la recomposition du mouvement ouvrier, elle nous en rendra spectateurs.

Si le débat du congrès a un sens, c'est de nous permettre de progresser collectivement dans la compréhension de ces enjeux. Ils sont décisifs. On peut choisir de les ignorer, mais il n'est du pouvoir de personne d'empêcher que le prix de cette ignorance soit alors très lourd, et que la facture nous soit présentée plus vite qu'on l'attendait.

Notes

Notes

Notes

Critique Communiste

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC
Rédaction et administration : 2, rue Richard Lenoir. 93100 Montreuil-sous-Bois.
Tél : 48.59.00.80
Directeur de la publication : **Christian Lamotte.** Imprimerie Rotographie.
ISSN : 0759-0989 N° : 56 551